

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA RÉCURRENCE DES DIFFICULTÉS AMÉRICAINES  
DANS L'APPRENTISSAGE DE LA CONTRE-INSURRECTION

THÈSE  
PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
JULIEN TOURREILLE

NOVEMBRE 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Une thèse de doctorat est une épopée de (très) longue haleine, faite de hauts et de bas ; d'inspirations fulgurantes ; de semaines d'errance infructueuse ; de discussions passionnées ; de vertigineux épisodes de page blanche. Si j'ai finalement réussi à accomplir ce défi personnel dont j'avais mal anticipé les difficultés et sous-estimé les moments merveilleux de stimulation intellectuelle, je le dois à un grand nombre de personnes auxquelles je tiens ici à exprimer ma reconnaissance.

Ma famille, tout d'abord, qui m'a vu partir pour le Québec il y a de nombreuses années en se demandant probablement si je mesurais l'ampleur de la tâche qui m'attendait et qui doit encore se demander quel peut bien être le sujet qui m'a obnubilé pendant autant de temps. Claudie, Sophie, Odile, Christine, Émilie, Delphine, Nicole, Tatie Lily, merci pour votre inconditionnel soutien. J'ai certes était physiquement éloigné pendant toutes ces années, mais c'est grâce à vous, et à ceux qui nous ont quitté, que je n'ai jamais oublié qui je suis et d'où je viens.

Il y a ensuite mes amis, toujours proches même si nous sommes un peu éparpillés autour du monde. J'ai partagé avec vous bien plus que les difficultés de mon entreprise, celles de la vie qu'un jeune adulte a à traverser. Virginie et Gilles Freissinier, Anne et François Artiganave, Antoine Artiganave, vous avez été là dans les moments les plus délicats. Catherine Allard et Danielle Labbé, vos encouragements et votre énergie ont été fort utiles pour traverser la rédaction de chapitres parfois laborieux. Guillaume Lavoie, merci d'avoir fait des soirées Fab3 des moments de détente et de débat toujours bienvenus.

Jacynthe Rivest, Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, Pierre-Louis Malfatto, Docteur François Lavoie, je vous dois plus que de m'avoir encouragé dans les moments où la rédaction n'avancait pas. Si j'écris ces lignes aujourd'hui, c'est tout simplement parce que vous avez été là pour me sortir d'une impasse qui aurait pu mal finir.

Sophie Vallée, ta clairvoyance sur la nécessité de préserver des plages d'entraînement dans le calendrier serré des corrections afin que je conserve un certain équilibre mental, ta joyeuse et contagieuse passion, tes réponses éclairantes à mes questions de méthodologie furent précieuses. Mais surtout, je n'imaginais pas qu'un « *It's a match* » ouvre la voie à une partie aussi extraordinaire. Je t'aime.

Einrika, Aurélien, Aaron, Naomi, vous m'avez toujours soutenu et motivé. Vous m'avez donné l'énergie de finir la dernière ligne droite en me proposant de vous accompagner à la découverte de ma « terre natale », Haïti, en ce mois de mars 2014. Je ne suis pas en mesure d'exprimer par mes simples mots toute ma reconnaissance et tout ce que vous m'apportez bien au-delà de votre soutien à travers cette épreuve que fut le doctorat. Vous êtes tout simplement ma famille.

La Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM fut l'institution qui m'a accueilli et au sein de laquelle je me suis épanoui depuis mon arrivée au Québec. Le dynamisme, l'esprit d'équipe, la bonne humeur, et le brio de ces membres anciens et actuels ont été précieux. Vous avez toutes et tous contribué à mon cheminement. Permettez moi de mentionner ici quelques uns des membres qui ont joué un rôle encore plus important : Alexandre Alaoui, Aurélie Allain, Louis Balthazar, Sébastien Barthe, Philippe Beaulieu – Brossard, Adib Bencherif, Vincent Boucher, Véronique Bourbeau, Bruno Charbonneau,



Francine Chalifou, Ginette Chenard, Marilyn Choquette, Pierre-Alain Clément, Barthélémy Courmont, Joan Deas, Roberto De Primis, Julie Dufort, Clara Egger, Astrid Ellefsen, Amélie Escobar, Émilie Fortin, Katia Gagné, Frédérick Gagnon, David Grondin, Caroline Leprince, Guy-Joffroy Lord, Julie Médam, Joël Plouffe, Marie-Hélène Pozzar, Karine Prémont, Véronique Pronovost, Olivier Quenneville, Nicolas Riendeau, Julien Saada, Hanieh Ziaei, et Gwenola Appéré, qui en responsable des communications attentionnée a su faire preuve de sévérité à mon endroit pour que je finisse par finir.

Au sein du département de science politique de l'UQAM, deux personnes ont été d'une aide considérable : la professeure Maya Jegen, par ses encouragements lorsque j'ai décidé de reprendre le chemin de la thèse, et Lysa Brunet, qui a fait preuve d'une patience et de ressources qui m'ont permis d'éviter bien des ennuis. Je tiens par ailleurs à remercier les membres du comité d'évaluation de mon projet de thèse, les professeurs Greg Robinson du département d'histoire de l'UQAM et Julian Schofield de l'Université Concordia. Vos conseils et vos remarques ont été précieux tout au long de la rédaction. Rencontré lors d'un séjour en Afghanistan en juin 2013, le professeur Michel Fortmann de l'Université de Montréal fut un allié inattendu aux suggestions toujours pertinentes.

Je conclurai en évoquant les deux personnes sans lesquelles je n'aurai jamais entrepris, ni terminé cette thèse. Élisabeth Vallet m'a toujours sorti des ornières conceptuelles ou méthodologiques dans lesquels je pouvais me fourvoyer, tant dans ma thèse, que dans mon parcours universitaire dans ce coin d'Amérique du Nord. Tu es également une oreille attentive et toujours disponible pour des discussions qui dépassent largement le cadre des études.

Mon directeur de thèse enfin, le professeur Charles-Philippe David, m'a fait confiance, m'a encouragé, et a surtout fait preuve d'une patience qu'il ne devait pas lui-même soupçonner face à mon comportement et mon avancement qui lui ont donné bien des tourments. Monsieur David, vous serez toujours bien plus qu'un directeur de thèse, bien plus qu'un modèle d'enseignant passionné, et bien plus qu'un complice de films de super-héros. Merci pour tout ce que vous avez fait, je vous en serai toujours reconnaissant.

*À Gérard*

## TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS .....	ii
TABLE DES MATIERES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	xi
LISTE DES FIGURES.....	xi
RÉSUMÉ .....	xii
INTRODUCTION .....	1
1. Une incapacité historique à retenir les leçons de la contre-insurrection .....	2
2. Le désintérêt, source de difficultés récurrentes dans la contre-insurrection .....	5
3. Un désintérêt paradoxal compte tenu de l'histoire militaire américaine .....	9
4. Une théorie multi-causale des difficultés récurrentes dans la contre-insurrection .....	25
CHAPITRE I UNE THEORIE DE LA RECURRENCE DES DIFFICULTES	
AMERICAINES DANS LA CONTRE-INSURRECTION .....	35
1.1 Les États-Unis et la guerre irrégulière : un sujet incontournable.....	36
1.1.1 La contre-insurrection, une forme majeure de guerre irrégulière.....	43
1.1.2 La difficile évaluation du succès et de l'échec dans la contre-insurrection .....	48
1.1.3 Les difficultés du fort dans un « siècle de petites guerres » .....	52
1.2 Les difficultés américaines dans la contre-insurrection avancées dans la	
littérature.....	56
1.2.1 L'obstacle de la culture stratégique .....	57
1.2.2 L'inadaptation des structures bureaucratiques .....	58
1.2.3 Le mépris de l'institution militaire.....	60
1.3 Une théorie de la récurrence des difficultés américaines dans la contre-	
insurrection.....	65
1.3.1 Le niveau politique : la sensibilité exacerbée de l'opinion publique aux pertes	
.....	68

1.3.2 Le niveau décisionnel : la préférence des décideurs politiques pour les moyens conventionnels.....	73
1.3.3 Le niveau organisationnel : l'adaptation limitée de l'institution militaire.....	78
1.3.4 L'articulation entre les trois hypothèses .....	83
1.3.5 La vérification des hypothèses.....	84
1.3.6 Démarche méthodologique .....	86
1.3.7 Présentation des études de cas .....	92
 CHAPITRE II LA GUERRE DES PHILIPPINES (1898-1902) : L'IDEAL REVOLU DE LA CONTRE-INSURRECTION AMERICAINE ? .....	106
2.1 Le déroulement du conflit.....	111
2.2 Le niveau politique : l'émergence de la sensibilité de l'opinion publique.....	117
2.2.1 Le malaise de l'opinion face aux exactions commises par les forces américaines.....	119
2.2.2 Les tentatives d'Aguinaldo d'exploiter les tensions internes à la société américaine.....	126
2.3 Le niveau décisionnel : d'un objectif incertain à une action résolue .....	131
2.3.1 L'ambivalence quant aux objectifs initiaux de la mission .....	131
2.3.2 Les décideurs politiques appuient un durcissement d'approche .....	134
2.3.3 Les faiblesses du mouvement insurrectionnel philippin.....	136
2.4 Le niveau organisationnel : une armée en difficulté qui puise dans sa culture organisationnelle pour s'adapter aux exigences de la COIN.....	142
2.4.1 Une armée de terre mal préparée.....	142
2.4.2 Une indéniable capacité d'adaptation.....	145
2.5 Conclusion .....	150
 CHAPITRE III LA GUERRE DU VIETNAM (1960 – 1970) : AUX ORIGINES DES DIFFICULTES CONTEMPORAINES DES ETATS-UNIS DANS LA CONTRE-INSURRECTION .....	160
3.1 Le déroulement du conflit.....	167



3.2 Le niveau politique : l'opinion publique comme vulnérabilité critique dans les opérations de contre-insurrection.....	177
3.2.1 Le succès de Hanoï dans l'atteinte de l'opinion publique américaine .....	179
3.2.2 Une bataille gagnée, la guerre perdue: le tournant de l'offensive du Têt de 1968 .....	183
3.2.3 L'incapacité des décideurs américains à façonner l'opinion publique.....	187
3.3 Le niveau décisionnel : un décalage persistant entre objectifs et stratégie .....	191
3.3.1 L'incapacité à élaborer une stratégie claire et cohérente pour le Vietnam ..	191
3.3.2 L'inconstance dans les relations avec l'allié sud-vietnamien .....	196
3.3.3 Les bombardements aériens ou l'illusion de la solution à la quadrature du cercle.....	201
3.4 Le niveau organisationnel : un traumatisme au cœur de l'aversion pour la contre-insurrection.....	207
3.4.1 L'attachement aux approches conventionnelles de la guerre .....	208
3.4.2 Les tentatives de mise en place d'une approche contre-insurrectionnelle ..	216
3.4.3 Le cas des hameaux stratégiques .....	218
3.4.4 Le CORDS .....	221
3.4.5 Le programme Phoenix .....	224
3.5 Conclusion .....	229
 CHAPITRE IV LA GUERRE EN IRAK (2003 – 2011) : UNE ÉCLAIRCIE POUR LA CONTRE-INSURRECTION AMÉRICAINE ?.....	237
4.1 Le déroulement du conflit.....	240
4.1.1 La phase conventionnelle.....	241
4.1.2 La phase non-conventionnelle .....	245
4.2 Le niveau politique : une opinion publique moins contraignante qu'il n'y paraît ? .....	248
4.2.1 L'opposition grandissante de la population ne se traduit pas par un retrait d'Irak.....	249
4.2.2 L'importance de la sensibilité aux pertes dans la stratégie des adversaires des États-Unis .....	252

4.3 Le niveau décisionnel : des errements de l'administration au pari du président	260
4.3.1 Justification mensongère et objectifs irréalistes de l'intervention .....	261
4.3.2 Une stratégie qui répond à un double objectif .....	263
4.3.3 Le poids des rivalités bureaucratiques.....	265
4.4 Le niveau organisationnel : l'Irak ouvre-t-il la voie à une évolution de la culture de l'institution militaire ? .....	267
4.4.1 L'efficacité illusoire de l'approche conventionnelle .....	268
4.4.2 L'illusion de la réponse technologique aux défis de la contre-insurrection.	269
4.4.3 La redécouverte dans l'urgence de la contre-insurrection .....	273
4.5 Conclusion .....	278
CONCLUSION .....	284
LES ETATS-UNIS ET LA CONTRE-INSURRECTION : DES DIFFICULTES	
RECURRENTES, ET INSURMONTABLES ?.....	284
1. Vérification des hypothèses et des liens de causalité .....	288
2. Les principaux enseignements issus de notre thèse .....	295
2.1 La sensibilité aux pertes fragilise l'appui de l'opinion publique américaine...	296
2.2 Les décideurs politiques disposent d'une marge de manœuvre.....	297
2.3 Les leçons apprises ne sont pas institutionnalisées par les forces armées.....	299
3. Les limites de la thèse.....	302
3.1 Les limites d'ordre méthodologique .....	302
3.2 Le poids négligé des facteurs bureaucratiques .....	304
3.3 Le rôle inexploré des relations civils-militaires.....	306
4. Thèmes de recherche issus de la thèse .....	307
4.1 L'opinion publique, vulnérabilité stratégique critique des États-Unis .....	308
4.2 Les limites des moyens matériels et de l'offensive .....	310
4.3 L'importance des compétences et de l'adaptation .....	312
BIBLIOGRAPHIE .....	317

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 L'omniprésence de la guerre irrégulière dans l'histoire américaine ..	15
Tableau 2 Les critères de succès dans la guerre conventionnelle et dans la guerre irrégulière .....	49
Tableau 3 Les 13 caractéristiques de la culture stratégique américaine selon Colin S. Gray .....	58
Tableau 4 Les hypothèses de notre modèle multi-causal .....	85

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 Les relations de causalité entre les hypothèses.....	83
Figure 2 Les pertes américaines au Vietnam, par année (1960-1975).....	183
Figure 3 L'évolution de l'opinion américaine par rapport à la guerre au Vietnam .....	185
Figure 4 Forces américaines déployées au Vietnam, 1960 - 1975.....	229
Figure 5 L'évolution de l'opinion publique américaine par rapport à la guerre en Irak.....	252
Figure 6 Les pertes américaines en Irak, par année (2003-2011).....	256

## RÉSUMÉ

La contre-insurrection occupe une place considérable dans l'histoire des États-Unis, tant dans la consolidation de leur territoire que dans leur action sur la scène internationale. Le corps des fusiliers marins fut spécifiquement conçu et organisé, au moins jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, pour la pratiquer. L'armée de terre, la composante la plus importante en termes d'effectifs des forces armées américaines, s'est par ailleurs trouvée plus souvent engagée dans des missions de contre-insurrection que dans des affrontements classiques contre des armées étatiques qui lui ressemble et pour lesquels elle demeure essentiellement préparée, organisée, entraînée et équipée.

Malgré une vaste expérience de la contre-insurrection, c'est dans ce type particulier de conflit armé que les États-Unis ont connu leurs plus sérieuses difficultés. Aux Philippines, prises aux Espagnols à l'issue de la guerre de 1898, ils déployèrent sur la seule période allant de 1898 à 1902 un total de 126 468 soldats. 4 234 furent tués sans que l'archipel ne soit pour autant transformé en une « petite Amérique » dans le Pacifique. Au Vietnam, jusqu'à un demi-million de soldats furent mobilisés, 50 000 furent tués, sans que cela n'empêche le Sud de tomber aux mains du nord communiste en 1975. En Irak, jusqu'à 170 000 soldats ont été déployés ; 4 488 ont été tués entre mars 2003 et décembre 2011. Or, Bagdad n'est pas aujourd'hui la capitale d'une démocratie rayonnante, paisible et prospère au cœur du Moyen-Orient.

Comment donc expliquer ces difficultés américaines dans la contre-insurrection, et plus spécifiquement leur répétition à travers l'histoire comme l'illustrent ces trois cas ? Majeure dans les études stratégiques aux États-Unis, cette question de recherche a donné lieu à une littérature foisonnante. L'explication dominante dans cette littérature est le désintérêt, l'aversion même, de l'institution militaire vis-à-vis de ce qu'elle qualifie péjorativement « d'opérations autres que la guerre ».

Nous ne contesterons pas ici la pertinence de cette explication. L'originalité et l'apport de notre thèse résident dans l'identification de deux autres variables indépendantes en amont de explicatives : la sensibilité de l'opinion publique aux pertes et les préférences des décideurs politiques pour des moyens et des stratégies limitant les pertes.

Nous soutiendrons donc la thèse suivante : en cherchant à contenir la sensibilité de l'opinion publique aux pertes, les décideurs politiques optent pour des stratégies militaires conventionnelles. Conformément à la culture dominante de l'institution militaire, celles-ci s'avèrent cependant inadaptées aux exigences et particularités de la contre-insurrection.

Structuré autour de trois hypothèses, cette thèse multi-causale présente deux atouts majeurs. Elle permet d'une part d'expliquer la récurrence des difficultés américaines dans la contre-insurrection au cours de la période contemporaine, soit depuis le tournant du 20<sup>e</sup> siècle. D'autre part, elle propose un modèle dont les hypothèses et le potentiel prédictif pourront être testés à travers les trois études de cas retenues ici, ou en choisissant d'autres et même à s'intéressant à l'expérience de la contre-insurrection de pays autres que les États-Unis.

Mots clés : politique étrangère des États-Unis ; politique de défense des États-Unis ; contre-insurrection ; guerre des Philippines ; guerre du Vietnam ; guerre d'Irak.



## INTRODUCTION

*If you can lick the cat, you can lick the kitten*<sup>1</sup>.

En janvier 2012, l'administration Obama présentait une « nouvelle » stratégie militaire. Après plus d'une décennie, les interventions en Afghanistan et en Irak n'avaient pas connu les succès escomptés. Les dirigeants américains devaient alors de plus composer avec de sérieuses contraintes budgétaires, une lassitude de l'opinion publique, et l'affirmation de nouvelles puissances sur la scène internationale. S'il était donc de temps de tourner la page sur des aventures militaires longues, coûteuses, complexes, aux résultats incertains, le document produit par le département de la Défense soulignait néanmoins l'importance de retenir les leçons apprises de ces expériences :

[...] U.S. forces will retain and continue to refine the lessons learned, expertise, and specialized capabilities that have been developed over the past ten years of counterinsurgency and stability operations in Iraq and Afghanistan. *However, U.S. forces will no longer be sized to conduct large-scale, prolonged stability operations*<sup>2</sup>.

Essentiel, cet apprentissage rencontre cependant des obstacles récurrents et connaît des échecs cuisants aux États-Unis. De retour de son premier déploiement en Irak en juin 2004, le Lieutenant-Général Raymond Odierno reconnaissait candidement que « nous, dans l'armée de terre, ne pensons pas

---

<sup>1</sup> Kaplan, Fred (2013). *The Insurgents: David Petraeus and the Plot to Change the American Way of War*, New York, Simon & Schuster, p. 3

<sup>2</sup> U.S. Department of Defense (2012), *Sustaining U.S. Global Leadership : Priorities for 21st Century Defense*, p. 6.

vraiment à la contre-insurrection »<sup>3</sup>. Ce constat était reconnu officiellement quelques mois plus tard par l'institution militaire. Les auteurs du manuel de l'armée de terre et des fusiliers marins sur la contre-insurrection soutenaient en effet en introduction :

Throughout its history, the U.S. military has had to relearn the principles of counterinsurgency (COIN) while conducting operations against adaptive insurgent enemies. It is time to institutionalize Army and Marine Corps knowledge of this longstanding form of conflict<sup>4</sup>.

### 1. Une incapacité historique à retenir les leçons de la contre-insurrection

Un tel constat apparaît en fait largement partagé dans la littérature et dépasse le cas récent de l'Irak. Robert Utley remarquait ainsi en 1973 au sujet des leçons apprises par l'armée américaine de ses guerres contre les Indiens que « the gathering currents of military professionalism, centering on conventional wars of the future, left almost wholly untouched the unconventional wars of the present »<sup>5</sup>. John Nagl abonde en ce sens en soulignant le rôle décisif de la guerre de Sécession, et non des guerres contre les Indiens, dans la conception américaine de l'affrontement armé :

Despite the successes in small wars, the army saw European armies- and European wars – as its true raison d'être [...] The American Civil War demonstrated the vast latent military potential of the United States [...] Most importantly, it created and solidified the image of war as conventional battles between opposing mass armies in the mind of the nation and its generals<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup> Ricks, T. (2009). *The Gamble. General David Petraeus and the American Military Adventure in Iraq, 2006-2008*, New York : The Penguin Press, p. 109

<sup>4</sup> Sewall, Sarah, et al. (2007). *The Army/Marine Corps Counterinsurgency Field Manual*, Chicago, University of Chicago Press p. lii

<sup>5</sup> Utley, Robert (1973). *Frontier Regulars: The United States Army and the Indian, 1866-1891*, Bloomington, Indiana University Press, p. 12

<sup>6</sup> Nagl, John (2005). *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago, The University Press of Chicago, p. 45

Russell Weigley présente cette incapacité à tirer les leçons apprises de la contre-insurrection comme une constante de l'histoire militaire américaine :

Whenever after the Revolution the American army had to conduct a counter guerrilla campaign – in the Second Seminole War of 1835-1841, the Filipino Insurrection of 1899-1903, and in Vietnam in 1965-1973 – it found itself almost without an institutional memory of such experiences, had to relearn appropriate tactics at exorbitant costs, and yet tended after each episode to regard it as an aberration that need not be repeated<sup>7</sup>.

Fred Kaplan mentionne quant à lui que :

[...] historically, few American presidents had plunged into long insurgency wars on purpose; usually they'd backed into them, or they'd sent troops to a foreign land for a completely different reason, then got sucked into the "stability" mission as the country fell apart. Vietnam was a case of the former; Iraq, the latter. The pattern tended to repeat itself, one way or another, every generation – at intervals just long enough for the people in power during one war to forget the lessons of the previous war<sup>8</sup>.

Cette absence d'apprentissage ne semble de surcroît pas dépendante de l'issue du conflit dans lequel les forces américaines se sont trouvées engagées. Elle est constante, même si les États-Unis ont pu connaître des succès dans la contre-insurrection comme le relève encore John Nagl au sujet des Philippines au tournant du 20<sup>e</sup> siècle :

[The Philippines represent] the U.S. Army's most successful instance of counterinsurgency in theory and practice. However, the hard-won lessons of the campaign were quickly lost to the belief that such wars were not the

---

<sup>7</sup> Weigley, Russell, "American Strategy from its Beginnings through the First World War", dans Paret, Peter (ed., 1986). *Makers of Modern Strategy from Machiavelli to the Nuclear Age*, Princeton, NJ, Princeton University Press, p. 411

<sup>8</sup> Kaplan, Fred (2013). *Op. cit.*, p. 355

army's true business and submerged by those of another large war fought with conventional tactics against a conventional enemy<sup>9</sup>.

Il est néanmoins indéniable que dans la période contemporaine, le traumatisme du Vietnam se traduisit par un rejet catégorique de la contre-insurrection et des leçons qui pouvaient en être tirées :

In the mid-1970s, after the debacle of Vietnam, the Army's top generals said "Never again" to the notion of fighting guerrillas in the jungle (or anyplace else). Instead, they turned their gaze once more to the prospect of a big war against the Soviet Union on the wide-open plains of Europe – a war that would play to America's traditional strengths of amassing men and metal – and they threw out the book (literally: they *threw out* the official manuals and curricula) on anything related to what were once called "irregular wars", "asymmetric wars", "low-intensity conflicts" or "counterinsurgency campaigns". To the extent that these types of wars were contemplated at all, the message went out that there was nothing distinctive about them<sup>10</sup>.

In fact, by late 1967, there were signs that the Vietnam War was beginning to sour for the U.S. Army. It was an unwanted war for which the Army had not prepared. [...] As it fought in Vietnam, the Army was not much interested in the theories or tasks of counterinsurgency that lay outside "its standard operational repertoire"<sup>11</sup>.

After the Vietnam War, we purged ourselves of everything that had to do with irregular warfare or insurgency, because it had to do with how we lost that war. In hindsight, that was a bad decision<sup>12</sup>.

L'Irak à partir de l'été 2003 fut une manifestation récente de l'incapacité à mettre en œuvre les leçons apprises des expériences de contre-insurrection et des difficultés que cela pouvait engendrer pour une puissance militaire

---

<sup>9</sup> Nagl, John (2005). *Op. cit.*, p. 46

<sup>10</sup> Kaplan, Fred (2013). *Op. cit.*, pp. 2-3

<sup>11</sup> Ricks, Thomas (2012). *The Generals : American Military Command from World War II to Today*, New York : Penguin Press, p. 260

<sup>12</sup> General Jack Keane, *Jim Lehrer News Hour*, 18 avril 2006, cité par Nagl, J., "The Evolution and Importance of Army/Marine Corps Field Manual 3-24", dans Sewall, Sarah, et al. (2007). *Op. cit.*, p. xiv

obnubilée par la guerre conventionnelle lorsqu'elle se retrouve dans un conflit irrégulier :

Although there were lonely voices arguing that the Army needed to focus on counterinsurgency in the wake of the Cold War [...] the sad fact is that when an insurgency began in Iraq in the late summer of 2003, the Army was unprepared to fight it. The American Army of 2003 was organized, designed, trained and equipped to defeat another conventional army; indeed, it had no peer in that arena<sup>13</sup>.

In the spring of 2003, U.S. commanders had fought the war they wanted to fight – lightning fast, relatively bloodless, and generally predictable. But in the summer and fall of 2003, from the beginning of July into October, they slipped over the precipice Haldane had avoided and fell into the war their Iraqi enemies sought [...] the United States wasn't able to put down the insurgency quickly. In the summer of 2003, the enemy brought it on, as President Bush had taunted them to do, and the U.S. military found itself enmeshed in a guerrilla war for the first time since the Vietnam War<sup>14</sup>.

L'incapacité à retenir les leçons apprises de multiples expériences de la contre-insurrection témoigne d'un désintérêt solidement ancré pour les « opérations autres que la guerre » et d'une fascination ancienne et constante pour la guerre conventionnelle. Ce désintérêt apparaît comme une source majeure des difficultés récurrentes vécues par les États-Unis dans les opérations de guerre irrégulière. Il n'en est toutefois pas moins paradoxal eut égard à l'histoire militaire américaine.

## 2. Le désintérêt, source de difficultés récurrentes dans la contre-insurrection

Après avoir renversé plutôt aisément le régime de Saddam Hussein au terme d'une opération qui s'étala sur trois semaines entre mars et avril 2003, les

---

<sup>13</sup> Nagl, J., "The Evolution and Importance of Army/Marine Corps Field Manual 3-24", dans Sewall, Sarah, et al. (2007). *Ibid.*, p. xiii

<sup>14</sup> Ricks, Thomas (2006). *Fiasco. The American Military Adventure in Iraq*, New York : Penguin Press, pp. 189-190



militaires américains furent confrontés à un adversaire et à un type de conflit qu'ils ont donc traditionnellement du mal à appréhender. Un officier soulignait par exemple en 2006 que ses hommes étaient « inadéquatement préparés pour mener une campagne de contre-insurrection efficace en Irak »<sup>15</sup>. Ian Roxborough dépasse le cas de l'Irak en soutenant que :

[...] the U.S. military has experienced difficulty accurately identifying the lessons of its past experiences with counterinsurgency and, where it has identified (or misidentified) lessons, it has not been successful in diffusing and institutionalizing these insights<sup>16</sup>.

Les plaintes quant à l'insurrection irakienne ne sont en effet pas sans rappeler celles formulées un siècle plus tôt par les militaires américains faisant face à l'insurrection philippine, suite à l'acquisition de l'archipel par les États-Unis au lendemain de leur victoire contre l'Espagne dans le cadre de la guerre de 1898<sup>17</sup>. Les officiers américains se plaignaient alors que leur formation et leur entraînement s'avéraient inadéquats face à des adversaires qui n'avaient pas le bon goût « d'organiser leurs forces en une armée et de recourir aux méthodes modernes et civilisées de la guerre »<sup>18</sup>.

Comme le souligne Brian McAllister Linn, pendant la guerre des Philippines, la formation et la préparation des officiers se focalisaient davantage sur la bataille

---

<sup>15</sup> Samuel E. Hales, « COIN Modeling : An MDMP Technique for Planning Counterinsurgency Operations », 26 mai 2006, School Of Advanced Military Studies Student Paper, Fort Leavenworth, KS. Cité dans Brian McAllister Linn, « The U.S. Army, Counterinsurgency, and the Lessons of History », *Historically Speaking*, vol. 9, n° 5, mai-juin 2008, p. 9

<sup>16</sup> Ian Roxborough, « Learning and Diffusing the Lessons of Counterinsurgency : The U.S. Military From Vietnam To Iraq », *Sociological Focus*, vol. 39, n° 4 (2006), p. 320

<sup>17</sup> Le texte de Brian McAllister Linn, « The U.S. Army, Counterinsurgency, and the Lessons of History », *Historically Speaking*, vol. 9, n° 5, mai-juin 2008, illustre à quel point ce conflit largement oublié du tournant du 20<sup>e</sup> siècle fut redécouvert et suscita un très vif intérêt de la part de l'institution militaire confrontée à l'insurrection irakienne.

<sup>18</sup> C.J. Crane, « Fighting Tactics of Filipinos », *Journal of Military Service Institute*, vol. 30 (1902), p. 496. Cité dans Brian McAllister Linn, « The U.S. Army, Counterinsurgency, and the Lessons of History », *Historically Speaking*, vol. 9, n° 5, mai-juin 2008, p. 10

de Gettysburg et l'élaboration de plans de défense de New York en cas d'attaque britannique plutôt que sur les exigences de l'occupation et de la pacification<sup>19</sup>. Après la fin officielle des hostilités en 1902 et alors que les militaires cherchaient à tirer les leçons de leur expérience dans l'archipel philippin, l'attention portée à la guerre conventionnelle au détriment des « opérations autres que la guerre » ne suscita pas de critique majeure. Les mises en garde de Robert Lee Bullard en 1906 et 1907 concernant la nouvelle doctrine de l'armée de terre trop préoccupée par les grandes manœuvres et un hypothétique conflit entre grandes puissances au détriment des réalités auxquelles étaient confrontées le service aux confins de l'empire restèrent minoritaires et largement ignorées<sup>20</sup>.

Le désintérêt pour ce que la doctrine militaire qualifia dans les années 1920 de « guerre mineure » (*minor warfare*) s'accrut tout au long du 20<sup>e</sup> siècle<sup>21</sup>. Dans l'entre-deux-guerres, les officiers estimaient que ces opérations étaient faciles pour des troupes entraînées aux grandes opérations de combat conventionnelles. Les leçons tirées de l'expérience philippine se concentraient sur les manœuvres qui avaient permis de défaire les forces armées d'Emilio Aguinaldo dans les plaines de l'île de Luzon. Celles-ci étaient en effet considérées par les planificateurs militaires américains comme le champ de bataille crucial advenant une invasion japonaise de l'archipel. Lorsque les Japonais attaquèrent en décembre 1941 et mirent en déroute les forces américano-philippines dans la péninsule de Bataan, les officiers américains ne s'inspirèrent pas, afin

---

<sup>19</sup> Brian McAllister Linn, « The U.S. Army, Counterinsurgency, and the Lessons of History », *Historically Speaking*, vol. 9, n° 5, mai-juin 2008, p. 10

<sup>20</sup> Voir Robert L. Bullard, « Small Maneuvers », *Infantry Journal*, vol. 2 (1906), pp. 57-67 ; « The Army in Cuba », *Journal of the Military Service Institute*, vol. 41 (1907), pp. 152-157. Bullard lui-même en vint à négliger ces opérations périphériques et devint un partisan enthousiaste des manœuvres conventionnelles lorsqu'il se vit confier le commandement de la Deuxième Armée des États-Unis pendant la Première guerre mondiale.

<sup>21</sup> Brian McAllister Linn, « The U.S. Army, Counterinsurgency, and the Lessons of History », *Historically Speaking*, vol. 9, n° 5, mai-juin 2008, p. 10

d'organiser leur résistance, des tactiques de guérilla mises en œuvre quatre décennies plutôt par les partisans d'Aguinaldo<sup>22</sup>.

Suite à la Deuxième guerre mondiale, la contre-insurrection ne devint qu'un sujet accessoire, secondaire. Le président Kennedy en fit certes une priorité, mais l'armée de terre était alors largement occupée à défendre sa pertinence à l'ère de la bombe atomique, à digérer la guerre de Corée, et à se préparer contre une éventuelle bataille épique contre les troupes du Pacte de Varsovie sur les plaines d'Europe centrale. C'est dans ce contexte que l'armée de terre fut engagée au Vietnam. Obnubilée par la perspective d'un affrontement mécanisé contre les armées de l'URSS, elle s'échina pendant le conflit vietnamien à adopter des tactiques relevant de la boîte à outil de la guerre conventionnelle. Elle ne s'intéressa que marginalement aux dimensions non-militaires, économiques, politiques, sociales, de la pacification. Dès lors, l'échec au Vietnam sonna le glas de l'intérêt, déjà modeste, pour la contre-insurrection. L'institution militaire développa une vision du conflit vietnamien selon laquelle elle n'avait pas subi de défaite sur le champ de bataille (défaite étant définie ici par rapport à une vision conventionnelle de la guerre) et qu'elle avait été trahie par des facteurs domestiques, autant par les décideurs politiques qui s'étaient ingérés dans les affaires militaires que par l'opinion publique qui n'avait pas appuyé l'effort de guerre. La leçon centrale que les militaires tireront de ce traumatisme se résume par le slogan « plus de Vietnam » (*no more Vietnams*). Cette leçon se subdivisa en deux volets : le rejet de toute opération de pacification d'une part ; la volonté de se recentrer sur la guerre conventionnelle de haute intensité d'autre part.

---

<sup>22</sup> Brian McAllister Linn, « The U.S. Army, Counterinsurgency, and the Lessons of History », *Historically Speaking*, vol. 9, n° 5, mai-juin 2008, p. 10

Cette leçon du Vietnam domina l'institution militaire pendant près de trente ans. Ainsi, lorsque les forces américaines envahirent l'Irak en 2003, la contre-insurrection était intellectuellement orpheline et les leçons tirées des expériences passées n'avaient pas été assimilées par l'institution. Dès lors, lorsque les militaires se retrouvèrent confrontés à une insurrection quelques semaines à peine après le renversement de Saddam Hussein, ils répliquèrent par des moyens conventionnels, la seule approche qu'ils connaissaient et maîtrisaient. Ils traitèrent en effet les insurgés comme un adversaire militaire qui devait être localisé et détruit. L'amplification de l'insurrection au cours de la période 2003-2006 démontra largement l'inefficacité de cette approche conventionnelle. C'est donc dans un contexte de détérioration sérieuse de la situation sécuritaire en Irak que l'institution militaire fut contrainte de redécouvrir la contre-insurrection. Roxborough note en la matière :

Only later did U.S. military forces grapple seriously with the specific demands of counterinsurgency. They have had to reinvent the wheel by rescuing thinking about counterinsurgency from the desuetude into which it had fallen. The unpreparedness of the U.S. military for counterinsurgency was intellectual as well as organizational [...] The result was that the U.S. military was a theoretical virgin when it was unexpectedly confronted with an intractable insurgency in Iraq<sup>23</sup>.

### 3. Un désintérêt paradoxal compte tenu de l'histoire militaire américaine

Le désintérêt pour la contre-insurrection de la part de l'institution militaire apparaît donc comme une source majeure des difficultés rencontrées par les États-Unis dans ce type particulier d'opération armée. Ce désintérêt n'en est pas moins paradoxal eut égard à l'histoire militaire américaine. Birtle affirme ainsi :

---

<sup>23</sup> Ian Roxborough, « Learning and Diffusing the Lessons of Counterinsurgency : The U.S. Military From Vietnam To Iraq », *Sociological Focus*, vol. 39, n° 4 (2006), p. 321 ; 332

Throughout its history, the U.S. Army has focused most of its organizational and doctrinal energies preparing for conventional warfare against a similarly armed opponent. Nevertheless, the Army has spent the majority of its time not on the conventional battlefield, but in the performance of myriad operations other than war [...] Much of the Army's combat experience prior to World War II was gained not in conventional battles against regular opponents, but in unconventional conflicts against a bewildering array of irregulars, from American Indians to Bolshevik partisans<sup>24</sup>.

La contre-insurrection, et son miroir l'insurrection, relèvent en effet des guerres irrégulières omniprésentes dans l'histoire américaine. La révolution elle-même débuta par un affrontement typique de ce type de conflit. Le 19 avril 1775, dans le cadre d'une opération contre les auteurs de troubles dans la région de Boston, les forces britanniques furent mises en déroute par des miliciens américains optant pour des tactiques irrégulières<sup>25</sup>.

Initialement méprisant à l'égard de ces tactiques et des miliciens les mettant en œuvre, George Washington capitalisa cependant sur des éléments irréguliers pour déstabiliser les Britanniques, ainsi que pour protéger une armée continentale qu'il savait faible<sup>26</sup>. L'approche irrégulière permit aux Américains

---

<sup>24</sup> Birtle, Andrew J. 1998. *U.S. Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1860-1941*. Washington, DC: Center of Military History, p. 1

<sup>25</sup> En réponse au mécontentement grandissant au sein de la population des colonies d'Amérique du Nord, dont l'une des illustrations les plus marquantes fut l'épisode du *Boston Tea Party* en 1773, le commandant britannique, le Général Thomas Gage, décida de lancer une série de frappes préventives. C'est une opération de ce type qui dégénéra le 19 avril 1775. Les troupes britanniques se rendirent dans les localités de Concord et de Lexington pour saisir des munitions et pour appréhender deux des principaux chefs de file de la rébellion, John Hancock et Samuel Adams. Une fusillade éclata avec des miliciens locaux. Exploitant leur connaissance du terrain et leur expérience de combat contre les Indiens, ils mirent en déroute les forces britanniques eurent les pires difficultés à regagner Boston. Les affrontements de cette journée se soldèrent par 65 morts et 207 blessés côté britannique contre 49 morts et 44 blessés du côté américain. Voir Anderson, F. (2000). *Crucible of War : The Seven Year's War and the Fate of Empire in British North America, 1754-1766*, New York : Alfred A. Knopf, p. 288 ; Boot, M. (20013). *Op. cit.*, pp. 65-67

<sup>26</sup> Le Major Général Charles Lee militait quant à lui pour une stratégie insurrectionnelle et de guérilla afin d'affaiblir le plus possible les forces britanniques. Voir Shy, J. (1990). *A People*



d'acquérir des renseignements décisifs, de couper les lignes d'approvisionnement, d'harceler et d'affecter le moral de troupes britanniques dont les officiers se lamentaient du refus des révolutionnaires de leur faire face dans une bataille conventionnelle. L'efficacité de cette approche irrégulière fut démontrée dès la fin de l'année 1776 au New Jersey<sup>27</sup>. Elle fut confirmée par la suite dans le Sud où les Britanniques concentrèrent leurs activités après avoir perdu le Nord suite à la défaite de Saratoga en 1777<sup>28</sup>.

Incapables de contenir la vigueur du mouvement révolutionnaire malgré quelques victoires sur le champ de bataille, des officiers britanniques préconisèrent une stratégie de contre-insurrection cherchant à asseoir la légitimité de leurs actions auprès des populations locales. Cette stratégie centrée sur la population et non sur la destruction de l'ennemi fut désignée en 1776 comme une conquête des « cœurs et des esprits » par le Général britannique Henry Clinton<sup>29</sup>. Cette approche de la contre-insurrection ne fut cependant pas partagée par l'ensemble des officiers britanniques<sup>30</sup>.

---

*Numerous and Armed : Reflections on the Military Struggle for American Independence*, Ann Arbor : University of Michigan Press, p. 127 ; Ferling, J. (2007). *Almost a Miracle : The American Victory in the War of Independence*, Oxford : Oxford University Press, pp. 75-78

<sup>27</sup> Les forces britanniques occupèrent le New Jersey à partir de novembre- décembre 1776. Elles y subirent des pertes substantielles non seulement dans des attaques surprises menées par l'armée de Washington, mais également du fait des raids et autres embuscades conduits par les éléments irréguliers qui opéraient telles des « abeilles » autour des forces britanniques. Les Britanniques quittèrent le New Jersey fin juin 1777 après y avoir perdu 3000 hommes. Voir Boot, M. (20013). *Op. cit.*, pp. 68-69

<sup>28</sup> Les Britanniques prirent les villes de Savannah fin 1778 et de Charleston en 1780. Ils infligèrent une défaite importante à l'armée continentale lors de la bataille de Camden le 16 août 1780. Boot, M. (20013). *Op. cit.*, p. 70

<sup>29</sup> Clinton, H. (1954). *The American Rebellion : Sir Henry Clinton's Narrative of His Campaigns, 1775-1782*, New Haven : Yale University Press

<sup>30</sup> Nombre d'entre-eux, dont un des plus célèbres est le Lieutenant-Colonel Banastre Tarleton, préconisaient une approche dure et violente destinée à instiller la peur et la terreur chez les sympathisants de la cause des révolutionnaires américains. Ces méthodes brutales ne permirent toutefois pas d'étouffer la rébellion, bien au contraire. Alors que l'armée continentale avait dû fuir la Caroline du Sud, ou avait été fait prisonnière, ses habitants s'organisèrent en milices. Ayant combattu les Indiens Cherokee quelques années auparavant, la plupart de ces miliciens

Ainsi, même si elles remportaient la plupart des affrontements conventionnels contre l'armée continentale, les troupes britanniques subissaient un harcèlement permanent qui ne leur permettait pas d'entrevoir une victoire définitive<sup>31</sup>. Le 19 octobre 1781, la guerre d'Indépendance prit fin lorsque les Britanniques furent vaincus par l'armée continentale, appuyée par la marine française, à la bataille de Yorktown. Cette victoire, bien qu'elle soit le fait des forces conventionnelles, n'a cependant été rendue possible que grâce aux actions des irréguliers de la Caroline du Sud qui ont affaibli, épuisé, et démoralisé les troupes britanniques<sup>32</sup>.

La guerre d'Indépendance est d'une importance capitale en termes d'enseignements que les Américains auraient du ou pu tirer d'une page si célébrée de leur histoire, tant en matière d'insurrection que de contre-insurrection. Au-delà du débat sur le type de contre-insurrection qu'il convient de mener (approche axée sur la destruction de l'ennemi ou axé sur la conquête des « cœurs et des esprits » de la population), cinq enseignements émergent en effet<sup>33</sup>.

Premièrement, l'insurrection est une entreprise extrêmement difficile et coûteuse, dont les effets sur le tissu social peuvent être délétères. Elle ne peut aboutir sur un succès qu'avec une volonté politique extraordinaire et que si elle

---

avaient appris les tactiques de guérilla et les appliquèrent contre les troupes britanniques. Higginbotham, D. (1983). *The War of American Independence : Military Attitudes, Policies, and Practice, 1763-1789*, Boston : Northeastern University Press, pp. 352-388 ; Weigley, R. (1973). *The American Way of War : A History of the United States Military Strategy and Policy*, Bloomington, IN : Indiana University Press, pp. 18-39.

<sup>31</sup> Au printemps 1781, le commandant britannique Lord Cornwallis, décida de retirer ses troupes de Caroline de Sud pour les concentrer à Yorktown, en Virginie.

<sup>32</sup> Ferling, J. (2007). *Op. cit.*, p. 574

<sup>33</sup> Boot, M. (20013). *Op. cit.*, pp. 77-79

est mise en œuvre avec une certaine parcimonie<sup>34</sup>. Il convient en effet de souligner que la guerre d'Indépendance fut le second conflit, après la Guerre Civile, le plus meurtrier de l'histoire américaine<sup>35</sup>. Les quelques 25 674 morts du côté des révolutionnaires américains représentent pas moins de 1 % de la population de l'époque.

Deuxièmement, l'appui d'un partenaire extérieur, au même titre que la possibilité de trouver refuge dans un territoire limitrophe, est une condition essentielle à la victoire d'un mouvement insurrectionnel. Les Américains n'auraient pas été en mesure de gagner la guerre d'Indépendance s'ils n'avaient pas bénéficié de l'aide de la France. Celle-ci leur fournissait par exemple 90 % de la poudre à canon<sup>36</sup>.

Troisièmement, le recours à des tactiques de guérilla a assurément permis aux rebelles américains de compenser leur faiblesse matérielle et d'épuiser les forces britanniques. Ces dernières ne pouvaient cependant pas être militairement défaites par l'emploi de ces seules tactiques de guérilla. Une armée conventionnelle fut nécessaire pour porter le coup de grâce aux forces britanniques. L'efficacité de la combinaison entre forces irrégulières et régulières, appelée dans le langage contemporain « guerre hybride »<sup>37</sup>, est démontrée dans la guerre d'Indépendance. Elle sera plus tard validée par le succès de Mao en 1949 ou du Nord-Vietnam en 1975.

---

<sup>34</sup> Boot, M. (20013). *Op. cit.*, p. 90

<sup>35</sup> Clodfelter, M. (2008). *Warfare and Armed Conflicts : A Statistical Encyclopedia of Casualty and Other Figures, 1494-2007*, (32 édition), Jefferson : McFarland, p. 142

<sup>36</sup> Addington, L. (1994). *The Patterns of War since the Eighteenth Century*, Bloomington : Indiana University Press, p. 15

<sup>37</sup> Mansoor, P. et Murray, W. (2012). *Hybrid Warfare : The Struggle of Military Forces to Adapt to Complex Opponents from the Ancient World to the Present*, Cambridge : Cambridge University Press.

Quatrièmement, combattre une insurrection nécessite d'envoyer un nombre suffisant de soldats afin que le contre-insurgé soit en mesure de contrôler le territoire. Au début de la guerre d'Indépendance, les Britanniques n'avaient que 8500 soldats présents en Amérique du Nord pour contrôler une population de 2,5 millions de personnes réparties sur un territoire immense. Ce nombre finit par se stabiliser autour de 30 à 35 000 soldats, après un pic à 50 000 en 1778. Cela ne permit tout au plus que de contrôler quelques villes (Charleston, Savannah, New York) qui devinrent des enclaves<sup>38</sup>. Trop peu nombreuses, ces troupes furent par ailleurs mal employées, un trop grand nombre restant par exemple à New York alors qu'une bonne partie aurait pu être envoyée pour participer aux opérations dans le Sud.

Cinquièmement, au-delà, voire en dépit, des événements militaires sur le terrain, l'appui de l'opinion publique est une condition fondamentale au succès du contre-insurgé. Si la population n'appuie plus une opération si coûteuse, tant en termes de temps, que financiers et humains parce qu'elle n'en saisit pas ou plus les objectifs, le contre-insurgé est sur la voie de la défaite. L'expérience des Britanniques lors de la guerre d'Indépendance illustre parfaitement cet aspect fondamental. Malgré leur défaite à Yorktown en 1781, ils auraient pu poursuivre les combats. Ils disposaient de plus de 34 000 soldats en Amérique du Nord, soit nettement plus que les forces américaines et leurs alliées françaises<sup>39</sup>. La poursuite de la guerre était toutefois devenue impossible du fait de l'évolution de « l'opinion publique » britannique. En 1781, elle n'appuyait tout simplement plus la guerre<sup>40</sup>. Début 1782, la Chambre des communes vota la fin des

---

<sup>38</sup> Mackesy, P. (1993). *The War for America, 1775-1783*, Lincoln : University of Nebraska Press, pp. 524-525

<sup>39</sup> Mackesy, P. (1993). *Op. cit.*, p. 525

<sup>40</sup> Outre l'emploi fort habile des tactiques de guérilla, les révolutionnaires américains se sont avérés à cet égard des propagandistes redoutablement efficaces. Dès 1772, les rebelles du Massachussetts, imités ensuite par leurs homologues des autres colonies, communiquèrent

opérations offensives. Un nouveau gouvernement fut mis en place à Londres dont la mission fut de mener des négociations de paix qui consacrèrent l'indépendance des États-Unis et s'achevèrent avec la signature du traité de Paris en 1783.

Tableau 1 L'omniprésence de la guerre irrégulière dans l'histoire américaine<sup>41</sup>

Forces régulières	Insurgés	Début	Fin	Durée (jours)	Durée (années)	Résultat
	Colonies					
Britanniques	Américaines	19 avril 1775	3 septembre 1783	3059	8,381	0
États-Unis	Indiens Cherokee	mai 1776	juin 1794	6605	18,096	2
États-Unis	Indiens du Nord-Ouest	novembre 1785	juin 1791	3562	9,759	2
	Rébellion					
États-Unis	Whiskey	juillet 1794	octobre 1794	92	0,252	2
	Indiens					
États-Unis	Teumseh/Shawnee	octobre 1809	7 novembre 1811	767	2,101	2
États-Unis	Indiens Creek	juillet 1813	7 novembre 1814	494	1,353	2
États-Unis	Séminoles	février 1817	28 mai 1818	481	1,318	2
États-Unis	Blackhawk	14 mai 1832	2 août 1832	80	0,219	2
		28 décembre				
États-Unis	Séminoles	1835	14 août 1842	2421	6,633	2
Texas	Indiens Cherokee	mai 1838	mars 1839	304	0,833	2
États-Unis	Indiens Navajo	août 1846	14 janvier 1864	6375	17,466	2
États-Unis	Mexicains	12 mai 1846	2 février 1848	632	1,732	2
	Indiens de					
États-Unis	Californie	septembre 1850	22 juillet 1863	4707	12,896	2
États-Unis	Sioux	19 août 1854	3 septembre 1855	380	1,041	2
États-Unis	Yakima	6 octobre 1855	5 septembre 1858	1065	2,918	2

auprès de la population britannique leur propre version des événements. La Déclaration d'Indépendance, publiée intégralement dans l'ensemble des grands journaux du Royaume-Uni fut par exemple une arme redoutable de propagande. Voir Davidson, P. (1941). *Propaganda and the American Revolution, 1763-1783*, Chapel Hill : University of North Carolina Press, pp. 56-58 ; Lutnick, S. (1967). *The American Revolution and the British Press, 1775-1783*, Colombia : University of Missouri Press, p. 75

<sup>41</sup> Ce tableau 1 a été composé à partir de l'annexe de l'ouvrage de Boot, M. (2013). *Invisible Armies. An Epic History of Guerrilla Warfare From Ancient Times to the Present*. New York : Liveright Publishing

États-Unis	Séminoles	décembre 1855	mars 1858	821	2,249	2
États-Unis	Kansas (éléments anti et pro-esclavage)	21 mai 1856 15 septembre 1856	15 septembre 1856	117	0,321	2
États-Unis	John Brown	16 octobre 1859	18 octobre 1859	2	0,005	2
États-Unis	Apaches	4 décembre 1860	7 avril 1864	1220	3,342	2
États-Unis	Confédérés					
États-Unis	Bushwhackers	12 avril 1861	9 avril 1865	1458	3,995	2
États-Unis	Sioux	17 août 1862	2 juillet 1868	2146	5,879	2
États-Unis	KKK (Suprémacistes blancs)	1866	1876	ND	10	0
États-Unis	Sioux (guerre Red Cloud)	21 décembre 1866	6 novembre 1868	686	1,879	1
États-Unis	Apaches	avril 1871	juin 1873	792	2,17	2
États-Unis	Modocs	30 novembre 1872	22 mai 1873	173	0,474	2
États-Unis	Comanches, Kiowa, Cheyennes du Sud, tribus					
États-Unis	Arapaho	27 juin 1874	8 mai 1875	315	0,863	2
États-Unis	Apaches (Géronimo)	septembre 1876	septembre 1886	3652	10,005	2
États-Unis	Sioux (Great Sioux War)	25 novembre 1876	1876 253	253	0,693	2
États-Unis	Nez Perce	17 mars 1876	5 octobre 1877	110	0,301	2
États-Unis	Cheyenne	13 septembre 1878	22 janvier 1879	131	0,359	2
États-Unis	Sioux (Pined Ridge Campaign / Wounded Knee)	29 décembre 1890	15 janvier 1891	17	0,047	2
États-Unis	Philippines	4 février 1899	04-juil-02	1246	3,414	2
États-Unis	Mexicains (occupation de Veracruz)	21-avr-14	23-nov-14	216	0,592	2
États-Unis/Haïti	Cacos	03-juil-15	14-août-34	6982	19,129	2
États-Unis	République Dominicaine	mai-16	sept-24	3045	8,342	1
États-Unis	Anarchistes	1919	1927	ND	8	2



États-Unis /Nicaragua	Nicaragua (Sandinistes)	juil-27	janv-33	2011	5,51	2
États-Unis	Ségrégationnistes blancs	1955	1968	ND	13	2
États-Unis/Sud-Vietnam	Vietcong/Nord-Vietnam	26-oct-55	30-avr-75	7126	19,523	0
États-Unis	Weathermen	20-juin-69	nov-77	3056	8,373	2
États-Unis	Symbionese Liberation Army	mars-73	18-sept-75	931	2,551	2
États-Unis/Alliés	Al Qaeda	1988	en cours			3
États-Unis	Panama (Opération Juste Cause)	20-déc-89	24-déc-89	4	0,011	2
États-Unis	Mouvement des Patriotes	août-92	mai-01	3195	8,753	2
États-Unis/Afghanistan	Talibans/Haqqani Network/Hizb-Islami Gulbuddin	2001	en cours			3
États-Unis/Irak	Ansar al-Islam	2001	en cours			3
États-Unis/Irak	AQI/JAM/Kata'ib Hizballah/Baathist Nationalists	2003	déc-11	ND	8	1

Insurgés victorieux lors de la guerre d'Indépendance, les Américains ont également été des contre-insurgés particulièrement efficaces, tant à l'intérieur de leur territoire qu'au-delà de leurs frontières. Que ce soit au moment de l'établissement des premières colonies<sup>42</sup> ou lors de la conquête de l'Ouest<sup>43</sup>, ils

<sup>42</sup> En 1622, la colonie de Jamestown, établie une quinzaine d'années plus tôt, subit une attaque surprise de la part des Indiens Powhatan qui peuplaient la région et avec lesquels les relations semblaient pourtant avoir été pacifiées suite à la conversion au christianisme et au mariage avec un des colons de la fille du chef indiens Powhatan, Pocahontas en 1613. 25 % des habitants de la colonie furent tués. En représailles, les colons, menés par le Capitaine Smith et avec l'accord du gouverneur Sir Francis Wyatt, conduisirent une série d'opérations tout aussi vicieuses, brutales et cruelles que l'attaque initiale menée par les Indiens. Voir Utley, R. et Wilcomb W. (2002). *Indians Wars*, Boston : Houghton Mifflin ; Taylor, A. (2002). *American Colonies : The Settling of North America*, New York : Penguin, pp. 129-137

mirent en œuvre une approche dure de la contre-insurrection, caractérisée par un degré élevé de violence, par la destruction des stocks de nourriture et des troupeaux, ou encore par le déplacement forcé de populations entières<sup>44</sup>. Fort éloignée de la conquête « des cœurs et des esprits », cette approche permit *in fine* de remporter les guerres contre les Indiens qui ont émaillé la conquête du territoire continental du 17<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècles<sup>45</sup>. Ce succès ne doit cependant pas

---

<sup>43</sup> La conquête de l'Ouest a marqué l'imaginaire des guerres contre les Indiens. L'image populaire des combats à cheval entre les tunique bleues américaines et des Indiens majoritairement nomades (tels que les Cheyennes, les Comanches, les Kiowa ou encore les Sioux) s'est forgée à travers les grandes plaines à l'ouest du Mississippi entre 1848 et 1890. Les principaux épisodes sont la bataille de Washita fin novembre 1868, la traque du chef Apache Geronimo entre 1882 et 1886, ou encore la bataille de Little Big Horn fin juin 1876. Au cours de cette période, 1109 soldats américains et 5500 Indiens furent tués. Vandervort, B. (2006). *Indian Wars of Mexico, Canada, and the United States, 1812-1900*, New York : Routledge, p. xiv

<sup>44</sup> Sous l'égide du président Andrew Jackson, lui-même un vétéran des guerres contre les Indiens, le Congrès adopta en 1830 le *Indian Removal Act*. 70 000 Indiens furent forcés de quitter l'est du pays et de s'établir à l'ouest du Mississippi, une région si inhospitalière que les Européens ne pensaient pas à l'époque vouloir un jour y vivre. Quelques nations Indiennes tentèrent de s'opposer à ce déplacement forcé, soit de façon pacifique, soit par la force, mais dans tous les cas sans succès. Les Cherokee, un peuple pacifique, sédentaire, cultivateur et fort bien intégré, privilégièrent des moyens légaux. Les Sauk et les Fox de l'Illinois ainsi que les Séminoles de Floride résistèrent par la force. Si le recours à la force ne fut pas plus couronné de succès que l'action légale, le coût en fut particulièrement élevé. La seconde guerre contre les Séminoles dura sept ans (de 1835 à 1842), coûta 30 millions de dollars (soit davantage que le budget fédéral annuel de l'époque), se traduisit par la mort de 1500 soldats américains et par la décimation quasi complète de la nation Séminole dont les 4000 membres furent presque tous tués ou capturés. Voir Vandervort, B. (2006). *Ibid.*, p. 122. Sur les guerres contre les Séminoles, voir par exemple Missal, J. et Missal, M. L. (2004). *The Seminole Wars : America's Longest Indian Conflict*, Gainesville : University Press of Florida ; Mahon, J. (1989). *History of the Second Seminole War, 1835-1842*, Gainesville : University Press of Florida

<sup>45</sup> Ce n'est en fait pas uniquement les contre-insurgés qui ont gagné, mais les insurgés qui ont perdu. En l'espèce, deux facteurs majeurs contribuèrent à la défaite des Indiens dans l'est américain : une population moins nombreuse et un manque d'unité entre les différentes nations. S'il apparaît que les Indiens étaient plus nombreux que les colons européens au début de la conquête de l'Amérique du Nord, l'arrivée massive des premiers, la brutalité de leurs actions pour s'approprier les terres, ainsi que des épidémies qui décimèrent les populations indiennes changèrent la balance démographique en faveur des premiers dès le début du 18<sup>e</sup> siècle. Outre cette infériorité démographique, les Indiens ne furent pas en mesure d'opposer un front commun contre les Européens. Divisés en quelques 600 groupes ou sociétés distinctes elles-mêmes subdivisées en tribus et en clans, ils ne parvinrent pas à s'unir. Pire, lors de chaque guerre contre les Européens, ceux-ci parvinrent à exploiter les divisions entre Indiens et à nouer des alliances avec certains pour en combattre d'autres. Les Français étaient par exemple alliés avec les Algonquins dans leur lutte contre les Britanniques, eux-mêmes alliés avec les Iroquois. Boot, M. (2013). *Op. cit.*, pp. 132-139

masquer les difficultés que rencontra l'armée américaine dans ces guerres. Elle subit des défaites majeures sur le champ de bataille, par exemple à Fort Duquesne le 9 juillet 1755 à laquelle survécut de peu un jeune aide de camps nommé George Washington, ou à Little Big Horn fin juin 1876 contre les Sioux de Sitting Bull et Crazy Horse<sup>46</sup>. Elle eut également un mal considérable à localiser les tribus indiennes qui représentaient une menace et à mettre hors d'état de nuire leurs principaux chefs. La traque du chef Apache Geronimo, qui opérait dans le sud-ouest des États-Unis dura ainsi pas moins de quatre ans, de 1882 à 1886.

Les opérations de contre-insurrection jouèrent également un rôle important dans l'émergence des États-Unis sur la scène internationale. Entre 1800 et 1934, les forces américaines, essentiellement les Marines, menèrent pas moins de 180 opérations de la sorte, en Afrique du Nord, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie<sup>47</sup>. L'objectif central était de défendre les intérêts, les biens et les personnes d'un pays connaissant une croissance économique rapide<sup>48</sup>. Dès 1801, le président Thomas Jefferson déploya la marine au large des côtes « barbares » de l'Afrique du Nord<sup>49</sup> pour répondre à des agressions contre des navires marchands américains et pour rétablir une sécurité sur les mers nécessaire à cette activité marchande<sup>50</sup>. Ces « guerres barbares » coûtèrent la

---

<sup>46</sup> Utley, R (1973). *Frontier Regulars : The United States Army and the Indian, 1866-1891*, Lincoln : University of Nebraska Press

<sup>47</sup> Ellsworth, H. (1974). *One Hundred Eighty Landings of United States Marines, 1800-1934*, Quantico : History and Museums Division Headquarters, USMC

<sup>48</sup> Zakaria, F. (1998). *From Wealth to Power : The Unusual Origins of America's World Role*, Princeton : Princeton University Press

<sup>49</sup> L'appellation « barbares » était employée par les Européens qui utilisaient ainsi le terme grec signifiant « étranger ». La côte « barbare » correspond aujourd'hui à la région s'étendant du Maroc à la Lybie.

<sup>50</sup> Pour une présentation plus détaillée de ces guerres, voir Boot, M. (2002). *Ibid.*, pp. 3-29 ; Whipple, A.B.C. (2001). *To the Shores of Tripoli : The Birth of the U.s. Navy and Marines*, Naval Institute Press, pp. 62-67

somme non négligeable pour l'époque de 3 millions de dollars au Trésor américain entre 1802 et 1806<sup>51</sup>.

Malgré sa taille modeste en comparaison des grandes puissances maritimes de l'époque que sont le Royaume-Uni et la France, la marine de guerre américaine devint rapidement active sur l'ensemble des mers du globe, de la Méditerranée au Pacifique en passant par les Caraïbes. Elle est alors un outil essentiel à l'essor de la puissance commerciale américaine, dont les exportations passent de 20 millions en 1789 à 334 millions de dollars en 1860<sup>52</sup>. Plus largement, elle contribue, aux côtés de sa cousine la Royal Navy<sup>53</sup>, à la première vague de mondialisation et de libre-échange en assurant la liberté et la sécurité sur les mers, en protégeant les commerçants et diplomates américains<sup>54</sup>, et en étant un outil diplomatique particulièrement efficace pour l'ouverture des marchés étrangers, tels que le Japon et la Chine<sup>55</sup>.

Après la Guerre Civile, la marine voit sa capacité de projection de la puissance américaine significativement améliorée<sup>56</sup>. William Seward, secrétaire d'État

---

<sup>51</sup> Fowler, W. (1984) *Jack Tars and Commodores : American Navy, 1735-1815*, Boston : Houghton Mifflin, p. 124

<sup>52</sup> Millet, A. et Maslowski, P. (2012). *For the Common Defense: A Military History of the United States From 1607 to 2012*, New York : Free Press (dir., 3<sup>e</sup> édition), p. 140

<sup>53</sup> Karsten, P. (1972). *The Naval Aristocracy : The Golden Age of Annapolis and the Emergence of Modern American Navalism*, New York : Free Press, p. 107

<sup>54</sup> Ce rôle de protection des intérêts commerciaux et diplomatiques américains à l'étranger nécessitera la création d'un corps d'infanterie de la marine, les Marines. L'exercice de telles missions de protection va conduire les forces américaines à opérer, au cours du 19<sup>e</sup> siècle, un nombre quasi-incalculable d'interventions, particulièrement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par exemple, les marins et les fusiliers marins vont intervenir en Argentine en 1833, 1852, et 1890 ; en Uruguay en 1855, 1858, et 1868 ; et au Panama en 1860, 1873, 1885 et 1895. Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 60

<sup>55</sup> Sur le rôle du Commodore Perry dans l'ouverture du Japon, voir Schroeder, J. (1985). *Shaping a Maritime Empire*, Westport : Greenwood Press. Sur la présence américaine en Chine au 19<sup>e</sup> siècle, voir Ellsworth, H. (1974). *Op. cit.*, pp. 21-30

<sup>56</sup> L'avocat le plus influent aux États-Unis de l'importance de la marine dans la projection de la puissance fut Alfred Mahan qui publia en 1890 *The Influence of Sea Power upon History*. Voir

d'Abraham Lincoln puis d'Andrew Johnson va jouer un rôle déterminant en réussissant en 1867 l'acquisition de l'Alaska et de l'île Midway qui serviront de bases de ravitaillement dans le Pacifique. Vingt ans plus tard, les États-Unis acquièrent un droit de base navale permanente encore plus important pour leur présence dans le Pacifique à Pearl Harbor, dans les îles Hawaï<sup>57</sup>. Si l'annexion d'Hawaï fut militairement aisée, il n'en fut pas de même avec les îles Samoa. Situées à mi-chemin entre Hawaï et l'Australie, la position stratégique de celles-ci suscita l'intérêt des Américains dès 1875. Ils durent cependant attendre fin avril 1899 et plus d'un mois de combats contre la population locale, les Mataafa, pour n'obtenir un droit de base que sur une partie de cet archipel de 14 îles<sup>58</sup>.

La victoire contre l'Espagne lors de la guerre de 1898 marque un tournant dans le statut des États-Unis sur la scène internationale. Les interventions militaires vont devenir plus ambitieuses, plus longues, plus coûteuses, et plus controversées. C'est le cas aux Philippines, acquises au terme de la guerre contre l'Espagne, et dont le président McKinley décida de faire une colonie américaine. Symbole d'une ambition impériale en gestation depuis la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, l'acquisition des Philippines donna lieu à un conflit complexe dans lequel les Américains tentèrent de mettre en œuvre une stratégie de contre-insurrection à grande échelle.

Les interventions qui se succèdent de 1899 à 1941 sont nombreuses, couvrent de multiples territoires, mais demeurent moins ambitieuses que l'annexion des

---

Zakaria, F. (1998). *Op. cit.*, pp. 122-136 ; Hagan, K. (1973). *American Gunboat Diplomacy and the Old Navy, 1877-1889*, Westport : Greenwood Press ; Sprout, H. et Sprout, M. (1939). *The Rise of American Naval Power, 1776-1918*, Princeton : Princeton University Press

<sup>57</sup> Healey, D. (1988). *Drive to Hegemony : The United States in the Caribbean, 1898-1917*, Madison : University of Wisconsin Press, pp. 30-32

<sup>58</sup> Sur Hawaï et les Samoa, voir Boot, M. (2002). *Op. cit.*, pp. 63-66 ; Ellsworth, H. (1974). *Op. cit.*, pp. 146-149



Philippines. Dans le cadre de la révolte des Boxer en 1900 en Chine, les États-Unis participent à une expédition multinationale destinée à libérer les délégations assiégées à Pékin. Cette opération terminée, les Américains, à la différence des Européens et des Japonais, ne cherchent pas à créer leur propre zone d'influence en Chine. Ils tentent plutôt de maintenir un libre accès commercial pour tous : c'est la politique de la Porte Ouverte<sup>59</sup>.

Dans leur zone d'influence, l'Hémisphère occidental, le corollaire Roosevelt à la doctrine Monroe voit les États-Unis s'attribuer un rôle de police<sup>60</sup>. Répondant à des considérations stratégiques (la protection du canal de Panama) ou économiques (la défense des avoirs américains dans les plantations, les banques et autres entreprises locales), cette politique se traduit par un interventionnisme tous azimuts qui déboucha sur l'établissement de protectorats (par exemple Cuba) et sur l'acquisition de territoires (Porto Rico, la zone du canal de Panama, les îles Vierges). Woodrow Wilson poursuivit cette politique en y ajoutant une dimension morale et idéaliste. Il envoya l'armée à Veracruz en 1914 pour renverser un dictateur et ordonna l'occupation d'Haïti en 1915 et de la République Dominicaine en 1916 afin d'instaurer la stabilité sur l'île d'Hispaniola <sup>61</sup>. Ces opérations de « nation-building » durèrent respectivement 19 et 8 ans, les plaçant ainsi parmi les plus longues de l'histoire

---

<sup>59</sup> Esherick, J. (1987). *The Origins of the Boxer Uprising*, Berkeley : University of California Press ; Fairbank, J. (1979). *United States and China*, Cambridge : Harvard University Press, (4<sup>e</sup> édition), pp. 158-205 ;

<sup>60</sup> Sur ces différentes interventions, voir Sarkesian, S. (1984). *America's Forgotten Wars : The Counterrevolutionary Past and Lessons for the Future*, Westport : Greenwood Press ; Joes, A. J. (2000). *America and Guerrilla Warfare*, Lexington : University Press of Kentucky ; Joes, A. J. (2004). *Resisting Rebellion : The History and Politics of Counterinsurgency*, Lexington : University Press of Kentucky

<sup>61</sup> Sur l'intervention américaine en Haïti, voir Schmidt, H. (1995). *The United States Occupation of Haïti, 1915-1934*, New Brunswick : Rutgers University Press (2<sup>e</sup> édition). Sur l'intervention en République Dominicaine, voir Calder, B. (1984). *The Impact of Intervention : The Dominican Republic During the U.S. Occupation of 1916-1924*, Austin : University of Texas Press et Langley, L. (1983). *The Banana Wars : An Inner History of America Empire, 1900-1934*, Lexington : University Press of Kentucky



américaine. La tentation isolationniste des années 1920-1930 ne marqua pas la fin de ces « petites guerres »<sup>62</sup>. Les soldats américains participèrent ainsi à la traque du leader rebelle Augusto Sandino au Nicaragua de 1927 à 1933<sup>63</sup>. Ils poursuivirent également en Chine, et ce jusqu'en 1941, des opérations de stabilisation<sup>64</sup>.

Au moment de l'entrée en guerre des États-Unis dans le second conflit mondial en 1941, les interventions dans des contrées lointaines contre des adversaires matériellement plus faibles et mettant en œuvre des tactiques irrégulières sont donc au cœur de l'expérience militaire américaine. En 1940, les Marines décidèrent de formaliser les leçons apprises de ces expériences en publiant le *Small Wars Manual*<sup>65</sup>. La Deuxième Guerre mondiale le précipita cependant aux oubliettes. Elle constitue le point de rupture fondamental avec une tradition militaire jusque là marquée par les conflits irréguliers, que sont l'insurrection et la contre-insurrection. Dans le cadre de la campagne du Pacifique, les Marines menèrent en effet des opérations aux antipodes de la contre-insurrection et développèrent leurs capacités d'assaut amphibie et de guerre de mouvement

---

<sup>62</sup> Comme le stipule le *Small Wars Manual* de 1940, ces « petites guerres » sont « entreprises sous l'autorité de l'exécutif, et elles combinent la force militaire aux pressions diplomatiques sur les affaires internes ou externes d'un pays étranger dont le gouvernement apparaît instable, inadéquat ou insatisfaisant pour la préservation des intérêts tels que déterminés par la politique étrangère ». U.S.M.C (1940). *Small Wars Manual*. Disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/swm/index.htm>

<sup>63</sup> Macaulay, N. (1998). *The Sandino Affair*, Micanopy : Wacahoota (réédition de 1967)

<sup>64</sup> Ces opérations avaient dans les années 1920-1930 deux objectifs : d'une part protéger les missionnaires et hommes d'affaires des tensions révolutionnaires, et d'autre part, protéger la Chine de la menace du Japon impérial. Voir Fairbank, J. (1979). *Op. cit.*, pp. 327-335 ; Thomson, J., Stanley, P., et Perry, J. C. (1981). *Sentimental Imperialists : The American Experience in East Asia*, New York : Harper & Row, pp. 31-61

<sup>65</sup> Sur l'histoire de sa rédaction, voir Bickel, K. (2001). *Mars Learning : The Marine Corps' Development of Small Wars Doctrine, 1915-1940*, Boulder : Westview, pp. 205-235

contre les forces japonaises. L'expérience et la mémoire de quatre décennies de contre-insurrection furent éclipsées en l'espace de quatre ans<sup>66</sup>.

La Deuxième Guerre mondiale, puis la perspective d'une confrontation majeure avec les forces du Pacte de Varsovie tout au long de la Guerre Froide, eurent un impact systémique profond sur la conception américaine de la guerre<sup>67</sup>. Le mot d'ordre organisationnel dominant au sein de l'institution militaire devint alors la planification d'un affrontement majeur contre un adversaire étatique puissant dans le cadre d'un conflit armé conventionnel. Les rares épisodes qui voient les États-Unis et l'URSS s'affronter indirectement et de façon non-conventionnelle de 1945 à 1990 suscitent certes un intérêt, voire une fascination chez certains décideurs. Ils ne conduisent toutefois pas à une remise en question d'une planification axée sur la guerre conventionnelle<sup>68</sup>. Dans ce contexte, l'existence d'une armée nord-vietnamienne servit de prétexte aux militaires américains pour privilégier une approche essentiellement conventionnelle lors de la guerre du Vietnam<sup>69</sup>. Les tentatives de mise en place d'une stratégie contre-insurrectionnelle destinée à faire face aux sérieuses difficultés que posait la guérilla menée par le Viet Cong<sup>70</sup>, ne furent que limitées et sporadiques<sup>71</sup>.

Depuis 1941, l'expérience américaine des « petites guerres » a donc largement été oubliée. La Deuxième Guerre mondiale et la guerre froide consacrent

---

<sup>66</sup> Hoffman, F., « Small Wars Revisited : The United States and Nontraditional Wars », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 28, n°6 (2005), p. 920.

<sup>67</sup> Hoffman, F., *Ibid.*, p. 915.

<sup>68</sup> McClintock, M. (1992). *Instruments of Statecraft. U.S. Guerrilla Warfare, Counterinsurgency, and Counterterrorism, 1940-1990*, New York : Pantheon Books, pp. xv-xvii.

<sup>69</sup> Krepinevich, A. (1986). *The Army in Vietnam*, Baltimore : John Hopkins University Press.

<sup>70</sup> Huber, T. (2004). *Compound Warfare : The Fatal Knot*, Honolulu : University Press of the Pacific (dir.).

<sup>71</sup> Moyer, M. (1997). *Phoenix and the Birds of Prey : The CIA's Secret Campaign to Destroy the Viet Cong*, Annapolis : Naval Institute Press ; West, F. (1972). *The Village*, New York : Harper & Row ; Sheehan, N. (1989). *A Bright Shining Lie*, New York : Vintage.

l'importance de l'affrontement total entre armées similaires sur un champ de bataille global. À cette évolution de l'environnement stratégique s'ajoute un traumatisme majeur qui affecte la culture organisationnelle de l'institution militaire : l'échec au Vietnam. À partir des années 1970, les militaires américains s'évertuent en effet à définir de manière étroite leur champ d'activités en se concentrant sur les conflits de haute intensité entre États<sup>72</sup>. Ce faisant, comme l'illustrent les citations ci-dessous, ils ont délibérément et continuellement ignoré l'ensemble des opérations autre que la guerre conventionnelle interétatique :

It was not at all the kind of conflict that soldiers like. This dirty war offered no heroic charges, no brilliant maneuvers, no dazzling victories. Just the daily frustrations of battling an unseen foe [...]<sup>73</sup>

It isn't clear why U.S. commanders seemed so flatly ignorant of how other counterinsurgencies had been conducted successfully. The main reason seems to be repugnance, after the fall of Saigon, for dwelling on unconventional operations. But the cost of such willful ignorance was high<sup>74</sup>.

The U.S. military's aversion to counterinsurgency [...] is a function of 60 years of preoccupation with high-technology conventional warfare against other states and accelerated substitution of machines for combat manpower, most notably aerial standoff precision firepower for large ground forces<sup>75</sup>.

#### 4. Une théorie multi-causale des difficultés récurrentes dans la contre-insurrection

Depuis la Deuxième guerre mondiale, et plus encore après le Vietnam, l'institution militaire a donc délibérément et radicalement cherché à effacer l'expérience des « petites guerres » de son ADN. Des origines de la République au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, les Américains furent pourtant des insurgés victorieux et

<sup>72</sup> Crane, C. (2003). *Avoiding Vietnam : The U.S. Army's Response to Defeat in Southeast Asia*, Carlisle : Army War College.

<sup>73</sup> Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 100. Boot fait ici référence au dédain des militaires américains pour la contre-insurrection manifeste dès leur intervention aux Philippines au tournant du 20<sup>e</sup> siècle.

<sup>74</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, p. 267.

<sup>75</sup> Record, J., « The American Way of War. Cultural Barriers to Successful Counterinsurgency », *Policy Analysis*, n° 577 (2006), p. 5.

des contre-insurgés plutôt efficaces ; même si pendant cette période « faste » ils connurent des difficultés, parfois sérieuses, dans ce type de guerres irrégulières. Ces difficultés sont au demeurant plus manifestes dans l'environnement international contemporain. D'une part, une approche brutale de la contre-insurrection telle qu'elle a pu être mise en œuvre aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, contre les Indiens en particulier, n'est plus guère envisageable de la part d'un pays démocratique. D'autre part, depuis le milieu du 20<sup>e</sup> siècle, les succès des mouvements révolutionnaires en Chine, à Cuba, la défaite des États-Unis au Vietnam, ou encore l'instabilité de l'Irak et de l'Afghanistan alimentent l'idée que la guérilla serait invincible<sup>76</sup>. Les armées conventionnelles seraient incapables de vaincre un ennemi non-conventionnel<sup>77</sup>. La contre-insurrection serait immanquablement vouée à l'échec<sup>78</sup>.

Les difficultés du fort face à un ennemi matériellement plus faible et mettant en œuvre des approches irrégulières sont un sujet classique des études stratégiques comme nous le verrons dans le premier chapitre. Dans le cas des États-Unis, cette problématique a été remarquablement formulée par Andrew Krepinevich dans son ouvrage classique sur l'échec au Vietnam :

How could the army of the most powerful nation on Earth, materially supported on a scale unprecedented in history, equipped with the most

<sup>76</sup> Heilbrunn, O. (1967). *Partisan Warfare*, New York : Frederick A. Praeger

<sup>77</sup> Ce « paradoxe du nomade » comme l'appelle Hugh Kennedy résulte de trois avantages majeurs dont dispose le combattant irrégulier par rapport à des États plus riches, dotés d'administrations développées, et disposant d'une supériorité militaire matérielle : la mobilité ; la capacité de mobiliser un nombre élevé de combattants ; la maîtrise de techniques de combat reposant sur la vitesse et la surprise. Hugh Kennedy, H. (2002). *Mongols, Huns and Vikings*, London : Cassell, pp. 16-21

<sup>78</sup> Une telle affirmation doit être nuancée. Le recours aux tactiques de la guerre irrégulière n'est pas un gage de réussite. Les données compilées par Max Boot révèlent en effet que si la durée moyenne des opérations de contre-insurrection est passée, depuis 1945, à 9,67 années (contre 5,5 ans entre 1775 et 1945), les contre-insurgés restent majoritairement victorieux (taux de victoire de 70,9 % entre 1775 et 1945 ; de 51,09 % depuis 1945). Voir Boot, M. (2013). *Op. cit.*, pp. 558-559 ; 569-590

sophisticated technology in an age when technology had assumed the role of a god of war, fail to emerge victorious against a numerically inferior force of lightly armed irregulars?<sup>79</sup>

Cette question est le point de départ d'un agenda de recherche qui mobilise civils et militaires et qui a connu un net regain d'intérêt avec les difficultés rencontrées dans le cadre des interventions en Afghanistan et en Irak. Notre thèse s'inscrit clairement dans cet agenda toujours très actif, dynamique, et essentiel, même si les décideurs américains aspirent à tourner la page d'une décennie d'aventures militaires malheureuses. Notre question de recherche est en effet la suivante : pourquoi les États-Unis sont-ils incapables de retenir les leçons apprises de leurs nombreuses expériences de la contre-insurrection et connaissent-ils par conséquent des difficultés récurrentes lorsqu'ils y sont confrontés ?

L'oubli des expériences d'insurrection et de contre-insurrection, la difficulté à identifier ce type de conflit, l'incapacité à en institutionnaliser les leçons apprises, le désintérêt et le rejet de ce genre d'opérations sont autant de facteurs qui relèvent tout particulièrement de la culture organisationnelle de l'institution militaire et qui expliquent ses difficultés récurrentes dans ce type de conflits. Or, notre question de recherche justifie que nous dépassions le cadre de la seule institution militaire. Cette perspective d'analyse plus large contribue significativement à l'originalité de notre thèse. Elle replace tout d'abord l'institution militaire dans le cadre plus vaste du système politique américain. Elle est évidemment un acteur essentiel des conflits dans lesquels les États-Unis ont été engagés au cours de leur histoire. Elle n'est pourtant pas le seul. Les décideurs politiques sont, en vertu des pouvoirs qui leurs sont conférés par la

---

<sup>79</sup> Krepinevich, Andrew (1986). *The Army in Vietnam*, Baltimore : John Hopkins University Press, p. 4



constitution, les responsables ultimes en matière militaire. Ils décident du recours à la force armée, que ce soit le Congrès par le biais de – rares – déclarations de guerre ou par des résolutions autorisant l'emploi de la force par l'exécutif. Le président, à titre de commandant en chef et malgré les tentatives d'encadrement par la loi sur les pouvoirs de guerre de 1973, dispose d'une grande liberté dans la décision d'employer la force. Les décideurs politiques influencent également les stratégies et moyens militaires par les moyens budgétaires qu'ils allouent, par leur pouvoir de supervision et de contrôle, ainsi que par leur vision et leurs préférences. L'effet de l'opinion publique sur ces dernières n'est pas négligeable. Celle-ci est ainsi le troisième acteur clé auquel il convient de s'intéresser lorsqu'on traite des opérations militaires américaines. Comme nous le verrons plus en détails dans le premier chapitre, l'influence de l'opinion sur le choix et le comportement des décideurs politiques en matière militaire est un important sujet d'étude aux États-Unis.

La perspective plus large consistant à s'intéresser aux acteurs clés d'un conflit armé dans un système démocratique, permet ensuite de traiter des difficultés américaines dans la contre-insurrection sous l'angle de la science politique. Ce sujet est au cœur de nombreux articles et ouvrages en études stratégiques, ou en histoire militaire. Les bonnes pratiques de la contre-insurrection sont plus ou moins abondamment enseignées dans les écoles de formation des officiers américains. Une démarche originale relevant de la science politique comme nous le proposons ici nous semble tout à fait pertinente. En effet, il ne s'agira pas de se prononcer sur les mérites de telle ou telle stratégie de contre-insurrection, et encore moins sur la nécessité ou non pour les États-Unis de s'engager dans ce type d'opérations militaires. Pour autant, notre thèse, et c'est son troisième atout, permettra d'apporter des éléments de réponse à des questions importantes telles que : au-delà de l'intrinsèque vulnérabilité du fort face à un



adversaire matériellement plus faible, quels sont les facteurs propres aux États-Unis qui permettent de comprendre leurs difficultés dans la contre-insurrection ? Comment, en dépit de la volonté de l'institution militaire de ne pas être impliquée dans des opérations de contre-insurrection, les États-Unis s'y retrouvent engagés de façon régulière ? Pourquoi, malgré des intérêts nationaux le plus souvent limités, les décideurs politiques américains décident-ils de confronter militairement des mouvements insurgés dans des contrées lointaines ? Pourquoi, alors même que l'histoire des États-Unis est marquée par la guerre irrégulière, la culture politique, stratégique, et organisationnelle dominante apparaît-elle obstinément réfractaire à la contre-insurrection ?

L'incapacité chronique des États-Unis à retenir les leçons apprises des expériences de la contre-insurrection et par conséquent leurs difficultés récurrentes dans ce type de conflit nous apparaît comme le résultat d'une dynamique entre trois acteurs clés du système politique : l'opinion publique, les décideurs politiques, et l'institution militaire. Nous soutiendrons ainsi la thèse suivante : dans le cadre des guerres contre-insurrectionnelles, les décideurs à Washington privilégient des stratégies conventionnelles car, même si inadaptées, elles permettent d'une part de contenir la sensibilité de l'opinion publique aux pertes, et d'autre part elles sont conformes à la culture dominante de l'institution militaire.

En s'intéressant aux dynamiques entre plusieurs acteurs, notre thèse propose ainsi une théorie multi-causale de la récurrence des difficultés américaines dans la contre-insurrection. Ce type d'approche à plusieurs niveaux d'analyse est fréquent dans les travaux de science politique. Elle n'a toutefois pas, à notre connaissance, été appliquée pour étudier le sujet qui nous intéresse. Elle permet pourtant de surmonter les limites des explications mono-causales tout en offrant

une perspective nouvelle, originale, et convaincante sur un enjeu ancien ou très largement traité, comme c'est le cas avec notre sujet. Joshua Kertzer, par exemple, souligne d'ailleurs qu'une approche à plusieurs niveaux d'analyse s'applique bien à l'étude de la politique étrangère et de défense dans la mesure où :

[it] is not just a multilevel phenomenon in that it is forged by factors at multiple levels of analysis, but also in that it displays causal complexity, as micro- and macro-level variables interact<sup>80</sup>.

S'il apparaît que les approches à plusieurs niveaux d'analyse et les théories multi-causales sont particulièrement en vogue dans les travaux adoptant une démarche quantitative, elles sont tout aussi pertinentes lorsqu'une approche plus qualitative est mise en œuvre, comme ce sera le cas dans notre thèse. En effet, un modèle multi-causal permet non seulement de prendre en compte plusieurs facteurs ou acteurs pertinents pour étudier un phénomène. Il reconnaît et favorise la mise en évidence des relations de causalité parfois complexes entre ces facteurs ou acteurs.

Les acteurs clés auxquels nous allons nous intéresser (l'opinion publique, les décideurs politiques, et l'institution militaire) s'inscrivent ainsi dans trois niveaux d'analyse distincts que nous qualifierons respectivement de politique, décisionnel, et organisationnel. La vérification de la thèse que nous avons exposée ci-dessous implique d'élaborer des hypothèses pour chacune des variables retenues. Respectivement élaborées à partir des notions de sensibilité de l'opinion publique, de répartition des coûts des politiques publiques, et d'adaptation des organisations, ces trois hypothèses peuvent être formulées de

---

<sup>80</sup> Kertzer, Joshua, « Making Sense of Isolationism : Foreign Policy Mood as a Multilevel Phenomenon », *The Journal of Politics*, vol. 75, n° 1, janvier 2013, p. 225

la façon suivante : la sensibilité de l'opinion publique aux pertes est exacerbée dans le cadre d'une opération de contre-insurrection pour laquelle il est particulièrement difficile de définir victoire et défaite (H1). Les décideurs politiques privilégient des moyens et des stratégies militaires limitant les pertes, mais le plus souvent inadaptés aux exigences de la contre-insurrection (H2). L'institution militaire, confrontée à l'inefficacité de l'approche conventionnelle dans un contexte de contre-insurrection, fait preuve d'une capacité limitée d'adaptation (H3).

Les études de cas apparaissent comme le moyen tout indiqué pour vérifier ces hypothèses et tester la validité de notre théorie multi-causale. Face au caractère vaste et hétérogène de l'expérience américaine de la contre-insurrection, quatre critères nous ont permis de sélectionner trois études de cas. Tout d'abord, les interventions se déroulent dans une ère historique homogène caractérisée par la place et le rôle majeur des États-Unis sur la scène internationale, soit depuis le tournant du 20<sup>e</sup> siècle et la guerre contre l'Espagne de 1898. L'engagement américain s'inscrit ensuite dans la durée. Cela permet d'identifier et d'analyser les ajustements stratégiques et tactiques opérés, de mettre donc en évidence une adaptation, qu'elle soit plus ou moins réussie. Par ailleurs, le nombre de soldats américains engagés se compte en dizaines de milliers et les États-Unis sont dans tous les cas la partie la plus puissante matériellement. Enfin, l'intervention est un enjeu majeur dans la vie politique américaine où elle suscite un vif débat.

À partir de ces critères, les études de cas retenues sont les suivantes : les Philippines de 1898 à 1902 ; le Vietnam de 1960 à 1970 ; et l'Irak de 2003 à 2011. La conduite des opérations militaires par les États-Unis suit dans chacune de ces trois études de cas une séquence plutôt similaire. Dans une phase initiale, les forces armées américaines mettent en œuvre une approche conventionnelle.

Le recours à une stratégie non-conventionnelle de la part de l'adversaire ou la meilleure compréhension de la nature non-conventionnelle du conflit par les Américains incitent ensuite ceux-ci à appliquer de façon plus ou moins généralisée une stratégie de contre-insurrection. Nous verrons que cette transition est particulièrement laborieuse. La distinction de ces phases conventionnelles et non-conventionnelles dans les cas que nous allons étudier ne signifie toutefois pas que la seconde remplace totalement la première. Le Vietnam en est le meilleur exemple. En effet, les forces américaines y recoururent certes à la contre-insurrection, mais que de façon limitée. La contre-insurrection ne se substitua pas à la stratégie conventionnelle, comme c'est largement le cas aux Philippines et en Irak.

La contre-insurrection aux Philippines fut une conséquence inattendue de la victoire contre l'Espagne en 1898. Ce cas est particulièrement intéressant car il représente la première expérience de contre-insurrection d'envergure menée par les États-Unis loin de leur territoire. Il est par ailleurs le seul dans lequel cette contre-insurrection fut couronnée d'un succès certain. Le Vietnam a fait l'objet d'une multitude d'analyses. Ce cas demeure cependant incontournable tant il représente un tournant majeur dans le rapport des États-Unis à la contre-insurrection. Le traumatisme de l'échec en Asie du Sud-Est a en effet alimenté un rejet profond, viscéral de ce type de conflit irrégulier. L'expérience en Irak est tout autant incontournable, probablement plus que l'intervention en Afghanistan qui se déroule à la même période. Confrontés à un mouvement insurrectionnel quelques semaines à peine après le renversement de Saddam Hussein et pour lequel ils n'étaient pas préparés, c'est en Irak et non en Afghanistan que les décideurs politiques et les militaires américains durent d'abord redécouvrir et réapprendre dans l'urgence les leçons des « petites guerres ». Conjugué à l'espacement dans le temps, le choix de ces trois cas aux

résultats plutôt différents permet donc, dans la lignée de ce que suggère Alexander George, d'identifier les récurrences, de mettre en évidence des permanences, mais aussi des changements importants<sup>81</sup>.

Le chapitre premier détaillera notre démarche. Après avoir souligné les principaux défis qui jalonnent notre sujet étude (notamment la définition de la contre-insurrection et l'évaluation du succès et de l'échec dans ce type de guerre irrégulière), nous positionnerons la thèse multi-causale exposée dans cette introduction et son apport par rapport aux thèses répandues dans la littérature sur les difficultés américaines dans la contre-insurrection. Nous élaborerons ensuite de façon détaillée les trois hypothèses pour chacune des variables retenues. Les fondations de celles-ci sont des notions et concepts bien connus en science politique, notamment dans l'étude de la politique étrangère et de défense des États-Unis : la sensibilité de l'opinion publique aux pertes, la répartition des coûts des politiques publiques, et l'adaptation des organisations. Nous examinerons par après les liens présumés de causalité entre ces hypothèses, avant d'exposer les indicateurs que nous retiendrons pour vérifier ces hypothèses dans les études de cas retenues. La dernière partie de ce premier chapitre sera d'ailleurs consacrée à la présentation de la pertinence de ces trois cas. Les chapitres 2, 3, et 4 de la thèse permettront de procéder à l'analyse des études de cas. Pour se faire, ils seront structurés de manière identique. Après avoir présenté le déroulement général du conflit, nous procéderons à l'analyse des trois hypothèses constitutives de notre modèle en étudiant les indicateurs retenus pour chacune. La conclusion permettra enfin d'identifier les variables, leur permanence ou leur évolution à travers le temps. Nous testerons alors la

---

<sup>81</sup> Alexander George suggère en effet d'étudier des cas d'échec et de succès afin d'identifier les conditions et les variables qui paraissent expliquer cette différence de résultat. Alexander George, « Case Studies and Theory Development : The Method of Structures, Focused Comparison », dans Lauren, Paul Gorden (ed., 1979). *Diplomacy : New Approaches in History, Theory, and Policy*, New York, Macmillan, p. 44

validité de notre théorie multi-causale, afin d'en souligner les apports, mais également les limites. En ce sens, nos observations et conclusions préliminaires nous incitent d'emblée à considérer que notre thèse constitue le point de départ d'un agenda de recherche prometteur pour mieux cerner la récurrence des difficultés des États-Unis dans les opérations de contre-insurrection, mais aussi, dans une perspective comparée, les difficultés d'autres pays démocratiques dans le même type de conflit.



## CHAPITRE I UNE THEORIE DE LA RECURRENCE DES DIFFICULTES AMERICAINES DANS LA CONTRE-INSURRECTION

Les Philippines, le Vietnam, et l'Irak sont les trois exemples des difficultés américaines dans la contre-insurrection que nous avons retenus dans le cadre de cette thèse. La première étape incontournable, mais délicate, avant l'étude de ces cas est toutefois de clarifier le sens des termes utilisés<sup>82</sup>. En effet, les « opérations autres que la guerre » dont font partie la contre-insurrection, la stabilisation ou encore la pacification, relèvent de la guerre irrégulière. Si elle est une forme très régulière de conflit au cours de l'Histoire, il n'en existe pas de définition précise qui fasse autorité. La plupart des définitions sont ainsi négatives, c'est-à-dire qu'elles se contentent le plus souvent de souligner que la guerre irrégulière n'est pas la guerre « classique » ou « régulière ». Bernard Fall mentionnait en 1965 que l'une des premières difficultés soulevée par la guerre irrégulière est celle de la terminologie<sup>83</sup>. Près d'un demi-siècle plus tard, ce problème n'est guère résolu. Dans l'introduction au manuel de contre-insurrection de l'armée de terre et des fusiliers marins américains (les *Marines*) publié en 2007, Sarah Sewall met en garde contre l'enchevêtrement conceptuel qui fait obstacle à la compréhension et la conduite de ce type particulier d'opérations militaires<sup>84</sup>. Dans un ouvrage publié en 2009, David Ucko souligne que si les définitions et la terminologie sont des points de départ indispensables

---

<sup>82</sup> Kiras, J., « Irregular Warfare : Terrorism and Insurgency », dans Baylis, J. et al., dir. (2007, 2<sup>e</sup> éd°). *Strategy in the Contemporary World. An Introduction to Strategic Studies*, Oxford : Oxford University Press, p. 167.

<sup>83</sup> Pour qualifier les quelques 48 « petites guerres » qui avaient émaillé le 20<sup>e</sup> siècle au moment où il écrit son texte, en 1965, Bernard Fall privilégie le terme de « guerre révolutionnaire ». Il définit celle-ci comme la combinaison de méthodes de guérilla et d'actions politiques dans le but de contrôler une population. Fall, Bernard « The Theory and Practice of Insurgency and Counter-Insurgency », *Naval War College Review* (1998, réédition de l'article de 1965).

<sup>84</sup> Sarah Sewall, « A Radical Field Manual », dans U.S. Army and Marine Corps (2007). *Counterinsurgency Field Manual*, Chicago : The University of Chicago Press, p. xxiii

mais plutôt routiniers à toute recherche, celles-ci sont notoirement délicates en ce qui concerne la guerre irrégulière tant celle-ci est un concept « sémantiquement ambigu »<sup>85</sup>. Quelles sont les différences fondamentales entre la guerre « régulière », conventionnelle et la guerre irrégulière ? À quels types d'opérations militaires fait référence la seconde ? Quelles sont les différences entre ces opérations militaires ? Comment la contre-insurrection s'inscrit-elle dans la guerre irrégulière ? Telles sont les questions essentielles auxquelles il nous faut maintenant répondre afin de définir le plus précisément possible notre objet d'étude.

### 1.1 Les États-Unis et la guerre irrégulière : un sujet incontournable

La guerre irrégulière pose trois défis conceptuels importants. Premièrement, elle est une notion subjective, connotée, porteuse de valeurs et de jugement. Cet aspect est manifeste lorsqu'il s'agit de désigner les acteurs de ce type de conflit, en particulier les acteurs non-étatiques ayant recours à des tactiques et méthodes irrégulières. En fonction de la perception de leurs objectifs et de leur légitimité, ceux-ci seront en effet qualifiés soit de « combattants de la liberté », de « résistants », soit « d'insurgés », de « terroristes »<sup>86</sup>.

La guerre irrégulière est également une notion normative relevant d'une conception occidentale du conflit armé<sup>87</sup>. En effet, depuis le traité de Westphalie de 1648 et l'avènement de l'État comme entité souveraine par excellence, l'idéal-

---

<sup>85</sup> Ucko, David (2009). *The New Counterinsurgency Era. Transforming the U.S. Military for Modern Wars*, Washington D.C. : Georgetown University Press, p. 4.

<sup>86</sup> Kiras, J., *Op. cit.* (2007), p. 165.

<sup>87</sup> Aymeric Bonnemaïson et Tanguy Struye de Swielande écrivent ainsi que « cette forme de guerre [irrégulière] est celle qui ne respecte pas les règles que l'Occident a fixées. Elle ne se construit pas sur le mode 'westphalien' de l'affrontement symétrique et étatique ». Bonnemaïson, Aymeric et Struye de Swielande, Tanguy, « Le 'mobile' ontologique et politique de la guerre irrégulière », *Revue Stratégique*, n° 93/94/95/96 (2009), p. 567.

type de l'affrontement armé entre ces entités est la guerre conventionnelle<sup>88</sup>. Celle-ci oppose, idéalement sur un champ de bataille délimité, des forces armées étatiques similaires quant à leur organisation, à leur structure et à leur doctrine. Elle a été progressivement codifiée et des normes encadrent le droit à la guerre (*jus ad bellum*) et régissent le déroulement des combats (*jus in bello*)<sup>89</sup>. Cet idéal-type de l'affrontement armé est tellement intégré dans la pensée occidentale, que le terme de guerre « régulière » ou « conventionnelle » n'est dans la pratique que peu utilisé. « Guerre » tout court y fait référence<sup>90</sup>. Dès lors, tout affrontement armé opposant des forces militaires étatiques à un ennemi qui ne respecte pas les normes de la guerre se trouve qualifié de guerre « irrégulière »<sup>91</sup>. Le *Quadrennial Defense Review* de 2006 illustre cette situation.

---

<sup>88</sup> Même si la délimitation stricte entre phase de combats à proprement parler et phase post-conflit au cours de laquelle se consolide, ou non, l'objectif politique à l'origine de la guerre est le plus souvent artificielle, les combats conventionnels ne constituent pas l'objet central de notre étude. Voir Mats Berdal, « Consolidating Peace in the Aftermath of War – Reflections on 'Post-Conflict Peace-Building' from Bosnia to Iraq », dans Andreas, John, dir. (2007). *On New Wars*, Oslo : Norwegian Institute for Defence Studies, pp. 120-125.

<sup>89</sup> Pour une analyse détaillée de la conception occidentale de la guerre, voir Coutau-Bégarie, Hervé, « Guerres irrégulières : de quoi parle-t-on ? », *Revue Stratégique*, n° 93/94/95/96 (2009) ; Black, Jeremy (2002). *Warfare in the Western World. 1882-1975*, Indianapolis : Indiana University Press ; Jones, Archer (1987). *The Art of War in the Western World*, Chicago : University of Illinois Press.

<sup>90</sup> Coutau-Bégarie, Hervé, *Ibid.*, p. 13

<sup>91</sup> La codification de l'affrontement armé et l'identification des belligérants grâce à des uniformes sont des composantes clés de la guerre conventionnelle depuis la seconde moitié du 17<sup>e</sup> siècle. Il n'en demeure pas moins que des éléments irréguliers ne respectant pas ces règles jouèrent un rôle de premier plan dans les principaux conflits qui marquèrent l'Occident aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. Lors de la guerre de succession en Autriche entre 1740 et 1748, les Autrichiens utilisèrent des éléments irréguliers pour rééquilibrer la situation après avoir perdu les batailles initiales contre les troupes étrangères, notamment prussiennes et françaises. Après les avoir qualifiés de « sauvages » et avoir dénoncé leurs modes d'actions, les autres puissances européennes recoururent également à de tels irréguliers. Ils furent également importants dans la guerre d'indépendance menée par les Haïtiens contre la France (1791-1804), la révolte vendéenne de 1793-1794, la guerre des Espagnols contre les troupes napoléoniennes (1808-1814), la guerre d'indépendance des Grecs contre l'empire Ottoman (1821-1832), ou encore les guerres d'unification de l'Italie (1848-1849 et 1859-1860). Voir Ewald, J. von (1991). *Treatise on Partisan Warfare*, New York : Greenwood Press ; Boot, M. (2013). *Op. cit.*, pp. 60-63

Il définit la guerre irrégulière comme toutes « les opérations dans lesquelles l'ennemi n'est pas l'armée régulière d'un État-nation »<sup>92</sup>.

Deuxième défi conceptuel majeur, la guerre irrégulière, entendue comme toute forme d'affrontement armé ne respectant pas les codes occidentaux, est par conséquent une notion vaste et floue. Elle apparaît ainsi comme une catégorie générique, voire même comme un fourre-tout à l'intérêt conceptuel incertain<sup>93</sup>. Dans cette perspective, elle s'inscrit dans la lignée des « opérations spéciales » (*special warfare*), de la « guerre non-conventionnelle », des « opérations militaires autres que la guerre » et autres « conflits de basse intensité », termes respectivement en vogue dans les années 1950, 1960-70, 1980 et 1990<sup>94</sup>. Terme générique, la guerre irrégulière fait donc référence à un large éventail de conflits armés distincts, tels que le contre-terrorisme, la contre-prolifération, la contre-insurrection, les opérations de stabilisation et de reconstruction, les missions de paix, les opérations clandestines, ou encore la cyber-guerre<sup>95</sup>. Par exemple, de l'Antiquité à nos jours, Hervé Coutau-Bégarie identifie pas moins de 25 types de conflits armés entrant dans la catégorie de la guerre irrégulière<sup>96</sup>.

Le troisième défi conceptuel soulevé par la guerre irrégulière est lié au second. Nous avons souligné que la guerre irrégulière semble succéder à d'autres termes

<sup>92</sup> U.S. Department of Defense (2006). *Quadrennial Defense Review Report*, p. 11.

<sup>93</sup> Ce manque de précision conceptuelle dont pâtit le terme de « guerre irrégulière » est soulevé par de nombreux auteurs au profil académique. On citera par exemple Ucko, David (2009). *Op. cit.*, p. 88 ; Kiras, J. (2007). *Op. cit.*, p. 165 ; Sewall, Sarah (2007). *Op. cit.*, p. xxiii. Il fut également mentionné et dénoncé dans un document émanant d'une des entités du département de la Défense qui soulignait en 2006 : « There is no doctrinal value to arbitrarily grouping activities that are loosely related. Unless there are underlying principles common to all activities, grouping them serves no purpose. » U.S. Joint Forces Command (2006). *Irregular Warfare Special Study*, Norfolk, VA, p. III-2.

<sup>94</sup> Voir McClintock, Michael (1992). *Instruments of Statecraft. U.S. Guerrilla Warfare, Counterinsurgency, and Counterterrorism, 1940-1990*, New York : Pantheon Books.

<sup>95</sup> Hastedt, Glenn (2010, 8<sup>e</sup> édition). *American Foreign Policy*, New York : Longman.

<sup>96</sup> Hervé Coutau-Bégarie, *op. cit.*, pp. 16-29.

pour désigner une grande variété de conflits qui ne relèvent pas de la guerre « conventionnelle ». Or, cet usage n'est ni généralisé, ni consensuel. La littérature abonde d'autres termes, tels que « opérations militaires autres que la guerre », « guerre asymétrique », « conflit de basse intensité », « guerre non-conventionnelle », « guerre révolutionnaire », « guerre de libération nationale », « guerre impériale », « petite guerre », « nation-building » ou encore « guerre hybride », ce dernier étant adopté dans le *Quadrennial Defense Review* de 2010<sup>97</sup>. Ces termes se veulent parfois plus spécifiques et précis que « guerre irrégulière », mais pas toujours. Ils sont en effet souvent utilisés comme simples synonymes<sup>98</sup>. Gérard Chaliand, l'un des principaux spécialistes français des guerres irrégulières, utilise par exemple ce terme comme synonyme de guerre révolutionnaire<sup>99</sup>. Bernard Fall, qui résume cette dernière en une équation («  $RW = G + P$ , Revolutionary Warfare equals Guerrilla warfare plus Political action »<sup>100</sup>), emploie guerre révolutionnaire comme synonyme de « petite guerre »<sup>101</sup>. À cette variété d'expressions correspond une grande variété de définitions. Nous en donnons ici quelques exemples représentatifs. Charles Callwell définit les « petites guerres » comme :

Campaigns undertaken to suppress rebellions and guerrilla warfare in all parts of the world where organized armies are struggling against opponents who will not meet them in the open field.<sup>102</sup>

<sup>97</sup> U.S. Department of Defense (2010). *Quadrennial Defense Review*, p. 8.

<sup>98</sup> Frederick Kagan rejette l'idée que l'on puisse utiliser ces termes comme synonymes. Selon lui en effet, chacun fait référence à des réalités bien différentes qui appellent des solutions politiques différentes. Kagan, Frederick (2006). *Finding the Target. The Transformation of the American Military Policy*, New York : Encounter Books, pp. 366-373.

<sup>99</sup> Chaliand, G. (2008). *Les guerres irrégulières. XXe-XXIe siècle*, Paris : Gallimard

<sup>100</sup> Fall, Bernard (1998). *Op. cit.*

<sup>101</sup> *Op. cit.*

<sup>102</sup> Callwell, Charles Edward (1996, réédition, 1<sup>o</sup> éd. 1896). *Small Wars : Their Principles and Practice*, Lincoln, University of Nebraska Press, p. 21



Michael McNerney conçoit les « opérations de stabilisation et de reconstruction » comme :

an evolving concept that perhaps should be viewed as the intersection of military-led stability operations and civilian-led reconstruction activities. Army doctrine states that stability operations include counterinsurgency operations, peace operations, security assistance, and combating terrorism. Reconstruction activities include all aspects of improving governance: training civil administrators, improving essential services and public safety, supporting civil society and self-determination, and promoting the rule of law and economic development.<sup>103</sup>

Jeffrey Record écrit à propos des « opérations autres que la guerre » :

Military Operations Other Than War (MOOTW) are operations other than the powerful conventional force-on-force missions for which the U.S. is optimized. Such operations include peace enforcement, counterinsurgency, security and stabilization, and state building.<sup>104</sup>

James Dobbins définit le « *nation-building* » comme

[...] the use of armed force as part of a broader effort to promote political and economic reforms with the objective of transforming a society emerging from conflict into one at peace with itself and its neighbors.<sup>105</sup>

Pour Gérard Chaliand, qui utilise indistinctement au gré des pages les expressions « guerres irrégulières », « guerres révolutionnaires » ou « guérillas », celles-ci se caractérisent par « le refus du combat frontal décisif, par l'emploi du harcèlement et de la surprise »<sup>106</sup>.

---

<sup>103</sup> McNerney, Michael J., « Stabilization and Reconstruction in Afghanistan : Are PRTs a Model or a Muddle ?, *Parameters* (Hiver 2005-06), p. 34

<sup>104</sup> Record, Jeffrey (2006). *Op. cit.*, p. 6

<sup>105</sup> Dobbins, James et al. (2007). *The Beginner's Guide to Nation-Building*, Santa Monica : Rand Corp., p. xvii

<sup>106</sup> Chaliand, Gérard (2008). *Op. cit.*, p. 17.



Dans le cadre de notre thèse et face à ce maquis de termes et de définitions, il nous faut faire des choix. Nous ne prétendons cependant pas clore le débat sur une notion, la guerre irrégulière, qui demeure une zone grise des études stratégiques<sup>107</sup>. Notre objectif est ici de clarifier l'usage des termes et d'établir des définitions fonctionnelles afin de pouvoir étudier correctement notre sujet<sup>108</sup>. Pour cela, nous nous concentrerons sur deux critères essentiels de distinction entre la guerre irrégulière et la guerre conventionnelle. Le premier concerne les acteurs qui sont parties au conflit. Alors que la seconde oppose des armées étatiques clairement identifiées et similaires dans leurs types d'organisation, d'équipement, d'entraînement et de doctrine, la première se distingue par la nature des parties au conflit. Elle oppose une armée étatique à un acteur non-étatique<sup>109</sup>. Charles Callwell écrit ainsi dès 1896 :

Small war is a term which has come largely into use of late years, and which is admittedly somewhat difficult to define. Practically, it may be said to include all campaigns other than those where both the opposing sides consist of regular troops<sup>110</sup>.

Le second critère de distinction est l'asymétrie des capacités entre l'armée étatique et l'acteur non-étatique. La première étant matériellement plus puissante que le second, celui-ci va compenser sa faiblesse matérielle par le

---

<sup>107</sup> David, Charles-Philippe (2013, 3<sup>e</sup> édition). *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris : Presses de Sciences Po ; Mc Ivor, Anthony, dir. (2005). *Rethinking the Principles of War*, Annapolis : Naval Institute Press.

<sup>108</sup> Kiras, James (2007). *Op. cit.*, p. 167 mentionne à cet effet : « The point to remember is that these are attempts at functional definitions for the purpose of this chapter and not the final word on irregular warfare or terrorism. Definitions act as gateways into the areas of study but rarely convey its complexity in theory or practice. In addition, capricious categorizations can lead to a misleading and seemingly irreconcilable divide between forms of irregular conflicts. [...] Ultimately, some arbitrary distinctions must be made in order to grasp the business at hand, without losing perspective on the numerous 'grey areas' endemic to this and other areas of strategic studies ».

<sup>109</sup> La définition de la guerre irrégulière proposée dans le *Quadrennial Defense Review* de 2006 et citée plus haut fait de ce critère l'élément fondamental de différence entre la guerre conventionnelle et la guerre irrégulière.

<sup>110</sup> Callwell, Charles Edward (1896). *Op. cit.*, p. 21.

recours à des tactiques d'évitement de l'affrontement direct, telles que l'embuscade ou le sabotage. Dans sa forme contemporaine, cette guerre irrégulière a pour origine la période napoléonienne<sup>111</sup>. Désireux d'imposer les préceptes de la Révolution française de 1789 à l'ensemble de l'Europe, Napoléon et ses armées occupèrent une large partie du territoire européen. En réaction à cette occupation, des mouvements d'insurrection se sont développés. Ne pouvant pas directement rivaliser avec la puissance de l'armée impériale française, ces mouvements, soutenus par les populations locales qui rejetaient majoritairement l'imposition d'un ordre politique nouveau par une puissance étrangère, ont eu recours à des tactiques de « petite guerre » contre les troupes françaises. Cette méthode de lutte contre l'occupation militaire étrangère s'est en premier lieu développée en Espagne<sup>112</sup>, d'où le nom d'origine espagnole « guérilla » qui signifie « petite guerre », repris en anglais sous le terme de « small war ».

Ces critères de distinction établis et après avoir rappelé le caractère normatif du concept de guerre irrégulière, nous souscrirons dans le cadre de cette thèse à la définition proposée par François Chauvancy. La guerre irrégulière peut être définie comme :

une guerre dans laquelle les règles conventionnelles de la guerre pour imposer sa vision de la victoire ne sont pas appliquées par au moins un des belligérants, que ces règles soient politiques (recherche d'une solution pacifique et équilibrée en vue des intérêts des parties prenantes et en fonction du droit international), militaires (par le type d'emploi des forces armées, qu'elles soient structurées ou pas), économiques (menaces sur des infrastructures vitales, des voies d'approvisionnement, des enjeux financiers), juridiques (non respect de la charte des Nations Unies, du droit humanitaire, recours à la violence), éthiques ou morales (intolérance religieuse, ethnique ou politique). Pour résumer, les règles communément admises pour limiter

---

<sup>111</sup> Voir par exemple Fall, Bernard (1998). *Op. cit.*

<sup>112</sup> Il en y eut également dans le Tyrol, en Russie et dans les États germaniques.

le recours à la force sont transgressées par les sources d'opposition luttant contre les forces armées occidentales <sup>113</sup>.

### 1.1.1 La contre-insurrection, une forme majeure de guerre irrégulière

Parmi le large éventail d'opérations militaires qu'englobe la notion de guerre irrégulière, notre sujet d'étude portera uniquement sur la contre-insurrection. Nous excluons par conséquent les opérations de stabilisation. Celles-ci ont certes des similitudes marquées avec la contre-insurrection. Elles impliquent toutes deux des actions militaires, politiques, économiques et sociales destinées à renforcer ou consolider le contrôle exercé par un gouvernement sur son territoire et sa population. Elles se différencient cependant par le niveau d'organisation et l'intensité des activités de l'opposition armée. Dans le cas de la contre-insurrection, l'opposition armée est plus forte, mieux organisée, plus active et violente que dans le cas des opérations de stabilisation<sup>114</sup>.

Les opérations de paix ne seront également pas abordées car, à la différence des situations qui nous intéressent, elles sont consensuelles et résultent le plus souvent de la décision d'une instance internationale, au premier rang desquelles se trouvent les Nations Unies. Elles se caractérisent en outre par une neutralité affichée de la part de la force étrangère intervenant entre les parties en conflit. Glenn Hastedt précise par ailleurs que pour les décideurs américains, les interventions humanitaires ont pris, depuis la fin de la guerre froide, le relais des opérations de paix onusiennes, critiquées aux États-Unis pour leur manque d'efficacité. Parmi ces opérations que nous n'étudions pas ici, nous pouvons citer

---

<sup>113</sup> Chauvancy, François, « Démocratie et guerre des idées au 21<sup>e</sup> siècle : la contre-insurrection, une nouvelle confrontation idéologique ? », *Revue Stratégique*, n° 93/94/95/96 (2009), p. 657.

<sup>114</sup> Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, p. 10.

les exemples de *Provide Comfort* (nord de l'Irak, 1991-1992), *Restore Hope* (Somalie, 1992-1993), *Restore Democracy* (Haïti, 1994)<sup>115</sup>.

Les actions clandestines, dont les exemples principaux sont les assassinats ciblés et le soutien financier et/ou humain à des groupes, ne s'inscrivent pas non plus dans notre objet d'étude. Si ces actions ont certes pour objectif de maintenir ou modifier l'équilibre politique et social interne d'un pays étranger, elles n'impliquent pas un envoi massif de troupes parmi les populations. Par essence, l'implication du pays intervenant ne doit en effet pas être connue<sup>116</sup>.

Le contre-terrorisme ne s'inscrit pas non plus dans notre sujet. Conceptuellement et opérationnellement, il n'est certes pas nettement distingué de la contre-insurrection comme le rappelle par exemple Sarah Sewall :

[...] Counterinsurgency (COIN) is often linked with counterterrorism, implying that insurgent methods can be as problematic as their objectives. This conceptual overlap is not new. British counterinsurgency in Malaya was conducted pursuant to their manual for antiterrorist operations. [...] Today, counterinsurgency and counterterrorism operations are often conflated in official U.S. statements, and COIN has become an increasingly common conceptual framework for the global struggle against terrorism<sup>117</sup>.

L'enchevêtrement conceptuel entre contre-terrorisme et contre-insurrection est en outre accru par les débats sur l'autonomie stratégique réelle du terrorisme comme forme de violence. Il est en effet souvent considéré comme une simple tactique s'inscrivant dans une stratégie insurrectionnelle plus vaste<sup>118</sup>. Deux éléments pratiques expliquent cet enchevêtrement entre contre-terrorisme et

<sup>115</sup> Hastedt, Glenn (2010). *Op. cit.*, p. 341.

<sup>116</sup> *Op. cit.*, p. 344.

<sup>117</sup> Sewall, Sarah (2007). *Op. cit.*, p. xxiii.

<sup>118</sup> Voir par exemple O'Neill, Bard (1990). *Insurgency and Terrorism : Inside Modern Revolutionary Warfare*, Washington D.C. : Brassey's, p. 24.

contre-insurrection<sup>119</sup>. Le premier est la difficulté dans les deux cas à distinguer les combattants des non-combattants. Le second est l'absence de critères et de guide précis pour parvenir à la victoire contre les groupes terroristes autant que contre les mouvements insurrectionnels.

Dans le cadre de notre recherche, il est toutefois important de distinguer le contre-terrorisme et la contre-insurrection. L'élément majeur de différenciation réside dans les objectifs de ces opérations. Le premier est avant tout une entreprise offensive centrée sur l'ennemi et sa mise hors d'état de nuire. Pour ce faire, le contre-terrorisme ne nécessite pas une présence significative de troupes sur un territoire donné pour une longue période de temps. La contre-insurrection est en l'espèce radicalement différente. Plutôt défensive, elle a pour objectif d'assurer la protection de la population afin d'isoler les éléments ennemis et de leur interdire l'accès à une base d'appui au sein de cette population. La contre-insurrection requiert la présence massive de troupes<sup>120</sup>.

La contre-insurrection ne saurait donc être confondue avec des opérations dont les dynamiques peuvent apparaître similaires. Quatre caractéristiques essentielles facilitent toutefois l'identification et la distinction des opérations de contre-insurrection que nous étudierons dans cette thèse<sup>121</sup> :

---

<sup>119</sup> Kiras, James (2007). *Op. cit.*, p. 167.

<sup>120</sup> Pour un approfondissement sur les différences entre contre-insurrection et contre-terrorisme, voir Kiras, James (2007). *Ibid.*, p. 167 ; Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, pp. 88-89 ; Sewall, Sarah (2007). *Op. cit.*, pp. xxiii et xxv-xxvi.

<sup>121</sup> Les caractéristiques n° 1 à 3 sont identifiées par Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, p. 9-10. On les retrouve, formulées différemment, chez Andrew Krepinevich qui écrit par exemple : « The emphasis is on light infantry formations, not heavy divisions ; on firepower restraint, not its widespread application ; on the resolution of political and social problems within the nation targeted by insurgents, not closing with and destroying the insurgent's field forces. » Krepinevich, Andrew (1986). *The Army in Vietnam*, Baltimore : John Hopkins University Press, p. 5. La caractéristique n° 4 fait l'objet d'un consensus. Elle est particulièrement explicitée par James Kiras qui rappelle que le temps, la durée est une des conditions essentielle et indispensable à la réussite de toute opération d'insurrection comme de contre-insurrection. Il

1. Des troupes étrangères sont déployées au milieu de populations locales. Leur protection et le gain de leur appui à l'ordre politique et social que ces troupes défendent constituent le « centre de gravité », le facteur décisif de la réussite de l'intervention.
2. Les forces qui mènent les opérations de contre-insurrection opèrent dans un environnement hostile.
3. L'activité et l'institution militaires ne sont qu'une composante d'une entreprise plus vaste de consolidation de l'État, qui comprend également des dimensions politiques, économiques et sociales et qui implique des institutions civiles. Dans cette perspective, la consolidation de l'État est entendue comme l'aide à la mise en place de structures gouvernementales aptes à maintenir l'ordre et la stabilité sur l'ensemble du territoire placé sous sa juridiction.
4. La contre-insurrection est une entreprise qui s'inscrit dans la durée.

Une opération de contre-insurrection s'inscrit dans un contexte politique, historique, géographique spécifique. Chaque opération est par conséquent une expérience unique. Des variables plus ou moins nouvelles apparaissent, comme les médias de masse, l'urbanisation, la globalisation et les technologies de communication, l'extrémisme religieux ou encore les attentats suicides. Elles modifient alors les modalités et les pratiques de la contre-insurrection. Il n'en demeure pas moins des principes généraux de la contre-insurrection qui semblent immuables<sup>122</sup>. Ils peuvent être formulés ainsi<sup>123</sup> :

---

écrit ainsi : « In almost every case, the length of terrorist and irregular warfare campaigns is measured in *decades* not years. [...] Time is the most important element required for the successful conclusion of an insurgent and terrorist campaign as it is a commodity that can be exchanged to make up for other weakness. [...] In the end, the side that will prevail will be the one most willing to continue the struggle and make the least damaging choices for the duration. » Kiras, J. (2007). *Op. cit.*, pp. 167 ; 168 ; 183.

<sup>122</sup> Voir par exemple Hoffman, Frank, « Neo-Classical Counterinsurgency ? », *Parameters*, vol. 37, n° 2 (2007) ; Kilcullen, David, « Counter-insurgency. *Redux*. », *Survival*, vol. 48, n° 4 (2006).



- La compréhension et l'acceptation de la nature essentiellement politique de la mission et de ses objectifs.
- L'unité de la chaîne de commandement.
- L'importance du renseignement dans la planification et la conduite des opérations militaires.
- L'isolement des insurgés de la population.
- L'usage restreint de la force.
- Le maintien de la légitimité de l'effort de contre-insurrection aux yeux de la population locale.

Ces principes, encore aujourd'hui reconnus et acceptés, sont développés dès la période napoléonienne au tournant du 19<sup>e</sup> siècle<sup>124</sup>. Ils sont affinés au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècle, en particulier avec les expériences coloniales des empires britanniques et français. C'est ainsi que le manuel de contre-insurrection de l'armée de terre et des fusiliers marins américains de 2007 s'inspire très ouvertement des leçons et principes appris des expériences européennes. Dans l'introduction de ce manuel, Sarah Sewall écrit :

---

<sup>123</sup> En la matière, l'ouvrage de référence est celui de Thompson, Robert (1966). *Defeating Communist Insurgency : The Lessons of Malaya and Vietnam*, New York : Praeger Publishers. Une actualisation de ces principes peut être trouvée dans Cohen, Eliot et al., « Principles, Imperatives, and Paradoxes of Counterinsurgency », *Military Review*, vol. 86., n° 2 (2006) et surtout dans U.S. Army / Marine Corps (2007). *Op. cit.* Kiras, J. (2007). *Op. cit.*, pp. 177-179 propose également une synthèse des principes et « lois » de la contre-insurrection tels qu'exposés par les auteurs de références en la matière, comme David Galula, Robert Thompson, Charles Callwell, ou encore Roger Trinquier.

<sup>124</sup> La lutte contre l'insurrection en Westphalie met par exemple en évidence les deux approches types de la contre-insurrection telles qu'on les connaît encore aujourd'hui. Le recours à la force contre les éléments insurgés était ainsi privilégié par Napoléon Bonaparte. Il enjoignit par son frère Jérôme, confronté à l'insurrection de Westphalie, d'employer les armes. Sa réponse à la missive de Napoléon, avec sa formule célèbre « on peut tout faire avec les baïonnettes sauf s'asseoir dessus » souligna déjà les limites du recours à la force. Pour une présentation plus détaillée des deux principales approches de la contre-insurrection, la première mettant l'accent sur l'élimination des éléments insurgés, la seconde privilégiant la protection de la population et l'isolement de celle-ci des éléments insurgés, voir Nagl, John (2002). *Learning to Eat Soup with a Knife. Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago : The University of Chicago Press, pp. 26-29.

The new U.S. doctrine heartily embraces a traditional – some would argue atavistic – British method of fighting insurgency. It is based on principles learned during Britain's early period of imperial policing and relearned during responses to twentieth-century independence struggles in Malaya and Kenya. It incorporates insights from French counterinsurgency guru David Galula. Accordingly, it adopts a population –centered approach instead of one focused primarily, if not exclusively, on the insurgents<sup>125</sup>.

Si les principes généraux de la contre-insurrection sont connus et largement acceptés, leur mise en œuvre n'est pourtant pas un gage de succès. Avant d'exposer les difficultés rencontrées par les grandes puissances dans ce type d'opération militaire, il convient cependant de préciser que l'évaluation du succès et de l'échec dans la contre-insurrection est une question délicate.

#### 1.1.2 La difficile évaluation du succès et de l'échec dans la contre-insurrection

La victoire dans le domaine militaire est en effet une notion complexe et volatile. Établissant une distinction entre victoire militaire et victoire stratégique, Robert Mandel soutient que la première n'engendre pas automatiquement la seconde, alors même que celle-ci doit rester l'objectif de l'usage de la force. Mandel affirme ainsi qu'au cours de quatre des principales opérations militaires récentes (la guerre du Golfe, le Kosovo en 1999, l'Afghanistan en 2001, et l'Irak en 2003), les États-Unis ont certes obtenu des victoires militaires, mais celles-ci ne se sont pas traduites en victoire stratégique. Elles n'ont pas concrétisé les objectifs politiques qui avaient légitimé l'usage de la force<sup>126</sup>. Difficile à définir pour les opérations conventionnelles, la victoire l'est encore plus dans les opérations non-conventionnelles telles que la contre-insurrection. Jasjit

---

<sup>125</sup> Sewall, Sarah (2007). *Op. cit.*, p. xxiv.

<sup>126</sup> Mandel, Robert (2006). *The Meaning of Military Victory*, Boulder : Lynne Rienner Publishers, pp. 97-114

Singh relève à cet égard que « The problem is that as war starts to move down the intensity spectrum, victory and defeat shift more into political and psychological dimensions ». <sup>127</sup>

Tableau 2 Les critères de succès dans la guerre conventionnelle et dans la guerre irrégulière<sup>128</sup>

Premodern Total War Success	Modern Limited War Success
<i>Informational Dimension</i>	
Coerce formal surrender	Influence cessation of hostilities
<i>Military Dimension</i>	
Destroy and subjugate enemy	Neutralize and deter enemy
<i>Political Dimension</i>	
Impose foreign-dominated government	Allow self-determined government
<i>Economic Dimension</i>	
Exploit economic resources	Develop economic reconstruction
<i>Social Dimension</i>	
Enforce hierarchical social order	Promote progressive social transformation
<i>Diplomatic Dimension</i>	
Accomplish war aims on one's own	Invite third-party conflict involvement

Cette difficulté à discerner la victoire et la défaite est amplifiée par l'absence d'indicateurs destinés à mesurer l'efficacité des opérations de contre-insurrection. Les outils et les méthodes d'évaluation des opérations militaires restent largement conçus pour la guerre conventionnelle. Depuis la Deuxième

<sup>127</sup> Singh, Jasjit, « Dynamics of Limited War », *Strategic Analysis*, vol. 24 (2000)

<sup>128</sup> Mandel, Robert (2006). *Ibid.*, p. 40

Guerre mondiale, l'évaluation des opérations militaires et donc la définition de la victoire et de la défaite reposent en effet sur deux éléments principaux : le gain et le contrôle d'un territoire d'une part, la destruction des capacités de l'ennemi d'autre part<sup>129</sup>. Les décisions en matière d'acquisition de matériel et de planification opérationnelle sont ainsi prises sur la base d'une analyse traditionnelle des conflits. Les outils, modèles, et méthodologies d'évaluation mesurent les effets physiques de ces équipements et de ces opérations sur des forces similaires, sur des périodes s'étalant de quelques jours à quelques mois et au cours desquelles sont mises en œuvre des manœuvres de destruction. Dès lors,

There is little foundational understanding of what success means in irregular warfare that will assist analysts in interpreting operational effectiveness. An audience of analysts, technology specialists, warfighters, and policy-makers may hear the same briefing, see the same collection of graphs and data, and come to diverse and conflicting opinions as to how effective the military's actions are in achieving its goals<sup>130</sup>.

Ces éléments d'évaluation s'avèrent ni efficaces ni pertinents dans le cadre de la contre-insurrection face à un ennemi qui évite l'affrontement direct et dont le contrôle du territoire relève d'un appui des populations civiles<sup>131</sup>. En l'absence de critères d'évaluation adaptés, les décideurs politiques et militaires ne sont donc pas en mesure de comprendre la situation sur le terrain et d'effectuer les changements qui s'imposent<sup>132</sup>.

---

<sup>129</sup> Clancy, James et Crossett, Chuck, « Measuring Effectiveness in Irregular Warfare », *Parameters* (été 2007), p. 90

<sup>130</sup> Clancy, James et Crossett, Chuck. *Ibid.*, p. 88

<sup>131</sup> James Clancy et Chuck Crossett proposent par exemple d'élaborer des critères et une méthodologie d'évaluation des opérations de contre-insurrection destinés à mesurer l'efficacité de celles-ci dans trois domaines essentiels : la diminution du niveau de violence mise en œuvre par les insurgés ; la stabilisation de l'environnement en améliorant la sécurité et les conditions de vie de la population ; et la délégitimation de l'action menée par les insurgés. Voir Clancy, James et Crossett, Chuck. *Op. cit.*, pp. 95-98

<sup>132</sup> Gartner, Scott (1997). *Strategic Assessment in War*, Hew Haven : Yale University Press

Cette difficulté à évaluer le succès et la défaite dans la contre-insurrection se traduit dans la littérature sur le sujet par des estimations fort divergentes du résultat de telles opérations. Comme nous l'avons mentionné en introduction, Max Boot constate par exemple que la durée des opérations de contre-insurrection a significativement augmenté depuis 1945, passant de 9,67 années en moyenne contre 5,5 ans entre 1775 et 1945. Il relève cependant que les contre-insurgés continuent de l'emporter dans la majorité des cas<sup>133</sup>. À l'inverse, Alexander Downes soutient que les démocraties, si efficaces dans les guerres conventionnelles, remportent moins de la moitié (47%) des guerres de contre-insurrection dans lesquelles elles s'engagent<sup>134</sup>. Ivan Arreguin-Toft abonde dans le sens de Downes. Il arrive à la conclusion que les insurgés ont remporté la majorité (51,2%) de leurs affrontements contre des puissances matériellement plus fortes depuis 1950<sup>135</sup>. Dan Reiter et Allan Stam affirment quant à eux que les démocraties sortent victorieuses des opérations de contre-insurrection dans 93 % des cas<sup>136</sup> ! Jason Lyall et Isaiah Wilson avancent enfin que le type de régime, démocratique ou non, n'a que peu d'effet sur la performance face à des mouvements insurgés. Les démocraties ne l'emporteraient ni ne perdraient significativement plus ou moins que les régimes non-démocratiques. Leurs affrontements face à des insurgés sont toutefois beaucoup plus susceptibles de se conclure par des matchs nuls<sup>137</sup>.

---

<sup>133</sup> Boot, M. (2013). *Op. cit.*, Annexe.

<sup>134</sup> Downes, Alexander, « How Smart and Tough Are Democracies ? Reassessing Theories of Democratic Victory in War », *International Security*, vol. 33, n° 4 (2009), pp. 9-51.

<sup>135</sup> Arreguin-Toft, Ivan (2005). *How the Weak Win Wars : A Theory of Asymmetric Conflict*, Cambridge : Cambridge University Press, p. 4

<sup>136</sup> Reiter, Dan et Stam, Allan (2002). *Democracies at War*, Princeton : Princeton University Press

<sup>137</sup> Lyall, Jason et Wilson, Isaiah III, « Rage against the Machines : Explaining Outcomes in Counterinsurgency Wars », *International Organization*, vol. 63, n° 1 (2009), pp. 67-106.



### 1.1.3 Les difficultés du fort dans un « siècle de petites guerres »<sup>138</sup>

L'absence de définition claire de victoire et de défaite dans des guerres irrégulières telles que la contre-insurrection suscite donc un débat : qui de l'insurgé ou du contre-insurgé, en ressort le plus souvent vainqueur. Un point fait cependant consensus : c'est la difficulté du fort face à un ennemi matériellement plus faible dans ce type de conflit. Depuis l'Antiquité et l'épisode de David contre Goliath, les exemples où le plus faible parvient à défaire le plus fort abondent. Que ce soit la victoire de Sparte sur Athènes, celle des rebelles américains contre les forces britanniques, celle des Vietnamiens contre les Français puis les Américains, ou encore la victoire des moudjahidines afghans sur les forces soviétiques. La littérature identifie trois raisons majeures à ces difficultés récurrentes des forts face à des adversaires matériellement plus faibles mettant en œuvre des tactiques irrégulières : l'asymétrie des intérêts entre les parties au conflit ; la mise en œuvre de stratégies exploitant les faiblesses du fort ; et les vulnérabilités des démocraties. En nous limitant à la période contemporaine, le travail d'Andrew Mack constitue un point de départ incontournable. Dans un article publié en 1975, il soutient que la faiblesse du fort par rapport au faible dans les conflits asymétriques réside dans une perception diamétralement opposée des enjeux du conflit. Pour le fort, les enjeux sont limités tandis que pour le faible, ils sont considérables et relèvent même de sa survie.

The insurgents can pose no direct threat to the survival of the external power because [...] they lack an invasion capability. On the other hand, the metropolitan power poses not simply the threat of invasion, but the reality of occupation. This fact is so obvious that its implications have been ignored. It

---

<sup>138</sup> L'expression est de Fall, Bernard (1965). *Op. cit.*,



means, crudely speaking, that for the insurgent the war is “total”, while for the external power it is necessarily “limited”.<sup>139</sup>

Mack fait de cette asymétrie dans les enjeux du conflit, et son corollaire la différence dans la volonté politique à combattre et l'emporter, les éléments déterminants pour expliquer les défaites des puissances coloniales européennes face aux mouvements de libération nationale dans leurs colonies après 1945 et des États-Unis au Vietnam. La seule volonté politique ne saurait cependant pas à elle seule compenser les écarts de puissance militaire. Dans un article et un ouvrage subséquent<sup>140</sup>, Arreguin-Toft soutient que les stratégies mises en œuvre de part et d'autre, « l'interaction stratégique » est le principal déterminant d'un conflit asymétrique. Pour compenser son infériorité matérielle, le faible ne doit pas simplement faire preuve d'une plus grande volonté politique. Il doit mettre en œuvre une stratégie indirecte, qui s'appuie essentiellement sur la guérilla et le terrorisme, dont le but est d'identifier et exploiter les faiblesses du fort<sup>141</sup>.

L'élément déterminant de l'interaction stratégique telle que présentée par Arreguin-Toft est sa conséquence sur la durée du conflit<sup>142</sup>. En effet, la

---

<sup>139</sup> Mack, Andrew. « Why Big Nations Lose Small Wars : The Politics of Asymmetric Conflict », *World Politics*, vol. 27 (1975), p. 181

<sup>140</sup> Arreguin-Toft, Ivan. « How the Weak Win Wars : A Theory of Asymmetric Conflict », *International Security*, vol. 26 (2001) et Arreguin-Toft, Ivan (2005). *Op. cit.*

<sup>141</sup> Selon l'argument de « l'interaction stratégique », le fort perd face au faible parce qu'il aura tendance à mettre en œuvre une stratégie directe à laquelle le faible va répondre par une stratégie indirecte afin de niveler le fossé de capacités militaires et l'écart de puissance de feu. Inversement, le faible perdra lorsqu'il essaiera de combattre le fort selon les termes qui favorisent ce dernier, à savoir la stratégie directe. Arreguin-Toft illustre ce point avec l'épisode de l'offensive du Têt lors de la guerre du Vietnam. Alors que les forces nord-vietnamiennes et leurs alliés Viet-cong parviennent à gagner la guerre contre les forces américaines en ayant recours à une stratégie indirecte de 1965 à 1968, ils subissent leur plus lourde défaite militaire lorsqu'ils décident de combattre les États-Unis de façon conventionnelle, en mettant en œuvre une stratégie directe de concentration de leurs troupes dans le but de conquérir un territoire. Arreguin-Toft, Ivan (2005). *Op. cit.*, chapitre 6.

<sup>142</sup> Au 20<sup>e</sup> siècle, la figure emblématique qui a théorisé et pratiqué ce type de guerre « prolongée » est Mao Tse-Tung. Mao Tse-Tung (2002, réédition). *On Guerrilla Warfare*, Scholarly Book Services Inc, 128 p. Mao a utilisé cette approche avec succès dans sa lutte contre les

confrontation entre deux types de stratégies, l'une directe, l'autre indirecte, ne débouche pas sur une victoire rapide, nette et décisive. Bien au contraire, elle résulte en un accroissement de la durée du conflit, et par conséquent de ces coûts (humains et financiers), que le fort ne semble pas enclin à endurer :

Most important, because indirect [...] strategies sacrifice values (territory, population, resources, etc) for time, they necessarily take longer to resolve so long as weak actors continue to have access to sanctuary and social support. In asymmetric conflict, delay favors the weak.<sup>143</sup>

L'essence même de la guerre prolongée n'est pas la victoire militaire du faible contre le fort, mais la victoire politique en entraînant le fort dans une guerre de longue durée, difficile et coûteuse qui amenuise et détruit à terme sa volonté de combattre, alors que ses capacités militaires supérieures lui faisaient espérer une victoire rapide, facile et peu coûteuse. Jeffrey Record peut ainsi écrire : « the guerrilla can win simply by not losing, whereas the counterinsurgent power can lose by not winning ». <sup>144</sup>

La combinaison durée du conflit et intérêts limités rend les démocraties plus vulnérables dans la mesure où les décideurs politiques, soumis à la sanction régulière du suffrage populaire, ne peuvent pas indéfiniment engager leurs forces armées sans avoir le soutien de la population. Edward Luttwak argue que les démocraties ont connu au cours des années 1980 – 1990, une mutation majeure avec l'effritement de la tolérance de leurs populations aux pertes humaines dans les conflits armés. L'illustration de « l'avènement de cette ère

---

nationalistes chinois et la victoire du communisme en Chine en 1949. Il a inspiré par la suite et toujours en Asie, Ho Chi Minh dans la lutte des Vietnamiens contre les Français puis les Américains.

<sup>143</sup> Arreguin-Toft, Ivan (2001). *Op.cit.*, p. 107

<sup>144</sup> Record, Jeffrey (2005). *Op. cit.*, p. 20

post-héroïque »<sup>145</sup> serait le retrait des soldats américains de Somalie suite à la mort de 18 d'entre eux au cours d'une opération à Mogadiscio en octobre 1993. La conséquence sur la conduite des opérations militaires est double. D'une part, les populations des pays démocratiques n'acceptent pas le sacrifice de soldats dans des opérations dont les intérêts apparaissent secondaires. D'autre part, afin de protéger au maximum leurs soldats, les États-Unis vont s'appuyer sur des hautes technologies (missiles de croisière, bombes « intelligentes », drones...) permettant de tenir les soldats le plus éloigné possible des zones à risques.

Gil Merom va toutefois plus loin dans l'argument de la vulnérabilité des démocraties<sup>146</sup>. Selon lui, l'aversion pour les pertes humaines restreint le niveau de violence que les démocraties peuvent mettre en œuvre. Il écrit ainsi : « Democracies fail in small wars because they find it extremely difficult to escalate the level of violence and brutality to that which can secure victory. »<sup>147</sup> Merom illustre cet argument avec l'exemple particulier de la France lors de la guerre d'Algérie. Il estime qu'au moment même où les politiques français ont décidé de mettre un terme à cette guerre, l'emploi d'une violence de grande ampleur, notamment la torture, par les troupes françaises avait significativement entamé la détermination à combattre des insurgés. Selon

---

<sup>145</sup> Luttwak, Edward (2002). *Le Grand Livre de la Stratégie. De la Paix et de la Guerre*, Paris : Odile Jacob, pp. 108-130

<sup>146</sup> Merom, Gil (2003). *How Democracies Lose Small Wars: State, Society, and the Failures of France in Algeria, Israel in Lebanon, and the United States in Vietnam*, New York : Cambridge University Press

<sup>147</sup> Gil Merom (2003). *ibid.*, p. 15. Il faut souligner d'emblée que cet argument avancé par Gil Merom est loin de faire l'unanimité. Il s'inscrit même en faux avec la quasi-totalité des textes, qu'ils soient de militaires ou d'universitaires, qui cherchent à identifier les conditions de succès dans la contre-insurrection. Une des conditions majeures évoquée est justement le recours limité à la violence et non son usage indiscriminé. L'idée fondamentale qui préside à cet argument de l'usage limité de la force est que la contre-insurrection est avant tout une entreprise politique dans laquelle le succès des contre-insurgés passe par la conviction des populations auprès desquelles ils interviennent, par la conquête des « cœurs et des esprits ». Dans une telle perspective, l'usage de la force est considéré comme contreproductif, voire néfaste, tant il ne facilite pas la relation de confiance entre la population et les intervenants extérieurs.

Merom, les démocraties échouent donc dans la contre-insurrection car elles s'avèrent incapables de surmonter un triple dilemme :

[...] how to reconcile the humanitarian values of a portion of the educated class with the brutal requirements of counterinsurgency warfare, [...] how to find a domestically acceptable trade-off between brutality and sacrifice, how to preserve support for the war without undermining the democratic order.<sup>148</sup>

Ces trois raisons majeures avancées par la littérature pour expliquer les difficultés du fort face à un ennemi matériellement plus faible ne sont pas exclusives. Au contraire, leur combinaison explique le plus souvent les difficultés et échecs des grandes puissances, en particulier des démocraties, dans les « petites guerres ». Elles peuvent très clairement s'appliquer au cas américain que nous traitons dans cette thèse. Au-delà de ces causes générales, nous allons maintenant voir qu'il existe des facteurs propres aux États-Unis, à leur histoire, à leur culture politique et stratégique, à leur art de faire la guerre, qui expliquent leur incapacité chronique à retenir les leçons apprises de leurs expériences de contre-insurrection et leurs difficultés face à des adversaires matériellement plus faibles mettant en œuvre des stratégies et tactiques irrégulières.

## 1.2 Les difficultés américaines dans la contre-insurrection avancées dans la littérature

Ce sujet n'est en effet pas nouveau dans les études stratégiques aux États-Unis. Il mobilise et stimule tant les universitaires que les militaires. Trois thèses principales peuvent être identifiées dans la foisonnante littérature qui l'aborde : l'obstacle de la culture stratégique ; l'inadaptation des structures

---

<sup>148</sup> Merom, Gil (2003). *Ibid.*, p. 230-231

bureaucratiques ; et le désintérêt, qualifié parfois de mépris, de l'institution militaire pour la contre-insurrection.

### 1.2.1 L'obstacle de la culture stratégique

Les textes consacrés à la culture stratégique américaine sont nombreux. Publié en 1973, l'ouvrage de Russell Weigley, *The American Way of War : A History of United States Military Strategy and Policy*, fait figure de classique. Weigley y expose les grandes caractéristiques ou particularités de la culture stratégique américaine :

- L'isolement géographique de l'Europe et des grands théâtres de guerre ;
- La conquête et la mainmise sur un vaste territoire ;
- La domination rapidement incontestée dans l'hémisphère occidental ;
- Une idéologie politique marquée par l'exceptionnalisme, l'universalisme des principes démocratiques et le messianisme ;
- Une tendance isolationniste prononcée<sup>149</sup>.

En 1985, Samuel Huntington contribua à renforcer l'hypothèse de la culture stratégique en écrivant :

The United States is a big, lumbering, pluralistic, affluent, liberal, democratic, individualistic, materialistic (if not hedonistic), technologically supremely sophisticated society. Our military strategy should and, indeed, must be built upon these facts. The way we fight necessarily will reflect the way we live<sup>150</sup>.

---

<sup>149</sup> Weigley, Russell (1973). *The American Way of War : A History of United States Military Strategy and Policy*, New York : Macmillan. Il est également intéressant de consulter Builder, Carl (1989). *The Masks of War : American Military Styles in Strategy and Analysis*, Baltimore : John Hopkins University Press.

<sup>150</sup> Huntington, Samuel (1986). *American Military Strategy*, Policy Paper 28, Berkeley : University of California, Berkeley Institute of International Studies, p. 33.

Si l'ouvrage de Weigley est un incontournable et que les propos de Samuel Huntington ne manquent pas de pertinence, ce sont cependant avant tout les travaux de l'Américano-Britannique Colin S. Gray qui démontrent le mieux l'obstacle que constitue la culture stratégique américaine à la performance des États-Unis dans la contre-insurrection. Gray identifie pas moins de 13 caractéristiques de la culture stratégique américaine qui nuisent aux opérations de contre-insurrection entreprises par les États-Unis.

Tableau 3 Les 13 caractéristiques de la culture stratégique américaine selon Colin S. Gray<sup>151</sup>

1. Apolitique	8. Privilégie les opérations de grande ampleur
2. A-stratégique	9. Agressive, offensive
3. A-historique	10. Profondément conventionnelle
4. Optimiste, centrée sur la résolution de problèmes	11. Impatiente
5. Peu préoccupée par les différences culturelles	12. Excellente logistiquement
6. Dépendante de la technologie	13. Très sensible aux pertes humaines
7. Concentrée sur la puissance de feu	

### 1.2.2 L'inadaptation des structures bureaucratiques

L'inadaptation des structures bureaucratiques est la seconde thèse fort répandue dans la littérature pour expliquer les difficultés américaines dans la contre-insurrection. L'un des auteurs les plus explicite en la matière est le général à la retraite Anthony Zinni. L'intérêt et l'originalité de son propos sont, à la différence de la majorité des auteurs que nous avons étudiés, de ne pas faire

<sup>151</sup> Gray, Colin S. (2006). *Ibid.*, p. 30. Dans un autre texte, Gray n'inclut pas l'attrait de l'offensive (caractéristique 9 dans ce tableau) dans les caractéristiques de la culture stratégique américaine. Il n'en identifie que 12. Colin Gray. « The American Way of War : Critique and Implications », dans McIvor, Anthony (2005). *Op. cit.*, p. 27.



porter l'odieux de ces difficultés à la seule institution militaire. Au contraire, pour Zinni celle-ci constitue un modèle à suivre afin d'adapter l'ensemble de l'appareil gouvernemental de sécurité nationale aux exigences de la guerre irrégulière, notamment de la contre-insurrection. Son argumentation s'appuie en grande partie sur son expérience à la tête de la mission *Provide Hope* qui débuta en janvier 1992 pour venir en aide aux Kurdes irakiens.

Though I didn't fully know it then, Provide Comfort turned out to be a predictor and model for the new post-Cold War battlefields. It was also for me another major turning point: my first time conducting operations on one of these difficult, complex, new, and *different* battlefields – battlefields characterized by a bewildering multiplicity of unexpected dimensions.<sup>152</sup>

Cette mission posa de sérieuses difficultés aux militaires américains. Elle n'en demeure pas moins selon Zinni une illustration de la capacité des forces américaines à mener des « opérations autres que la guerre » qui pourrait servir de modèle à une réorganisation plus vaste de l'appareil de sécurité nationale<sup>153</sup>. Les pistes de réforme bureaucratiques avancées par les auteurs qui s'y intéressent partagent le même objectif : atténuer le cloisonnement entre civils et militaires qui prévaut au sein de l'appareil de sécurité nationale et mettre de l'avant le rôle des composantes civiles de la puissance nationale dans la conduite de la contre-insurrection<sup>154</sup>. Carnes Lord souligne par exemple :

---

<sup>152</sup> Zinni, Antony et Koltz, Tony (2006). *The Battle for Peace. A Frontline Vision of America's Power and Purpose*, New York : Palgrave Macmillan, p. 69.

<sup>153</sup> Zinni propose la création d'une structure civile placée sous l'autorité du président. Relativement similaire au Conseil de sécurité nationale auquel elle servirait de conseil, cette structure (appelée par Zinni *National Monitoring and Planning Center, NMPC*) aurait pour fonction d'intégrer et de coordonner les organisations civiles et militaires (Départements d'État, de la Défense, du Trésor, USAID...) nécessaires à une conduite appropriée des guerres irrégulières. Voir Zinni, Antony et Koltz, Tony (2006). *Ibid.*, pp. 161-175

<sup>154</sup> Outre le propos de Zinni, une étude mandatée en 2004 auprès du CSIS avait également proposé une réforme significative de l'appareil de sécurité nationale. Voir Clark, Murdock, et al. (2004). *Beyond Goldwater-Nichols : Defense Reform for a New Strategic Era*, Washington DC : CSIS. Toutefois, il est à noter que si l'inadaptation des structures bureaucratiques constitue un

In low intensity warfare, non-military instrumentalities of national power may have an equal or even greater role to play than military forces. What this means in practice is either that military forces must perform essentially non-military functions, or else that special means must be devised to coordinate and integrate military forces with non-military agencies of government.<sup>155</sup>

### 1.2.3 Le mépris de l'institution militaire

Le désintérêt de l'institution militaire pour les « opérations autres que la guerre » est la troisième thèse dominante dans la littérature. Elle apparaît à bien des égards comme la plus populaire. Ce désintérêt, ce mépris même, serait l'expression d'une culture organisationnelle obnubilée par la guerre conventionnelle et incapable d'intégrer les leçons apprises des multiples expériences de la contre-insurrection.

Traitant des difficultés rencontrées par les forces américaines en Irak suite au renversement du régime de Saddam Hussein en 2003, Thomas Ricks et David Ucko illustrent parfaitement cette thèse. Le premier soutient ainsi :

This bankrupt approach was rooted in the dominant American military tradition that tends to view war only as battles between conventional forces of different states. The American tradition also tends to neglect the lesson, learned repeatedly in dozens of twentieth-century wars, that the way to defeat an insurgency campaign is not to attack the enemy but instead to protect and win over the people<sup>156</sup>.

Le second souligne :

---

obstacle sérieux à la performance des États-Unis dans la contre-insurrection, il est cependant à noter qu'aucune réforme majeure n'a été engagée.

<sup>155</sup> Lord, Carnes. « American Strategic Culture in Small Wars », *Small Wars and Insurgencies* (hiver 1992), pp. 205-207

<sup>156</sup> Ricks, Thomas (2009). *The Gamble. General David Petraeus and the American Military Adventure in Iraq, 2006-2008*, New York : The Penguin Press, pp. 6-7.

This prioritization of 'high-intensity' or 'conventional' war has remained even though the U.S. military has faced 'unconventional' or 'irregular' challenges at a greater frequency and in campaigns of greater duration and cost<sup>157</sup>.

Comme nous l'avons déjà vu en introduction, les États-Unis ont une vaste expérience de la contre-insurrection. Les opérations entreprises lors de la première partie du 20<sup>e</sup> siècle à travers l'Amérique latine et les Caraïbes (Cuba, Haïti, République Dominicaine, Nicaragua, Panama, Colombie) pour lutter contre des mouvements insurrectionnels<sup>158</sup>, se sont traduites par la publication en 1940 du *Small Wars Manual*. Celui-ci tire les leçons apprises de ces expéditions et en expose les bonnes pratiques<sup>159</sup>.

La Deuxième Guerre mondiale est alors l'évènement clé à partir duquel l'intérêt pour la contre-insurrection au sein des forces armées américaines s'effrite, jusqu'à ce que celle-ci devienne largement oubliée. En l'espace de quatre ans d'opérations dans le cadre de la campagne du Pacifique, la mémoire de quatre décennies de contre-insurrection fut complètement éclipsée, même chez les fusiliers marins. Frank Hoffman souligne ainsi :

The hard learned lessons of this era [la première partie du 20<sup>e</sup> siècle] were quickly put on the shelf when the Pacific campaigns of World War II required the Marines to focus on amphibious assault capabilities. It is even harder to find much evidence after the Second World War that America's Small Wars heritage produced any institutional wisdom or memory<sup>160</sup>.

---

<sup>157</sup> Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, p. 1.

<sup>158</sup> Sur ces différentes interventions, voir Sarkesian, Sam (1984). *America's Forgotten Wars : The Counterrevolutionary Past and Lessons for the Future*, Westport : Greenwood Press ; Boot, M. (2002). *Op. cit.* ; Joes, Anthony James (2000). *Op. cit.* ; Joes, Anthony James (200r). *Op. cit.*

<sup>159</sup> United States Marines Corps (1940). *Small Wars Manual*, pp. 5-8 et 12-14. Disponible à l'adresse <http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/swm/ch01.pdf>

<sup>160</sup> Hoffman, Frank. « Small Wars Revisited : The United States and Nontraditional Wars », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 28, n°6 (2005), p. 920.

À partir de 1945 et pour toute la durée de la guerre froide, les forces armées américaines sont organisées, équipées et préparées en vue d'un affrontement avec les forces soviétiques, dont le théâtre serait le territoire européen<sup>161</sup>. Au-delà d'un attrait ponctuel de certains décideurs pour la guerre « non-conventionnelle », le mot d'ordre organisationnel dominant au sein de l'institution militaire américaine à partir de 1945 est la domination d'un adversaire étatique dans le cadre d'un conflit armé conventionnel.

Si la Deuxième Guerre mondiale marginalise la contre-insurrection, la guerre du Vietnam en fit une activité que l'institution militaire chercha par la suite absolument à éviter. Malgré la guérilla menée par le Viet Cong<sup>162</sup>, l'existence d'une armée nord-vietnamienne servit de prétexte aux militaires américains pour privilégier une approche essentiellement conventionnelle du conflit vietnamien, reposant sur la puissance de feu, la technologie, et la destruction de l'adversaire<sup>163</sup>. Les tentatives de mise en place d'une stratégie contre-insurrectionnelle, notamment la mise sur pieds du *Combined Action Program*, destinée à relever le défi posé par le Viet Cong ne furent ainsi que limitées et sporadiques<sup>164</sup>. Traumatisée et affaiblie par l'échec vietnamien, l'institution militaire va tout faire à partir des années 1970 pour éviter de se trouver engager dans un type de conflit qu'elle cherchera dès lors à éviter. Elle définit ainsi de

---

<sup>161</sup> Comme le souligne Michael McClintock, pendant la guerre froide, les forces armées américaines et soviétiques ne se sont jamais affrontées directement dans le cadre d'un conflit conventionnel. La dissuasion nucléaire en est la raison principale. Américains et Soviétiques se sont pourtant opposés par le biais d'opérations militaires restant sous le radar de l'affrontement direct. Ces opérations furent menées par des unités réduites et spécialisées agissant le plus souvent dans la clandestinité dans un cadre de guerre « non-conventionnelle » pour reprendre l'expression utilisée dans les manuels américains du début de la guerre froide. Ces opérations clandestines menées par des forces spéciales vont même susciter un intérêt majeur chez les décideurs politiques américains, notamment le président John F. Kennedy, qui en feront un outil important dans la lutte contre l'URSS. McClintock, Michael (1992). *Op. cit.*

<sup>162</sup> Huber, T. (2004). *Op. cit.*

<sup>163</sup> Krepinevich, Andrew (1986). *Op. cit.*

<sup>164</sup> Moyer, Mark (1997). *Op. cit.* ; West, Francis (1972). *Op. cit.* ; Sheehan, Neil (1989). *Op. cit.*

manière étroite son champ d'activité en concentrant son attention, ses doctrines, sa formation et ses équipements sur les conflits de haute intensité entre États<sup>165</sup>. Ce faisant, elle a délibérément ignoré, ou a tout le moins tenu à la marge de son attention, l'ensemble des missions militaires autres que la guerre conventionnelle interétatique. Thomas Ricks rappelle :

After it came home from Vietnam, the Army threw away virtually everything it had learned there, slowly and painfully, about how to wage a counterinsurgency campaign [...] the 1976 of FM 100-5, the Army's core document, 'did not mention counterinsurgency'<sup>166</sup>.

Le décalage de cette posture stratégique par rapport à la nature des menaces sur la scène internationale devient manifeste avec la fin de la Guerre Froide. Alors que les États-Unis sont la seule superpuissance en mesure de déployer des forces pour assurer la stabilité et la sécurité internationales, les militaires américains sont réticents à être engagés dans des opérations qui n'impliquent pas un affrontement armé décisif face à un adversaire et sur un champs de bataille clairement identifiés. Déployée néanmoins en Somalie, en Haïti ou encore dans les Balkans pendant les années 1990, l'institution militaire américaine apparaît alors réfractaire à une adaptation à ces « opérations autres que la guerre » qui sont alors totalement étrangères aux perceptions et préférences de ses dirigeants<sup>167</sup>. Thomas Ricks souligne à ce titre :

The entire approach was distinctly alien to the rapid, decisive, mechanistic, and sometimes Manichean mind-set that had been taught to a generation or two of

---

<sup>165</sup> Crane, C (2003). *Op. cit.*

<sup>166</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, p. 133.

<sup>167</sup> Une étude publiée en 2000 met en évidence que les officiers américains privilégient les opérations de combat classique en partie car ils estiment que la performance dans celles-ci est le meilleur gage d'avancement et de promotion au sein de l'institution militaire. Avant, Deborah et Lebovic, James, « U.S. Military Attitudes toward Post-Cold War Missions », *Armed Forces and Society*, vol. 27, n°1 (2000), pp. 37-56.



American commanders. It had nothing to do with technology and everything to do with dealing with some of the oldest human traits<sup>168</sup>.

Mark Moyar ajoute:

In 1999, Americans viewed counterinsurgency as passé, of interest only to antiquarians, for Vietnam had taught us to steer clear of insurgencies. [...] The National Security Strategy that the United States published in 1999 made no mention of counterinsurgency [...] Most elements of the American military were themselves focused on either conventional warfare or peacekeeping. Even within the military educational system, where the study of warfare was exalted, counterinsurgency specialists were generally viewed as purveyors of eight-track tapes in an age of digital music<sup>169</sup>.

Cette focalisation sur la guerre conventionnelle et ce rejet des « opérations autres que la guerre » posent des problèmes aux forces armées américaines. Malgré leur volonté farouche d'éviter un « nouveau Vietnam », elles se trouvent confrontées aux défis des opérations non-conventionnelles, que ce soit en Somalie en 1993 ou plus récemment en Irak et en Afghanistan. David Ucko observe :

This prioritization of 'high-intensity' or 'conventional' war has remained even though the U.S. military has faced 'unconventional' or 'irregular' challenges at a greater frequency and in campaigns of greater duration and cost<sup>170</sup>.

Mal préparées, elles connaissent alors de sérieuses difficultés dont il ne faut pas s'étonner comme le souligne Ralph Peter :

One way or another, we will go. Deployments often will be unpredictable, often surprising. And we frequently will be unprepared for the mission, partly because of the sudden force of circumstance but also because our military is determined to be unprepared for missions it does not want, as if the lack of

---

<sup>168</sup> Ricks, T. (2009). *Op. cit.*, p. 163.

<sup>169</sup> Moyar, Mark (2009). *A Question of Command. Counterinsurgency from the Civil War to Iraq*, New Haven : Yale University Press, p.1.

<sup>170</sup> Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, p. 1.



preparedness might prevent our going. We are like children who refuse to get dressed for school<sup>171</sup>.

Thomas Ricks partage ce constat de l'impréparation des forces américaines aux exigences de la contre-insurrection en des termes sans équivoque :

This bankrupt approach was rooted in the dominant American military tradition that tends to view war only as battles between conventional forces of different states. The American tradition also tends to neglect the lesson, learned repeatedly in dozens of twentieth-century wars, that the way to defeat an insurgency campaign is not to attack the enemy but instead to protect and win over the people. [...] The general's conclusions provide a kind of epitaph for the professionally ignorant and profoundly counterproductive approach that many American commanders took during the first three years of the war. Indeed, another year would pass before the U.S. military would take the first basic step in counterinsurgency and begin to implement a strategy founded on the concept that the civilian population isn't the playing field but rather the prize, to be protected at almost all costs<sup>172</sup>.

### 1.3 Une théorie de la récurrence des difficultés américaines dans la contre-insurrection

L'abondante littérature en études stratégiques qui traite des difficultés du fort face à un adversaire matériellement plus faible recourant à des stratégies militaires non-conventionnelles, met le plus souvent l'accent, comme nous venons de le voir que ce soit en général ou dans le cas spécifique des États-Unis, sur les explications mono-causales. Dans le premier cas, trois thèses sont dominantes : l'asymétrie des intérêts entre les parties au conflit ; la mise en œuvre de stratégies exploitant les faiblesses du fort et ayant pour résultat d'allonger la durée du conflit ; les vulnérabilités des démocraties. Les thèses sur les difficultés américaines dans la contre-insurrection insistent quant à elles sur l'inadaptation des structures bureaucratiques et plus encore sur les carences de

---

<sup>171</sup> Peters, Ralph. « Heavy Peace », *Parameters* (printemps 1999)

<sup>172</sup> Ricks, T. (2009). *Op. cit.*, pp. 6-7.

l'institution militaire. Ces dernières apparaissent comme dominantes dans la littérature que nous avons étudiée. Elles mettent en évidence trois types de carences : la fascination pour la guerre classique caractérisée par la puissance de feu et la destruction totale de l'ennemi ; l'aversion pour toutes les formes d'opérations militaires autres que cette guerre classique ; l'incapacité à institutionnaliser les leçons apprises des expériences de contre-insurrection.

Nous n'avons pas ici l'intention de remettre radicalement en cause ces thèses mono-causales, que ce soient les générales ou celles spécifiques aux États-Unis. Elles ne sont toutefois pas totalement satisfaisantes. Deux insatisfactions majeures nous ont en fait incité à travailler sur ce sujet abondamment traité. Premièrement, le caractère mono-causal de ces explications ne permet pas d'en cerner complètement la complexité. Il y a donc un espace pour des thèses alternatives et plus ambitieuses. Deuxièmement, les thèses faisant de l'institution militaire américaine la responsable principale, voire unique des difficultés rencontrées dans la contre-insurrection, négligent un peu trop le fait que les moyens et stratégies militaires ne sont pas décidés en vase clos par les forces armées. Dans un système démocratique comme celui des États-Unis, il convient d'explorer également le rôle des décideurs politiques et de l'opinion publique.

En affirmant au sujet de la conduite de la guerre irrégulière par les États-Unis que « as a nation, we don't understand it. As a government, we are not prepared to deal with it »<sup>173</sup>, le Général Wallace Nutting nous invite d'ailleurs à envisager une approche plus globale du sujet qui nous intéresse. Les explications relatives à la culture stratégique présentées précédemment semblent alors toutes indiquées comme le laissent par exemple à penser les propos de Colin Gray :

---

<sup>173</sup> Cité dans Cohen, Eliot. « Constraints on America's Conduct of Small Wars », *International Security*, vol. 9, n° 2 (1984), p. 181

American public, strategic, and military culture is not friendly to the waging of irregular warfare, which is to say, not friendly to the conduct of the only kind of warfare that can be effective against irregular enemies<sup>174</sup>.

Notre thèse pourrait ainsi s'inscrire dans la lignée des explications des difficultés américaines dans la contre-insurrection relevant de la culture stratégique. Nous pourrions ainsi sélectionner des caractéristiques de cette culture stratégique telles qu'identifiées dans la littérature et les tester à travers des études de cas. Une telle approche pourrait être judicieuse. Elle ne correspond toutefois pas à la lecture que nous faisons de l'élaboration et de la conduite des politiques publiques, parmi lesquelles les opérations militaires, dans le système politique américain. Comme nous l'avons déjà mentionné en introduction, les décideurs politiques, tout particulièrement le président, jouent aux États-Unis un rôle clé dans les questions militaires. En vertu des pouvoirs qui leurs sont attribués par la constitution, ils décident du recours à la force armée. Ils influencent également les stratégies et moyens militaires par leurs choix budgétaires, par leur pouvoir de supervision et de contrôle, ainsi que par leur vision et leurs préférences. L'effet de l'opinion publique sur ces dernières n'est pas négligeable.

En s'intéressant aux trois acteurs clés d'un conflit armé dans un système démocratique (l'opinion publique, les décideurs politiques, et l'institution militaire), nous dépassons alors le strict cadres des études stratégiques pour aborder notre sujet sous l'angle de la science politique. Notre thèse ne se limite donc plus à sélectionner certaines caractéristiques de la culture stratégique américaine afin de les appliquer à des études de cas. Elle est plus ambitieuse en proposant une théorie multi-causale à trois niveaux d'analyse. L'opinion publique, les décideurs politiques, et l'institution militaire sont ainsi trois

---

<sup>174</sup> Gray, Colin S. (2006). *Irregular enemies and the essence of strategy : can the american way of war adapt ?*, Strategic Studies Institute, p. 5. Cet avis est également partagé par Record Jeffrey (2006). *Op. cit.*

variables qui relèvent respectivement des niveaux politique, décisionnel, et organisationnel. La récurrence des difficultés américaines de la contre-insurrection n'est ainsi pas liée à telle ou telle caractéristique de la culture stratégique. Elle est plutôt abordée comme le résultat d'une dynamique entre trois acteurs clés du système politique américain.

Les approches à plusieurs niveaux d'analyse sont fréquentes dans les travaux de science politique. Elles sont tout à fait appropriées pour étudier des questions de politique étrangère et de défense. Leur intérêt majeur est de permettre non seulement de prendre en compte plusieurs facteurs ou acteurs pertinents pour étudier un phénomène. Elles favorisent également la mise en évidence de relations de causalité entre ceux-ci. À notre connaissance, ce type d'approche n'a cependant pas été appliqué pour étudier le sujet qui nous intéresse. Les pages suivantes consisteront ainsi à élaborer les hypothèses concernant les trois acteurs retenus et dont nous vérifierons la manifestation, ou non, à travers des études de cas. Ces hypothèses relèvent de notions classiques en science politique : la sensibilité de l'opinion publique ; la répartition des coûts des politiques publiques ; et l'adaptation des organisations.

### 1.3.1 Le niveau politique : la sensibilité exacerbée de l'opinion publique aux pertes

Les réactions de la population par rapport à l'usage de la force, particulièrement la sensibilité de l'opinion publique aux pertes<sup>175</sup>, sont un sujet d'intérêt majeur

---

<sup>175</sup> Les pertes sont entendues ici comme le nombre de soldats issus de cette population, en l'occurrence ici des Américains, tués dans le cadre de l'opération militaire. Bien qu'il y ait plusieurs indicateurs pour évaluer les coûts d'une guerre, par exemple la durée ou les coûts financiers, il apparaît en effet que depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le nombre de soldats américains tués est le critère qui retient le plus l'attention de la population américaine. Voir Aldrich, John et al., « Foreign Policy and the Electoral Connection », *Annual Review of Political Science*, vol. 9, pp. 477-502 (2006) ; Gartner, Scott S., « The Multiple Effects of Casualties

aux États-Unis depuis la guerre du Vietnam. La recherche universitaire s'articule ainsi autour de trois questions principales. La première s'inspire des travaux menés en économie et adapte la théorie de l'élasticité de la demande par rapport au prix en la reformulant ainsi : l'augmentation des pertes provoque-t-elle une diminution mécanique, automatique, de l'appui de l'opinion publique à une opération militaire ? Les études menées dans les premières années de la guerre du Vietnam mirent en évidence un phénomène de « ralliement autour du drapeau » en vertu duquel la sensibilité de l'opinion aux pertes ne semblait pas exercer une contrainte insurmontable sur l'emploi de la force<sup>176</sup>. Cet appui quasi-inconditionnel de l'opinion à une opération militaire fut toutefois remis en question dès le début des années 1970. La contribution de John Mueller est à cet égard la plus marquante dans la mesure où elle a ouvert un vaste agenda de recherche qui demeure aujourd'hui particulièrement actif. Dans un article puis un livre subséquent, Mueller soutient en effet que l'appui de l'opinion américaine lors des guerres de Corée et du Vietnam déclina au fur et à mesure que le nombre de soldats américains tués augmentait<sup>177</sup>. Abondamment cités, les travaux de Mueller contribuèrent à ancrer l'idée, tant chez les décideurs politiques que chez les universitaires, que la population américaine serait

---

on Popular Support for War : An Experimental Approach », *American Political Science Review*, vol. 102, pp. 65-106 (2008).

<sup>176</sup> Voir Verba, Sidney et al. « Public Opinion and the War in Vietnam », *American Political Science Review*, vol. 61, n° 1 (1967), pp. 317-333 et Waltz, Kenneth (1967). *Foreign Policy and Democratic Politics : The American and British Experience*, Boston : Little, Brown.

<sup>177</sup> Mueller, John, « Trends in Popular Support for the Wars in Korea and Vietnam », *American Political Science Review*, vol. 65, n° 2 (1971) et Mueller, John (1973). *War, Presidents, and the Public Opinion*, New York : Wiley and Sons. Par contraste, d'autres études menées à la même époque sont arrivées à la conclusion que l'appui de l'opinion américaine à la guerre du Vietnam en particulier augmentait lorsque le fardeau des pertes étaient transférés aux Vietnamiens. Voir Milstein, Jeffrey et Mitchell, William, « Dynamics of the Vietnam Conflict : A Quantitative Analysis and Computer Simulation », *Peace Research Society Papers*, n° 10 (1968) et Milstein, Jeffrey (1974). *Dynamics of the Vietnam War : A Quantitative Analysis and Predictive Computer Simulation*, Columbus : Ohio State University Press.



allergique aux pertes<sup>178</sup>. Une augmentation de celles-ci entraînerait une diminution inexorable de l'appui de l'opinion à une intervention armée, de la même façon qu'une augmentation du prix d'un bien entraîne une baisse mécanique de la demande des consommateurs pour celui-ci<sup>179</sup>.

Ce lien de causalité direct et automatique entre augmentation des pertes et diminution de l'appui de l'opinion publique a été remis en cause par des études portant sur l'opinion publique et la sécurité nationale pendant la Guerre froide. Ces études ont en effet démontré l'existence d'un « public rationnel » capable d'évaluer le coût acceptable d'une opération militaire en fonction de ses objectifs<sup>180</sup>. Ce modèle de l'opinion publique comme « acteur rationnel » prêt à accepter des pertes en fonction des spécificités de l'intervention armée a supplanté l'idée que le seul niveau de pertes détermine l'état de l'opinion publique. Si cette dernière est capable de faire un calcul rationnel concernant un sujet tel que la guerre, la question est alors de savoir quels facteurs influencent

---

<sup>178</sup> Dans la lignée de Mueller, d'autres travaux ont mis en évidence un lien direct entre augmentation des pertes, accroissement de l'opposition populaire à la guerre et changements des politiques promues par les décideurs politiques. Voir par exemple Lorell, Mark et Kelley, Charles (1985). *Casualties, Public Opinion, and Presidential Policy during the Vietnam War*, Santa Monica : RAND.

<sup>179</sup> Mueller réaffirma sa thèse en analysant la réaction de l'opinion publique américaine lors de la guerre du Golfe de 1991. Il soutient ainsi que la victoire rapide et peu coûteuse en termes de pertes humaines côté américain n'aurait fait que masquer un appui ténu à cette opération qui se serait rapidement effrité si les pertes s'étaient accumulées. Mueller, J. (1994). *Policy and Public Opinion in the Gulf War*, Chicago : University of Chicago Press. Il réitère sa thèse au sujet de la guerre en Irak de 2003 : voir Mueller, J. « The Iraq Syndrome », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 4 (2005) et Gelpi, Christopher et Mueller, John, « The Cost of War », *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 1 (janvier/février 2006), pp. 139-144.

<sup>180</sup> Holsti, Ole et Rosenau, James (1984). *American Leadership in World Affairs : Vietnam and the Breakdown of Consensus*, Boston : Allen and Unwin ; Russett, Bruce (1990). *Controlling the Sword : The Democratic Governance of National Security*, Cambridge : Harvard University Press ; Wittkopf, Eugene (1990). *Faces of Internationalism : Public Opinion and American Foreign Policy*, Durham : Duke University Press ; Page, Benjamin et Shapiro, Robert (1992). *The Rational Public : Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*, Chicago : Chicago University Press ; Richman, Alvin. « When Should We Be Prepared to Fight ? », *Public Perspective*, vol. 6, n° 3 (1995) ; Larson, Eric (1996). *Casualties and Consensus : The Historical Role of Casualties in Domestic Support for U.S. Military Operations*, Santa Monica : RAND.



l'élasticité de l'appui du public pour une intervention armée ? En d'autres termes, quels éléments concourent à la sensibilité de l'opinion publique aux pertes ? Cette question est au cœur du troisième temps de la recherche sur le comportement de l'opinion publique par rapport à l'usage de la force.

Dans cette perspective, la plupart des auteurs s'entendent sur le fait que de nombreux facteurs peuvent avoir une influence. Dans leurs travaux respectifs cependant, ils s'attardent sur un facteur que chaque auteur va juger comme plus important<sup>181</sup>. Louis Kaverlas soutient par exemple que la sensibilité de l'opinion publique aux pertes dépend de la nature de l'opération armée. Il démontre ainsi que dans certains cas, la sensibilité est telle qu'un nombre même limité de pertes peut entraîner une opposition massive à l'opération. Il parle à cet égard d'un « syndrome somalien »<sup>182</sup>. Dans le même ordre d'idée, Bruce Jentleson soutient que l'opinion américaine est prête à accepter un niveau élevé de pertes pour des opérations dont l'objectif principal est restreint mais vital, par exemple face à un adversaire qui menacerait les États-Unis ou un allié proche. Les Américains se montrent en revanche plus sensibles aux pertes pour des opérations qui servent un objectif trop ambitieux ou trop vague, comme les interventions humanitaires

---

<sup>181</sup> Il est important de souligner que les auteurs mentionnés ici s'intéressent à des facteurs spécifiques, conjoncturels à chaque intervention militaire. Il est en effet possible d'identifier des facteurs structurels qui modifient la sensibilité de l'opinion publique aux pertes et qui ont des répercussions significatives sur la façon dont les décideurs politiques et militaires conçoivent et conduisent les opérations militaires. Edward Luttwak évoque par exemple une plus grande sensibilité aux pertes en raison de la baisse du taux de natalité. Harvey Sapolsky et Jeremy Shapiro présentent les progrès technologiques comme un facteur de sensibilité accrue aux pertes. Ces progrès entretiendraient des attentes irréalistes envers des opérations peu risquées pour les soldats américains. Enfin, Frank Stech soutient que l'avènement de la couverture médiatique en continue confère un caractère plus direct et cru aux pertes et les rend donc moins acceptables aux yeux de la population. Voir respectivement Luttwak, Edward. « Toward Post-heroic Warfare », *Foreign Affairs*, vol. 74, n° 3 (1995) ; Sapolsky, Harvey et Shapiro, Jeremy, « Casualties, Technology, and America's Future Wars », *Parameters*, vol. 26, n° 2 (1996) ; Stech, Frank, « Winning CNN Wars », *Parameters*, vol. 14, n° 3 (1994).

<sup>182</sup> Klaveras, Louis. « The 'Essential Domino' of Military Operations : American Public Opinion and the Use of Force », *International Studies Perspectives*, vol. 3, n° 4 (2002), pp. 417-437.

ou les interventions qui visent à transformer le paysage politique d'un pays étranger<sup>183</sup>. Eric Larson démontre que la tolérance du public pour les pertes est fonction du consensus des élites. Lorsque celles-ci appuient une intervention, l'opinion tend à accepter les pertes. À l'inverse, si les élites sont divisées, un niveau même modeste de pertes va se traduire par une diminution rapide de l'appui de l'opinion<sup>184</sup>. Steven Kull et Joseph Grieco mettent en évidence l'importance d'un soutien et d'une participation multilatéraux. Si des pays alliés ou proches des États-Unis appuient une mission et en partagent les coûts, l'opinion américaine sera plus encline à accepter les pertes<sup>185</sup>. William Boettcher et Michael Cobb démontrent que l'opinion américaine réagit en fonction de la manière dont sont présentées les pertes<sup>186</sup>. Douglas Kriner et Francis Shen s'appuient sur ces travaux pour démontrer que les Américains sont sensibles à la répartition socioéconomique et géographique des pertes. Lorsque les Américains apprennent que les pertes sont disproportionnellement subies dans des milieux défavorisés, ils appuient moins les opérations militaires<sup>187</sup>. Enfin, Peter Feaver, Christopher Gelpi et Jason Reifler, ainsi que Richard Eichenberg, identifient les perspectives et chances de succès comme le facteur crucial d'une plus grande tolérance de l'opinion. Le succès des opérations militaires favorise

---

<sup>183</sup> Jentleson, Bruce. « The Pretty Prudent Public : Post-Vietnam American Opinion on the Use of Military Force », *International Studies Quarterly*, vol. 36, n° 1 (1996)

<sup>184</sup> Larson, Eric (1996). *Casualties and Consensus. The Historical Role of Casualties in Domestic Support for U.S. Military Operations*, Santa Monica : Rand

<sup>185</sup> Kull, Steven et al. (1997). *The Foreign Policy Gap : How Policymakers Misread the Public*, Washington D.C. : CSIS ; Grieco, Joseph, « Let's Get a Second Opinion : Allies, the UN, and US Public Support for War », Duke University, 2003.

<sup>186</sup> Boettcher, William et Cobb, Michael, « Don't Let Them Die in Vain : Casualty Frames and Public Tolerance for Escalating Commitment in Iraq », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, pp. 677-697 (2009).

<sup>187</sup> Kriner, Douglas et Shen, Francis, « Reassessing American Casualty Sensitivity : The Mediating Influence of Inequality », *Journal of Conflict Resolution*, (juin 2013)

un appui à une intervention armée même si celle-ci est impopulaire et que les pertes sont importantes<sup>188</sup>.

Hypothèse 1 : la perspective d'échec ou de succès des opérations militaires a une influence majeure sur la sensibilité de l'opinion publique aux pertes. Dans le cas d'une opération de contre-insurrection pour laquelle il est particulièrement difficile de définir victoire et défaite, cette sensibilité est exacerbée.

### 1.3.2 Le niveau décisionnel : la préférence des décideurs politiques pour les moyens conventionnels

La théorie kantienne de la paix démocratique est fondée sur l'idée que les citoyens dans un régime démocratique subissent directement les coûts de la guerre. Par conséquent, ils seraient plus réticents à appuyer des aventures militaires, sauf dans des circonstances exceptionnelles qui verraient leur survie directement menacée. S'inscrivant très nettement dans cette lignée, Dan Reiter et Allan Stam soutiennent, dans un ouvrage publié en 2002, que les démocraties remportent la quasi-totalité des guerres interétatiques qu'elles initient et qu'elles sortent victorieuses de deux-tiers de celles dont elles n'étaient pas les instigatrices<sup>189</sup>. Reiter et Stam retiennent deux facteurs principaux pour expliquer le meilleur bilan des démocraties dans la guerre par rapport aux régimes autoritaires. Premièrement, les démocraties choisissent mieux les conflits dans lesquels elles s'engagent. La responsabilité face à l'électorat, la concurrence sur le marché des idées, et une meilleure information sont autant

---

<sup>188</sup> Gelpi, Christopher, Feaver, Peter, et Reifler, Jason. « Success Matters : Casualty Sensitivity and the War in Iraq », *International Security*, vol. 30, n° 3, p. 8 (2005) ; Gelpi, Christopher, Feaver, Peter, et Reifler, Jason. (2009). *Paying the Human Cost of War : American Public Opinion and Casualties in Military Conflicts*, Princeton : Princeton University Press ; Eichenberg, Richard. « Victory Has Many Friends », *International Security*, vol. 30, n° 1 (2005)

<sup>189</sup> Reiter, Dan et Stam, Allan (2002). *Op. cit.*

d'éléments qui poussent les décideurs à faire preuve de prudence en matière de guerre et de paix et à mieux choisir les conflits dans lesquels ils s'engagent. Deuxièmement, les démocraties seraient plus performantes une fois engagées dans les combats. Cette supériorité au combat s'explique, selon certains auteurs, par le fait que les démocraties sont plus riches et peuvent donc mettre en œuvre davantage de moyens matériels<sup>190</sup>. D'autres estiment qu'elles sont plus aptes à former des alliances ou des coalitions plus puissantes que leurs adversaires non-démocratiques<sup>191</sup>. Reiter et Stam avancent pour leur part que la culture démocratique produit des soldats plus compétents et dévoués que dans les régimes non-démocratiques. Ils feraient preuve d'initiative, d'un meilleur leadership, et d'une plus grande motivation au combat<sup>192</sup>.

La théorie de l'effet de la sélection avancée par Reiter et Stam pour expliquer la performance supérieure des démocraties dans la guerre a été vivement critiquée, illustrant ainsi l'influence de leur travail<sup>193</sup>. Si un auteur comme Randolph Siverson estime comme Reiter et Stam que les démocraties subissent moins de pertes dans les conflits armés que les régimes autoritaires<sup>194</sup>, d'autres suggèrent que les démocraties sont de moins bonnes combattantes et subissent

---

<sup>190</sup> Voir par exemple Bueno de Mesquita, Bruce et al. (2003). *The Logic of Political Survival*, Cambridge : Cambridge University Press.

<sup>191</sup> Voir par exemple Lake, David. « Powerful Pacifists : Democratic States and War », *The American Political Science Review*, vol. 86, n° 1 (1992).

<sup>192</sup> Reiter, Dan et Stam, Allan (2002). *Op. cit.*, pp. 60-71

<sup>193</sup> Desch, Michael (2008). *The Fallacy of Democratic Triumphalism*, Baltimore : John Hopkins University Press ; Brooks, Risa. « Making Military Might : Why Do States Fail and Succeed ? A Review Essay », *International Security*, vol. 28, n° 2 (2003) ; Biddle, Stephen et Long, Stephen. « Democracy and Military Effectiveness : A Deeper Look », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 48, n° 4, (2004). Peu d'auteurs remettent cependant en question les données sur l'issue des guerres interétatiques sur lesquelles Reiter et Stam appuient leur démonstration. Les rares à l'avoir fait sont par exemple Desch, Michael « Democracy and Victory : Why Regime Type Hardly Matters », *International Security*, vol. 27, n° 2, pp. 5-47 (2002) ; Downes, Alexander (2009). *Op. cit.*

<sup>194</sup> Siverson, Randolph. « Democracies and War Participation : In Defense of Institutional Constraints », *European Journal of International Relations*, vol. 1, n° 4, (1995), pp. 481-489.

donc davantage de pertes<sup>195</sup>. Un troisième groupe d'auteurs soutient que la distinction entre régimes politiques n'a guère d'importance<sup>196</sup>. Dans le cas de l'intervention américaine en Irak en 2003, le marché des idées ne fut pas particulièrement fonctionnel (peu d'alternatives à l'invasion trouvant écho dans les principaux médias par exemple) et n'empêcha pas un pouvoir exécutif particulièrement fort d'engager les États-Unis dans cette aventure militaire<sup>197</sup>. L'efficacité tactique des démocraties au combat a également été remise en question, les critiques suggérant que la différence de capacités matérielles et de richesse donnait un avantage disproportionné aux démocraties et qu'une fois cette irrégularité prise en compte, la meilleure performance des démocraties n'est statistiquement pas manifeste<sup>198</sup>. Corrigéant le modèle statistique de Reiter et Stam, Downes arrive ainsi à la conclusion que les démocraties ne sont pas plus habiles à choisir les guerres qu'elles peuvent gagner et ne sont pas supérieurement efficaces dans celles-ci, qu'elles en soient les initiatrices, les cibles, ou qu'elles s'y joignent en cours de route<sup>199</sup>.

Si la théorie de la sélection avancée par Reiter et Stam peut être critiquée, nous retiendrons dans le cadre de l'élaboration de notre seconde hypothèse que la responsabilité des décideurs face à l'électorat influence non pas le choix des opérations militaires dans lesquelles ils engagent les forces armées, mais les moyens et les stratégies militaires qu'ils privilégient. Nous y reviendrons plus en détails ci-dessous. Auparavant, il convient de dépasser un aspect de l'analyse de

---

<sup>195</sup> Risa Brooks (2003). *Ibid.*, pp. 149-191.

<sup>196</sup> Desch, Michael. (2002). *Ibid.*, pp. 5-47.

<sup>197</sup> Voir Kaufmann, Chaim. « Threat Inflation and the Failure of the Marketplace of Ideas : The Selling of the Iraq War », *International Security*, vol. 29, n° 1 (2004), pp. 5-48 ; Cramer, Jane Kellett. « Military Patriotism : Why the U.S. Marketplace of Ideas Failed before the Iraq War », *Security Studies*, vol. 16, n° 3 (2007), pp. 489-524.

<sup>198</sup> Desch, Michael. (2002). *Ibid.*, pp. 9-16 ; Desch, Michael. « Democracy and Victory : Fair Fights of Food Fights ? », *International Security*, vol. 28, n° 1 (2003), pp. 180-194.

<sup>199</sup> Downes, Alexander (2009). *Op. cit.*, pp. 17 et suivantes.



Reiter et Stam. Ceux-ci s'intéressent en effet aux performances des démocraties dans les guerres interétatiques, c'est-à-dire conventionnelles. Or, nous nous intéressons ici aux guerres irrégulières. Le travail d'Alexander Downes nous permettra de faire le lien entre les contraintes du processus démocratique qui pèsent sur les décideurs politiques et les choix de moyens et stratégies mis en œuvre dans les guerres irrégulières<sup>200</sup>. Étudiant la décision de l'administration Johnson d'accroître l'engagement américain au Vietnam à partir de 1965, Downes estime que le processus démocratique peut inciter les décideurs politiques à s'engager dans des conflits en dépit de perspectives incertaines de succès<sup>201</sup>. Dans le cas du Vietnam, le président Johnson aurait estimé avoir plus à perdre politiquement s'il ne se résignait pas à accroître l'engagement américain dans le conflit. Il faisait en effet le calcul que son ambition de politique intérieure, la « Great Society », ne survivrait pas à la perte du Sud-Vietnam aux mains du Nord communiste. Un autre effet du processus démocratique selon Downes serait d'inciter les décideurs politiques à minimiser les coûts potentiels d'une guerre de choix afin de conserver l'appui des électeurs. Dans le cas de l'intervention en Irak en 2003, l'administration Bush aurait sciemment refusé de planifier l'après-renversement de Saddam Hussein pour éviter que les coûts de l'après-guerre ne dissuadent les Américains d'appuyer l'intervention.

Afin que les coûts d'une intervention dans une guerre de choix ne rebutent pas l'opinion publique et l'électorat, les décideurs politiques vont en fait opter pour

---

<sup>200</sup> Downes, Alexander (2009). *Op. cit.* Quelques nuances nous distinguent cependant du travail de Downes. D'une part, celui-ci semble considérer la guerre du Vietnam comme un conflit conventionnel. Nous l'étudierons en tant que guerre irrégulière. D'autre part, Downes cherche à comprendre comment les mécanismes démocratiques peuvent pousser les décideurs politiques à s'engager dans des conflits dont ils savent que les chances de succès sont minces. Nous ne nous intéressons pas dans cette thèse aux raisons qui poussent les démocraties à s'engager dans les guerres irrégulières mais aux contraintes démocratiques qui peuvent inciter les décideurs politiques à mettre en œuvre des moyens et des stratégies inadaptés.

<sup>201</sup> Downes, Alexander (2009). *Op. cit.*, pp.11-12



des moyens et des stratégies militaires qui limitent certes les risques de hausse de coûts, mais qui dans le cadre de conflit non-conventionnel s'avèrent inefficaces pour remplir les objectifs de l'intervention. Jason Lyall démontre que les démocraties qui combattent des mouvements insurrectionnels à l'étranger ont tendance à employer un outil militaire doté de moyens matériels importants et d'une grande puissance de feu, mais n'impliquant que peu de troupes au sol<sup>202</sup>. Or, le consensus sur l'efficacité d'une stratégie de contre-insurrection établit depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale qu'il faut environ 20 soldats pour 1000 habitants d'un territoire où opèrent des insurgés<sup>203</sup>.

Comment alors expliquer qu'une démocratie puisse mettre en œuvre une stratégie dont les décideurs politiques et militaires devraient connaître les limites ? Dans un article publié en 2009, Jonathan Caverley propose une réponse à cette question se fondant sur la théorie de la répartition des coûts au sein d'une démocratie<sup>204</sup>. Cette théorie s'intéresse à la meilleure façon pour les décideurs politiques de réduire les coûts de la guerre pour l'électeur médian. Cet électeur va préférer avoir une institution militaire richement dotée en capital (c'est-à-dire en matériel) dont il assume une part des coûts relativement mineure, plutôt qu'en travail (c'est-à-dire en troupes). Tenant compte de cette préférence de l'électeur médian, les décideurs politiques vont alors privilégier les moyens matériels et la puissance de feu qu'ils permettent de mettre en œuvre, car ils apparaissent comme la meilleure option afin de rendre la guerre, même irrégulière, politiquement acceptable. Caverley peut ainsi soutenir que la

---

<sup>202</sup> Lyall, Jason. « Do Democracies Make Inferior Counterinsurgents ? Reassessing Democracy's Impact on War Outcomes and Duration », *International Organization*, vol. 64 (2010), p. 178 et Lyall, Jason et Wilson, Isaiah III (2009). *Op. cit.*, pp. 67-106.

<sup>203</sup> Quinlivan, James. « Burden of Victory : The Painful Arithmetic of Stability Operations », *RAND Review*, vol. 27, n° 2 (2003), p. 28.

<sup>204</sup> Caverley, Jonathan. « The Myth of Military Myopia : Democracy, Small Wars, and Vietnam », *International Security*, vol. 34, n° 3 (hiver 2009/2010), pp. 127-130.

mise en œuvre d'une stratégie inadaptée est le résultat paradoxal d'un choix informé, pour ne pas dire rationnel, de la part de décideurs politiques désireux de s'assurer l'appui d'une majorité d'électeurs.

Hypothèse 2 : désireux de limiter les coûts de la guerre pour l'électeur médian, les décideurs politiques optent pour des moyens et des stratégies conventionnels sensés limiter les pertes et rendre l'intervention armée politiquement acceptable vis-à-vis de l'opinion publique.

### 1.3.3 Le niveau organisationnel : l'adaptation limitée de l'institution militaire

La thèse avancée par Caverley est intéressante pour l'élaboration de notre hypothèse 2. Elle l'est également pour la 3. En effet, la théorie de la répartition des coûts fait de l'institution militaire une courroie de transmission des préférences politiques des décideurs et de la population. Comme le souligne Caverley, le poids de la culture organisationnelle, souvent avancé dans la littérature pour expliquer les difficultés américaines dans la contre-insurrection, ne doit pas être négligé, ni nié<sup>205</sup>. Cette culture organisationnelle est simplement replacée dans une perspective plus large, démarche que nous privilégions dans cette thèse.

Comme nous l'avons vu un peu plus tôt dans ce chapitre, les opérations militaires ne sont – théoriquement – qu'une composante de la contre-insurrection. Celle-ci est une entreprise multidimensionnelle comprenant des missions politiques, économiques et sociales. Les institutions civiles devraient en être des acteurs essentiels. Le *Quadrennial Defense Review* (QDR) 2006

---

<sup>205</sup> Caverley, Jonathan (hiver 2009/2010). *Op. cit.*, p. 121 et Caverley, Jonathan. « Explaining U.S. Military Strategy in Vietnam », *International Security*, vol. 35, n° 3 (hiver 2010/2011), p. 128 et 143.

souligne par exemple l'importance du département d'État et de l'agence américaine d'aide au développement (USAID) dans la contre-insurrection<sup>206</sup>. Étant donné la nature profondément politique de la contre-insurrection, une répartition des tâches entre les institutions civiles et militaire est parfaitement logique. Les opérations militaires ont en effet pour objectif d'assurer un niveau de sécurité permettant le développement économique et social et la résolution pacifique des différents politiques au sein des populations locales. Sur le terrain cependant, cette division du travail apparaît extrêmement délicate à mettre en œuvre. Le problème majeur réside dans l'incapacité des institutions civiles à déployer un nombre suffisant de personnels en peu de temps et dans un environnement où le niveau d'insécurité et de violence est élevé<sup>207</sup>. Par conséquent, l'institution militaire demeure le principal acteur bureaucratique dans les opérations de contre-insurrection, chargée également de réaliser des tâches civiles (négociation politique, diplomatie, aide à la reconstruction) pour lesquelles elle n'est ni conçue, ni préparée. David Galula résume bien ce dilemme :

To confine soldiers to purely military functions while urgent and vital tasks have to be done, and nobody else is available to undertake them, would be senseless. The soldier must then be prepared to become [...] a social worker, a civil engineer, a schoolteacher, a nurse, a boy scout. But only for as long as he cannot be replaced, for it is better to entrust civilian tasks to civilians<sup>208</sup>.

Les forces américaines redécouvrirent les défis de la contre-insurrection à grande échelle en Irak en 2003 - 2004. Comme le relève Thomas Ricks, l'institution militaire, spécifiquement l'armée de terre, alors qu'elle est confrontée aux premières manifestations du chaos et de l'insurrection qui

---

<sup>206</sup> U.S. Department of Defense (2006). *Quadrennial Defense Review*, pp. 84-86.

<sup>207</sup> Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, p. 95 ; Sewall, S. (2007). *Op. cit.*, pp. xxxi-xxxii.

<sup>208</sup> Galula, David (2006, réédition). *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*, New York : Praeger, p. 88.

succédèrent au renversement de Saddam Hussein, n'utilisait même pas le terme « contre-insurrection » :

The U.S. military jargon for this was boots on the ground, or, more officially, the presence mission. There was no formal doctrinal basis for this in the Army manuals and training that prepare the military for its operations, but the notion crept into the vocabularies of senior officers<sup>209</sup>.

Comme nous l'avons vu en introduction, le désintérêt de l'armée de terre pour la contre-insurrection est apparent dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, alors même qu'elle avait mené un grand nombre d'opérations de ce type, notamment dans le cadre des guerres contre les Indiens. Ce désintérêt s'est progressivement accentué au cours du 20<sup>e</sup> siècle au point de se muer en aversion suite au traumatisme du Vietnam.

À cette culture organisationnelle réfractaire à la contre-insurrection s'ajoute une inadaptation de l'institution militaire lorsqu'elle doit mener ce type d'opération. Or, Amy Zegart a démontré, dans le cas des agences de renseignement américaines qui furent incapables de déjouer les attentats du 11 septembre 2001, que l'inadaptation des organisations par rapport à l'environnement dans lequel elles opèrent est une raison majeure de leurs difficultés et parfois de leurs échecs à remplir leurs missions. L'argument que Zegart avance pour les agences de renseignement s'applique tout à fait à l'institution militaire dans le contexte des opérations de contre-insurrection :

[...] the answer lies in organizations, more specifically, in the deeply rooted organizational weaknesses that have afflicted U.S. intelligence agencies for decades and in the enduring impediments to fixing them. The single most important reason the United States remained so vulnerable on September 11

---

<sup>209</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, p. 192.

[...] was the stunning inability of U.S. intelligence agencies to adapt to the end of the Cold War<sup>210</sup>.

Pour autant, les organisations peuvent évoluer et s'adapter. C'est le cas des forces armées pour lesquelles l'impératif d'adaptation aux situations dans lesquelles elles se retrouvent même si elles n'y avaient pas été préparées est particulièrement important et pressant<sup>211</sup>. Il s'agit en effet d'une question de vie ou de mort pour les soldats. Thomas Ricks remarque à ce sujet :

More than most large organizations, the U.S. Army generally tries to confront and remedy its shortcomings. [...] The Army, to its credit, routinely tries to learn from such encounters, in part because of the lethality of mistakes in its line of work. It calls this the lessons learned process [...] This process even has its own office, the Center for Army Lessons Learned, or CALL, based at Fort Leavenworth, Kansas [...] Late in 2005 it established a COIN Academy – the military acronym for counterinsurgency – at the big U.S. military base at Taji, just north of Baghdad, and made attending its course there a prerequisite to commanding a unit in Iraq. Back in the United States, Petraeus, now at Fort Leavenworth, the Army's central educational establishment, made the

---

<sup>210</sup> Zegart, Amy (2007). *Spying Blind. The CIA, the FBI, and the Origins of 9/11*, Princeton : Princeton University Press, p. 3. Voir également Zegart, Amy (1999). *Flawed by Design. The Evolution of the CIA, JCS, and NSC*, Stanford : Stanford University Press.

<sup>211</sup> La littérature portant sur l'innovation et l'adaptation militaire aux exigences des conflits dans lesquels cette institution se trouve engagée est foisonnante. Voir les travaux de Allison, Graham (1971). *Essence of Decision*, Boston : Little, Brown and Company ; Evangelista, Matthew (1988). *Innovation and the Arms Race: How the United States and the Soviet Union Develop New Military Technologies*, Ithaca : Cornell University Press ; Halperin, Morton (1974). *Bureaucratics Politics and Foreign Policy*, Washington D.C. : Brookings ; Hannan, Michael et Freeman, John Henry. « Structural Inertia and Organizational Change », *American Sociological Review*, vol. 49, n° 2 (1984). Concernant plus particulièrement les sources de changement dans l'institution militaire, voir Posen, Barry (1984). *The Sources of Military Doctrine : France, Britain, and Germany between the World Wars*, Ithaca : Cornell University Press. ; Rosen, Stephen Peter (1994). *Winning the Next War : Innovation and the Modern Military*, Ithaca : Cornell University Press ; Downie, Richard (1998). *Learning from Conflict : The U.S. Military in Vietnam, El Salvador, and that Drug War*, Westport : Praeger ; Kier, Elizabeth (1995). *Imagining War : French and British Military Doctrine Between the Wars*, Princeton : Princeton University Press ; Legro, Jeffrey (1995). *Cooperation Under Fire : Anglo-German Restraint During World War II*, Ithaca : Cornell University Press ; Hull, Isabel (2005). *Absolute Destruction : Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany*, Ithaca : Cornell University Press ; Farrell, Theo et Terriff, Terry (dir., 2002). *The Sources of Military Change : Culture, Politics, Technology*, Boulder : Lynne Rienner ; Terriff, Terry, « 'Innovate or Die' : Organizational Culture and the Origins of Maneuver Warfare in the United States Marine Corps », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 29, n° 3 (2006).

thousands of Army officers who were students there also begin to study this peculiar way of war, so unlike what the U.S. Army had studied for the previous three decades<sup>212</sup>.

La publication de nouvelles doctrines et de textes conceptuels cherchant à mieux comprendre l'environnement dans lequel opèrent les forces armées est une composante importante, mais pas unique, du processus d'adaptation et d'apprentissage organisationnel. Sarah Sewall écrit par exemple dans l'introduction du manuel de contre-insurrection de l'armée de terre et des fusiliers marins publié en 2007 : « In theory, doctrine jumpstarts the other 'engines of change'. But each engine is in a separate car with its own driver, already headed toward an important destination »<sup>213</sup>. David Ucko identifie ainsi trois éléments clés du processus d'adaptation ou d'apprentissage des organisations<sup>214</sup>. Tout d'abord, la publication de doctrines permet de formaliser la compréhension de l'environnement dans lequel l'institution militaire aura à intervenir et des missions qu'elle aura à y accomplir. Ensuite, les allocations budgétaires (les choix d'armements, la répartition des troupes entre les différents corps d'armée...) et la structure organisationnelle de l'institution militaire doivent traduire concrètement la compréhension intellectuelle exposée dans les doctrines. Enfin, l'institution militaire doit développer les capacités permettant de mener ces missions. En la matière, les indicateurs essentiels sont la formation et l'entraînement des soldats. Une étude menée par Deborah Avant et James Lebovic publiée en 2000 met en évidence la difficulté à intégrer durablement la contre-insurrection dans la formation des officiers américains<sup>215</sup>. Au début des années 1960 un nombre certes limité d'officiers s'intéressaient à celle-ci. Elle fut considérée comme une aberration au lendemain de la guerre du

---

<sup>212</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 193 ; 414.

<sup>213</sup> Sewall, S. (2007). *Op. cit.*, p. xxxv.

<sup>214</sup> Pour une présentation détaillée de ces éléments, voir Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, pp. 14-24.

<sup>215</sup> Avant, Deborah et Lebovic, James. (2000). *Op. cit.*



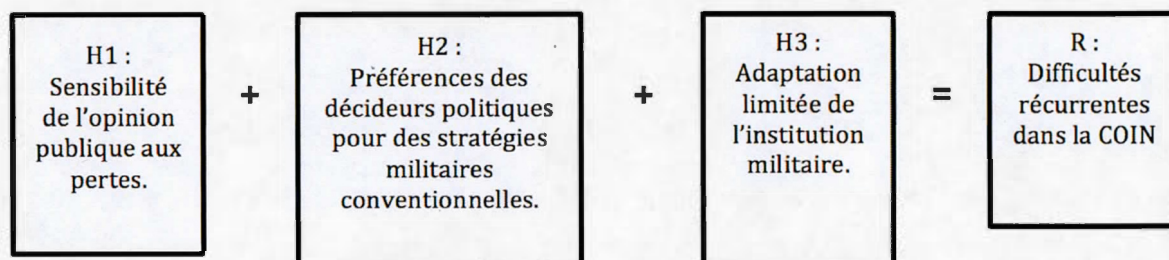
Vietnam. Elle est temporairement redécouverte au début des années 1980 au moment de l'intervention au Salvador avant de tomber dans l'oubli quasi-total dans les années 1990. Ce n'est qu'avec l'émergence d'un mouvement insurrectionnel en Irak à partir de l'été 2003 que la contre-insurrection va progressivement, et difficilement, redevenir une priorité pour les militaires américains

Hypothèse 3 : L'institution militaire, confrontée aux difficultés de la contre-insurrection est contrainte de s'adapter. Pour autant, cette adaptation ne se traduit pas en un apprentissage qui verrait les leçons apprises être durablement institutionnalisées.

#### 1.3.4 L'articulation entre les trois hypothèses

Nos trois hypothèses de base formulées, le graphique suivant illustre les relations de causalité présumées entre les trois variables que nous avons retenues pour expliquer l'incapacité des États-Unis à apprendre de leurs expériences de la contre-insurrection et ce faisant leurs difficultés récurrentes dans ces opérations militaires.

Figure 1 Les relations de causalité entre les hypothèses



L'inadaptation aux exigences de la contre-insurrection de l'approche conventionnelle privilégiée par l'institution militaire, du fait essentiellement d'une culture organisationnelle méprisant les « opérations autres que la guerre », est la raison la plus souvent avancée dans la littérature pour expliquer les difficultés des États-Unis dans ces opérations. Notre thèse ne rejette pas la validité de cette relation de causalité. Multi-causale, son originalité et son apport résident dans l'identification de deux variables en amont de l'institution militaire : la sensibilité de l'opinion publique aux pertes (H1) et les préférences des décideurs politiques pour des moyens et des stratégies conventionnels (H2). Nous postulons dans notre thèse que si l'inadaptation de l'institution militaire est une cause des difficultés récurrentes dans la contre-insurrection (R),  $H3 = R$ , elle n'est pas unique. Dans notre modèle multi-causal, l'inadaptation des stratégies conventionnelles mises en œuvre par les militaires traduit les préférences des décideurs politiques pour celles-ci (H2). Eux-mêmes, dans un système démocratique comme celui des États-Unis, n'agissent pas de façon totalement autonome. Leurs choix en matière militaire sont ainsi façonnés par leur perception de l'état de l'opinion publique. Comme nous l'avons démontré précédemment, dans le contexte d'une guerre de contre-insurrection, la sensibilité de l'opinion aux pertes, essentiellement de soldats américains, est exacerbée (H1) par la difficulté à définir le succès et l'échec des opérations militaires. Notre thèse peut dès lors être résumée par l'équation suivante :

$$H1 + H2 + H3 = R$$

### 1.3.5 La vérification des hypothèses

Nous détaillons dans la section suivante la démarche méthodologique qui sera mise en œuvre. Avant de procéder, il convient toutefois de présenter les indicateurs que nous chercherons à identifier dans chacune de nos études de cas

afin de tester la validité de chacune de nos hypothèses. Nous avons retenus trois indicateurs pour chacune des hypothèses dans le but de déceler des évolutions ou l'absence de changement pour chaque variable. Ainsi, nous serons en mesure de voir si la difficulté à évaluer l'évolution d'une guerre contre-insurrectionnelle à un effet sur l'appui de l'opinion publique à celle-ci ; de déterminer si les décideurs politiques tiennent compte de l'éventuelle évolution de l'opinion publique ; et de mesurer le niveau d'adaptation, que nous présumons limité, de l'institution militaire confrontée aux exigences de la contre-insurrection. Le tableau suivant résume ces indicateurs :

Tableau 4 Les hypothèses de notre modèle multi-causal

Niveau	Hypothèse	Indicateurs
<b>Politique</b>	H1 : La sensibilité de l'opinion publique aux pertes est plus vive dans le cadre d'opérations de contre-insurrection.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- H1.1 État de l'opinion publique sur le conflit.</li> <li>- H1.2 Évolution de l'opinion publique pendant l'intervention militaire.</li> <li>- H1.3 Place de l'opinion publique américaine dans la stratégie du mouvement insurrectionnel.</li> </ul>
<b>Décisionnel</b>	H2 : Les décideurs politiques optent pour des moyens et des stratégies conventionnels sensés limiter les pertes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- H2.1 Objectifs (et justifications) de l'intervention présentés par les décideurs politiques.</li> <li>- H2.2 Moyens et stratégies militaires privilégiés par les décideurs politiques.</li> <li>- H2.3 Réaction des décideurs à l'évolution de l'état de l'opinion publique.</li> </ul>
<b>Organisationnel</b>	H3 : Contrainte par les difficultés de la contre-insurrection auxquelles elle est confrontée, l'institution militaire fait preuve d'une capacité limitée d'adaptation qui ne traduit pas un véritable apprentissage.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- H3.1 Mise en œuvre, au moins dans la phase initiale du conflit, d'une approche conventionnelle reposant sur la puissance de feu.</li> <li>- H3.2 Efforts d'adaptation face au conflit et de mise en œuvre d'une stratégie de contre-insurrection.</li> <li>- H3.3 Niveau d'intégration des leçons apprises et place de la contre-insurrection dans la culture de l'institution militaire suite au conflit.</li> </ul>

Voici ce que nous chercherons à voir pour chacun des indicateurs :

- Pour H1.1 et H1.2, l'opinion publique appuie, s'oppose, ou est incertaine vis-à-vis de l'intervention militaire.
- Pour H1.3, le mouvement insurrectionnel fait une place ou non à l'opinion publique américaine dans sa stratégie.
- Pour H2.1, les objectifs de l'intervention avancés par les décideurs politiques sont ambitieux ou modestes.
- Pour H2.2, les décideurs politiques manifestent ou non leurs préférences pour des moyens et des stratégies conventionnels.
- Pour H2.3, les décideurs politiques réagissent à l'évolution de l'état de l'opinion publique en préconisant un changement d'approche militaire, en maintenant une approche conventionnelle, ou en initiant un processus de retrait.
- Pour H3.1, la stratégie initialement mise en œuvre par les forces armées est conventionnelle ou non.
- Pour H3.2, les efforts d'adaptation aux exigences de la contre-insurrection sont complets ou parcellaires.
- Pour H3.3, les leçons apprises par l'institution militaire sont intégrées ou rejetées.

#### 1.3.6 Démarche méthodologique

Il fait de plus en plus consensus que le test empirique d'hypothèses dans la recherche par études de cas consiste en l'identification ou non de manifestations observables présumées d'une hypothèse causale<sup>216</sup>. Les approches quantitatives

---

<sup>216</sup> Goertz, Gary et Mahoney, James (2012). *A Tale of Two Cultures:*

visent à l'accumulation de plus de données possibles (*data-set observations*). Les approches qualitatives procèdent quant à elles par observation d'un mécanisme causal (*causal process observations*)<sup>217</sup>. Ces observations sont définies comme :

an insight or piece of data that provides information about the context or mechanism and contributes a different kind of leverage in causal inference. It does not necessarily do so as part of a larger, systematized array of observations<sup>218</sup>.

Mahoney ajoute que l'observation d'un mécanisme causal constitue un :

diagnostic pieces of evidence – usually understood as part of a temporal sequence of events – that have probative value in supporting or overturning conclusions<sup>219</sup>.

Les inférences causales peuvent alors être faites non sur la base de corrélations, mais en fonction du degré de correspondance entre les hypothèses émises en amont et leur manifestation observée dans le cas étudié. Comme le soulignent Derek Beach et Rasmus Brun Pedersen, une limite de l'observation de mécanisme causal est l'amalgame entre observation, comprise comme des données empiriques matérielles, et preuve à partir de laquelle il est possible d'établir les inférences causales. Les observations sont puisées dans des archives, des entrevues, des journaux. Elles ne deviennent des preuves qu'après avoir évalué leur précision et les avoir interprété dans le contexte spécifique du cas étudié<sup>220</sup>.

---

*Qualitative and Quantitative Research in the Social Sciences*, Princeton, NJ, Princeton University Press ; Collier, David, « Understanding Process Tracing », *PS: Political Science and Politics*, vol. 44, n° 4, pp. 823-830, octobre 2011 ; George, Alexander et Bennett, Andrew (2005). *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, Cambridge, Mass, The MIT Press

<sup>217</sup> Collier, David, Brady, Henry et Seawright, Jason, « Outdated Views of Qualitative Methods: Time to Move On », *Political Analysis*, vol. 18, n° 4, automne 2010, pp. 184-188)

<sup>218</sup> *Ibid.*, p. 184

<sup>219</sup> Goertz, Gary et Mahoney, James (2012). *Op. cit.*, p. 571

<sup>220</sup> Pour illustrer cette importante distinction entre observation et preuve, Beach et Pedersen



L'évaluation de la précision d'une observation est la tâche la plus compliquée dans le cadre de recherches portant sur des processus politiques ou sociaux. En effet, dans la plupart des études de cas, les traces empiriques sont imparfaites et incomplètes. Par exemple, les compte-rendu de réunion ne permettent pas d'avoir une vision parfaite du processus décisionnel car ils ne collectent pas les tractations informelles entre les participants au cours desquelles des concessions majeures peuvent être faites. Le théorème bayésien permet de surmonter ce dilemme de l'imperfection de l'observation et de la qualité de la preuve. Si trouver la preuve présumée  $e$  permet de renforcer notre confiance en une hypothèse  $h$ , ne pas trouver  $e$  affaiblit certes notre confiance en  $h$  et en réduit l'importance, mais ne l'invalide pas nécessairement pour les autres études de cas.

En termes bayésiens, la recherche est conçue comme la mise à l'épreuve d'une hypothèse pour laquelle la recherche de preuve ne fait que renforcer ou affaiblir notre confiance en celle-ci et pas nécessairement en invalider d'autres perçues comme concurrentes. L'intérêt est donc de ne pas rejeter une autre explication ou théorie au sujet de notre étude, mais de mettre à l'épreuve la validité d'une hypothèse. Au lieu de la réfuter d'un trait, il devient possible de l'affiner, de la corriger au fur et à mesure des recherches. En d'autres termes, ne pas trouver de preuve n'est pas une preuve contre une hypothèse, cela signifie simplement que la preuve présumée, attendue n'a pas été trouvée.

---

s'appuient sur la procédure criminelle dans laquelle ils mentionnent que les observations n'ont pas de valeur de preuve par elles mêmes mais que leur précision doit être évaluée et elles doivent être interprétées dans leur contexte avant d'être admises comme preuves à partir desquelles faire des inférences causales d'un crime. Beach, Derek et Pedersen, Rasmus Brun (2013). *Process-Tracing Methods : Foundations and Guidelines*, The University of Michigan Press



Selon la logique bayésienne, la démarche scientifique consiste à mettre à jour notre confiance envers la validité de théories à partir de preuve empiriques, mais il demeure impossible de confirmer ou réfuter absolument une théorie en raison du caractère incertain et imparfait des éléments empiriques dans le domaine des sciences sociales<sup>221</sup>. L'analyse empirique a pour finalité d'affiner notre confiance envers la confirmation ou la réfutation d'une théorie ou d'une hypothèse. Il s'agit d'un niveau ou degré de confiance, non d'une absolue certitude. Comme le stipulent Beach et Pedersen :

we increase our confidence when the posterior is greater than the prior, disconfirm when the posterior is less than the prior, and learn nothing from our research when the posterior is equal to the prior.

Faire la preuve d'une causalité présumée formulée dans une hypothèse n'implique pas de faire un choix absolu entre démarche quantitative ou qualitative. La première, si elle a pour objectif la prédiction à partir de l'étude d'une grande quantité de cas, ne peut toutefois établir que des corrélations, non des causalités. La seconde, si elle favorise l'explication fouillée et détaillée d'un phénomène ou d'un cas, souffre d'une insuffisance de généralisation qui fait obstacle à la production d'inférences causales. L'étude de cas permet de surmonter ces limites en conciliant des méthodes mixtes, quantitatives et qualitatives. Elle favorise en effet à partir de l'étude approfondie de plusieurs cas l'identification d'éléments récurrents et ouvre ainsi la voie à la généralisation. L'étude de cas présente deux atouts supplémentaires. D'une part, en optant pour des cas s'inscrivant sur une longue période de temps (plus d'un siècle séparent en effet le début de l'intervention aux Philippines de celle en Irak), il est possible d'identifier les récurrences, de mettre en évidence des permanences, et des

---

<sup>221</sup> Howson, Colin et Urbach, Peter (3<sup>e</sup> édition, 2006). *Scientific Reasoning: The Bayesian Approach*, Open Court Publishing

changements importants<sup>222</sup>. D'autre part, George suggère d'étudier des cas d'échec et de succès afin d'identifier les conditions et les variables qui paraissent expliquer cette différence de résultat. C'est ce que nous avons fait en retenant les Philippines, le Vietnam, et l'Irak.

La reconstruction de processus (*process tracing*) apparaît comme un outil particulièrement adapté pour procéder aux études de cas. Alexander George la définit comme une tentative « to assess the possibility of a causal relationship between independent and dependent variables by identifying intervening steps, or cause-and-effect links, between them »<sup>223</sup>. Elle favorise donc l'identification et l'évaluation des liens de causalité entre chaque hypothèse retenue pour chacun de nos trois niveaux d'analyse. À la différence des méthodes à petite échelle qui sont obligées d'étudier différents états de Y pour expliquer l'influence de X, la reconstruction de processus cherche à déterminer comment X contribue à un seul état de Y à travers un mécanisme causal<sup>224</sup>. La reconstruction de processus ne traite donc pas X et Y comme des variables indépendante et dépendante respectivement, mais comme une condition et un résultat. En comparant les hypothèses présumées avec les preuves empiriques recueillies dans l'étude de cas, il est possible d'établir la présence d'un mécanisme causal, et donc d'augmenter la plausibilité d'une causalité présumée. La solidité de l'inférence repose sur le type de test ou de vérification effectué et sur la précision ou la qualité des preuves réunies. La reconstruction de processus centrée sur l'étude de cas implique de choisir des cas dans lesquels se trouve le même (ou plus

---

<sup>222</sup> Alexander George, « Case Studies and Theory Development : The Method of Structures, Focused Comparison », dans Lauren, Paul Gorden (ed., 1979). *Diplomacy : New Approaches in History, Theory, and Policy*, New York, Macmillan, p. 44

<sup>223</sup> Alexander George, « Case Studies and Theory Development : The Method of Structures, Focused Comparison », dans Lauren, Paul Gorden (ed., 1979). *Diplomacy : New Approaches in History, Theory, and Policy*, New York, Macmillan, p. 40

<sup>224</sup> Beach, Derek et Pedersen, Rasmus Brun (2013). *Op. cit.*, pp. 2-5

précisément dans notre théorie multi-causale, les mêmes) X et le même Y. Il convient dès lors de choisir des cas historiquement importants et non de se conformer aux méthodes traditionnelles de sélection de cas (les plus similaires, les plus divergents, les cas extrêmes, ou encore les cas aléatoires)<sup>225</sup>. Ces cas historiquement importants permettent en effet au chercheur de détecter le ou les X à partir des outils imparfaits et limités dont il dispose. L'évaluation de la preuve, de sa qualité, distingue la reconstruction de processus de la simple description narrative.

Notre sujet d'étude, de même que les trois cas que nous avons retenus pour illustrer et tester notre modèle multi-causal, ont fait l'objet d'une considérable quantité d'écrits. Nous avons donc essentiellement exploité ces sources secondaires dans le cadre de cette recherche. Explorer les documents officiels disponibles et mener des enquêtes de terrain, par exemple en faisant des entrevues avec des décideurs politiques et militaires ou en faisant des séjours d'observation au sein des centres de formation de l'institution militaire pour y évaluer la place de l'enseignement de la contre-insurrection dans la formation des officiers, auraient pu être des démarches tout à fait pertinentes et intéressantes pour traiter de notre sujet. Elles pourront l'être pour des recherches futures. En nous limitant aux ressources secondaires, cette thèse constitue en quelque sorte un travail préliminaire concentrant l'effort de recherche sur les variables présumées critiques qui permettent d'expliquer les déficiences d'apprentissage des États-Unis en matière de contre-insurrection et la récurrence de leurs difficultés dans ces opérations militaires.

Nous sommes conscients des limites d'une telle démarche et réalisons que les sources secondaires pourraient être complétées par une exploration des

---

<sup>225</sup> *Ibid.*, p. 30

archives officielles ou encore par des entrevues avec des décideurs politiques ou militaires ayant été impliqués dans les deux cas les plus récents étudiés dans notre thèse (le Vietnam et l'Irak). En effet, les décideurs clés dans ces deux cas peuvent avoir un certain recul sur les événements leur permettant de parler plus librement et candidement. L'accès à de telles personnes n'est cependant pas facile, notamment lorsqu'il s'agit de militaires ou d'importants acteurs civils dans le processus décisionnel. John Nagl mentionne à juste titre que ces personnes sont plus enclines à s'ouvrir à des officiers, en exercice (comme c'était son cas) ou à la retraite, qu'à des universitaires sans bagage militaire<sup>226</sup>. Or, nous avons pu constater tout au long de l'avancement de notre recherche que celle-ci suscitait un intérêt de plus en plus marqué chez des responsables, surtout des militaires, aux États-Unis (mais aussi au Canada) au fur et à mesure que notre modèle s'affinait. Dès lors, cette thèse ne saurait être considérée comme une fin en soi sur le sujet traité, mais comme un point de départ d'un agenda de recherche prometteur.

### 1.3.7 Présentation des études de cas

La pertinence de la thèse multi-causale que nous proposons pour expliquer la récurrence des difficultés américaines dans la contre-insurrection sera testée à l'aide de trois études de cas pour chacune desquelles nous consacrerons un chapitre<sup>227</sup>. L'expérience des États-Unis dans ce type de conflit est pour le moins vaste et hétérogène. Quatre critères nous permettent de sélectionner les cas que nous estimons les plus pertinents pour notre étude. Premièrement, les interventions se sont déroulées dans une ère historique homogène, caractérisée

---

<sup>226</sup> Nagl, John (2002). *Op. cit.*, pp. xxiii-xxiv

<sup>227</sup> Sur la pertinence d'utiliser la méthode de l'étude de cas pour tester une théorie, voir George, Alexander et Bennett, Andrew (2005). *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, Cambridge : MIT Press, pp. 20-21 et pp. 111-115.

par la place et le rôle majeur des États-Unis sur la scène internationale. Ainsi, même si des guerres irrégulières, notamment les guerres contre les Indiens, ont joué un rôle essentiel dans la construction des États-Unis avant leur avènement comme puissance sur la scène internationale au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, aucune ne fera ici l'objet d'une étude approfondie. L'espacement des cas dans le temps permet par ailleurs d'identifier les récurrences, de mettre en évidence des permanences mais aussi des changements importants. Deuxièmement, la durée d'engagement des États-Unis dans le conflit est de plusieurs années. Ce critère permet de sélectionner les interventions qui, de par leur durée, ont donné lieu à des ajustements de stratégie militaire sur le terrain. Troisièmement, le nombre de soldats américains déployés sur le terrain se compte par dizaines de milliers et les États-Unis sont dans tous les cas l'adversaire le plus puissant matériellement. Nous ne nous intéresserons donc pas aux opérations de contre-insurrection qui n'auront impliqué qu'un nombre restreint de soldats ou qui n'auront été le fait que de forces spéciales. Quatrièmement, l'intervention, du fait des difficultés qu'elle rencontre, devient un enjeu majeur de la politique étrangère et de défense, suscite des discussions intenses sur le fonctionnement des forces armées, conduit à de fortes perturbations du système politique, et peut même entraîner des débats sur le rôle et la place des États-Unis sur la scène internationale.

À l'aune des quatre critères exposés ci-dessus, trois expériences de difficultés américaines dans la contre-insurrection apparaissent particulièrement intéressantes pour tester notre théorie de leur récurrence : les Philippines de 1898 à 1902 ; le Vietnam de 1960 à 1970 ; et l'Irak de 2003 à 2011. Les États-Unis acquièrent les Philippines suite à la guerre contre l'Espagne de 1898. Après un long débat au sein de son administration, le président McKinley ordonna à l'armée, appuyée par la marine, d'occuper les Philippines avec pour objectif

« l'assimilation bienveillante » de ce territoire nouvellement acquis et de sa population<sup>228</sup>. Cette ambition ouvertement coloniale se heurta toutefois au désir d'indépendance des Philippins, dont le leader, Aguinaldo, avait été appuyé par les militaires américains dans sa lutte contre les Espagnols<sup>229</sup>. Le 4 février 1899, des accrochages à première vue anodins entre forces américaines et partisans d'Aguinaldo dans les environs de Manille, dégénérèrent en une guerre ouverte<sup>230</sup>.

La guerre des Philippines peut être divisée en deux grandes phases : une période initiale d'affrontements conventionnels suivi d'une phase non-conventionnelle de plus longue durée. La première phase dura une grande partie de l'année 1899. Au cours de celle-ci, les forces d'Aguinaldo, regroupées au sein de l'Armée de Libération et dirigées par Antonio Luna, affrontèrent les troupes américaines sur l'île de Luzon. Cette Armée de Libération avait privilégié une approche non-conventionnelle dans sa lutte contre les troupes espagnoles quelques années plutôt. Elle décida cependant d'attaquer les Américains de façon conventionnelle<sup>231</sup>. Les troupes philippines comptaient alors entre 15 000 et 40 000 combattants dans la région de Manille alors que les soldats américains n'étaient que 20 000 sur l'ensemble de l'archipel. Malgré cette supériorité numérique, les partisans d'Aguinaldo furent sévèrement battus et mis en déroute. À la fin de l'année 1899, Aguinaldo décida de se retirer dans les montagnes du nord de Luzon et ordonna à ses hommes d'opter pour une tactique de guérilla<sup>232</sup>.

---

<sup>228</sup> Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, p. 152 ; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 30, 76

<sup>229</sup> Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, pp. 121-123

<sup>230</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 53-54

<sup>231</sup> *Op. cit.*, p. 36, 57-58

<sup>232</sup> *Op. cit.*, p. 148 ; Aguinaldo, Emilio (1957). *A Second Look at America*, New York : Robert Speller and Sons, p. 101



Très nettement supérieure dans cette phase initiale de la guerre, l'armée américaine adopta, à l'insistance du président McKinley et avec l'appui du commandant en chef des forces américaines aux Philippines, le général Otis, des règles très strictes destinées à encadrer le comportement des soldats américains et à faire en sorte que ceux-ci respectent la population civile et contribuent à la stabilité de cette possession américaine<sup>233</sup>. Alors que les forces américaines faisaient preuve de retenue, voire même d'une certaine clémence, dans leurs relations avec la population locale, les civils dépêchés par Washington s'attelaient à mettre en œuvre, en coopération étroite avec les militaires, un programme ordonné par le secrétaire d'État Elihu Root et destiné à améliorer le niveau de vie des Philippines et à préparer le pays à l'indépendance<sup>234</sup>. Les forces américaines participèrent très activement à une opération de « nation-building » de grande envergure (mise en place d'un système d'égout, construction d'écoles et d'hôpitaux, enseignement de l'anglais, campagnes de vaccins, refonte du système légal) qui permit d'obtenir l'appui de la population locale<sup>235</sup>.

La deuxième phase de la guerre des Philippines débute lorsque les partisans d'Aguinaldo optèrent pour une stratégie non-conventionnelle. Ils parvinrent à infliger davantage de pertes et à générer de la frustration chez les forces américaines. En réaction, les Américains remirent en cause leurs règles d'engagement ainsi que les programmes de reconstruction qui avaient été mis en place<sup>236</sup>. C'est ainsi qu'en décembre 1900, le successeur de Otis, le général Arthur MacArthur ordonna une approche plus agressive vis-à-vis des insurgés et de leurs soutiens, combinée au maintien d'une politique bienveillante à l'égard

---

<sup>233</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 9 ; Gentry, John (2012). *How Wars Are Won and Lost. Vulnerability and Military Power*, Santa Barbara : Prager, p. 25

<sup>234</sup> Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, p. 170

<sup>235</sup> *Op. cit.*, p. 153 ; Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, p. 114 ; Galula, D. (2006). *Op. cit.*, pp. 88-89 et 94.

<sup>236</sup> Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, p. 111-112 ; Gates, John (1973). *Schoolbooks and Krags : The United States Army in the Philippines, 1898-1902*, Westport : Greenwood, pp. 170-171, 174, 177-178.

des Philippins qui restaient neutres ou favorables à la présence américaine<sup>237</sup>. Cette nouvelle approche permit de contenir l'insurrection et de l'affaiblir au point qu'Aguinaldo plaida allégeance aux Etats-Unis le 1<sup>er</sup> avril 1901 et enjoignit ses troupes de faire de même quelques semaines plus tard<sup>238</sup>. Les Etats-Unis déclarèrent victoire le 4 juillet 1902.

La guerre des Philippines fut une conséquence inattendue de la victoire contre l'Espagne<sup>239</sup>. Elle apparaît surtout comme la seule de nos trois études de cas dans laquelle la performance américaine dans la contre-insurrection fut plutôt positive<sup>240</sup>. Deux éléments y ont contribué. Premièrement, les leçons apprises dans les guerres contre les Indiens furent mises en œuvre aux Philippines par des officiers expérimentés (la plupart avaient participé à ces guerres<sup>241</sup>). La contre-insurrection faisant partie de la culture de l'armée américaine qui disposait de règles précises et acceptées d'action face à une insurrection. Deuxièmement (et en ce sens cette étude de cas est également unique dans notre échantillon), les décideurs américains n'eurent pas à composer avec l'impatience et la pression de l'opinion publique. Une ligue anti-impérialiste tenta bien de s'opposer à cette intervention, mais elle n'acquiesça pas un poids politique susceptible de modifier le comportement des décideurs<sup>242</sup>. Ce phénomène de ligue anti-impérialiste est cependant pertinent dans le cadre de notre étude dans la mesure où il peut être considéré comme précurseur d'une pression de

---

<sup>237</sup> Gates, J. (1973). *Ibid.*, pp. 193-207 ; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 323

<sup>238</sup> Brands, W. W. (1992). *Bound to Empire : The United States and the Philippines*, New York : Oxford University Press, p. 59

<sup>239</sup> Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, p. 23

<sup>240</sup> Comme nous le verrons plus en détails ultérieurement, le caractère positif de la performance américaine dans la contre-insurrection suscite encore bien des débats chez les historiens notamment. De plus, nous verrons que le « succès » américain au Philippines n'invalide pas notre thèse. Au contraire, il rend cette singulière étude de cas particulièrement pertinente.

<sup>241</sup> Voir Boot, N. (2002). *Op. cit.*

<sup>242</sup> Voir par exemple Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, pp. 41-42

l'opinion publique qui aura un effet non négligeable dans le déroulement des interventions au Vietnam et en Irak.

L'objectif de la politique américaine vis-à-vis du Vietnam depuis l'administration Truman était clair et constant : assurer l'indépendance d'un Vietnam non-communiste<sup>243</sup>. La chute de Saigon et la réunification du Vietnam sous l'égide du Nord communiste en 1975, deux ans à peine après le retrait du contingent américain, constituèrent une défaite traumatisante pour les États-Unis<sup>244</sup>.

Bien que les administrations Truman et Eisenhower percevaient la situation vietnamienne à travers le prisme de la guerre froide et de la nécessité d'endiguer la progression du communisme, elles ne s'engagèrent que de façon très limitée dans ce théâtre. Elles se contentaient d'un soutien financier, de ventes d'armes, et de fournir une formation au gouvernement du Sud-Vietnam. Par ailleurs, le président Eisenhower refusa par exemple de venir en aide aux forces françaises prises en étau à Dien Bien Phu<sup>245</sup>. L'engagement américain au Vietnam devient réellement conséquent à partir de 1961 lorsque le président Kennedy décida d'accroître le nombre et le rôle des conseillers militaires américains auprès du gouvernement de Saigon. De 700 à son entrée à la Maison-Blanche en janvier 1961, ceux-ci seront plus de 16000 au moment de sa mort en 1963 et participeront de façon plus directe à des opérations de combat<sup>246</sup>.

---

<sup>243</sup> Gelb, Leslie et Betts, Richard (1979). *The Irony of Vietnam : The System Worked*, Washington D.C. : Brookings, pp. 71-72 ; McNamara, Robert (1995). *In Retrospect : The Tragedy and Lessons of Vietnam*, New York : Vintage, p. 102

<sup>244</sup> Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Ibid.*, pp. 348-349

<sup>245</sup> Bui, Tin (1995). *Following the Ho Chi Minh Trail : Memoirs of a North Vietnamese Colonel*, Honolulu : University of Hawaii Press, p. 23

<sup>246</sup> Johnson, Lyndon B. (1971). *The Vantage Point : Perspectives of the Presidency, 1963-1969*, New York : Holt, Rinehart, and Winston, p. 137

Cette implication plus directe n'empêcha pas une dégradation de la situation sur le terrain. Deux incidents impliquant des navires américains et nord-vietnamiens au début du mois d'août 1964 poussèrent le Congrès à adopter la résolution dite du Golfe du Tonkin autorisant le président Johnson à utiliser la force armée au Vietnam <sup>247</sup>. Face à un gouvernement sud-vietnamien dysfonctionnel, Hanoï et ses alliés réalisaient des avancées politiques et militaires majeures qui inquiétaient fortement Washington. Ainsi, le 1<sup>er</sup> décembre 1964, le président Johnson autorisa les militaires américains à engager les forces nord-vietnamiennes si nécessaire. L'occasion d'une opération américaine de plus grande ampleur se présenta le 6 février 1965 lorsque des éléments Viet Cong attaquèrent la base aérienne de Pleiku, tuant neuf soldats américains et détruisant de nombreux aéronefs<sup>248</sup>. Suite à cette attaque, Johnson autorisa le bombardement du Nord-Vietnam et le général Westmoreland, commandant des forces américaines au Vietnam de 1964 à 1968, réclama plus de troupes pour protéger les installations américaines. Cette requête fut acceptée et le nombre de soldats américains déployés sur le terrain augmenta rapidement pour atteindre 184 000 à la fin de l'année 1965. Il atteindra un sommet de 543 000 soldats à la mi-1968<sup>249</sup>.

Ce niveau d'engagement ne permit pas aux Américains d'avoir une supériorité numérique dépassant un ratio de 3 pour 1. Westmoreland était cependant convaincu que la technologie américaine et la puissance de feu permettraient de

---

<sup>247</sup> Voir par exemple, McMaster, H. R. (1997). *Dereliction of Duty : Lyndon Johnson, Robert McNamara, the Joint Chiefs of Staff, and the Lies That Led to Vietnam*, New York : HarperPerennial, p. 120-136 ; Sharp, Ulysses S. Grant (1978). *Strategy for Defeat : Vietnam in Retrospect*, San Rafael : Presidio, p. 44 ; Lewy, Guenter (1978). *America in Vietnam*, New York : Oxford University Press, pp. 33-34

<sup>248</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 99 ; Lewy, G. (1978). *Ibid.*, p. 375 ; Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, p. 105

<sup>249</sup> Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, p. 70

compenser cette situation<sup>250</sup>. Bien que les militaires et l'administration Johnson affirmaient que des progrès étaient faits sur le terrain et que la victoire était en vue, ils ne parvinrent pas à contenir une opposition croissante de l'opinion publique américaine. L'offensive du Têt de fin janvier 1968 constitue le tournant de la guerre. Même si elle se traduisit par un revers militaire majeur pour les forces nord-vietnamiennes qui y perdirent environ 40 000 hommes, elle alimenta l'opposition de la population américaine et conduisit à un désengagement progressif qui s'acheva en 1973<sup>251</sup>.

La conduite générale de la guerre de la part des Américains fut marquée par l'ambivalence, les demi-mesures, l'inadaptation de la stratégie au type de conflit, et une réaction aux actions entreprises par l'ennemi<sup>252</sup>. Johnson s'opposa ainsi à une incursion des forces terrestres américaines en territoire nord-vietnamien par crainte, non fondée, d'une réplique chinoise ou soviétique<sup>253</sup>. Les opérations militaires conventionnelles telles que la campagne de bombardements aériens *Rolling Thunder* qui dura du 2 mars 1965 au 31 octobre 1968, décidées par l'administration Johnson et très fortement encadrées par celle-ci<sup>254</sup>, ne parvinrent guère à limiter les actions entreprises par les forces nord-vietnamiennes en territoire sud-vietnamien<sup>255</sup>. Inefficace sur le terrain, cette opération de bombardement fut interrompue en raison des coûts politiques

---

<sup>250</sup> McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, p. 244 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 157-159 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, p. 175 ; Rose, Gideon (2010). *How Wars End : Why We Always Fight the Last Battle*, New York : Simon & Schuster, pp. 159-195

<sup>251</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 249 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, p. 75-76 ; Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 309

<sup>252</sup> Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, pp. 268-295 et 319-330

<sup>253</sup> Khong, Yuen Foong (1992). *Analogies at War : Korea, Munich, Dien Bien Phu and the Vietnam Decisions of 1965*, Princeton : Princeton University Press ; McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, p. 109 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 137

<sup>254</sup> Sharp, U. L. G. (1978). *Op. cit.*, p. 99

<sup>255</sup> *Op. cit.*, p. 207 ; Komer, Robert (1986). *Bureaucracy at War : U.S. Performance in the Vietnam Conflict*, Boulder : Westview, pp. 53-55 ; Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, pp. 147-168 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 133 ; Pape, Robert (1996). *Bombing to Win : Air Power and Coercion in War*, Ithaca, Cornell University Press, p. 187.



qu'elle représentait pour les Etats-Unis <sup>256</sup>. Les opérations terrestres conventionnelles furent tout aussi inefficaces. Les forces américaines avaient en la matière deux objectifs : éliminer le plus de troupes adverses possible d'une part, appuyer les efforts sud-vietnamien de pacification et de contrôle du territoire d'autre part <sup>257</sup>. Westmoreland refusa cependant que les forces américaines jouent un rôle direct de protection et de contrôle de la population, rôle qu'elles avaient pourtant rempli avec succès aux Philippines et que les experts de la contre-insurrection tels Galula et Thompson jugeaient essentielles pour vaincre un mouvement insurrectionnel <sup>258</sup>. L'effort américain en matière de pacification fut fragmenté, limité, et tardif. Ce n'est ainsi qu'en avril 1967 que Robert Komer fut désigné par le président Johnson pour diriger ce type d'opérations dans le cadre du programme CORDS <sup>259</sup>. Celui-ci eut une efficacité certaine. Ainsi, en 1970, la majorité des zones rurales du Sud-Vietnam étaient sécurisées et les populations locales se montraient satisfaites vis-à-vis du gouvernement. Ces progrès arrivaient cependant trop tard. La population américaine et ses représentants au Congrès n'aspiraient qu'à tourner la page du Vietnam et ne prêtaient guère attention à cette « autre guerre » <sup>260</sup>.

L'échec américain au Vietnam a fait l'objet d'une multitude d'analyses. Il demeure malgré tout pertinent de s'y intéresser tant celui-ci constitue un tournant majeur dans la relation des Etats-Unis avec la contre-insurrection. Premièrement, alors que les forces américaines avaient une vaste expérience de ce type d'opérations et y avaient connu des succès certains comme par exemple

---

<sup>256</sup> Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, p. 168 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, p. 396

<sup>257</sup> Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, p. 75

<sup>258</sup> Galula, D. (2006). *Op. cit.* ; Thompson, Robert (1966). *Defeating Communist Insurgency : The Lessons of Malaya and Vietnam*, New York : Praeger

<sup>259</sup> Westmoreland, William (1976) *A Soldier Reports*, Garden City : Doubleday, pp. 214-215 ;

Moyar, M. (1997). *Op. cit.*, pp. 48-49

<sup>260</sup> Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, p. 79



aux Philippines, elles refusèrent au Vietnam de s'adapter aux exigences de la lutte contre un mouvement insurrectionnel et s'obstinèrent à privilégier une approche classique qui avait fait ses preuves pendant la Deuxième Guerre mondiale et pour laquelle elles se préparaient dans la perspective d'un affrontement contre les forces du Pacte de Varsovie. Les quelques expérimentations d'une approche contre-insurrectionnelle furent trop limitées et arrivèrent surtout trop tard pour altérer favorablement l'issue de la guerre. Deuxièmement, les décideurs civils commirent également des erreurs préjudiciables. Obnubilés par la guerre froide et la doctrine de l'endiguement, percevant la situation vietnamienne à travers le prisme des analogies de Munich et de la Corée, fascinés par une approche rationnelle de la guerre, ils ne comprirent jamais la nature avant tout nationaliste du conflit qui secouait le Vietnam. De surcroît, ils imposèrent d'importantes contraintes politiques et s'immiscèrent exagérément dans la conduite des opérations militaires au point de créer des dysfonctionnements majeurs dans la relation civilo-militaire. Troisièmement, c'est avec le Vietnam que l'opinion publique devient une contrainte majeure, ouvrant ainsi une nouvelle ère dans l'histoire militaire américaine. L'aversion de la population américaine pour des opérations complexes, longues, et coûteuses apparaît alors au grand jour et demeure encore présente aujourd'hui. Elle a depuis les années 1970 des effets considérables sur la façon dont les Etats-Unis, leurs alliés et leurs ennemis planifient et conduisent leurs opérations militaires.

L'opération militaire américaine<sup>261</sup> en Irak débute le 19 mars 2003 avec pour objectif de renverser le régime de Saddam Hussein supposé détenir des armes

---

<sup>261</sup> L'argumentaire de l'administration Bush en faveur du renversement du régime de Saddam Hussein ne parvint pas à convaincre des pays tels que la France et l'Allemagne, la première allant même jusqu'à brandir la menace de l'utilisation de son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Même si George W. Bush put affirmer que 48 pays appuyaient et participaient à cette

de destruction massif et d'établir un nouveau gouvernement que l'administration Bush espère démocratique, pacifique, et favorable à l'Occident<sup>262</sup>. L'instauration d'un tel nouveau régime au cœur du Moyen-Orient constituerait selon les promoteurs de l'intervention un exemple et permettrait d'assurer la sécurité d'Israël. Le premier objectif, celui du renversement de régime, fut rempli en relativement peu de temps. Malgré quelques ralentissements dans leur progression vers Bagdad depuis le Koweït, les forces américaines parviennent au cœur de la capitale irakienne à peine trois semaines après le début de l'opération. Le 9 avril 2003, le régime de Saddam Hussein est déboulonné. Le second objectif, celui de la construction d'un nouvel Irak était le plus ambitieux. Il ne suscita cependant pas une attention soutenue de la part des principaux avocats de l'intervention. Ceux-ci estimaient en effet que la population irakienne accueillerait les troupes américaines en libérateurs et que le vide laissé par la chute de Saddam Hussein serait comblé par un nouveau gouvernement qui émergerait comme par magie. Ces hypothèses, qui avaient incité les dirigeants politiques à opter pour une force d'invasion relativement légère, volèrent rapidement en éclat<sup>263</sup>. Malgré le renversement rapide du régime de Saddam Hussein, les forces américaines se retrouvèrent engagées dans une guerre de contre-insurrection pour laquelle les décideurs politiques

---

intervention militaire, la contribution de la grande majorité, à l'exception du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Pologne ou encore de l'Espagne, ne fut que modeste, pour ne pas dire symbolique et obligée. Il faut par ailleurs noter que, contrairement à la guerre du Golfe de 1990-1991, aucun État musulman ne participa militairement à l'opération. Le Koweït se contentant d'accorder une facilité logistique en laissant les troupes utiliser son territoire comme base de départ de leurs opérations. La « coalition de volontaires » promue par l'administration Bush n'était donc essentiellement qu'une façade bien faible pour donner un semblant de multilatéralisme à une opération qui demeurerait une guerre de choix des États-Unis. Ricks, T. (2006). *Op.cit.*, p. 256

<sup>262</sup> Voir Bush, George W. (2010). *Decision Points*, New York : Crown, pp. 223-271 ; Gordon, Michael et Trainor, Bernard (2006). *Cobra II : The Inside Story of the Invasion and Occupation of Iraq*, New York : Pantheon ; Ricks, T. (2006). *Op.cit.* ; Woodward, Bob (2002). *Bush at War*, New York, Simon & Schuster ; (2004). *Plan of Attack*, New York, Simon & Schuster ; (2006). *State of Denial*, New York, Simon & Schuster.

<sup>263</sup> Bush, George W. (2010). *Op. cit.*, p. 268 ; Ricks, T. (2006). *Op.cit.*, p. 58-59

n'avaient pas d'intérêt et pour laquelle l'institution militaire n'éprouvait que mépris et n'était guère préparée. C'est dans ce contexte que décideurs et militaires durent redécouvrir et réapprendre les leçons des petites guerres, que ce soit à travers l'expérience américaine aux Philippines, en Amérique centrale ou au Vietnam, ou à travers les expériences britannique en Malaisie et française en Algérie.

Les idées des décideurs politiques, en particulier des civils du Département de la Défense, eurent une influence considérable sur la conception et la planification de la phase initiale des combats ainsi que sur la phase suivant le renversement de régime<sup>264</sup>. Partisan d'une « transformation » de l'appareil de défense mettant l'accent sur la technologie, la vitesse et la puissance de feu, le secrétaire à la Défense Rumsfeld rejeta le modèle employé lors de la Guerre du Golfe et qui se traduisit par l'envoi d'un contingent massif d'un demi-million de soldats<sup>265</sup>. Les plans de l'opération *Iraqi Freedom* accordaient par ailleurs une grande importance à la limitation des dommages collatéraux en insistant sur la nécessité de préserver les infrastructures irakiennes, limiter le nombre de victimes civiles, et éviter la destruction de sites religieux afin de faciliter la reconstruction. Cette approche fut plutôt efficace dans la phase initiale et conventionnelle de l'opération. Impliquant notamment un nombre réduit de soldats sur le terrain, elle s'avéra cependant inadaptée pour la phase de stabilisation et la lutte contre l'insurrection à laquelle se trouvèrent confrontées des troupes peu attirées et préparées pour ce type d'opérations dès l'été 2003. En mettant l'accent sur la prise de Bagdad, Donald Rumsfeld et le Général Franks

---

<sup>264</sup> Ricks, T. (2006). *Op.cit.*, pp. 70-75 ; Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, pp. 51-53 ; Fallows, James (2006). *Blind Into Bagdad : America's War in Iraq*, New York : Vintage, pp. 74-77 ; Hersch, Seymour (2004). *Chain of Command : The Road from 9/11 to Abu Ghraib*, New York : HARperCollins, p. 250-251

<sup>265</sup> Scarborough, Rowan (2004). *Rumsfeld's War*, Washington D.C. : Regnery, p. 45-46 ; Ricks, T. (2006). *Op.cit.*, pp. 128-129

négligèrent l'impératif et les difficultés de l'administration d'un pays dévasté et profondément divisé entre ses différentes composantes ethniques et religieuses. Ce fut là une erreur stratégique majeure<sup>266</sup>.

L'augmentation du nombre de soldats américains tués après le renversement du régime de Saddam Hussein et l'incapacité à contrôler une violence sans cesse croissante en Irak, bien éloignée des ambitions d'instauration d'une démocratie paisible et prospère, alimenta l'opposition à cette guerre aux États-Unis<sup>267</sup>. Lors des élections de mi-mandat de 2006, alors que la violence sur le théâtre irakien atteint des sommets, les Démocrates remportent la majorité dans les deux chambres du Congrès en basant l'essentiel de leur campagne électorale sur le rejet de cette guerre. Si le président Bush parvint à éviter que le Congrès n'impose de trop fortes restrictions aux opérations militaires en Irak, il dû cependant se séparer de son secrétaire à la Défense Rumsfeld. La guerre en Irak constitua également un enjeu majeur de l'élection présidentielle de 2008. C'est en bonne partie en raison de son opposition initiale à cette guerre et de sa promesse de retirer les troupes le plus rapidement possible d'Irak que Barack Obama accéda à la Maison-Blanche. Sur le plan militaire, la démission de Donald Rumsfeld en novembre 2006 ouvrit la voie à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie mettant l'accent sur la contre-insurrection. Appliquée à partir de 2007 sous l'égide du Général Petraeus, celle-ci contribua, en partie, à une amélioration de la situation sur le terrain. Le niveau de violence diminua, les dirigeants irakiens parvinrent à réaliser quelques progrès politiques, et le nombre de soldats américains tués baissa. C'est dans ce contexte de stabilité très fragile<sup>268</sup> que les troupes américaines quittèrent l'Irak en décembre 2011. Si les forces

---

<sup>266</sup> Fallows, James (2006). *Ibid.* ; Ricks, T. (2006). *Op.cit.*, p. 128-129

<sup>267</sup> Gelpi, C., Feaver, P. et Reifler, J. (2009). *Op. cit.*

<sup>268</sup> Le niveau de violence élevé dans lequel semble être replongé l'Irak depuis le printemps 2013 démontre que l'amélioration de la situation qui avait pu progressivement être observée à partir de 2007 est fragile.

américaines sont parvenues avec un certain succès à s'adapter aux défis de la contre-insurrection à partir de 2007, il n'en demeure pas moins que l'objectif initial affiché par l'administration Bush de construction rapide d'un Irak fonctionnel, démocratique, pacifié, prospère et allié de l'Occident n'a pas été rempli, faisant de l'intervention en Irak un échec significatif et coûteux pour les États-Unis<sup>269</sup>.

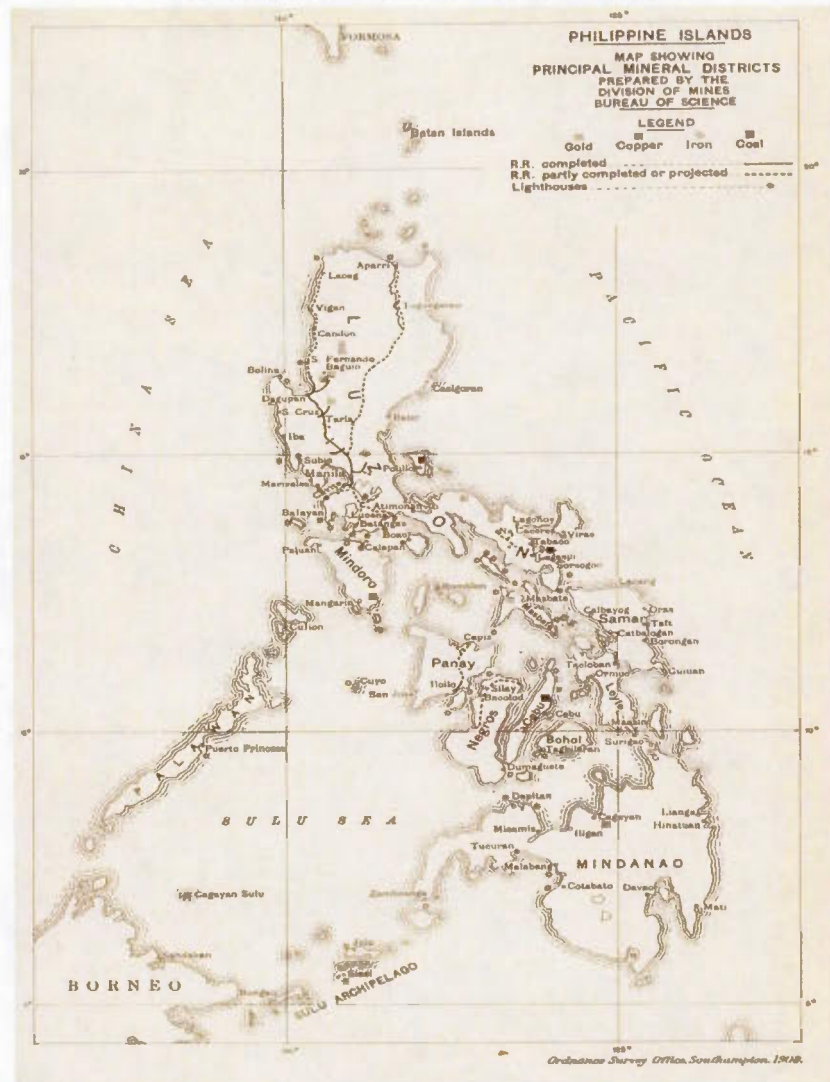
Les chapitres suivants, traitant chacun d'un cas, sont structurés en quatre sections. Après avoir présenté le déroulement général du conflit, nous procéderons à la vérification des trois hypothèses constitutives de notre modèle multi-causal. Cette vérification systématique sera effectuée à l'aide des indicateurs présentés précédemment. Nous chercherons ainsi à valider nos hypothèses et à tester les relations de causalité que nous avons établies entre elles pour expliquer la récurrence des difficultés américaines dans la contre-insurrection.

---

<sup>269</sup> Voir par exemple Rose, G (2010). *Op. cit.*, p. 276.



## CHAPITRE II LA GUERRE DES PHILIPPINES (1898-1902) : L'IDEAL REVOLU DE LA CONTRE-INSURRECTION AMERICAINE ?



Source : [http://www.lib.utexas.edu/maps/historical/philippine\\_islands\\_1909.jpg](http://www.lib.utexas.edu/maps/historical/philippine_islands_1909.jpg)

Deux ans à peine avant de perdre les Philippines aux mains des Américains, les Espagnols, qui eurent la possession de l'archipel pendant environ trois siècles, avaient dû faire face à une rébellion philippine dont l'objectif politique était l'indépendance. Cette rébellion était menée depuis 1896 par Emilio Aguinaldo,



alors jeune représentant de la province de Cavite. Bien qu'il n'ait reçu aucune formation militaire, il s'avéra un insurgé habile. Incapables de défaire militairement ce mouvement insurrectionnel malgré quelques victoires importantes, les Espagnols tentèrent d'acheter un semblant de paix. En 1897, Aguinaldo accepta ainsi l'argent que lui versèrent les Espagnols et partit s'installer à Hong Kong. Il ne renonça cependant pas à son objectif d'indépendance pour les Philippines. Il profita dès lors de cet exil et des ressources financières dont il disposait pour acquérir des armes pour son mouvement d'une part, et pour nouer des relations avec les officiers américains installés à Hong Kong et à Singapour d'autre part.

L'acquisition de l'archipel philippin par les États-Unis est une conséquence inattendue de la guerre contre l'Espagne de 1898. Les plans américains pour celle-ci prévoyaient en effet la destruction de la marine espagnole y étant basée dans les premières heures d'un affrontement. Ainsi, le 1<sup>er</sup> mai 1898, la flotte américaine commandée par le Commodore George Dewey détruisit la quasi-totalité de la flotte espagnole dans la baie de Manille<sup>270</sup>. Dans la foulée, Dewey fit revenir d'exil le leader du mouvement indépendantiste philippin, Emilio Aguinaldo. La teneur de l'entente entre les deux hommes demeure floue. Aguinaldo affirma avoir obtenu des garanties de la part de Dewey quant à l'accession des Philippines à l'indépendance. Ce dernier nia une telle position et soutint qu'il n'avait sollicité auprès de son interlocuteur philippin que des garanties à l'effet que ses hommes n'ouvrent pas le feu sur les troupes américaines.

---

<sup>270</sup> Linn, Brian (2000). *The Philippine War 1899-1902*, p. 8 ; Faust, Karl Irving (1970). *Campaigning in the Philippines*, New York : Arno, pp. 1-8

Au moment où les Américains défont la flotte espagnole dans la baie de Manille, les partisans d'Aguinaldo, regroupés au sein d'une Armée de Libération, sont déjà parvenus à reprendre le contrôle de la quasi-totalité de l'archipel. Seule Manille demeure sous occupation espagnole. Les troupes américaines qui débarquent au printemps 1898 dans les environs de la capitale pour assurer la sécurité du port, pour déloger les derniers éléments espagnols, ainsi que pour assurer un semblant d'ordre, trouvent des forces philippines déjà bien implantées autour de Manille. Fort de cette présence sur le terrain, les leaders indépendantistes philippins décident donc de déclarer l'indépendance le 12 juin 1898. Ils utilisent la déclaration d'Indépendance américaine comme modèle, mais Dewey refuse de participer aux cérémonies. Les troupes américaines étaient alors entrées en contact avec les forces espagnoles retranchées dans la capitale philippine. Craignant les conséquences d'un affrontement avec leurs anciens sujets, les Espagnols s'entendirent avec les Américains pour mettre en scène une dernière bataille fictive à l'issue de laquelle ils déposeraient les armes. Cette fausse bataille de Manille eut lieu le 13 août 1898. L'ensemble des troupes n'ayant manifestement pas été informé du stratagème élaboré par les commandements respectifs, six soldats américains et 49 espagnols furent tués au cours de ce bref engagement. Alors que l'Armée de Libération avait assumé l'essentiel du combat contre la présence espagnole, les leaders philippins ne furent pas conviés par les Américains aux cérémonies officielles de capitulation des Espagnols<sup>271</sup>.

Dès l'été 1898, les tensions entre les Américains et les leaders du mouvement indépendantiste philippin sont donc manifestes. La décision d'annexer les Philippines, prise par le président McKinley à l'automne 1898, les amplifie. Peu

---

<sup>271</sup> Sur la capture de Manille par les forces américaines, voir Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 15-26 ; Linn, Brian (1989). *The U.S. Army and Counterinsurgency in the Philippines War, 1899-1902*, Lexington : University Press of Kentucky, p. 6 ; Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, pp. 74-126

enclins à être placés sous l'autorité de Washington, Aguinaldo et ses partisans s'opposent à la présence américaine. L'affrontement armé entre les États-Unis et les insurgés philippins est alors inévitable. Il est connu sous les appellations insurrection philippine, guerre américano-philippine ou encore guerre des Philippines<sup>272</sup>. Bien que les troupes américaines eurent à faire face à des groupes insurgés au moins jusqu'à 1913 dans le cas des Moros, nous nous intéressons uniquement ici à la période s'étendant du 4 février 1899 au 4 juillet 1902. Elle peut être divisée en deux phases : une première dominée par des combats conventionnels au cours de l'année 1899 ; une seconde caractérisée par la lutte contre-insurrectionnelle sur la période 1900-1902. L'insurrection philippine fut maîtrisée par les Américains à un coût plus élevé que la guerre contre l'Espagne au terme de laquelle les États-Unis avaient acquis l'archipel philippin. Plus de 4200 soldats y perdent en effet la vie (soit dix fois plus que dans la guerre contre l'Espagne) ; 2800 sont blessés et le coût financier des opérations est estimé entre 400 et 600 millions de dollars<sup>273</sup>. Les États-Unis n'avaient versé à l'Espagne que 20 millions de dollars pour acquérir l'archipel, ainsi que les îles de Guam et de Porto Rico, dans le cadre du traité de Paris de décembre 1898.

Le succès américain contre l'insurrection menée par Emilio Aguinaldo ne fut pas aisé. La première section de ce chapitre, résumant le déroulement général du conflit, rappellera les difficultés rencontrées par les États-Unis dans ce conflit. Les sections suivantes seront consacrées aux trois niveaux qui composent le

---

<sup>272</sup> Sur la montée des tensions entre Américains et Philippins, voir Linn, B. (1989). *Ibid.*, p. 10 ; Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, pp. 130-139 ; Miller, Stuart C. (1982). 'Benevolent Assimilation' : *The American Conquest of the Philippines, 1899-1903*, New Haven : Yale University Press, pp. 46-60, pp. 105-120 ; Roth, Russel (1981). *Muddy Glory : America's Indian Wars in the Philippines*, New York : Christopher Pub House, pp. 43-45 ; Bain, David (1984). *Sitting in Darkness : Americans in the Philippines*, Boston : Houghton Mifflin, pp. 72-77, 181-185 ; Sexton, William T. (1939). *Soldiers in the Sun : An Adventure in Imperialism*, Harrisburg : The Military Service Publishing Company, pp. 50-61, 70-76.

<sup>273</sup> Sur le coût de la guerre des Philippines, voir Herring, George C. (1979). *America's Longest War : The United States and Vietnam, 1950-1975*, New York : John Wiley & Sons, p. 316, 329.

modèle multi-causal que nous avons présenté dans le chapitre premier pour expliquer ces difficultés dans la contre-insurrection. Au niveau politique, nous constaterons que l'ambition affichée par l'administration McKinley vis-à-vis des Philippines, ainsi que le comportement des troupes, suscitèrent un profond malaise au sein d'une société américaine dont la sensibilité aux pertes connaît alors ses premières manifestations (H1). Cette sensibilité, annonciatrice du poids que l'opinion publique sera amenée à jouer dans les conflits contemporains, en commençant par le Vietnam, n'altéra pas significativement les préférences et les objectifs des décideurs politiques (H2). Ils n'intervinrent en fait qu'assez peu dans les choix des stratégies militaires et surtout ils maintinrent l'objectif ambitieux de l'intervention militaire en acceptant les changements d'approches mis en œuvre sur le terrain. Enfin, nous constaterons que l'institution militaire américaine est parvenue avec un succès certain à surmonter de sérieux handicaps afin de s'adapter aux exigences de la lutte contre-insurrectionnelle (H3). Malgré des difficultés dans les premières phases de l'insurrection philippine, elle parvint en effet à s'adapter en puisant à même sa culture organisationnelle fortement influencée par son expérience encore vive de la contre-insurrection.

Il convient de souligner d'emblée quelques nuances par rapport aux hypothèses et aux liens de causalités entre celles-ci tels qu'établis dans le chapitre premier. Contrairement à nos deux autres cas d'étude en effet, l'hypothèse H3 relative à l'inadaptation de l'institution militaire aux exigences de la contre-insurrection du fait de son désintérêt pour ce type d'opérations est, à l'époque des Philippines, moins évidente. Les militaires américains y connurent certes des difficultés, mais ils purent se référer à une expérience récente et bien connue pour modifier leurs opérations et ainsi améliorer leur performance contre les insurgés philippins. Par ailleurs, le lien de causalité que nous avons établi entre

les hypothèses H1 et H2 est dans cette étude de cas le plus faible. Même si elle peut alors apparaître comme une anomalie par rapport à la thèse que nous avons énoncée, la guerre des Philippines n'en demeure pas moins tout à fait pertinente et essentielle à notre compréhension de la récurrence des difficultés américaines dans la contre-insurrection depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle.

## 2.1 Le déroulement du conflit

Le conflit entre les forces américaines et le mouvement indépendantiste dirigé par Emilio Aguinaldo éclate dans la nuit du 4 février 1899. Au lendemain d'une nuit d'attaques plus ou moins coordonnées menées par les forces de l'Armée de Libération, les troupes américaines, sous le commandement du Général Otis, reprennent l'initiative des combats le matin du 5 février. Malgré sa supériorité numérique, l'Armée de Libération subit des défaites répétées dans ses affrontements conventionnels contre les Américains<sup>274</sup>. Par exemple, lors de la bataille initiale de Manille début février 1899, les troupes américaines ne subissent que 59 pertes contre des milliers du côté philippin<sup>275</sup>. Les forces philippines sont rapidement débordées et mises en déroute. La principale difficulté pour le commandement américain est alors de ralentir la progression de ses hommes. Dès la fin mars 1899, la place forte d'Aguinaldo, située à une trentaine de kilomètres au nord est de Manille tombe aux mains des troupes américaines. En avril 1899, les commandants philippins réclament un cessez-le-feu qui sera refusé par le Général Otis qui y voyait un stratagème pour gagner du temps et se remobiliser<sup>276</sup>. Les défaites successives de l'Armée de Libération

---

<sup>274</sup> Faust, Karl Irving (1970). *Op. cit.*

<sup>275</sup> Silbey, David (2007). *A War of Frontier and Empire : The Philippine-American War of 1899-1902*, New York : Hill and Wang, p. 71

<sup>276</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 42 ; Gates, J. (1973). *Op. cit.*, p. 91 ; Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, p. 107 ; Karnov, S. (1989). *Op. cit.*, p. 153



suscitèrent de vives tensions au sein du mouvement indépendantiste. Le général Luna fut ainsi assassiné le 5 juin 1899 par des éléments fidèles à Aguinaldo, sans qu'il soit toutefois possible d'établir si celui-ci donna formellement l'ordre de cet assassinat<sup>277</sup>. La portée de ces victoires éclairs au cours de l'hiver et du printemps 1899 est cependant limitée. Ni Aguinaldo ni d'autres dirigeants de l'insurrection philippine ne sont capturés. Surtout, l'armée américaine n'est pas en mesure de consolider ses gains. Les 30 000 soldats déployés sur le terrain ne sont alors pas assez nombreux pour contrôler le territoire. De plus, les forces américaines n'occupent pas le terrain, préférant se replier dans le confort de Manille après avoir mené leurs offensives<sup>278</sup>.

Outre un manque d'effectifs, les conditions climatiques ne permirent pas aux Américains de consolider leurs gains initiaux. Synonymes de fortes pluies, le printemps et l'été rendaient les routes impraticables pour les unités américaines. De plus, les conditions climatiques tropicales favorisèrent l'éclosion de maladies, telles que le choléra, la malaria, ou encore la dysenterie, qui mirent hors d'état de combattre jusqu'à 60 % des forces américaines. Au début du printemps 1899, le Général Otis, estimant que la guerre était sur le point de s'achever, n'avait pas cru bon de demander des renforts. Or, dès juin 1899, l'affrontement contre les insurgés philippins avait déjà duré plus longtemps que l'engagement contre les Espagnols. Le contrôle américain sur le territoire philippin ne s'étendait pas au-delà d'un rayon de 60 kilomètres autour de Manille. Les perspectives de victoire paraissaient alors bien lointaines comme en témoignent les lamentations d'un officier qui reconnaissait au début de l'été

---

<sup>277</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 36, 136-138

<sup>278</sup> Sur les premiers mois de la guerre des Philippines, voir Sexton, W. T. (1939). *Op. cit.*, pp. 7-126; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 45-117 ; Linn, B. (1989). *Op. cit. U.S.*, p. 12-14 ; Karnov, S. (1989). *Op. cit.*, pp. 139-146 ; Miller, S. C. (1982). *Op. cit.*, pp. 60-73 ; Roth, R. (1981). *Op. cit.*, pp. 45-55 ; Bain, D. (1984). *Op. cit.*, pp. 79-81, 90-93.

1899 : « we are no nearer a conclusion of hostilities here than we were three months ago »<sup>279</sup>.

Les Américains reprirent leurs opérations militaires à l'automne 1899. Les volontaires qui avaient été envoyés par les États dans le cadre de la guerre contre l'Espagne et qui avaient donc dû être démobilisés après la fin de celle-ci au printemps 1899 avaient alors été remplacés par de nouveaux régiments de volontaires. Autorisés par le Congrès, ces effectifs avoisinaient les 35 000 hommes. Le Général Otis planifia alors une vaste offensive dont les objectifs étaient triples : détruire l'Armée de Libération ; capturer Aguinaldo et ses principaux lieutenants ; et prendre le contrôle de Luzon, la principale île de l'archipel philippin. Quelques difficultés liées à l'excessive prudence de certains officiers empêchèrent l'exécution parfaite de ce plan dont une composante majeure était l'encerclement des forces philippines sur les plaines centrales de Luzon. Sous la pression de cette offensive, le mouvement indépendantiste d'Aguinaldo doit même abandonner sa dernière capitale, Tarlac, le 13 novembre 1899. Le 2 décembre, un détachement d'une soixantaine de soldats philippins dirigés par le Général Gregorio del Pilar parvint à ralentir la progression des forces américaines. La mort de 50 des soixante soldats philippins, dont le Général del Pilar, au cours de cette homérique bataille de Tila Pass, permit à Aguinaldo de fuir dans les montagnes du nord de Luzon<sup>280</sup>. Pendant le reste de l'hiver, son armée est chassée et largement détruite par les Américains. Mais comme au début du printemps 1899, ces victoires militaires américaines n'étaient pas annonciatrices de la fin de la guerre. Au contraire, celle-ci allait entrer au début de l'année 1900 dans sa phase la plus dure pour les États-Unis.

---

<sup>279</sup> Cité dans Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 109

<sup>280</sup> Sexton, W. T. (1939). *Op. cit.*, pp. 173-221; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 139-159

Mis en déroute par les forces américaines tout au long de l'année 1899, Aguinaldo et ses partisans décidèrent en novembre 1899 de dissoudre l'Armée de Libération et de recourir à des tactiques de guérilla<sup>281</sup>. Celles-ci permettent en effet à des acteurs matériellement plus faibles de faire face à des armées plus puissantes. Les forces américaines allaient donc faire, à partir de 1900, la périlleuse expérience de la lutte contre un mouvement insurrectionnel ayant recours à la guérilla. La première difficulté dans ce type de conflit est l'identification de l'ennemi. Pensant avoir affaire à un paysan venu lui vendre des œufs, un soldat américain qui assurait une ronde de garde à l'extérieur du village de Neuva Caceras fut ainsi décapité par un insurgé<sup>282</sup>. Outre les embuscades menées par des groupes de quelques dizaines d'individus contre des patrouilles ou des convois de ravitaillement et des attaques contre leurs garnisons, les soldats américains durent également apprendre à se méfier des pièges élaborés dans la jungle par les insurgés. L'un des plus employés aux Philippines, à savoir les fossés remplis de bambous aiguisés dissimilés sous des feuillages, allait d'ailleurs être largement repris par les Viêt-Cong quelques décennies plus tard. Les insurgés mirent également en place des structures de gouvernement parallèles à celles instaurées par les Américains. Cette présence du mouvement insurrectionnel rendait les populations locales, qu'elles soient favorables ou non au mouvement dirigé par Aguinaldo, peu enclines à coopérer avec la puissance occupante américaine. En effet, ceux et celles qui coopéraient s'exposaient à un sort funeste. Des informateurs des Américains furent par exemple enterrés vivants ou brûlés vifs, d'autres furent atrocement mutilés. Des

---

<sup>281</sup> Sur la campagne de lutte contre la guérilla, voir Sexton, W. T. (1939). *Op. cit.*, pp. 237-240, 253 ; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 185-244 ; Linn, B. (1989). *Op. cit.*, pp. 16-18, 39-41, 94-102 ; Karnow. *In Our Image*, p. 178-179

<sup>282</sup> Boot, M. (2003). *Op. cit.*, p. 113

villages refusant de payer un impôt révolutionnaire aux insurgés furent détruits<sup>283</sup>.

Le recours aux tactiques de guérilla à partir de 1900 permit au mouvement d'Aguinaldo d'infliger des pertes plus sérieuses aux forces américaines et d'allonger la durée du conflit. Or, comme nous le verrons plus en détails, les forces américaines parvinrent à s'adapter à ce changement de tactique opéré par Aguinaldo et elles reprirent l'initiative des combats dès 1901. Au début du mois de janvier de cette année, les forces américaines stationnées dans le nord de Luzon et dirigées par le brigadier-général Frederick Funston reçurent une information précieuse leur permettant de localiser le chef des rebelles philippins<sup>284</sup>. Réfugié dans un village de la chaîne montagneuse de Sierra Madre dans le nord-est de l'île de Luzon, Aguinaldo demandait l'envoi de renforts à ses côtés. Le brigadier-général Funston élaborait sur la base de cette information un plan reposant sur la ruse. Des philippins d'une minorité ethnique hostile aux Tagalogs auquel appartient Aguinaldo, les Macabebe, alliés des Américains, se feraient passer pour ces renforts. Funston lui-même ainsi que quelques officiers américains les accompagneraient jusqu'au repère du chef de la rébellion en se faisant passer pour des prisonniers. Ce dernier aspect du plan ne put pas être mis à exécution, mais le reste fonctionna à merveille. Accueillis avec les honneurs auprès d'Aguinaldo fin mars 1901, les renforts alliés des Américains se retournèrent contre lui, le capturèrent et le conduisirent à Manille. Concepteur de ce plan, Funston devint instantanément un héros de cette guerre dont la population américaine commençait de plus en plus à se lasser. Le 19 avril 1901, Aguinaldo reconnut la souveraineté américaine sur les Philippines et appela ses

---

<sup>283</sup> Boot, M. (2003). *Op. cit.*, p. 113

<sup>284</sup> Sexton, W. T. (1939). *Op. cit.*, pp. 145, 259-264 ; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 274-276. On pourra également consulter les mémoires du général Funston, Frederick (1912). *Memories of Two Wars*, London : Constable & Co, pp. 4-149, 385-427

partisans à cesser leur combat. Dans les mois qui suivirent, plus de 4000 insurgés se rendirent et un peu plus de 1360 fusils furent récupérés. L'insurrection armée était défaite pouvait alors affirmer le Général MacArthur. La guerre des Philippines allaient portant durer encore un peu plus d'un an.

Ce n'est en effet que le 4 juillet 1902 que le président Roosevelt déclara la fin de la guerre contre le mouvement insurrectionnel d'Aguinaldo. Les prisonniers politiques furent amnistiés et un gouvernement civil fut établi sur la totalité de l'archipel. Des poches insurrectionnelles demeurèrent toutefois actives pendant une grande partie de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Elles le sont encore sporadiquement. C'est en particulier le cas de l'insurrection menée par les Moros, une ethnie de confession musulmane, essentiellement active sur les îles de Mindanao et de Jolo. Isolée et sporadique, cette insurrection fut par ailleurs progressivement combattue non pas par l'armée américaine, mais par des forces philippines dirigées par des officiers américains<sup>285</sup>. Progressivement, une majorité de Philippins accepta la domination américaine ou à tout le moins s'y opposa de façon non violente. Il faut dire en effet que Washington accorda progressivement une large autonomie à ce territoire lointain. En 1907, les Philippines furent le premier pays d'Asie à être doté d'une assemblée législative. En 1935, l'archipel devint un territoire autonome dirigé par le président Manuel Quezon, un ancien officier dans l'armée de libération nationale d'Aguinaldo. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, les Philippins combattirent aux côtés des Américains, même si certains, tels Aguinaldo, collaborèrent avec les Japonais. En 1946, les États-Unis accordèrent l'indépendance aux Philippines. Le bilan de cette expérience coloniale américaine en Asie est ambivalent. Des exactions furent en effet commises par les forces américaines mais leur présence permit

---

<sup>285</sup> Sur l'insurrection Moros, voir Roth, R. (1981). *Op. cit.*, pp. 26-35, 136-151 ; Goldhurst, Richard (1977). *Pipe Clay and Drill : John J. Pershing, the classic American soldier*, New York : Reader's Digest Press, pp. 103-151



également la construction d'infrastructures et les Américains léguèrent une administration moderne, des principes et pratiques d'une liberté de la presse, d'un système judiciaire indépendant, ou encore de séparation entre l'État et les églises. Comme le souligne Max Boot, l'affiche brandie par un manifestant participant au mouvement qui conduisit à la fermeture de la base navale américaine de Subic Bay, dernier vestige de la conquête de l'amiral Dewey, illustre bien l'ambivalence de l'héritage américain aux Philippines : « Yankee Go Home – And Take Me With You » était écrit sur cette affiche<sup>286</sup>. Il est également intéressant de souligner l'étroite coopération entre les Américains et les Philippines dans la lutte contre l'islamisme radical après le 11 septembre 2001. Par ailleurs, les militaires américains, dans le cadre du pivot, vont certainement s'établir de nouveau dans l'archipel avec des bases permanentes. Enfin, la coopération entre les forces américaines et philippines dans le cadre du typhon qui a balayé une partie de l'archipel en novembre 2013 illustre bien la relation particulière qui existe entre les deux pays.

## 2.2 Le niveau politique : l'émergence de la sensibilité de l'opinion publique

L'annexion des Philippines suscita une forte opposition au sein de l'opinion publique américaine<sup>287</sup>. Parmi les plus illustres adversaires de la politique initiée par McKinley figurent ainsi Mark Twain et Andrew Carnegie qui joignirent la Ligue Anti-Impérialiste. Carnegie proposa même de racheter les Philippines pour 20 millions de dollars et d'ainsi donner la liberté aux Philippines. L'argument central de ces opposants était que les États-Unis devaient plutôt

---

<sup>286</sup> Boot, M. (2003). *Op. cit.*, p. 125

<sup>287</sup> Sur le débat aux États-Unis quant à l'annexion, voir Linn, B. (1989). *Op. cit.*, p. 9 ; Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, pp. 136-137 ; Miller, S. (1982). *Op. cit.*, pp. 22-30, 105-120 ; Roth, R. (1981). *Op. cit.*, p. 16 ; Bain, D. (1984). *Op. cit.*, pp. 77-79, 181-183.

inspirer le monde par l'exemple de développement qu'ils mettaient en œuvre chez eux plutôt que par la conquête de colonies comme le faisaient les puissances européennes. D'autres opposants, issus du Sud des États-Unis, comme le sénateur Tillman, s'inquiétaient quant à eux des conséquences du mélange des « races » et de la compétition que des travailleurs asiatiques vivant « avec un bol de riz et un rat par jour » imposerait aux travailleurs américains.

Ces adversaires de l'annexion ne purent cependant pas résister à la dynamique impérialiste qui dominait les États-Unis en cette fin de 19<sup>e</sup> siècle. Les partisans de l'annexion voyaient dans l'impérialisme le prolongement du progressisme domestique sur la scène internationale. Bien qu'ils considéraient les intérêts commerciaux et stratégiques d'une telle entreprise, leur argumentaire était avant tout idéaliste. Le modèle américain et ses bienfaits devaient être exportés dans le monde afin de concourir au progrès de celui-ci. Dans un tel contexte, il n'est guère surprenant que le poète anglais Rudyard Kipling prit fait et cause pour l'annexion des Philippines dans un poème fameux intitulé « Le fardeau de l'homme blanc : les États-Unis et les Îles Philippine »<sup>288</sup>. Les partisans de cet impérialisme ne parvinrent toutefois à imposer leur point de vue que difficilement. En effet, le traité de Paris, validant la stratégie d'annexion des Philippines, ne fut ratifié par le Sénat que par 57 voix contre 27, soit à peine une voix de plus que la majorité requise des deux-tiers.

---

<sup>288</sup> Disponible en ligne :

[http://www.learner.org/courses/amerhistory/resource\\_archive/resource.php?unitChoice=16&ThemeNum=1&resourceType=2&resourceID=10141](http://www.learner.org/courses/amerhistory/resource_archive/resource.php?unitChoice=16&ThemeNum=1&resourceType=2&resourceID=10141)

### 2.2.1 Le malaise de l'opinion face aux exactions commises par les forces américaines

Au-delà du bienfondé de l'annexion de ce territoire, le déroulement des opérations militaires entre 1898 et 1902 va influencer la sensibilité de l'opinion publique et son appui à cette guerre. Deux éléments jouèrent en l'espèce un rôle important. Premièrement, les différents généraux américains successivement en charge des opérations affirmèrent à de multiples reprises que l'insurrection était sur le point d'être vaincue, que la victoire était proche. Or, la situation sur le terrain demeurait le plus souvent instable : de nombreux soldats continuaient d'y perdre la vie, les convois de ravitaillement et les garnisons étaient régulièrement attaqués, les lignes de communications étaient souvent coupées. Le « massacre » de Balangiga à la fin du mois de septembre 1901 eut dans cette perspective une résonance singulière. Perçu comme l'un des pires désastres subis par les forces américaines aux Philippines, il alimenta chez une population américaine, qui put en lire des compte-rendu détaillés dans les journaux, les doutes quant au bon déroulement d'une guerre dont l'issue avait été annoncée à de multiples reprises<sup>289</sup>. Contrôler les Philippines s'avérait donc bien plus difficile qu'initialement promit.

Deuxièmement, la cruauté dont fit preuve l'armée américaine et dont fut abondamment abreuvée l'opinion publique aux États-Unis suscita de vives critiques quant à cette guerre. Au cours de la phase irrégulière de celle-ci, les troupes américaines expurgèrent leur frustration contre un ennemi insaisissable de façon de plus en plus violente. L'exécution de prisonniers, la destruction entière de villages ou encore la torture de suspects figurent ainsi au rang des exactions commises<sup>290</sup>. Les soldats américains apprirent par exemple des

---

<sup>289</sup> Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 102

<sup>290</sup> Sexton, W. T. (1939). *Op. cit.*, pp. 240-242 ; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 219-224 ; Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, p. 179 ; Miller, S. (1982). *Op. cit.*, pp. 181-187

Espagnols une technique d'interrogatoire consistant à maintenir un détenu et à lui faire boire de grandes quantités d'eau. Une telle méthode, qui peut être considérée comme l'ancêtre de la « simulation de noyade » pouvait entraîner la mort de la personne interrogée<sup>291</sup>.

Il ne fait guère de doute que les forces américaines commirent des exactions graves au cours de la guerre des Philippines. Il n'en demeure pas moins que cette brutalité ne doit pas masquer le comportement général des soldats américains empreint d'un respect pour les populations civiles peu commun à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Les études historiques les plus récentes et documentées sur la guerre des Philippines mettent en fait en évidence, qu'au-delà d'exceptions abondamment exploitées par les insurgés philippins ainsi que par les mouvements anti-impérialistes et anti-militaristes aux États-Unis et qui colorent encore aujourd'hui le bilan des forces américaines dans ce conflit, celles-ci respectèrent largement les règles d'engagement strictes qui leur avaient été imposées<sup>292</sup>. Brian McAllister Linn expose ainsi qu'aucun commandant local américain, à l'exception éventuellement du général Smith dans le cadre de la campagne de Samar en 1901-1902, ne mena une contre-insurrection dominée par une répression extralégale<sup>293</sup>. Au cours des années les plus dures de la guerre du côté américain, soit en 1901 et 1902, les commandants américains réitérèrent continuellement leurs ordres interdisant les abus contre la population civile ou contre les combattants<sup>294</sup>. Par ailleurs, les relations généralement cordiales que les Philippins et les Américains entretenirent pendant la guerre et encore jusqu'à aujourd'hui tendent à démontrer que les

---

<sup>291</sup> La pratique fut par exemple décrite par l'ancien sergent L.E. Hallock devant la commission d'enquête sénatoriale sur les Philippines en mai 1902. « The Water Cure Described », *The New York Times*, 4 mai 1902.

<sup>292</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 328 ; Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, pp. 111-112

<sup>293</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 156, 324

<sup>294</sup> *Op. cit.*, pp. 219-224, 317-324 ; Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, p. 179

exactions commises par des forces américaines étaient avant tout des exceptions et non la norme<sup>295</sup>.

L'épisode de cruauté de la part des forces américaines qui eut le retentissement le plus important au sein de l'opinion américaine se déroula fin 1901 – début 1902. Le brigadier-général Jacob Smith fut nommé, au courant de l'été, responsable de l'île de Samar. Disposant d'une force aguerrie composée de nombreux fusiliers marins ayant combattu à Cuba, Porto Rico, ou encore en Chine contre les Boxer, Smith décida de mettre en œuvre une approche particulièrement agressive de lutte contre les éléments insurgés, suscitant même la résistance de certains de ses officiers. Il leur signifia en effet qu'il ne voulait aucun prisonnier et que toute personne en âge de porter une arme, âge qu'il fixa à 10 ans, soit tuée. Malgré certaines réticences, les hommes du général Smith mirent en œuvre cette approche. Ils lancèrent en octobre 1901 une campagne agressive de pacification. Scindés en deux colonnes, ils parcoururent l'île de Samar à partir de la côte, brûlant les villages, abattant les rebelles tout autant que le bétail<sup>296</sup>. Le 16 novembre, les hommes de Smith menèrent un assaut sur une place forte détenue par les insurgés profondément à l'intérieur des terres.

---

<sup>295</sup> Silbey, D. (2007). *Op. cit.*, p. 218. Les troupes de l'Armée de Libération ne manifestèrent pas la même retenue et le même respect que les forces américaines vis-à-vis des populations civiles, affaiblissant ainsi d'autant plus la légitimité et la popularité de leur lutte. Elles menèrent tout au long de la guerre une politique de terreur contre les Philippins qui coopéraient avec les Américains ; elles perpétrèrent des crimes de grande ampleur contre les populations civiles non Tagalog ; ou encore eurent recours à la politique de la terre brûlée face à l'avancée des forces américaines. Si cette approche de terreur contre les personnes appuyant plus ou moins activement la présence étrangère permit aux rebelles d'asseoir leur autorité au cours des années 1899 et 1900, elle se retourna contre eux à partir de 1901. De plus en plus de Philippins se tournèrent alors vers les Américains pour assurer leur sécurité et certains combattirent même les rebelles du mouvement indépendantiste. Gates, J (1973). *Op. cit.*, pp. 27, 31 ; Linn, B. (1989). *Op. cit.*, pp. 133, 168. L'Armée de Libération commit également de nombreuses exactions contre les forces étrangères, torturant, abusant, et exécutant régulièrement les soldats américains qu'elles prenaient comme prisonniers et allant jusqu'à mutiler les corps des soldats morts. Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, p. 178

<sup>296</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 313



L'opération, dirigée par deux capitaines du corps des fusiliers marins, David Porter et Hiram Bearss, fut un succès. Aucun soldat américain ne fut tué, 30 insurgés périrent et un de leurs postes de commandement fut détruit.

Quelques jours après ce succès, le 28 décembre 1901, le Major Waller, accompagné de trois officiers, de 54 volontaires, et de 33 porteurs philippins décida, pour des raisons restées nébuleuses, de traverser la jungle de l'île de Samar entre Lanang et Basey. Mal équipés et ayant mal anticipé les difficultés liées au climat et à l'environnement dans lequel ils devaient progresser, le périple d'un peu plus de 50 kilomètres vira au désastre. Lorsqu'une patrouille partie de Lanang parvint le 18 janvier 1902 à porter secours à cette colonne, 10 fusiliers marins avaient péri dans la jungle et les rescapés étaient affamés et à moitié déments. L'un des soldats affirma avoir été attaqué par un groupe de porteurs philippins qui étaient au demeurant soupçonnés par les soldats américains de leur cacher de la nourriture. 11 porteurs furent alors arrêtés et conduits à Basey où le Major Waller, souffrant de fièvre et de délires, ordonna leur exécution sans leur accorder un procès préalable.

Ce n'était pas le premier crime commis par les forces américaines aux Philippines. Bien avant cet épisode, des villages avaient été brûlés, des insurgés tentant de se rendre avaient été abattus, la torture avait été utilisée contre les rebelles ou leurs partisans. Mais qu'un officier ordonne l'exécution de 11 civils était une exaction que le haut commandement ne pouvait pas ignorer, en particulier dans le contexte de ce début d'année 1902. En janvier 1902, des auditions sur les exactions américaines commises aux Philippines venaient de débiter devant une commission du Sénat. Malgré les efforts du président de cette commission, le pro-impérialiste Henry Cabot Lodge, les témoignages qui s'y succédèrent mirent en exergue les abus commis par les forces américaines. Leur

étendue et leur caractère systématique incita le romancier Mark Twain à suggérer que le drapeau américain soit redessiné, des bandes noires remplaçant les blanches et des têtes de mort se substituant aux étoiles.

Les décideurs politiques, au premier rang desquels le président Théodore Roosevelt et le secrétaire à la guerre Elihu Root, ne pouvaient alors plus ignorer les crimes commis par les forces armées aux Philippines. Afin de regagner l'appui de l'opinion publique, ils décidèrent de faire preuve de fermeté face à de tels agissements. Lors de son retour à Cavite le 29 février 1902, le Major Waller fut arrêté et accusé de meurtre, un crime passible de la peine de mort. Son procès en court-martiale s'ouvrit à Manille le 17 mars 1902. À la barre, Waller reconnut avoir ordonné l'exécution de 11 prisonniers mais il soutint qu'en raison de la faiblesse des moyens dont il disposait à Basey (il n'avait notamment que 45 soldats aptes à sa disposition) et de la menace que représentait 95 prisonniers et 3 000 villageois potentiellement hostiles, il devait punir avec la plus grande fermeté possible tout acte de mutinerie. Il ajouta qu'une telle décision était compatible avec les General Orders 100 (GO 100) qui encadraient l'action des forces américaines aux Philippines. Assumant ainsi la pleine responsabilité de ses actes, il protégeait son supérieur immédiat, le général Jacob Smith. Celui-ci témoigna six jours après Waller et affirma qu'il avait ordonné un traitement humain des prisonniers et dressa un portrait fort négatif de l'officier des fusiliers marins. Outré face à un témoignage qu'il considéra comme une trahison, Waller révéla les véritables ordres formulés par le général Smith lors de leur déploiement sur l'île de Samar : « I want no prisoners. I wish you to kill and burn, the more you kill and the more you burn the better you will please me [...] I want all persons billed who are capable of bearing arms ».

Corroborés par les témoignages d'autres officiers, la divulgation de ces ordres suscita une commotion aux États-Unis. Le 8 avril 1902, le *New York Evening Journal* fit sa une avec le titre « 'KILL ALL' : MAJOR WALLER ORDERED TO MASSACRE THE FILIPINOS ! » Waller fut acquitté et le général Smith reconnu coupable de violation de la discipline militaire fut forcé à la retraite. Plus fondamentalement, cet épisode vint teinter négativement l'ensemble de l'action menée par les forces américaines pendant toute la durée de la guerre des Philippines et alimenta les critiques de l'intervention américaine.

Outre l'épisode de l'île de Samar, la province de Batangas dans le sud de l'île de Luzon fut également le théâtre d'actions américaines qui contribuèrent à détruire la croyance en une supériorité morale des États-Unis en tant que colonisateurs<sup>297</sup>. Cette province fut l'une des dernières régions à voir les insurgés philippins lutter contre les forces américaines. Le brigadier-général Franklin Bell y fut envoyé pour mettre un terme aux actions conduites par les rebelles dirigés par le général Malvar. La stratégie privilégiée et mise en œuvre par Bell fut simple. Il ordonna à tous les habitants de la région de s'établir, avec leurs biens et leurs bétails, dans les villes contrôlées par les forces américaines. Tout homme en âge de combattre qui serait appréhendé hors de ces zones protégées serait arrêté ou abattu en cas de tentative de fuite.

L'usage de « camps de concentration » était alors une pratique classique de la contre-insurrection. Les Britanniques y avaient par exemple recours au même moment dans leur lutte contre la rébellion Boer en Afrique du Sud. L'armée américaine l'avait quant à elle utilisée quelques années plus tôt dans ces guerres

---

<sup>297</sup> Sur la campagne de Batangas, voir May, Glenn Anthony (1991). *Battle for Batangas : A Philippines Province at War*, New Haven : Yale University Press, pp. 249-285 ; Sexton, W. T. (1939). *Op. cit.*, pp. 279 ; Karnov, S. (1989). *Op. cit.*, pp. 187-189 ; Linn, B. (1989). *Op. cit.*, p. 59, 152-160

contre les Indiens en forçant le déplacement de ceux-ci dans des « réserves ». L'objectif d'une telle tactique était simple : isoler les insurgés de la population au sein de laquelle il peuvent trouver refuge, assistance, et se dissimuler. 300 000 habitants de la province de Batangas furent ainsi relocalisés dans des « zones de protection ». 4000 soldats américains furent ensuite déployés dans la région pour capturer ou abattre tout homme soupçonné d'appartenir à l'insurrection et pour détruire tous les stocks de nourriture. Cette approche fut particulièrement efficace. Le 16 avril 1902, le général Malvar était en effet le dernier haut commandant de l'insurrection à capituler. Les conséquences de cette approche furent cependant particulièrement rudes pour les habitants de la province de Batangas. 11 000 d'entre-eux périrent dans les camps de concentration en raison d'une combinaison de maladies, de malnutrition et de mauvaises conditions sanitaires. Les études historiques les plus fouillées de la campagne de Batangas ont démontré que la majorité de ces décès avait été la cause de maladies telles que la malaria ou le choléra que les Américains avaient essayé, en vain, de juguler. Il n'en demeure pas moins que l'approche de Bell suscita une vague de mécontentement. Il fut par exemple comparé à un des généraux espagnols, le général Valeriano Weyler, surnommé « Butcher Weyler » dans la presse à scandales américaine. Les exactions de ce général dans la lutte contre l'insurrection cubaine avaient alimenté les arguments en faveur de la guerre contre l'Espagne diffusés dans les journaux de la presse jaune. Le *Philadelphia Ledger* pouvait ainsi dénoncer que les États-Unis aient recours aux mêmes tactiques brutales que leurs ennemis espagnols à peine quatre ans plus tôt.

### 2.2.2 Les tentatives d'Aguinaldo d'exploiter les tensions internes à la société américaine

Face à l'échec de l'approche conventionnelle privilégiée tout au long de l'année 1899 par Aguinaldo et ses hommes, le changement décidé en novembre 1899 en faveur d'une approche irrégulière mettant en œuvre des tactiques de guérilla se révéla, au moins temporairement, efficace. Les insurgés philippins parvinrent à infliger des pertes significatives aux forces américaines et même à porter atteinte à leur moral et à leur discipline. Frustrés, les soldats américains commirent en effet des exactions qui suscitèrent de sérieuses critiques aux États-Unis et qui auraient pu complètement anéantir le soutien dont ils disposaient au sein de la population philippine et qu'ils avaient essayé de bâtir depuis leur arrivée.

L'objectif de ces actions de guérilla n'était pas de vaincre militairement les forces américaines mais de tenter d'influencer les choix politiques effectués à Washington. C'est ainsi que furent menées des opérations spectaculaires destinées à infliger des pertes conséquentes aux troupes américaines et à faire prendre conscience à la population américaine que la guerre serait plus longue, incertaine et coûteuse que le laissaient entendre les décideurs politiques et militaires<sup>298</sup>. Le mouvement nationaliste philippin avait ainsi habilement identifié une vulnérabilité du processus politique américain. Il tenta d'influencer l'opinion publique en utilisant les journaux et de peser sur les débats au Congrès, ainsi que les résultats des élections présidentielles de novembre 1900.

Des représentants d'Aguinaldo travaillèrent de concert avec des journalistes américains et avec la ligue anti-impérialiste pour rendre publiques les exactions

---

<sup>298</sup> Gates, J (1973). *Op. cit.*, p. 157



commises par les troupes américaines<sup>299</sup>. L'objectif était clair : il s'agissait de miner l'appui de l'opinion publique et de ses représentants au Congrès pour cette guerre. Favorablement relayée aux États-Unis, la machine de propagande des insurgés philippins parvint avec un succès certain à dépeindre le combat d'Aguinaldo non pas comme une guerre contre l'ensemble des Américains, mais comme une lutte contre une présidence impérialiste et des forces armées racistes commettant des atrocités contre des populations civiles<sup>300</sup>. Un tel argument pouvait avoir un fort impact dans la société américaine et chez une partie de ses élites. En effet, les exactions commises contre les Cubains par les forces espagnoles, notamment l'établissement de « camps » dans lesquels de nombreux civils périrent, avaient suscité l'appui à la guerre contre l'Espagne en 1898. De même, des exactions similaires commises au même moment par les troupes britanniques contre les Boer en Afrique du Sud suscitaient une condamnation ferme dans les médias américains<sup>301</sup>. Cette propagande ne rencontra cependant pas les résultats escomptés. Elle ne parvint pas à faire des pertes américaines dans le conflit un sujet majeur qui aurait pu significativement altérer l'appui à la guerre, comme ce sera par exemple le cas dans une certaine mesure au Vietnam<sup>302</sup>. De plus, certaines affirmations faites par les propagandistes d'Aguinaldo étaient tellement grossières qu'elles en minèrent la crédibilité. Ils tentèrent par exemple de convaincre la population philippine que les Américains voulaient non seulement les réduire en esclavage mais également détruire l'Église catholique pour imposer le Protestantisme<sup>303</sup>.

---

<sup>299</sup> *Op. cit.*, p. 99

<sup>300</sup> *Op. cit.*, pp. 31, 98-99

<sup>301</sup> Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, p. 179 ; Slim, Hugo (2008). *Killing Civilians : Method, Madness, and Morality in War*, New York : Columbia University Press, pp. 78-80

<sup>302</sup> Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, p. 148. Le commandement militaire américain aux Philippines disposait d'un certain pouvoir de contrôle de l'information et de censure qui joua un rôle non négligeable pour éviter que les pertes de soldats constituent un sujet majeur de débat aux États-Unis.

<sup>303</sup> Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, p. 122

Les révélations de la presse américaine concernant des exactions commises par les soldats américains à Samar à la fin de l'année 1901 aboutirent par exemple à la tenue d'une commission d'enquête. Demandée avec insistance par le sénateur George Hoar, un des rares républicains anti-impérialistes, cette commission fut présidée par le sénateur impérialiste Henry Cabot Lodge. Elle conduisit ses travaux de janvier à juin 1902. Ses conclusions attribuèrent la responsabilité des atrocités à Samar et dans d'autres endroits à des comportements déviants individuels. Jamais la culpabilité éventuelle de l'administration ne fut évoquée<sup>304</sup>.

Dans le cadre des débats au Congrès, les nationalistes philippins approchèrent donc la ligue anti-impérialiste dont les sympathisants les plus nombreux se trouvaient au sein du parti démocrate. Fondée en 1898 à Boston en opposition à la guerre contre l'Espagne, la ligue anti-impérialiste concentra son attention sur les Philippines au moment où les forces américaines y furent déployées en grand nombre<sup>305</sup>. Aguinaldo perçut généralement les membres du parti démocrate et les représentants de la ligue anti-impérialiste comme des alliés précieux de son mouvement. Comprenant que des opérations militaires d'une certaine envergure tactique pourraient avoir d'importantes répercussions stratégiques, il encouragea ses partisans à multiplier les attaques d'envergure générant de nombreuses pertes dans les rangs américains à partir de septembre 1900<sup>306</sup>. Aguinaldo espérait ainsi que le candidat démocrate William Jennings Bryan, opposé à

---

<sup>304</sup> Silbey, D. (2007). *Op. cit.*, pp. 201-205

<sup>305</sup> Les activités de la ligue contre la guerre aux Philippines atteignirent leur apogée pendant la campagne présidentielle de 1900. La victoire du ticket républicain McKinley-Roosevelt porta cependant un rude coup au dynamisme de la ligue. En 1904, elle était largement moribonde. Voir Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 244 ; Schirmer, D. B. (1972). *Republic or Empire : American Resistance to the Philippines War*, New York : Schenkman Books Inc., p. 256.

<sup>306</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 187, 255, 264 ; Aguinaldo, E. (1957). *Op. cit.*, p. 115 ; Sexton, W. T. (1939). *Op. cit.*, pp. 253-257 ; Miller, S. C. (1982). *Op. cit.*, pp. 128-145.

l'impérialisme et à l'entreprise américaine aux Philippines, accèderait à la Maison-Blanche. Le climat politique aux États-Unis pouvait en effet lui sembler tout à fait propice à un tel retournement de situation. Les élites américaines étaient profondément divisées et les débats entre impérialistes et anti-impérialistes étaient particulièrement vigoureux. Des représentants du second camp espéraient même la victoire d'Aguinaldo contre une armée américaine présentée comme au service de « l'assujettissement, de la tyrannie, et de l'oppression ».

Mi-octobre 1900, des représentants d'Aguinaldo allèrent jusqu'à approcher l'équipe de campagne de Bryan en promettant un cessez-le-feu si celui-ci emportait la Maison-Blanche. Soucieux des risques d'être qualifiés de traîtres à quelques jours du scrutin s'ils répondaient à cette proposition, les conseillers de Bryan n'y donnèrent pas suite<sup>307</sup>. Le calcul d'Aguinaldo ne porta pas fruit. Les Républicains exploitèrent l'appui des anti-impérialistes en faveur d'Aguinaldo pour dépeindre les Démocrates comme manquant de patriotisme. Bien qu'il chercha à prendre ses distances avec le mouvement anti-impérialiste, Bryan fut défait lors de l'élection présidentielle de 1900 par le ticket républicain McKinley-Roosevelt. Cette victoire républicaine ouvrit alors la voie à un engagement américain total contre le mouvement insurrectionnel philippin, engagement par ailleurs favorisé par une décision de la Cour suprême qui affirma que les États-Unis pouvaient gouverner des populations étrangères sans leur octroyer la citoyenneté ni les droits qui en découlent et qui sont prévus dans la Constitution. En accordant une importance aussi forte à la victoire de Bryan sur McKinley aux élections de 1900, Aguinaldo s'exposa à de sérieux risques en cas de défaite du premier. Cette défaite se traduisit ainsi par un nombre accru de désertions dans

---

<sup>307</sup> Cette crainte était largement fondée puisque les Républicains ne manquèrent pas de clouer au pilori leurs adversaires démocrates. Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 114

les rangs de la guérilla à partir du début 1901. Les militaires américains exploitèrent cette faille en multipliant les actions contre les insurgés à partir de la fin 1900 et du début 1901, tout en élargissant le programme d'amnistie en faveur des insurgés qui abondaient la lutte armée<sup>308</sup>.

Le mécontentement de l'opinion publique et du Congrès à l'endroit de la conduite de la guerre aux Philippines, et plus généralement vis-à-vis d'une politique coloniale affirmée de la part des États-Unis, atteint son point culminant au cours des mois d'avril et mai 1902, soit pendant la tenue de la court martiale concernant la campagne de Samar. Or, quelques mois plus tard, le 4 juillet, le président Roosevelt déclarait la fin de la guerre. Malgré quelques escarmouches persistantes dans l'archipel, le parti démocrate décida de ne pas faire de la guerre aux Philippines un enjeu des élections de mi-mandat de novembre 1902<sup>309</sup>. De plus, le président Roosevelt, qui succéda à McKinley au moment de son assassinat en septembre 1901, ne vit pas sa position très impérialiste lui poser des difficultés lors de l'élection présidentielle de 1904 qu'il remporta aisément.

Au niveau politique, l'opinion publique, notamment sa sensibilité aux pertes, connaît dans le cadre de ce conflit ses premières manifestations. L'ambition coloniale affichée par l'administration McKinley, ainsi que le comportement des troupes américaines, suscitèrent un profond malaise au sein d'une société américaine. Cette sensibilité n'exerça cependant qu'une contrainte mineure sur les choix et préférences des décideurs politiques comme nous allons le voir dans la partie suivante. Si le lien de causalité entre H1 et H2 est donc plus faible dans le cas des Philippines celui-ci n'en demeure pas moins intéressant dans la

---

<sup>308</sup> Gates, J. (1973). *Op. cit.*, p. 162

<sup>309</sup> Welch, Richard (1987). *Response to Imperialism : The United States and the Philippine-American War, 1899-1902*, Chapel Hill : The University of North Carolina Press, p. 72

mesure où il est annonciateur du poids grandissant que l'opinion publique sera amenée à jouer.

### 2.3 Le niveau décisionnel : d'un objectif incertain à une action résolue

La constitution de la ligue anti-impérialiste en 1898 et la tenue d'une commission d'enquête du Sénat au début de l'année 1902 apparaissent rétrospectivement comme deux signes avant coureurs des contraintes que pourront par la suite imposer l'opinion publique et ses représentants sur la conduite des opérations militaires par les décideurs politiques. Dans le cadre de la guerre des Philippines, cette contrainte de l'opinion publique dont doivent tenir compte les décideurs n'est toutefois qu'embryonnaire. Le malaise et le mécontentement à l'égard d'une politique impérialiste et coloniale assumée étaient palpables aux États-Unis au tournant du 20<sup>e</sup> siècle. Les décideurs en charge de cette politique, au premier rang desquels les présidents McKinley et Roosevelt, disposèrent cependant d'une liberté de manœuvre exceptionnelle.

#### 2.3.1 L'ambivalence quant aux objectifs initiaux de la mission

La détermination des présidents McKinley et Roosevelt dans le cas des Philippines ne doit pas édulcorer le caractère laborieux du processus décisionnel. Ainsi, la question de base, que faire de l'archipel philippin, ne fut pas aisément tranchée. Bien que les plans de guerre contre l'Espagne prévoyaient des actions majeures dans les Philippines, le président McKinley n'avait pas initialement d'objectif précis quant à ce territoire. Les départements de la Marine et de la Guerre jugeaient que le port de Cavite, situé dans la banlieue de Manille, était vulnérable advenant une prise de contrôle du reste de l'archipel par une puissance rivale, telle que le Japon ou l'Allemagne. Une force



expéditionnaire chargée de protéger une flotte américaine qui s'y établirait ne pouvait donc pas limiter sa présence à la seule région de la capitale. Elle devait être déployée sur l'ensemble de l'archipel. Dans un premier temps, le président McKinley ordonna certes le déploiement d'unités de l'armée de terre, mais uniquement dans la région de Manille. Leur mission était de prendre le contrôle du port de Cavite, d'assurer l'ordre et la sécurité dans la capitale, et de respecter les populations locales<sup>310</sup>. Fin juillet 1898, environ 11 000 soldats américains étaient donc déployés aux Philippines. Ils devaient composer avec deux types de menaces : les forces espagnoles encore présentes dans l'Archipel d'une part ; l'Armée de Libération, une force d'infanterie légère qui avaient combattu la présence espagnole depuis 1896<sup>311</sup>.

Les Espagnols officiellement vaincus en août 1898, le président McKinley fut ensuite contraint de prendre une décision plus précise quant aux intentions des États-Unis vis-à-vis des Philippines. Ce processus fut long et terriblement laborieux. McKinley reconnut qu'il resta éveillé de nombreuses nuits et qu'il se plongeait assidument dans la prière pour trouver une solution<sup>312</sup>. Il décida finalement le 26 octobre 1898 d'acquiescer les Philippines et d'y mener une politique « d'assimilation bienveillante »<sup>313</sup>. Au-delà du débat entre historiens sur les intentions véritables de McKinley, trois types de considérations ont joué un rôle dans cette décision<sup>314</sup>. La première est de nature raciale. À la fin du 19<sup>e</sup>

---

<sup>310</sup> Gates, J. (1973). *Op. cit.*, pp. 18, 23-24

<sup>311</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 15

<sup>312</sup> Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 105

<sup>313</sup> Il existe en fait un vif débat entre historiens sur les intentions de McKinley vis-à-vis des Philippines. Certains le dépeignent comme menant une politique d'annexion résolue, d'autres le présentent comme hésitant pendant des mois. Pour une synthèse de ce débat, voir May, G. A. (1991). *Op. cit.*, pp. 74-75

<sup>314</sup> Sur les étapes menant à l'annexion, voir Sexton, W. T. (1939). *Op. cit.*, pp. 42-58 ; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 29-31 ; Linn, B. (1989). *Op. cit.*, p. 9 ; Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, pp. 107-130 ; Leech, Margaret (1999). *In the Days of McKinley*, Washington D.C. American Political Biography Press, pp. 323-348 ; Miller, S. C. (1982). *Op. cit.*, pp. 13-16, 31-37

siècle en effet, les dirigeants occidentaux jugeaient que des populations vivant dans des contrées aussi lointaines et reculées que les Philippines ne pouvaient pas s'administrer de façon « civilisée ». Le « fardeau de l'homme blanc » était donc d'assumer un rôle de tuteur auprès des ces peuples moins évolués. La seconde considération a trait à la situation politique prévalant aux Philippines. Sur la base des informations dont il disposait, le président américain estimait – à juste titre – qu'Aguinaldo ne jouissait pas d'un appui populaire suffisant pour diriger l'archipel et s'imposer face aux différentes composantes ethniques qui le constituaient. Sans une présence extérieure, les Philippines risquaient donc de sombrer dans la guerre civile et le chaos. Une telle perspective était d'autant plus préoccupante pour les décideurs à Washington que l'archipel philippin suscitait un troisième type de considérations, d'ordre stratégique celles-ci. En cette période de course aux colonies entre puissances occidentales, les stratèges américains estimaient que les États-Unis, à l'instar des Britanniques avec Hong Kong, devaient disposer d'un port pour s'assurer d'un accès aux marchés régionaux, notamment en Chine. Manille apparaissait donc comme un emplacement de choix pour baser une partie de la flotte américaine en Asie.

Or, à partir du moment où les États-Unis adoptèrent la politique « d'assimilation bienveillante » des quelques 7000 îles et 7 millions d'habitants de l'archipel philippin, les troupes américaines déployées à partir de juin 1898 pour assurer l'ordre dans la région de la capitale devinrent, du moins aux yeux des partisans du mouvement d'indépendance, des forces d'occupation. Dans le but de gagner l'appui de la population locale, mais surtout d'instaurer des conditions plus propices à une présence de longue durée, les troupes américaines avaient entrepris dès 1898 d'améliorer les conditions sanitaires à Manille, de vacciner la population, ou encore de réparer les routes et autres infrastructures. Ces actions

ne parvinrent pas à limiter les tensions entre soldats américains et partisans d'Aguinaldo. Le conflit éclata en février 1899.

À la mi-1900, il apparaissait que la stratégie américaine ne produisait pas les résultats escomptés en termes de pacification. L'absence de progrès sur le terrain et la publicisation des exactions commises par les forces américaines alimentèrent un vif débat aux États-Unis sur la guerre aux Philippines. Sous la pression de Washington, où une fin rapide de cette guerre était attendue avant qu'elle ne devienne trop impopulaire<sup>315</sup>, les militaires américains se lancèrent dans un débat sur les modifications opérationnelles à apporter<sup>316</sup>.

### 2.3.2 Les décideurs politiques appuient un durcissement d'approche

Quelques mois plus tard, la réélection du ticket républicain McKinley – Roosevelt fut considérée comme un mandat fort en faveur de la poursuite de la politique d'assimilation bienveillante menée aux Philippines. Dans la foulée et au terme d'un long processus de discussion, le général Arthur MacArthur remplaça le général Otis, considéré comme inefficace dans la lutte contre l'insurrection. MacArthur était décidé à mettre en œuvre une approche plus dure dans la lutte contre les rebelles. Contrairement à son prédécesseur, il obtint une nette augmentation des effectifs à sa disposition. Ainsi, au 1<sup>er</sup> juillet 1901, les États-Unis disposaient de 50 000 hommes répartis en 491 garnisons à travers l'archipel<sup>317</sup>. De plus, il bénéficia de l'assentiment des décideurs politiques dans

---

<sup>315</sup> Comme nous l'avons vu, Aguinaldo et ses partisans tentèrent, en vain, d'exploiter les divisions au sein de la société américaine afin d'influencer le résultat du scrutin présidentiel de 1900.

<sup>316</sup> Gates, J. (1973). *Op. cit.*, pp.170-171 ; Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, pp. 111-112

<sup>317</sup> Outre cette augmentation des effectifs sur place, il faut souligner que les forces américaines bénéficiaient par ailleurs de l'appui de groupes ethniques rivaux des Tagalogs, en particulier les Macabebes et les Illocanos, qui s'avérèrent des auxiliaires de choix pour quadriller le territoire et combattre l'insurrection. Gates, J. (1973). *Op. cit.*, p. 228, 241

la mise en œuvre d'une approche nettement plus agressive vis-à-vis des rebelles et de leurs appuis, tout en maintenant la politique d'attraction à l'endroit des Philippins sympathiques à la présence américaine, ou à tout le moins neutres<sup>318</sup>.

Le durcissement de l'action militaire américaine est acté le 20 décembre 1900. Le Général MacArthur impose alors la loi martiale sur toutes les îles de l'archipel et invoque les General Orders 100 (GO 100)<sup>319</sup>. Utilisé par le président Lincoln en 1863, ce document conçoit la guerre comme une forme de contrat. Une force d'occupation doit faire preuve d'humanité dans ses rapports avec les populations civiles, mais celles-ci ont également le devoir de ne pas résister. Un manquement à ce devoir entraîne une réponse sévère. De même, un combattant qui n'est pas identifié par le port d'un uniforme ne sera pas traité en vertu des lois de la guerre mais sera jugé comme un « bandit de grands chemins ou un pirate ». Il sera donc passible de la peine de mort. MacArthur utilisa ce texte, auquel avait largement eu recours le général Sherman dans sa lutte contre le Sud pendant la Guerre de Sécession, avec pour objectif premier de forcer les familles les plus influentes des Philippines à clairement choisir leur camp : pour ou contre l'insurrection. La neutralité était considérée comme un appui. C'est ainsi que les biens de chefs de file de l'insurrection furent confisqués par les Américains et que 38 d'entre eux furent envoyés en exil sur l'île de Guam, acquise par les États-Unis à l'issue de la guerre contre l'Espagne.

Cette approche plus agressive de la lutte contre les insurgés et leurs appuis prônée par MacArthur fut conjuguée, avec un certain succès, à une politique d'attraction mise en œuvre par le pouvoir civil américain aux Philippines<sup>320</sup>.

---

<sup>318</sup> Gates, J. (1973). *Op. cit.*, pp.193-207 ; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 323

<sup>319</sup> Sur le G.O. 100, voir l'ouvrage remarquable de Birtle, A. (1998). *Op. cit.*, pp. 32-36

<sup>320</sup> Un débat sur le rôle et les effets de la politique d'attraction anime les auteurs s'intéressant à la guerre des Philippines. Certains, comme Gates par exemple, la considèrent comme un élément

L'interlocuteur du Général MacArthur était William Howard Taft<sup>321</sup>. Imposant juge originaire de l'Ohio, Taft avait été nommé par McKinley pour présider à la transition entre pouvoir militaire et civil dans les zones pacifiées. MacArthur et Taft ne partageaient pas la même conception de l'insurrection philippine. Ce dernier, influencé par les classes aisées philippines favorables à la présence américaine, ne considérait l'insurrection non pas comme une menace sérieuse, mais comme un simple groupe de criminels sans véritable assise et objectif politiques. Taft et MacArthur parvinrent cependant à mettre en œuvre une approche contre-insurrectionnelle fondée sur deux piliers, la répression et l'attraction, qui allait produire des résultats certains. Taft mettait l'accent sur une politique de cooptation des élites philippines. Ainsi, en décembre 1900, il appuya le lancement d'un nouveau parti politique, le Partido Federal. Celui-ci était composé de Philippins influents, dont certains étaient d'anciens insurgés, qui acceptaient la politique « bienveillante » des États-Unis. La plateforme du parti faisait par ailleurs explicitement mention d'une accession des Philippines au statut d'État.

### 2.3.3 Les faiblesses du mouvement insurrectionnel philippin

Le cas des Philippines illustre l'émergence de l'opinion publique, et plus particulièrement de sa sensibilité aux pertes, comme contrainte pour les décideurs politiques américains. L'opinion publique américaine apparaît

---

clé de la victoire américaine : « The American policy of benevolence and the many humanitarian acts of the army throughout the war played a much more important role in the success of the pacification campaign than fear did ». D'autres au contraire estiment qu'elle eut un effet minime. Par exemple, May soutient que la construction d'école et la mise en place de gouvernements municipaux « had minimal impact on the war effort ». Gates, J. (1973). *Op. cit.*, p. 277 ; May, G. A. (1991). *Op. cit.*, p. xx

<sup>321</sup> Sur les approches de Taft et de MacArthur, voir Sexton, W. T (1939). *Op. cit.*, pp. 251-257 ; Linn, B. (1989). *Op. cit.*, pp. 23-26 ; Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, p. 168-181 ; Miller, S. (1982). *Op. cit.*, pp. 157-167



également pour la première fois comme une composante à part entière de la stratégie mise en œuvre par un mouvement insurrectionnel luttant contre la puissance américaine. La réélection du ticket républicain lors de l'élection présidentielle de 1900 consacra cependant l'échec du mouvement d'Aguinaldo à influencer cette opinion publique. Dans le même temps, les décideurs politiques à Washington appuyèrent le changement d'approche contre-insurrectionnelle prôné par les militaires. La détermination de McKinley et de Roosevelt et l'application d'une stratégie de contre-insurrection combinant répression et attraction ont contribué à un certain succès des États-Unis contre le mouvement dirigé par Aguinaldo. Cette « réussite » doit cependant être nuancée par les faiblesses et lacunes majeures du mouvement insurrectionnel auquel les États-Unis eurent à faire face.

Le mouvement indépendantiste dirigé par Aguinaldo disposait d'une force armée composée d'anciens combattants contre la présence espagnole, ainsi que de déserteur de l'armée espagnole. Dirigée par le général Antonio Luna, cette Armée de Libération était organisée et préparée pour affronter les troupes américaines de façon conventionnelle. Au moment où les Américains commencent à être déployés aux Philippines, au début de l'été 1898, les commandants philippins pensaient en effet pouvoir battre les forces envoyées par les États-Unis dans le cadre d'un affrontement conventionnel dans les environs de Manille<sup>322</sup>. Or, comme le souligne Linn, Aguinaldo commit une erreur stratégique majeure en ne lançant pas son Armée de Libération à l'assaut de Manille dès que Dewey eut vaincu la flotte espagnole et avant que les forces américaines n'arrivent en plus grand nombre, soit en juin 1898. Disposant alors d'une supériorité numérique imposante, les troupes d'Aguinaldo auraient pu

---

<sup>322</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 36, 57-58 ; Gates, J. (1973). *Op. cit.*, p. 40

imposer leurs conditions à des Américains plus conciliants, même si elles n'avaient occupé qu'une partie de la capitale<sup>323</sup>.

En ne déclenchant les hostilités qu'en février 1899, l'Armée de Libération fut assez facilement mise en déroute par les forces américaines. Fin 1899, les indépendantistes philippins décidèrent de dissoudre l'Armée de Libération et de recourir, comme ils l'avaient fait contre la présence espagnole, à une stratégie insurrectionnelle mettant en œuvre des tactiques de guérilla. Les Américains n'anticipèrent pas ce changement de stratégie. Alors que le haut commandement affirma à de multiples reprises au cours de l'année 1899 que la fin des opérations était proche et la victoire imminente<sup>324</sup>, ce changement de stratégie se traduisit à partir du début de l'année 1900 par une hausse des pertes subies par les forces américaines et une frustration croissante dans leurs rangs<sup>325</sup>.

Les rebelles philippins semblaient alors en mesure d'exploiter les failles de l'approche américaine, en particulier le manque de troupes pour contrôler l'ensemble du territoire, afin d'accroître leurs appuis au sein des populations locales. Ils instaurèrent par exemple des structures de gouvernement parallèles à celles installées par les Américains. Cette présence du mouvement insurrectionnel rendait les populations locales, qu'elles soient favorables ou non au mouvement dirigé par Aguinaldo, peu enclines à coopérer avec la puissance occupante. En effet, ceux et celles qui coopéraient s'exposaient à un sort funeste. Des informateurs des Américains furent par exemple enterrés vivants ou brûlés vifs, d'autres furent atrocement mutilés. Des villages refusant de payer un impôt révolutionnaire aux insurgés furent détruits<sup>326</sup>.

<sup>323</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 323-324

<sup>324</sup> Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, p. 114 ; Gates. *Schoolbooks and Krags*, pp. 112, 128-129, 143-147

<sup>325</sup> Gates, J. (1973). *Op. cit.*, pp. 157, 170-171 ; Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, p. 115

<sup>326</sup> Boot, M. (2003). *Op. cit.*, p. 113

Les insurgés philippins bénéficiaient ainsi d'atouts non négligeables. Ils étaient numériquement nettement plus nombreux que leurs adversaires américains. Ils évoluaient dans un environnement fait de reliefs montagneux et de jungles qui leur était favorable tant il est un terrain d'opération difficile pour des troupes régulières. Le cas du Vietnam quelques décennies plus tard en fera la démonstration. Or, les insurgés philippins infligèrent moins de pertes aux Américains que les Boer qui combattaient au même moment les Britanniques en Afrique du Sud. Il apparaît en fait, qu'à l'instar des Indiens que les Américains venaient d'affronter au cours des décennies précédentes, le mouvement insurrectionnel philippin commit des erreurs tactiques majeures et était surtout miné par des faiblesses rédhibitoires.

La première de ces faiblesses était l'étroitesse de l'appui politique dont disposait le mouvement d'Aguinaldo. D'un point de vue organisationnel, il s'appuya pour l'essentiel sur l'infrastructure d'une société secrète, la Katipunan, dont l'objectif était l'indépendance des Philippines. Celle-ci entama la rébellion contre la présence espagnole en 1896 avant d'être vaincue en 1897 provoquant l'exil de courte durée d'Aguinaldo à Hong Kong. Or, cette organisation était, dès sa création, tiraillée par de violentes dissensions internes relevant de conflits entre personnalités et de clivages régionaux. En 1897 par exemple, des partisans d'Aguinaldo arrêtaient, puis exécutèrent, le fondateur du mouvement, Andres Bonifacio. L'exécution du général Luna en juin 1899, là aussi par des partisans d'Aguinaldo, est un autre exemple de ces tensions internes<sup>327</sup>. De même, dans la foulée des défaites de l'hiver 1899, une partie des dirigeants philippins votèrent une cessation de l'affrontement armé et optèrent pour des mesures de conciliation avec les forces américaines.

---

<sup>327</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 15 ; Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, p. 108

Au-delà de la faiblesse de l'organisation de base sensée structurer le mouvement d'indépendance, Aguinaldo ne parvint pas, dans la courte période s'étendant de son retour d'exil au début de la guerre contre les Américains, à établir un appui politique conséquent pour ses aspirations<sup>328</sup>. Son mouvement s'appuyait quasi-exclusivement sur son ethnie d'origine, les Tagalogs, peuplant la région centrale de Luzon. Cette ethnie était par ailleurs composée de grands propriétaires terriens. Lors de la tenue d'une assemblée nationale chargée en septembre 1898 d'élaborer une constitution pour la République Philippine, ces propriétaires terriens limitèrent le droit de vote qu'à eux-mêmes. Dès lors, les élections du 15 septembre 1898 qui placèrent Aguinaldo à la tête de la République apparurent comme une mascarade. Le droit de suffrage ayant été restreint aux seuls membres de l'ethnie Tagalog, elles mirent en évidence l'absence d'appui populaire national aux aspirations d'Aguinaldo<sup>329</sup>. De plus, n'entendant pas les conseils de deux de ses plus proches alliés, le Général Antonio Luna et du premier ministre Apolinario Malbini, Aguinaldo rejeta des mesures qui auraient permis de gagner l'appui des masses paysannes. Aguinaldo ne parvint donc pas à attirer en faveur de sa cause ni les autres composantes ethniques, ni les classes populaires, notamment les paysans, de l'archipel philippin.

L'étroitesse ethnique et socioéconomique des appuis au mouvement d'Aguinaldo constitua sa principale faiblesse. Les Américains l'identifièrent parfaitement et l'exploitèrent. Se présentant comme soucieux et défenseurs des intérêts de l'ensemble des Philippines, ils promirent une accession progressive à l'indépendance qui attira des hauts dirigeants du mouvement d'Aguinaldo,

---

<sup>328</sup> Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, p. 108

<sup>329</sup> Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, pp. 131-132, 186-187 ; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 33-34

accroissant d'autant les tensions au sein de celui-ci<sup>330</sup>. Cette politique de la carotte et du bâton fut habilement mise en œuvre au point que les États-Unis purent compter sur une importante coopération des Philippins, en particulier des membres du parti Fédéral. Devenu gouverneur en juillet 1901, William H. Taft subventionna par exemple le journal du parti. Il confia également au parti le contrôle exclusif sur la nomination des emplois au sein de l'administration coloniale réservés aux Philippins<sup>331</sup>. Dominée par l'élite de la communauté Tagalog, le mouvement insurrectionnel refusa des réformes sociales, notamment agraire. L'Armée de Libération commit par ailleurs des exactions à l'endroit des populations civiles qui aliénèrent l'appui des autres composantes ethniques de l'archipel<sup>332</sup>. Les forces américaines n'eurent dès lors aucun mal à enrôler des supplétifs particulièrement efficaces au sein des ethnies rivales des Tagalogs, notamment parmi les Macabebe<sup>333</sup>.

Enfin, si Aguinaldo avait acquis une modeste expérience de la lutte insurrectionnelle lors de son opposition à la présence espagnole, il n'est pas certain que cette expérience lui fut d'une grande utilité dans le conflit qui l'opposa aux forces américaines. En effet, réfugié dans les montagnes du nord de Luzon à partir de la fin de l'année 1899, il n'avait pas de contrôle effectif sur l'ensemble de ses troupes. Une telle décentralisation du commandement est à la fois un atout et une faiblesse. Un atout car la mise hors d'état d'une cellule insurrectionnelle ne compromet pas l'ensemble du mouvement. Une faiblesse car le manque de coordination ne permet pas de mener des offensives efficaces sur l'ensemble du territoire. Elle explique surtout le caractère très inégal de l'insurrection contre la présence américaine. Si les régions centrale et

---

<sup>330</sup> Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, p. 153

<sup>331</sup> Karnow, S. (1989). *Op. cit.*, p. 176 ; Linn, B. (1989). *Op. cit.*, p. 26

<sup>332</sup> Linn, B. (1989). *Op. cit.*, pp. 13-14

<sup>333</sup> Gates, J. (1973). *Op. cit.*, p. 95



septentrionale de Luzon où dominait l'ethnie Tagalog étaient des foyers intenses d'activité insurrectionnelle, il n'y avait aucun combat dans la moitié des provinces de l'archipel.

#### 2.4 Le niveau organisationnel : une armée en difficulté qui puise dans sa culture organisationnelle pour s'adapter aux exigences de la COIN

Au déclenchement de la guerre contre l'Espagne en avril 1898, les États-Unis disposaient d'une marine modeste par la taille, mais moderne. L'armée de terre, qui mena l'essentiel de la campagne des Philippines, ne disposait que d'effectifs réduits et était peu et mal peu équipée. À la veille du 20<sup>e</sup> siècle, elle comptait en effet moins de 30 000 soldats, officiers compris. Avant le déclenchement des hostilités, le Congrès autorisa de porter les effectifs à un peu plus de 56 000 soldats et le président McKinley fit appel aux États pour fournir 125 000 volontaires pour une période d'engagement d'un an. Les missions de l'armée de terre consistaient par ailleurs essentiellement à contrôler la frontière sur le territoire continental et à protéger les ports<sup>334</sup>.

##### 2.4.1 Une armée de terre mal préparée

La force expéditionnaire qui fut envoyé aux Philippines à partir de l'été 1898 était composée de régiments d'infanterie, appuyés par quelques unités d'artillerie et de cavalerie<sup>335</sup>. Les effectifs furent augmentés sur décision du Congrès le 2 mars 1899 : la force régulière passa ainsi de 28 000 à 65 000 soldats auxquels s'ajoutèrent un corps de volontaires de 35 000 personnes

---

<sup>334</sup> Linn, B. (2009). *The Echo of Battle : The Army's Way of War*, Cambridge : Harvard University Press, p. 122

<sup>335</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 132

exclusivement affecté à la guerre des Philippines<sup>336</sup>. Cette augmentation des effectifs ne satisfaisait pas totalement les exigences du haut commandement. Ils durent en outre composer avec une rotation des effectifs au milieu de l'année 1899 qui nuisit à la mission de pacification. Malgré l'autorisation du Congrès de mars 1899, les effectifs américains déployés aux Philippines demeurèrent modestes et bien en deçà du ratio communément accepté depuis la Deuxième Guerre mondiale pour mener à bien des opérations de contre-insurrection. 40 000 soldats américains furent en effet en moyenne déployés aux Philippines pendant le conflit, avec un maximum de 70 000 en décembre 1900. Les effectifs de l'Armée de Libération étaient pour leur part estimés entre 80 et 100 000 soldats réguliers auxquels s'ajoutaient des milliers de volontaires temporaires et de volontaires<sup>337</sup>. Le ratio contre-insurgé / insurgé était ainsi de 1 pour 2, loin du standard idéal de 10 pour 1 établi depuis 1945<sup>338</sup>.

Ce désavantage en matière d'effectifs n'était que très partiellement comblé sur le plan matériel et technologique. Les volontaires qui furent déployés en 1898, et qui étaient plus nombreux que les forces régulières, étaient équipés de fusils Springfield datant de la Guerre civile ne tirant qu'un seul coup tout en dégageant une intense fumée qui rendait les soldats aisément repérables<sup>339</sup>. Les volontaires ne furent équipés des plus modernes Krag-Jorgensen dont disposaient les troupes régulières qu'à partir de 1899. Les rebelles philippins étaient pour leur part équipés de fusils efficaces et modernes, les Mauser, qu'ils avaient soit pris aux Espagnols, soit acheté avec l'aide des Américains avant 1898. Si les Américains disposaient d'une plus grande puissance de feu du fait de leurs pièces d'artillerie et de la marine, cet avantage fut nettement atténué par les

---

<sup>336</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 9 ; Linn, B. (1989). *Op. cit.*, p. 14

<sup>337</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 325 ; Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, pp. 119

<sup>338</sup> Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 126 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 157-159

<sup>339</sup> Karnov, S. (1989). *Op. cit.*, p. 119

conditions géographiques et climatiques prévalant dans l'archipel. Cette puissance de feu eut un avantage indéniable pendant la phase conventionnelle de la guerre, les Philippins n'ayant pas d'éléments d'artillerie moderne<sup>340</sup>. Pendant la phase non-conventionnelle, ce matériel ne fut pas si avantageux. Les pièces d'artillerie étaient en effet difficilement transportables dans l'environnement montagneux et la jungle. Par exemple, les pluies abondantes rendaient encore plus impraticables les voies de transport pour ces lourdes pièces. Par ailleurs, la puissance de feu ne compensait pas les avantages des rebelles. Ils bénéficiaient d'une meilleure connaissance du terrain et disposaient d'un vaste réseau d'informateurs qui leur permettait d'avoir de précieux renseignements sur les emplacements et les plans des forces américaines. Ces dernières étaient enfin également sujette à de pertes élevées en raison du climat et des maladies qui décimèrent leurs rangs.

Au-delà des limites en termes d'effectifs et de matériel, la guerre des Philippines n'était pas le genre de conflit que les militaires américains appréciaient. Lorsque les combats contre l'insurrection éclatèrent le 4 février 1899, les troupes américaines étaient aussi peu préparées pour ce type d'affrontement qu'elles ne l'avaient été contre la guerre contre l'Espagne quelques mois plus tôt<sup>341</sup>. Le haut commandement n'anticipa pas plus le changement d'approche en faveur de la guérilla opéré par Aguinaldo en 1899. Dès lors, les pertes américaines furent conséquentes en 1900 et 1901 jusqu'à l'ajustement opérationnel initié par le Général MacArthur. Enfin, la contre-insurrection n'impliquait pas de grandes manœuvres ni de victoire éclatante et décisive, ni même de possibilité de réjouissances ou de réconforts dans des bars et auprès de prostituées. Le quotidien était rempli d'accrochages avec un ennemi invisible le plus souvent

<sup>340</sup> Faust, I. (1970). *Op. cit.*, pp. 201, 209

<sup>341</sup> Sexton, W. T. (1939). *Op. cit.*, pp. 21-25, 83 ; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 8-12 ; Roth, R. (1981). *Op. cit.*, pp. 39-43 ; Trask. *The War with Spain*, chapitre 7

dans des régions éloignées et isolées au cœur d'une jungle inhospitalière. L'ennui, le mal du pays, et la maladie, comme la malaria et le choléra, affligeaient les soldats, dont certains, par exemple ceux de la Company C, avaient connu les honneurs des campagnes de Cuba dans le cadre de la guerre contre l'Espagne ou de Tientsin et de Pékin lors du soulèvement des Boxer<sup>342</sup>.

#### 2.4.2 Une indéniable capacité d'adaptation

Malgré des handicaps sérieux, le succès américain dans la campagne des Philippines reposa sur trois facteurs<sup>343</sup>. Premièrement, les Américains mirent en œuvre une approche combinant incitatifs et répression. Sur le plan incitatif, les forces militaires participèrent à la mise sur pied et au fonctionnement d'infrastructures fournissant des biens essentiels à la population. Les forces armées étaient la composante centrale, essentielle de la politique d'assimilation bienveillante prônée par le président McKinley ou de promotion « du bien-être, de la paix, et de la prospérité » pour reprendre les termes employés par le secrétaire à la guerre Elihu Root dans l'ordre de mise en œuvre de programmes d'action civiques qu'il transmet aux forces armées<sup>344</sup>. Une composante importante de l'action de celles-ci sur le terrain furent donc de nature civile. Ce sont ainsi les forces armées qui améliorèrent l'infrastructure sanitaire, qui ouvrirent des écoles où l'anglais était enseigné, qui lancèrent des campagnes de vaccination et qui à partir de juillet 1899 conseillèrent les Philippins qui géraient les instances gouvernementales locales<sup>345</sup>. En parallèle, les autorités américaines accordaient des opportunités économiques aux élites philippines et octroyèrent progressivement une plus grande autonomie politique. C'est en bonne partie par

---

<sup>342</sup> Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 100

<sup>343</sup> Pour un excellent résumé, voir Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, pp. 47-51

<sup>344</sup> Karnov, S. (1989). *Op. cit.*, p. 170

<sup>345</sup> Karnov, S. (1989). *Op. cit.*, p. 153

le biais de cette politique d'attraction que les Américains sont parvenus à faire accepter, au moins de façon tacite, leur contrôle sur les Philippines. Sur le plan répressif, les offensives contre les positions insurgées démontrent que les forces américaines étaient prêtes à recourir à la force pour briser la volonté de combattre du mouvement. Ces campagnes ont donné lieu, comme dans toutes les guerres, à des exactions de la part des forces américaines. Celles-ci ne devaient cependant pas être considérées comme la norme d'un comportement des soldats américains emprunts de racisme. Elles sont inhérentes à tous les conflits armés et elles étaient même, par rapport aux standards de l'époque marquée par les guerres coloniales, plutôt limitées et modérées.

Deuxièmement, les Américains mirent en œuvre une stratégie efficace de contre-insurrection fondée sur le contrôle du territoire. Contrairement à ce qu'ils feront plus tard au Vietnam et en Irak par exemple, les soldats américains étaient déployés dans des garnisons et autres postes avancés qui leur permirent de quadriller le territoire, d'isoler les insurgés des populations civiles, et enfin d'acquérir un renseignement de plus en plus efficace pour mener leurs opérations de contre-insurrection. La marine joua un rôle non négligeable en appui de ce contrôle territorial. Si sa puissance de feu ne permit pas d'éliminer la résistance des insurgés, les navires américains contribuèrent de deux façons majeures. D'une part, ils permirent le ravitaillement, et à l'occasion l'appui en terme de puissance de feu, des garnisons isolées. D'autre part, ils furent utilisés pour effectuer un blocus de l'archipel qui empêcha Aguinaldo et ses troupes de recevoir des livraisons d'armes en provenance de l'étranger et de se déplacer librement dans l'archipel.

Troisièmement, la compétence des militaires américains fut un facteur majeur de succès. Une grande partie des forces régulières avait combattu dans les



guerres contre les Indiens dans lesquelles les opérations de pacification avaient également joué un rôle important. Sur les 30 généraux qui servirent aux Philippines entre 1898 et 1902, 26 avaient participé aux guerres contre les Indiens. Le général Frederick Funston avait pour sa part acquis ses connaissances de la guérilla lorsqu'il combattit auprès des rebelles cubains. Dès lors, la grande majorité des militaires américains présents aux Philippines, tant au niveau des officiers supérieurs que des soldats, comprenait l'importance d'un comportement respectueux vis-à-vis des populations civiles<sup>346</sup>. En d'autres termes, l'armée américaine embrassait alors la notion de « nation building » et de conquête des « cœurs et des esprits »<sup>347</sup>. Globalement, les chefs militaires, les structures de commandement, et la formation des soldats américains étaient nettement supérieurs aux philippins<sup>348</sup>. Ainsi, alors que les moyens de communications étaient limités et accentuaient par conséquent l'isolement des différentes garnisons réparties sur le territoire, les soldats américains, au-delà du désarroi parfois exprimé quant à des conditions de déploiement pas toujours faciles, mirent à profit le temps passé dans un seul lieu pour apprendre les langages locaux, comprendre leur environnement, et plus globalement communiquer avec les populations locales de façon assez efficace. Cette connaissance précise de l'environnement permit aux militaires américains d'adapter la stratégie globale fixée par le haut commandement aux réalités locales<sup>349</sup>. Tout au long de l'année 1901, les militaires américains parvinrent à

---

<sup>346</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 142, 167 ; Boot, M. (2002). *Op. cit.*, pp. 127-128

<sup>347</sup> Il ne s'agit pas ici d'ignorer les exactions commises par les forces américaines, notamment pendant la phase non-conventionnelle de la guerre au cours de laquelle le recours aux tactiques de guérilla par les insurgés philippins alimenta la frustration, le désir de revanche, et une violence excessive chez certains soldats américains. Ces exactions ne furent cependant pas tolérées par les décideurs civils et militaires et dans l'ensemble, les militaires américains conduisirent des opérations de contre-insurrection exemplaire d'efficacité et de respect des populations civiles. Gates. *Schoolbooks and Krags*, pp. 258-263

<sup>348</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 323-327 ; Deady, T. « Lessons from a Successful Counterinsurgency », *Parameters*, vol. 35, n° 1 (2005) ; Boot, M. (2002). *Op. cit.*, pp. 126-128

<sup>349</sup> Linn, B. (1989). *Op. cit.*, pp. 68, 168-170 ; Linn, B. (2009). *Op. cit.*, pp. 84-87

mettre en œuvre l'ensemble des composantes d'une stratégie de contre-insurrection efficace que l'on retrouve mise de l'avant chez les théoriciens classiques de la contre-insurrection tels que Robert Thompson ou David Galula : une plus grande agressivité vis-à-vis de l'ennemi sur le terrain, une meilleure capacité de collecte et de traitement du renseignement, des opérations de guerre psychologique efficaces, un appui sur des alliés philippins tant chez les membres du parti Fédéral qu'en ayant recours à des forces militaires et policières philippines.

Les forces américaines étaient donc fondamentalement supérieures à leurs adversaires sur le plan opérationnel, tant dans la phase conventionnelle qu'irrégulière de la guerre. Elles décimèrent les troupes de l'Armée de Libération dans les affrontements conventionnels tout au long de l'année 1899. Elles s'adaptèrent ensuite très bien au recours aux tactiques de guérilla par les insurgés philippins. Ainsi, avec l'appui d'éclaireurs philippins, les unités américaines remportèrent l'essentiel de leurs engagements contre les insurgés à partir de la fin 1900 et jusqu'à la mi-1902. Les forces philippines pour leur part ne parvinrent jamais à surmonter leurs faiblesses, tant en termes de commandement, d'équipement, de ravitaillement, et furent assez rapidement affectées par une démoralisation des combattants<sup>350</sup>. Ne bénéficiant d'aucun sanctuaires, elles furent placées sous une pression constante de la part de forces américaines de plus en plus habiles dans les opérations de combat, mais également efficaces dans la mise en œuvre de la composante civile du programme de pacification.

Enfin, au-delà de l'adhésion des commandants sur le terrain, deux éléments institutionnels expliquent la mise en œuvre d'une contre-insurrection efficace

---

<sup>350</sup> Linn, B. (2000). *Op. cit.*, p. 109

par les Américains. D'une part, le haut commandement qui avait connu la Guerre Civile, était conscient de l'importance de la phase de pacification et de stabilisation pour conclure de façon victorieuse un conflit. Le GO 100, principal document qui encadra le comportement des forces américaines sur le terrain, avait été élaboré en 1863 pour donner des directives générales aux forces fédérales qui occupaient le territoire des Confédérés<sup>351</sup>. D'autre part, les leçons apprises de la Guerre civile et des guerres contre les Indiens avaient été institutionnalisées, permettant ainsi la mise en œuvre d'une stratégie de contre-insurrection efficace aux Philippines. Dès le début de la guerre en 1899, le général Otis et le département de la guerre prirent comme base doctrinale le GO 100 qui fut adapté pour devenir une véritable doctrine de contre-insurrection s'insérant parfaitement dans la culture militaire de l'époque. Les troupes américaines, à tous les échelons, percevaient les tâches civiles de nation building comme des missions légitimes à remplir pour assurer une issue positive à l'intervention armée. Cette stratégie efficace de contre-insurrection fut mise en place malgré des obstacles importants. Ainsi, la loi de démobilisation adoptée en avril 1898 au début de la guerre contre l'Espagne stipulait que les forces volontaires soient démobilisées immédiatement après la signature d'un accord de paix avec l'Espagne. Celui-ci intervenant en décembre 1898 sous la forme du traité de Paris, la démobilisation d'une composante importante des forces américaines eut lieu début 1899 au moment même où la guerre des Philippines débutait. Dès lors, les opérations américaines en furent négativement affectées pendant toute cette année 1899<sup>352</sup>.

---

<sup>351</sup> Linn, B. (2009). *Op. cit.*, pp. 49-67, 75-78 ; Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 9, 13, 29

<sup>352</sup> Deux autres problèmes s'ajoutant à celui des effectifs peuvent également être mentionnés : la rivalité entre la marine et l'armée de terre, en particulier dans la phase initiale des opérations du fait notamment de la personnalité abrasive de l'amiral Dewey d'une part (note 63) ; et les difficultés logistiques qui ne permirent pas au département de la guerre de fournir les équipements et les soins adéquats au moment où un nombre conséquent de troupes furent mobilisées en 1898. Linn, B. (2000). *Op. cit.*, pp. 24-25, 68-69

## 2.5 Conclusion

La lutte contre l'insurrection aux Philippines fut assurément plus difficile que les décideurs américains l'avaient anticipé. Entre 1898 et 1902, 126 468 soldats y furent déployés, dont près de 70 000 au mois de décembre 1900. Lorsque le président Roosevelt annonce la fin de la guerre le 4 juillet 1902, 4234 soldats avaient péri et 2818 avaient été blessés<sup>353</sup>. Comme le souligne Greg Bankoff, le choix de 1902 comme fin de cette étude de cas ne signifie pas la fin de l'insurrection philippine et la victoire incontestée des États-Unis :

[...] Nor it is accurate to say the war ended in 1902 [...] In fact guerilla warfare continued until 1907, waged by popular revolutionary leaders who refused to accept the colonial yoke<sup>354</sup>.

Des mouvements insurrectionnels continuèrent en effet à opérer dans l'archipel au moins jusqu'en 1907 sous l'égide de dirigeants rebelles rejetant la domination américaine, tels que Luciano San Miguel, Macario Sakay, ou encore Julian Montalan. Nous retenons malgré tout cette date pour deux raisons. D'une part, elle marque la fin de la lutte contre le mouvement insurrectionnel à vocation indépendantiste mené par Aguinaldo. D'autre part, les groupes insurgés qui continuèrent à opérer dans le reste de l'archipel au-delà de 1902 n'avaient pas pour motivation la lutte contre l'annexion américaine comme celui d'Aguinaldo. Ils luttaient essentiellement contre le pouvoir central de Manille. Dès lors, les opérations contre ces groupes n'impliquaient que marginalement des forces américaines.

---

<sup>353</sup> Seuls 379 avaient été tués au cours de la guerre contre l'Espagne. Du côté philippin, 100 à 200 000 civils périrent, victimes d'exactions de la part des belligérants et surtout de maladies et de malnutrition. Entre 16 et 20 000 rebelles furent tués selon les estimations des militaires américains. Joes, A. J. (2000). *Op. cit.*, p. 120 ; Silbey, D. (2007). *Op. cit.*, pp. 201-205 ; Sexton, W. T. (1939). *Op. cit.*, p. 19 ; Karnov, S. (1989). *Op. cit.*, p. 194

<sup>354</sup> Bankoff, G., « A Tale of Two Wars. The Other Story of America's Role in the Philippines », *Foreign Affairs*, vol. 81, n°6 (2002), p. 180. Pour une lecture nuancée du succès américain aux Philippines acquis en 1902, voir également Gregg Jones (2012). *Honor in the dust. Theodore Roosevelt, War in the Philippines, and the Rise and Fall of America's Imperial Dream*, New American Library

Dans le cadre de la guerre des Philippines, le lien de causalité entre la sensibilité de l'opinion publique aux pertes et les préférences des décideurs politiques apparaît comme le plus tenu parmi nos trois études de cas. Cette intervention revêt pour autant deux particularités significatives qui la rende tout à fait pertinente pour notre recherche. Premièrement, elle met en évidence la capacité d'amnésie de l'institution militaire américaine. Le haut commandement n'anticipa pas le virage en faveur de la guérilla opéré par les insurgés philippins en 1899. Les pertes américaines furent alors conséquentes dans les deux années qui suivirent. L'institution militaire fit cependant preuve d'une certaine capacité d'adaptation et mit en œuvre une stratégie efficace de contre-insurrection. Cette adaptation fut d'autant plus effective et efficace qu'elle ne nécessita pas de changements organisationnel ou culturel majeur. L'institution avait encore en mémoire l'expérience des opérations de contre-insurrection et de stabilisation menées dans le cadre de la guerre civile et des guerres contre les Indiens. Ni au Vietnam, ni en Irak, l'institution militaire ne fut en mesure, comme ce fut le cas aux Philippines, de puiser dans son ADN organisationnel pour s'adapter aux défis de la contre-insurrection.

Deuxièmement, la sensibilité de l'opinion publique aux pertes n'a pas exercé une contrainte significative sur les choix des décideurs politiques (H1), contrairement aux cas de l'Irak et encore plus du Vietnam. Pour autant, c'est dans le cas des Philippines que l'opinion publique apparaît pour la première fois aux États-Unis, dans le cadre d'une opération de contre-insurrection de grande envergure à l'étranger, comme une contrainte émergente. Ainsi, nous avons avec les Philippines la première manifestation d'un des facteurs qui jouera un rôle clé dans nos deux autres études de cas. L'opposition à la politique « d'annexion bienveillante » initiée par le président McKinley fut en effet vive. Elle est



soutenue autant du côté de la Ligue Anti-Impérialiste que par des personnes s'inquiétant du mélange des « races ». L'opposition de l'opinion à l'acquisition des Philippines se traduit par la ratification au Sénat du traité d'acquisition que par une voix de majorité (H1.1). L'opposition à la guerre fut par la suite attisée par l'insécurité persistante malgré les affirmations et assurances des généraux, ainsi que par les exactions commises par les forces américaines (H1.2). Ce mécontentement fut entretenu avec une certaine habileté par le mouvement insurrectionnel philippin. En multipliant les attaques contre les soldats américains et en menant des opérations de propagande destinées à exagérer leurs exactions, les dirigeants de l'insurrection philippine avaient bel et bien placé la sensibilité de l'opinion américaine au cœur de leur stratégie (H1.3).

La décision d'annexer les Philippines ne fut prise par le président McKinley qu'au terme d'un long et laborieux processus. L'objectif d'une telle entreprise n'en était pas moins très ambitieux puisque les États-Unis allaient par le fait même s'engager dans une véritable politique coloniale (H2.1). Or, le nombre de soldats qui furent initialement déployés aux Philippines ne permettait pas d'assurer un contrôle efficace de ce vaste et morcelé territoire. Tout au plus, les soldats américains pouvaient-ils protéger la capitale Manille et son port (H2.2). Les coûts humain et financier, les exactions commises par les forces américaines, la propagande d'Aguinaldo combinée à une stratégie insurrectionnelle, pas plus que la durée plus longue que prévue du conflit ne générèrent une opposition de l'opinion publique ou du Congrès suffisante pour altérer la conduite de la guerre. Les décideurs restèrent fidèles à leurs objectifs initiaux. Ils parvinrent même à atténuer les mouvements d'humeur de l'opinion et de ses représentants (H2.3). Même si les décideurs politiques, les présidents McKinley puis Roosevelt, eurent à faire face à une opposition politique incarnée par les démocrates et par la ligue anti-impérialiste, celle-ci se révéla plutôt faible. De plus, les décideurs politiques

et militaires parvinrent à limiter la portée de certains scandales, par exemples des exactions commises lors de la campagne de Samar, en en attribuant la responsabilité à des officiers isolés et non à une politique tolérée ou voulue par l'administration ou l'institution militaire. Les décideurs politiques parvinrent donc à contenir un mécontentement certain de l'opinion publique et du Congrès à l'égard de la conduite de la guerre et plus généralement de la politique coloniale affirmée de la part des États-Unis (H2) La victoire du ticket républicain lors de l'élection présidentielle de 1900 en est probablement l'illustration la plus forte.

Sur le plan militaire, la capacité d'adaptation des forces américaines et la mise en œuvre d'une stratégie de contre-insurrection combinant efficacement les dimensions civile et militaire ont fortement contribué à la bonne performance des États-Unis dans cette guerre contre-insurrectionnelle (H3). La compétence des officiers et des soldats et la faculté d'adaptation de l'institution militaire sont à l'origine du succès aux Philippines, bien plus qu'une supériorité matérielle ou technologique<sup>355</sup> (H3.1). L'armée de terre, qui mena l'essentiel de la campagne, était initialement peu nombreuse, peu formée et assez mal équipée. En outre, la puissance de feu dont disposait l'armée américaine s'avéra peu utile dans la phase de contre-insurrection du fait notamment des conditions climatiques et géographiques. Le haut commandement militaire n'anticipa pas le changement d'approche en faveur de la guérilla opéré par Aguinaldo en 1899. Les pertes américaines furent alors conséquentes dans les deux années qui suivirent. La capacité d'adaptation des forces américaines dans le cadre de la guerre des Philippines reposa néanmoins sur une faculté d'analyse et d'apprentissage de l'environnement dans lequel elles avaient à opérer (H3.2). Elles apprirent les langues des populations locales et restèrent en place suffisamment longtemps

---

<sup>355</sup> Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, p. 41-42

pour mener à bien un tel processus d'apprentissage et avoir l'envie et le besoin de le mener. De plus, comme dans le cas de la Guerre Civile et des guerres contres les Indiens, les troupes américaines transmettaient efficacement leurs observations au haut commandement qui était alors en mesure d'adapter sa stratégie. Les ajustements opérationnels opérés à partir de la fin de l'année 1900 ne nécessitèrent pas de changements organisationnel ou culturel majeur au sein des forces armées (H3.3). Ces ajustements étaient en effet dans la lignée du G.O. 100 qui servait d'assise doctrinale au comportement des forces américaines dans le cadre d'opérations de stabilisation suivant les combats. Ainsi, même si l'armée de terre maintint son organisation conventionnelle, elle parvint à mettre en œuvre des opérations non-conventionnelles de contre-insurrection qui ne menaçaient pas la culture ou les intérêts organisationnels de l'institution militaire.

Ce niveau d'adaptation et de mise en œuvre d'une contre-insurrection est unique parmi nos études de cas. Les Philippines ne constituent pas pour autant une anomalie qui invaliderait notre modèle multi-causal. D'une part, les militaires américains y furent surpris par le recours à l'insurrection par les forces rebelles d'Aguinaldo en 1899 alors qu'ils n'avaient pas initialement pour mission de stabiliser l'ensemble de l'archipel. À l'été 1898, avant que le président McKinley n'opte pour l'annexion du pays, leur mission était limitée et de nature plutôt conventionnelle. Ils devaient en effet protéger la capitale Manille et son port. D'autre part, les Philippines ne sont pas le seul cas dans lequel l'institution militaire s'adapte à la contre-insurrection. Nous verrons qu'au Vietnam et en Irak, les militaires américains déploieront également des approches contre-insurrectionnelles. Ils le feront néanmoins à moins grande échelle et avec moins de succès. Surtout, contrairement aux Philippines, le recours à la contre-insurrection y sera davantage l'œuvre d'officiers en rupture avec une institution

qui se montrera fermement attachée à sa préférence pour la guerre conventionnelle et à son mépris pour les « opérations autres que la guerre ».

Niveau politique			Niveau décisionnel			Niveau organisationnel			
Indicateur	H1.1	H1.2	H1.3	H2.1	H2.2	H2.3	H3.1	H3.2	H3.3
Philippines	Opposition	Opposition	Oui	Ambitieux	Manifestation faible	Changement d'approche	Oui	Complets	Intégrées
Constats	H1. L'opinion publique émerge comme une contrainte importante dans les opérations de contre-insurrection.			H2. L'opération militaire présentée par les décideurs se veut initialement limitée. Ils poursuivent la contre-insurrection malgré les critiques.			H3. Malgré des difficultés initiales, les forces armées trouvent en leur sein les moyens de mettre en œuvre une contre-insurrection efficace. Elle fait alors partie de leur culture.		

Notre thèse multi-causale des difficultés américaines dans la contre-insurrection stipule qu'en cherchant à contenir la sensibilité de l'opinion publique aux pertes, tant de militaires que de civils, les décideurs politiques optent pour des stratégies militaires conventionnelles. Conformément à la culture dominante de l'institution militaire, ces stratégies s'avèrent cependant inadaptées dans le cadre d'opérations contre-insurrectionnelles et obligent à une adaptation urgente de l'appareil militaire. Dans le cas de la guerre des Philippines, la sensibilité de l'opinion publique aux pertes n'apparaît pas comme un élément majeur pris en compte par les décideurs politiques dans leur choix en faveur de stratégies conventionnelles. Le lien de causalité que nous avons établi dans le chapitre premier entre les hypothèses H1 et H2 est ainsi le plus faible dans cette étude de cas.

Fascinante et singulière, la guerre des Philippines est tout à fait pertinente et essentielle à notre compréhension de la récurrence des difficultés américaines

dans la contre-insurrection depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. Elle marque en effet une évolution majeure dans la lutte contre-insurrectionnelle, et ce à de multiples égards<sup>356</sup>. À l'instar de la guerre des Boer qui se déroule à la même époque, la guerre des Philippines met tout d'abord en évidence la réduction rapide de l'avantage détenu par les forces étatiques face aux mouvements insurrectionnels. En ce sens, ces deux guerres illustrent un tournant important dans la relation entre grandes puissances et insurgés. La guerre des Philippines comme celle contre les Boer illustrent également un tournant significatif dans la considération affichée par les militaires occidentaux vis-à-vis des insurgés. Méprisés dans le passé, les prouesses au combat des insurgés et leur capacité à infliger des pertes non négligeables suscitèrent un respect appuyé chez les militaires. Celui-ci est ainsi manifeste dans le manuel britannique *Small Wars : Their Principles and Practice*, rédigé par Charles-Edward Callwell, ainsi que dans le *Small Wars Manual* publié par les fusiliers marins américains en 1940.

Dans la lignée des autres « petites guerres » remportées par les grandes puissances de l'époque, la guerre des Philippines vit ensuite ses coûts, en particulier humains, s'élever. Les pertes subies y furent plus importantes que dans les précédentes « petites guerres » et elles n'affectèrent pas uniquement des soldats professionnels mais également des engagés. Cette évolution se traduisit, progressivement certes, par une érosion de l'appui de l'opinion publique à ce type d'opérations. Les facteurs domestiques qui vont influencer les efforts de guerre américains en particulier après 1945, notamment dans le cas du Vietnam, sont donc en gestion dans le cadre de la guerre des Philippines sous la forme de la ligue anti-impérialiste. Ils furent cependant trop faibles pour avoir

---

<sup>356</sup> Sur les grandes évolutions en matière de contre-insurrection, voir Boot, M. (2013). *Op. cit.*, pp. 199-201.



l'effet considérable qu'ils auront plus tard dans les guerres limitées que les États-Unis auront à conduire après 1945.

Le dernier tournant important qu'illustrent ces guerres est qu'elles sont les dernières dans lesquelles les armées occidentales, même si elles perçoivent la dimension éminemment politique de ces conflits, pourront recourir à une violence féroce contre des populations vivant aux franges du monde civilisé. Avec ces conflits, les armées occidentales entrent dans une ère où leurs actions deviendront bien plus contraintes et encadrées par le respect de la loi et par les réactions de l'opinion publique, dans des proportions qui étaient inconnues au 19<sup>e</sup> siècle.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la Deuxième guerre mondiale et la guerre froide eurent un impact considérable sur l'évolution de la culture organisationnelle de l'institution militaire. La connaissance et l'intérêt pour la contre-insurrection observables dans le cadre de la guerre des Philippines et jusqu'au début des années 1940 se sont évaporés à partir de 1945. La guerre de Corée joua également un rôle clé dans l'évolution de la culture organisationnelle de l'armée américaine et contribua aux difficultés rencontrées au Vietnam comme nous allons le voir dans le chapitre suivant.

La guerre de Corée se traduisit en effet par l'augmentation significative des forces armées américaines et par la création pour la première fois de l'histoire des États-Unis d'une importante armée permanente. D'un côté, la plupart des troupes mobilisées au cours de la première année du conflit furent déployées en Europe de l'Ouest pour faire face à une attaque soviétique qui apparaissait comme une probabilité élevée. D'un autre côté, après une première année marquée par les opérations offensives calquées sur les assauts amphibies

menées dans le théâtre Pacifique lors de la Deuxième guerre mondiale, la guerre de Corée se stabilisa et devint plus défensive. Cette situation était familière pour les officiers déployés sur le théâtre européens depuis 1945. Les militaires américains affinèrent alors des stratégies et tactiques défensives reposant sur une puissance de feu massive destinée à infliger des pertes colossales à l'ennemi en cas d'attaque de celui-ci. L'armée se concentra alors sur la destruction de l'ennemi au détriment de la mobilité et de l'offensive<sup>357</sup>. Ce concept opérationnel, illustrant à merveille une conception conventionnelle de l'affrontement armé, s'imposa aux forces armées mais s'avèrera calamiteux dans la prochaine guerre dans laquelle l'armée américaine se trouva engagée : le Vietnam. Au début du conflit en Asie du Sud-Est, un officier remarquera sous le couvert de l'anonymat :

Korea, instead of concentrating military attention on the decaying colonialism and revolutionary eruptions in the Far East, was considered an abnormal conflict; an Asiatic war was against the wrong enemy, at the wrong place, and at the wrong time. The true target was Moscow, and the fatal battleground would be in Western Europe. [...] If we have the weapons to win a big war we can certainly win a small one, Eisenhower said<sup>358</sup>.

Le Général Westmoreland illustre cette influence de la guerre de Corée sur la façon dont l'armée américaine aborda le conflit au Vietnam en soulignant que l'aide apportée par les États-Unis à l'allié Sud-Vietnamien à partir de 1954 ne consistait pas à développer les capacités contre-insurrectionnelles des forces sud-vietnamiennes, mais à en faire une armée conventionnelle capable de résister – au moins un certain temps - à une invasion. Il écrit ainsi :

---

<sup>357</sup> Doughty, Robert (1979). *The Evolution of U.S. Army Tactical Doctrine 1946-1976* (Leavenworth Paper n° 1), Fort Leavenworth, KS, Combat Studies Institute, p. 12

<sup>358</sup> Anonyme, « Letter to the Editor », *ARMY* (mars 1962), p. 35

[...] with the conventional invasion of Korea still fresh in mind, the Pentagon's thinking was to create a South Vietnamese army capable of resisting an invasion long enough to enable an international force to intervene in order to circumvent overt aggression. That led inevitably to the creation of a conventional force organized into divisions and corps<sup>359</sup>.

Membre du haut-commandement de la mission d'assistance américaine au Vietnam (la MAAG), le Général « Hanging Sam » Williams déclara ouvertement en 1960 que l'objectif des États-Unis devait être de se préparer à une répétition de la guerre de Corée. Ses propos ne souffraient d'aucune ambiguïté :

I am one of those that believe if we as Americans, either alone or as part of SEATO, become engaged in a hot war, it will be against Chinese forces primarily and not against the Viet Cong of North Vietnam. The MAAG mission in Vietnam, then, after all the lesser issues are wiped aside, is to expand our last ounce of energy (mental and physical) to see that Vietnam is ready for the preliminary bout and can keep its back off the canvas the longest possible time<sup>360</sup>.

En réponse aux demandes du président Kennedy qui insistait pour que l'institution militaire s'intéresse aux formes irrégulières de conflit, regroupées à l'époque sous l'appellation « special warfare », l'armée élaborait un embryon de doctrine contre-insurrectionnelle traduisant une faible compréhension des particularités de ce type de conflit et privilégiant une approche conventionnelle similaire à celle de la Deuxième guerre mondiale et de la guerre de Corée, certes à plus petite échelle, pour venir à bout des insurgés. Robert Doughty relève à propos du document *Operations Against Irregular Forces* de 1962 :

A defensive attitude permits the guerrilla to concentrate superior forces, inflict severe casualties, and lower morale. [...] Most tactics for counterinsurgency remained extensions of, or resembled, small-unit tactics for a conventional battlefield<sup>361</sup>.

<sup>359</sup> Westmoreland, William (1989). *A Soldier Reports*, New York, Da Capo, p. 57

<sup>360</sup> « Miscellaneous Papers of General Williams, Folder 134 », *The Samuel T. Williams Papers*, MHI, Box 1, 1. Cité dans Nagl, John (2002). *Op. cit.*, p. 123

<sup>361</sup> Doughty, Robert (1979). *Op. cit.* pp. 25-26

### CHAPITRE III LA GUERRE DU VIETNAM (1960 – 1970) : AUX ORIGINES DES DIFFICULTES CONTEMPORAINES DES ETATS-UNIS DANS LA CONTRE-INSURRECTION



Source : <http://voiceseducation.org/Portals/2/Vietnam%20War/Vietnam%20map.gif>

Les accords de Genève de 1954 mirent un terme à la guerre d'Indochine. Ils divisèrent le Vietnam en deux États au niveau du 17<sup>e</sup> parallèle : la République

Démocratique du Vietnam ou Nord-Vietnam, et la République du Vietnam ou Sud-Vietnam. Ils prévoyaient également la tenue d'élections de réunification au plus tard au cours de l'été 1956. Les dirigeants de la République Démocratique du Vietnam comptaient les mettre à profit pour réunifier le pays sous leur gouverne. L'opposition de la République du Vietnam à la tenue de ces élections et par conséquent l'échec de cette approche de réunification poussa Hanoï à opter pour la lutte armée en janvier 1959<sup>362</sup>. Fin 1960, Hanoï créa au Sud-Vietnam le Front de Libération Nationale dont le bras armé était l'Armée de Libération Populaire, renommée par la suite Forces Armées de Libération Populaire<sup>363</sup>. À partir de 1962, le Front de Libération Nationale du Sud-Vietnam fut encadré par le Parti Révolutionnaire Populaire, d'obédience ouvertement marxiste et étroitement lié à Hanoï. Le président du Sud-Vietnam, Ngo Dinh Diem, qualifia ces forces politiques et militaires appuyées par le Nord-Vietnam de Viet Cong, contraction des termes communiste et Vietnamien<sup>364</sup>.

Dans le cadre de leur lutte armée, les dirigeants nord-vietnamiens, au premier rang desquels le général Vo Nguyen Giap, fondèrent leur stratégie sur la guerre « populaire » tels que théorisée et mise en œuvre par Mao Zedong. Ils exploitèrent également l'expérience acquise contre les Français de 1946 à 1954. Conformément aux préceptes de Mao, ils prirent ainsi un soin particulier à organiser la population et ils subordonnèrent l'usage de la violence à des objectifs politiques clairement établis. Les Nord-Vietnamiens et leurs alliés Viet Cong employèrent simultanément les approches insurrectionnelle et

---

<sup>362</sup> Herring, George C. (1979). *Op. cit.*, p. 67 ; Sharp, Ulysses S. Grant (1978). *Op. cit.*, pp. 13-14

<sup>363</sup> Lewy, Guenter (1978). *Op. cit.*, p. 17 ; Pike, Douglas (1966). *Viet Cong*, Cambridge : MIT Press, pp. 74-78

<sup>364</sup> Hamilton, Donald (1998). *The Art of Insurgency : American Military Policy and the Failure of Strategy in Southeast Asia*, Wesport : Praeger, p. 118 ; Herring, George C. (1979). *Op. cit.*, p. 67. Ce terme, largement employé dans la littérature américaine sur le sujet, peut-être considéré à certains égards comme péjoratif. Nous continuerons toutefois de l'utiliser dans le cadre de ce chapitre.



conventionnelle<sup>365</sup>. Les tactiques de guérilla permettaient aux forces du Viet Cong d'affaiblir l'armée du Sud-Vietnam avant de lancer des opérations de plus grande envergure, de type plus conventionnel. La première grande bataille de ce type, qui se traduisit d'ailleurs par une défaite de l'armée sud-vietnamienne, eut lieu en janvier 1963 à Ap Bac<sup>366</sup>. La compétence au combat des Viet Cong fut encore améliorée à partir de 1964 avec l'envoi par Hanoï au Sud-Vietnam d'éléments de son Armée Populaire, habile tant dans la guérilla que dans les combats conventionnel<sup>367</sup>. Par ailleurs, se distinguant de bien des mouvements révolutionnaires d'inspiration communiste, comme la révolution Bolchevique de 1917, le Viet Cong orienta ses efforts de propagande, de mobilisation, et d'attaque contre le régime sud-vietnamien dans les zones rurales ; non dans les centres urbains. Les employés gouvernementaux dans les campagnes, tels les enseignants, furent des cibles privilégiées tant leurs compétences et leur intégrité en faisaient des menaces majeures<sup>368</sup>. C'est pourquoi les combats au Sud-Vietnam eurent essentiellement lieu dans les campagnes<sup>369</sup>.

Les États-Unis ne s'engagèrent militairement dans le conflit qu'à partir des années 1960. Ils envoyèrent d'abord, sous Eisenhower mais surtout sous Kennedy, des conseillers militaires chargés d'appuyer le gouvernement de Saigon dans sa lutte contre l'insurrection menée par les Viet Cong. Le déploiement massif s'opéra à partir de 1965 sous l'administration Johnson et atteint un sommet de près de 540 000 soldats en 1968. En 1973, la quasi-totalité des forces américaines avaient quitté le Sud-Vietnam. Le 1<sup>er</sup> avril 1975, Saigon

---

<sup>365</sup> Pike, D. (1966). *Op. cit.* pp. 36, 76, 107 ; Bui, T. (1995). *Op. cit.*, pp. 42-46

<sup>366</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 78-89 ; Nagl, J. (2002). *Op. cit.*, pp. 133-134

<sup>367</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 39-40 ; Herring, G. C. (1979). *Op. cit.*, p. 128

<sup>368</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 272-273 ; Herring, G. C. (1979). *Op. cit.*, p. 67. Le nombre précis d'assassinats politiques perpétrés par les Viet Cong au Sud-Vietnam est difficile à évaluer avec précision. Il se situerait aux alentours des 36 700.

<sup>369</sup> Pike, D. (1966). *Op. cit.*, p. 110

était prise par les forces nord-vietnamiennes et le Vietnam était unifié sous l'égide de Hanoï. 58 220 militaires américains furent tués et plus de 300 000 furent blessés<sup>370</sup>. La guerre du Vietnam suscita une vague de protestation populaire d'une ampleur inédite dans l'histoire américaine, au point d'inciter le président Johnson à renoncer à se porter candidat à un second mandat en 1968. L'échec américain au Vietnam constitue un véritable traumatisme qui marqua les décideurs politiques subséquents ainsi que l'institution militaire. Occupant une place centrale dans l'étude de la politique étrangère des États-Unis depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, le Vietnam fait l'objet d'une littérature abondante et de vives controverses. S'il n'est pas question ici de faire une étude approfondie de cette littérature, il est utile d'en relever certains points importants.

Le point de vue dominant reste que cette guerre ne pouvait fondamentalement pas être gagnée par les États-Unis et que l'engagement américain, en particulier avec le déploiement des troupes de combat en 1965 était voué à l'échec. L'argument central de cette thèse est que l'implication américaine découlait d'une analyse erronée de la situation. Les spécificités du contexte vietnamien, le caractère nationaliste du conflit, l'appui populaire à l'insurrection dans le Sud, l'impopularité du gouvernement ou encore l'animosité entre le Vietnam et la Chine furent autant d'éléments majeurs qui échappèrent à des décideurs américains aveuglés par leur idéologie anti-communiste. Percevant la situation en Asie du Sud-Est à travers le prisme de la guerre froide et de la lutte contre le bloc soviétique (symbolisé notamment par la popularité de la théorie des dominos) les décideurs américains ne réalisèrent pas que leurs intérêts dans la

---

<sup>370</sup> Source : Leland, Anne et Oboroceanu, Mari-Jana (Février 2010). *American War and Military Operations: Casualties: Lists and Statistics*, Washington D.C. : Congressional Research Service

région n'étaient ni majeurs, ni menacés<sup>371</sup>. Cette thèse de l'inéluctabilité de la défaite du fait d'une incompréhension de la situation et d'une surévaluation grossière des enjeux est toutefois remise en question par des études récentes qui tirent par exemple profit d'une plus grande accessibilité des archives nord-vietnamiennes.

Cette lecture « révisionniste » de la guerre du Vietnam tend ainsi à soutenir que les enjeux stratégiques pour les États-Unis étaient conséquents et que les craintes liées à la matérialisation de la théorie des dominos pouvaient être tout à fait fondées<sup>372</sup>. Mais au-delà des enjeux et des justifications de l'intervention, est-il possible de soutenir que la guerre était fondamentalement ingagnable ? Peut-on arguer que les décisions prises par les dirigeants n'eurent aucune influence sur le cours et sur l'issue de cette guerre ? Le fait est que les changements des individus en charge ont eu des impacts significatifs sur la dynamique du conflit. Lorsque le général Creighton Abrams et l'ambassadeur Ellsworth Bunker prirent les commandes de l'effort américain en 1967-68, la coopération entre civils et militaires, jusque là déficiente pour ne pas dire inexistante, et l'efficacité opérationnelle furent nettement améliorées. Au tournant des années 1970, la dynamique de la guerre penchait en faveur des États-Unis et de leur allié sud-vietnamien. La chute de Saïgon en 1975 ne serait pas, dans cette perspective, le résultat d'un échec américain et sud-vietnamien, mais le produit d'une crise politique interne à Washington. Celle-ci conduisit à l'implosion de l'administration Nixon et à la rupture abrupte de l'assistance militaire

---

<sup>371</sup> Voir par exemple Anderson, David (2005). *The Vietnam War*, New York : Palgrave Macmillan ; Logevall, Frederik (2001). *Choosing War : The Lost Chance for Peace and the Escalation of War in Vietnam*, Berkeley : University of California Press ; Kaiser, David (2000). *American Tragedy : Kennedy, Johnson, and the Origins of the Vietnam War*, Cambridge : Harvard University Press

<sup>372</sup> Gilbert, Marc (2002). *Why the North Won the Vietnam War*, New York : Palgrave Macmillan, pp. 1-45 ; Moyer, Mark (2006). *Triumph Forsaken : The Vietnam War, 1954-1965*, Cambridge : Cambridge University Press, pp. 375-391. Voir également Colby, William (1989). *Lost Victory*, Chicago : Contemporary

américaine au Sud-Vietnam décidée par le Congrès. Dès lors, Hanoï put lancer une offensive victorieuse sans craindre une réplique américaine<sup>373</sup>.

La défaite américaine au Vietnam, actée avec la chute de Saigon en 1975, constitue un véritable traumatisme, encore assez lourd, dans l'histoire contemporaine des États-Unis. Nous verrons cependant dans la première section de ce chapitre consacrée au déroulement du conflit que, si les difficultés américaines en Asie du Sud-Est furent indéniables, la défaite n'était pas inéluctable. Les sections suivantes, consacrées aux trois niveaux qui composent le modèle multi-causal que nous avons élaboré pour expliquer les difficultés américaines dans la contre-insurrection permettront de mieux cerner les ressorts de cette défaite. Nous verrons ainsi au niveau politique que le conflit au Vietnam suscita une opposition peu commune de l'opinion publique américaine qui fut identifiée comme le centre de gravité du conflit tant par les décideurs à Washington que par les adversaires des États-Unis (H1). Les décideurs américains étaient conscients de la friabilité de l'appui de l'opinion à l'intervention en Asie du Sud-Est, de même que de la vulnérabilité que cela représentait. Ils privilégièrent pour cette raison une stratégie qui devait limiter les pertes tant américaines que vietnamiennes (H2). Celle-ci ne fut cependant pas efficace et face à la dégradation de la situation, les décideurs américains furent de moins en moins capables de justifier l'intervention. Ils décidèrent finalement pour un retrait, progressif et chaotique, du Vietnam. Alors que l'approche conventionnelle s'avérait inefficace et contre-productive, l'institution militaire, en particulier l'armée de l'air et l'armée de terre, refusèrent de

---

<sup>373</sup> Cette thèse de la victoire américaine et sud-vietnamienne gâchée par les questions de politique interne à Washington est notamment défendue par Lewis Sorley. Sorley, Lewis (1999). *A Better War : The Unexamined Victories and Final Tragedy of America's Last Years in Vietnam*, New York : Harcourt Brace



substantiellement modifier leurs concepts opérationnels pour une guerre qu'elles considéraient comme secondaire (H3).

La guerre du Vietnam apparaît comme « l'idéal-type » de la thèse que nous avons élaborée. En cherchant à contenir la sensibilité de l'opinion publique aux pertes, tant de militaires que de civils, les décideurs politiques optèrent pour des stratégies militaires conventionnelles. Conformément à la culture dominante de l'institution militaire, celles-ci s'avérèrent cependant inadaptées à la nature irrégulière du conflit dans lequel elle était engagée. Refusant de modifier sa culture dominante pour un type d'opération qu'elle ne considérait qu'avec mépris, l'institution militaire ne consentit qu'un effort d'adaptation lent et parcellaire et rejetant toutes les leçons apprises de ses difficultés au Vietnam.

La défaite en Asie du Sud-Est est ainsi un cas incontournable tant il apparaît aux origines des difficultés contemporaines des États-Unis dans la contre-insurrection. Elle n'incita pas l'institution militaire à reconsidérer avec plus d'attention une forme de conflit, la contre-insurrection, qui était pourtant partie intégrante de sa culture au tournant du 20<sup>e</sup> siècle comme nous avons pu le constater dans le chapitre sur les Philippines. Au contraire, celle-ci fit tout pour ne pas s'y intéresser, pour éviter toute implication dans ce type de conflit qu'elle n'affectionne pas. Elle y parviendra plus ou moins bien dans les années 1980 et 1990. Mais elle ne put en éviter les périls au début des années 2000 lorsque confrontée à l'insurrection irakienne, il lui faudra réapprendre les fondamentaux de la contre-insurrection.



### 3.1 Le déroulement du conflit

La littérature américaine sur la guerre au Vietnam tend à se concentrer sur les années 1960, particulièrement 1964-1968, caractérisées par l'engagement massif des forces terrestres. Il n'en demeure pas moins que les États-Unis étaient actifs et s'intéressaient à la situation prévalant en Asie du Sud-Est depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le renseignement américain était particulièrement actif à Saigon et disposait de réseaux importants dans les cercles politiques et militaires depuis la fin 1945<sup>374</sup>. Au cours des années 1950, les décideurs politiques à Washington suivaient ce dossier avec attention. Si le président Eisenhower signifia lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale en janvier 1954 son opposition à l'envoi d'une force terrestre pour appuyer les troupes françaises, il affirma que les États-Unis devaient demeurer particulièrement attentifs à la situation. C'est ainsi qu'au printemps 1954, Edward Lansdale fut envoyé à Saigon avec pour mandat de « reproduire ce qu'il avait fait aux Philippines » quelques années plus tôt<sup>375</sup>.

Lansdale arriva à Saigon le 1<sup>er</sup> juin 1954, soit trois semaines à peine après la défaite française à Diem Bien Phu. Officiellement nommé assistant attaché de l'armée de l'air, sa mission réelle consistait à mettre sur pied une seconde unité

---

<sup>374</sup> Carnes Lord mentionne par exemple que Lucien Conein, Rufus Philips, et Edward Lansdale figuraient parmi les agents du renseignement américain les plus connaisseurs et experts du Vietnam dès le milieu des années 1940. Lord, Carnes (2012). *Proconsuls : Delegated Political-Military Leadership from Rome to America Today* New York : Cambridge University Press, p. 137

<sup>375</sup> Lansdale alla pour la première fois au Vietnam au cours de l'été 1953. Il était alors membre d'une délégation de militaires américains dirigée par le Général John O'Daniel. Alors que les Français étaient embourbés dans leur combat contre l'insurrection communiste menée par Ho Chi Minh, le rapport produit par la délégation américaine se montra plutôt optimiste. Lansdale ne partageait pas cet avis et produisit une note séparée dans laquelle il prédisait une longue guérilla pour laquelle les troupes françaises ne lui paraissaient pas préparées. Sur la mission de Lansdale au Vietnam, la connaissance qu'il en développa et sa relation avec les frères Ngo. Lord, C. (2012). *Ibid.*, pp. 138-140 ; Currey, Cecil (1988). *Edward Lansdale : The Unquiet American*, New York : Brassey's, pp. 135-137 ; Nashel, Jonathan (2005). *Edward Lansdale's Cold War*, Boston : University of Massachusetts Press, p. 78

de la CIA chargée de conduire des opérations de guerre non-conventionnelle. Il devait en rendre directement compte au directeur de la CIA, Allan Dulles. Lansdale ne tarda pas à s'imposer comme un acteur central des opérations américaines en Asie du Sud-Est. En vertu des accords de Genève, Ngo Dinh Diem arriva fin juin 1954 à Saigon où il devait prendre la tête d'un gouvernement non-communiste mis en place dans la partie sud du Vietnam. Si Diem était une personnalité austère et timide<sup>376</sup>, Lansdale ne l'était pas. Dès le lendemain de l'arrivée du Premier ministre sud-vietnamien, le représentant américain se présenta à son bureau et lui exposa quelques suggestions pour la constitution de son gouvernement. En l'espace de quelques semaines, Lansdale devint un proche et précieux conseiller de Diem, ainsi que de son frère Ngo Dinh Nhu, en charge de l'appareil de renseignement et de la sécurité du nouveau pouvoir.

Diem se trouvait dans une situation particulièrement délicate pour exercer ses fonctions. Tout d'abord, même si les Français étaient sur le point de se désengager du pays, ils n'appréciaient pas sa nomination. Ils le considéraient comme une simple marionnette des Américains et cherchèrent à l'affaiblir et à le renverser. Diem devait par ailleurs faire face à une concurrence féroce pour asseoir son autorité sur le territoire sud-vietnamien. Saigon était dominée par un groupe criminel, le Binh Xuyen, qui contrôlait les réseaux de prostitution, les paris, le trafic d'opium tout en achetant la police locale. Les provinces adjacentes étaient placées sous la coupe de deux sectes religieuses puissantes, Hoa Hao et Cao Dai, qui disposaient chacune d'environ 15 000 hommes en armes. La loyauté au nouveau gouvernement de ces sectes qui combattirent l'insurrection communiste aux côtés des Français était loin d'être acquise. Enfin, le pays ne

---

<sup>376</sup> Diem est souvent dépeint dans la littérature comme un leader inefficace. Il est présenté comme indécis, autoritaire, clanique, plus soucieux de la loyauté de ses subordonnés que de leur compétence, et trop souvent sourd aux conseils américains. Mark Moyer dresse cependant un portrait plus nuancé et assez convaincant des actions de Diem dans les premières années qu'il passa à la tête du gouvernement sud-vietnamien. Voir Moyer, M. (2006). *Op. cit.*, chapitre 2.

disposait d'aucune structure politique. Il n'y avait pas de parti et les bribes de classe dirigeante étaient teintées par leur service au sein de la bureaucratie coloniale<sup>377</sup>. La première crise à laquelle fut confronté Diem se produisit au courant de l'automne 1954. Encouragé par les Français, le chef d'état-major de l'armée, Nguyen Van Dinh, se mit à contester son autorité. L'intervention du Général O'Daniel, de l'ambassadeur Heath, et de Lansdale permit d'éviter un coup d'État et Diem parvint à forcer Dinh à l'exil. Cette crise passée, Lansdale entreprit de négocier avec les sectes Hoa Hao et Cao Dai afin de réduire la pression pesant sur le Premier ministre sud-vietnamien.

La confiance de Lansdale envers la capacité de Diem à établir un gouvernement efficace et à contrôler son pays n'était pas partagée au sein de l'administration américaine<sup>378</sup>. En novembre 1954, le président Eisenhower et le secrétaire d'État Dulles décidèrent qu'il était temps pour les États-Unis de nommer un ambassadeur puissant à Saigon. Donald Heath fut remplacé par le général J. Lawton Collins qui venait de quitter son poste de chef d'état-major de l'armée de terre. La mission confiée à Collins était de courte durée, mais son mandat était vaste et important. Il devait en effet évaluer la situation prévalant au Sud-Vietnam et proposer un programme d'assistance militaire et économique

---

<sup>377</sup> Il existait bien deux mouvements ou partis politiques nationalistes avec les représentants desquels Lansdale parvint à établir des contacts : le Dai Viet et le Vietnam Quoc Dan Dang. Or, tout au long de leur présence en Indochine, les Français considérèrent toute activité politique de la part des Vietnamiens comme une menace à leur autorité. La formation de partis politiques « ouverts » et « publics » était donc interdite et toute personne qui contrevenait à cette interdiction était passible d'arrestation, d'exil, ou de meurtre. Pour cette raison, ces mouvements politiques opérèrent en secret, dans la clandestinité et étaient organisés en petites cellules autonomes, disciplinées et rompues aux activités révolutionnaires. Lansdale ne réussit pas à les convaincre de renoncer à cette clandestinité pour constituer l'armature politique du nouveau régime qu'il contribua à mettre en place. Nashel, J. (2005). *Op. cit.*, pp. 146-147

<sup>378</sup> Contesté au sein de l'appareil gouvernemental tant pour son appui vis-à-vis de Diem que pour ses méthodes et son caractère parfois bouillant, Edward Lansdale joua un rôle majeur dans la création de l'État sud-vietnamien. William Colby, qui dirigea la station de la CIA à Saigon au début des années 1960 avant de devenir directeur de la CIA, classe ainsi Lansdale parmi les 10 meilleurs agents de renseignement de l'histoire des États-Unis Lord, c. (2012). *Op. cit.*, p. 142

destiné à stabiliser et à renforcer le gouvernement local. Le jugement de Collins concernant la personnalité et le potentiel de Diem fut d'emblée mitigé. Lorsqu'une nouvelle crise avec les sectes éclata en mars 1955, il en arriva à la conclusion que le Premier ministre sud-vietnamien n'était pas un partenaire viable pour les États-Unis et que ceux-ci devaient donc chercher une alternative ou se retirer du pays.

À son retour à Washington en avril 1956, Collins fut sur le point de convaincre l'administration Eisenhower d'abandonner les frères Ngo. Le 27 avril, le département d'État adressa même un câble diplomatique à l'ambassade à Saigon donnant pour instruction de mettre un terme à l'appui fourni à Diem et son frère et de trouver deux nouveaux dirigeants bénéficiant d'un plus grand soutien populaire<sup>379</sup>. Au même moment, Diem décida de lancer une attaque contre le groupe Binh Xuyen. Lorsque la nouvelle de cette opération arriva à Washington, Dulles fit annuler le câble qu'il avait fait envoyer six heures plus tôt. Au cours d'une réunion du Conseil de sécurité nationale tenue le lendemain, l'option de rompre avec Diem ne fut pas abandonnée. Quelques jours plus tard cependant, Dulles qualifia Diem de « héros populaires » suite au succès de l'opération contre Binh Xuyen<sup>380</sup>. Diem dut encore ferrailler de longs mois avant de surmonter les tentatives de déstabilisation fomentées par les sectes, en particulier Bao Dai, qui bénéficia de l'appui explicite du gouvernement français dans sa tentative de s'imposer à la tête du pays. Usant habilement de la pression militaire, de diplomatie et de corruption, Diem parvint à scinder l'alliance entre les sectes et à

---

<sup>379</sup> *Op. cit.*, pp. 140-141 ; Anderson. *Trapped by Success*, chapitre 5

<sup>380</sup> Il apparaît que Lansdale, au courant de la volonté de l'administration Eisenhower de rompre avec Diem suite au rapport fait par Collins, ne soit pas étranger à l'opération menée contre le gang Binh Xuyen. Collins se plaint d'ailleurs que son autorité, qu'il détenait des instructions qu'il avait reçues directement du président Eisenhower, avait été court-circuitée par Lansdale qui, affirma-t-il, répondait à des instructions parallèles données par la CIA. Anderson, David (1991). *Trapped by Success : The Eisenhower Administration and Vietnam, 1953-61*, New York : Columbia University Press, pp. 110-115 ; Lord, C. (2012). *Op. cit.*, p. 141

imposer son autorité. Profitant d'une dynamique favorable, il organisa un référendum ayant pour objectif de trancher le conflit entre lui et Bao Dai. Au terme d'une campagne efficace orchestrée par Lansdale et Nhu, Diem devint président de la République du Vietnam en octobre 1956.

Lansdale quitta le Sud-Vietnam fin 1956. Il demeura cependant au fait des développements en Asie du Sud-Est à titre d'officier de liaison du département de la Défense avec la communauté du renseignement. Il fit également deux brefs séjours au Vietnam en 1959 et en 1961. Le rapport qu'il rédigea à l'issu du second séjour présentait une analyse plus pessimiste de la situation que celle offerte par les représentants américains en poste à Saigon, critiquait le peu d'effort consenti sur le front de la contre-insurrection, et suggérait de remplacer l'ambassadeur Elbridge Durbow par une personne plus compétente et sensible aux mœurs et à la culture vietnamiennes. Ce rapport suscita l'attention du président nouvellement élu, John F. Kennedy. Le 28 janvier 1961, Lansdale fut invité à la Maison-Blanche pour participer à une réunion sur le Vietnam avec l'équipe de sécurité nationale présidentielle. La possibilité qu'il soit envoyé à Saigon à titre d'ambassadeur fut évoquée, mais étonnamment, il ne saisit pas cette chance. Le poste fut attribué à Frederick Nolting, qui, à l'instar de Lansdale et par contraste avec son prédécessuer Durbow, parvint à nouer une relation de confiance avec Diem. Lansdale de son côté pouvait encore exercer une certaine influence sur la politique vietnamienne de l'administration Kennedy dans le cadre de ses nouvelles fonctions. Il devint en effet conseiller du secrétaire-adjoint à la Défense pour les questions de renseignement et de guerre non-conventionnelle, ainsi que directeur exécutif d'une nouvelle structure pangouvernementale : la *Vietnam Task Force*. Lansdale ne joua cependant pas habilement le jeu bureaucratique et se trouva progressivement marginalisé dans



l'élaboration de la politique américaine en Asie du Sud-Est<sup>381</sup>. Sa perte d'influence fut manifeste lorsque Kennedy décida d'intensifier l'effort américain au Vietnam au printemps 1961. L'administration accompagna cet engagement accru de demandes plus fortes auprès de Diem, notamment une implication plus grande dans les décisions du gouvernement sud-vietnamien. Lorsque l'ambassadeur Nolting présenta ces conditions à Diem, celui-ci les rejeta, affirmant que son pays ne voulait pas devenir un protectorat des États-Unis<sup>382</sup>.

L'image de Diem et la confiance que lui accordaient les Américains s'effritèrent à partir de l'automne 1961 lorsque les insurgés communistes intensifièrent leurs activités au Sud-Vietnam. La détérioration de la situation fut cependant contenue. D'une part, les États-Unis envoyèrent une grande quantité d'armes et déployèrent de nombreux conseillers militaires sur le terrain. D'autre part, le gouvernement sud-vietnamien réagit vigoureusement à la guerre menée par le Nord-Vietnam et ses alliés de l'insurrection communiste, tant sur le plan des opérations conventionnelles qu'irrégulières. À ce titre, le programme des « hameaux stratégiques » porté par Diem rencontra un succès certain comme en atteste l'historiographie officielle du Nord-Vietnam. À Hanoï, les dirigeants constataient avec inquiétude en 1962 que leurs adversaires du Sud continuaient à se renforcer et à mener des opérations de « guerre spéciale » particulièrement rude contre leurs éléments<sup>383</sup>.

Si la dynamique du conflit semblait favorable à Diem au début de l'année 1963, la tournure des événements à partir du printemps de cette année mena à la

---

<sup>381</sup> Lord, C. (2012). *Op. cit.*, p. 144. Dès avril 1961, Lansdale n'aura en fait plus guère de temps à consacrer au dossier vietnamien. Suite au fiasco de la Baie des Cochons, il se verra en effet confier par le président Kennedy la tâche de planifier et d'organiser par des moyens non-conventionnels le renversement du régime de Castro. Il ne retournera au Vietnam qu'en 1965.

<sup>382</sup> Moyer, M. (2006). *Op. cit.*, pp. 142-144

<sup>383</sup> Voir *Op. cit.*, pp. 56-59, 183, et Moyer, M. (1997). *Op. cit.*, chapitres 1 à 4

rupture de la coopération entre son régime et les États-Unis. Sur la scène politique intérieure, le gouvernement sud-vietnamien du faire face à l'opposition d'un mouvement bouddhiste qui accusait le régime de persécutions et de favoriser les Catholiques. Lors d'une manifestation de militants bouddhistes dans la ville de Hue le 8 mai 1963, 23 personnes furent tuées par les forces gouvernementales. Dès lors, le mouvement bouddhiste, manifestement engagé dans une campagne pour renverser le régime de Diem, amplifia ses moyens d'actions en ayant notamment recours à une méthode particulièrement spectaculaire : l'immolation publique de moines. Ces immolations firent l'objet d'une couverture médiatique abondante dans les journaux américains, notamment de la part du *New York Times*, dont le correspondant sur place David Halberstam avait pris fait et cause pour le mouvement bouddhiste. Préoccupé par de tels développements, le département d'État adressa début juin 1963 un ultimatum à Diem l'enjoignant de répondre favorablement à l'ensemble des demandes du mouvement bouddhiste faute de quoi il subira une condamnation publique de la part des États-Unis<sup>384</sup>. Refusant de se plier aux exigences de Washington, Diem lança une offensive contre le mouvement bouddhiste le 21 août 1963. À l'instar des opérations qu'il avait ordonnées quelques années plus tôt contre les sectes, cette offensive lui permit de renforcer le prestige de son gouvernement. La population et l'administration américaines ne le virent cependant pas ainsi. Alimentées d'informations scabreuses faisant état de massacres lors de la prise de contrôle des pagodes bouddhistes par les forces

---

<sup>384</sup> Le président Kennedy prit connaissance de cet ultimatum dans le *New York Times* du 8 juin. Furieux, il ordonna au département d'État de ne plus proférer de telles menaces sans avoir préalablement obtenu son accord explicite. Il n'en demeura pas moins que le département d'État, en particulier l'assistant secrétaire pour les affaires orientales Averill Harriman et le directeur du Bureau de renseignement et de recherche Roger Hilsman, continuèrent à faire pression sur le régime de Diem pour qu'il accède aux demandes du mouvement bouddhiste et à préconiser un changement de régime à la tête du Sud-Vietnam. Lord, C. (2012). *Op. cit.*, p. 146

gouvernementales, l'opinion publique américaine et l'administration Kennedy condamnèrent les agissements de Diem<sup>385</sup>.

La crise avec le mouvement bouddhiste eut raison de l'alliance entre les États-Unis et les frères Ngo. C'est ainsi avec l'aval des autorités américaines que ceux-ci furent assassinés le 1<sup>er</sup> novembre 1963 par des généraux mécontents. S'ouvrit alors à la tête de l'État sud-vietnamien une période de forte instabilité. Une série de généraux sans charisme se succédèrent en effet jusqu'à ce que le Général Nguyen Van Thieu ne parvienne à consolider son pouvoir en juin 1965.

À la faveur de cette instabilité politique, les Viet Cong et leurs alliés nord-vietnamiens réalisèrent en 1964 des gains militaires et politiques significatifs au Sud-Vietnam. Cette évolution de la situation suscita une vive inquiétude à Washington qui voyait un nord communiste inexorablement dominer le Sud et décida d'accroître son implication dans le conflit entre Hanoi et Saigon. Avant 1961 en effet, l'aide américaine à cette dernière consistait essentiellement en un appui financier, à la fourniture d'armements et en de la formation. C'est au début des années 1960, lorsque le Viet Cong accru sa pression que l'administration Kennedy décida d'accroître notamment le rôle des conseillers militaires. 700 en janvier 1961, ils étaient plus de 16 000 au moment de l'assassinat du président Kennedy le 22 novembre 1963<sup>386</sup>. Plus significatif, les militaires américains commencèrent au cours de cette période à être impliqués dans des combats, que ce soit par le biais de l'aviation ou en encadrant les troupes sud-vietnamiennes. C'est dans le cadre de la préparation d'une de ces opérations au début du mois d'août 1964 qu'eurent lieu les deux incidents qui précipitèrent l'engagement militaire des États-Unis dans le conflit vietnamien. Les 2 et 4 août 1964, deux

---

<sup>385</sup> Moyar, M. (2006). *Op. cit.*, pp. 233-236

<sup>386</sup> Johnson, L. B. (1971). *Op. cit.*, p. 137

navires de la Marine américaine effectuant des missions de reconnaissance et de renseignement dans le golfe du Tonkin furent attaqués par des bâtiments nord-vietnamiens. Les Américains répliquèrent après le second accrochage en bombardant pour la première fois ouvertement et directement des cibles nord-vietnamiennes à Vinh (des bases navales et des entrepôts de carburant)<sup>387</sup>. Le 7 août, le Congrès adoptait en réaction à ces incidents la résolution dite du Golfe du Tonkin autorisant le président Johnson à recourir à la force au Vietnam<sup>388</sup>. Le 1<sup>er</sup> décembre 1964, Johnson autorisa des opérations militaires contre le Nord-Vietnam en cas de nécessité. Celle-ci se matérialisa début février 1965 lorsque des forces Viet Cong attaquèrent la base aérienne américaine de Pleiku, détruisant des avions et tuant neuf soldats<sup>389</sup>. En réaction, Johnson autorisa des frappes aériennes au Nord-Vietnam et décida de l'envoi de forces terrestres au Sud-Vietnam avec pour objectif initial de protéger les installations américaines. Face à l'infiltration croissante d'éléments des forces armées nord-vietnamiennes au Sud et à la multiplication des opérations de combat, le commandant des forces américaines, le Général William Westmoreland demanda et obtint en juin 1965 l'envoi de troupes supplémentaires. Celles-ci atteignirent les 184 000 soldats fin 1965 et un sommet de 543 000 mi-1968.

Malgré l'amplification de la présence américaine au cours de la période 1965-1968 et des pertes considérables, les forces de l'armée nord-vietnamienne et des Viet Cong continuèrent à croître au Sud-Vietnam grâce aux infiltrations provenant du Nord mais également au recrutement de sympathisants au Sud. Elles passèrent ainsi de 160 000 en 1965 à 220 000 en 1966. La hausse se poursuivit en 1967. Dès lors, les troupes américaines ne furent jamais en mesure

---

<sup>387</sup> McMaster, H. R. (1997). *Op. cit.*, pp. 120-136 ; Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, p. 44

<sup>388</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 33-34

<sup>389</sup> *Op. cit.*, p. 375 ; Herring, G. C. (1979). *Op. cit.*, pp. 79, 126 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 99 ; Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, p. 105

d'avoir un ratio considéré comme idéal pour mener à bien des opérations de contre-insurrection. Westmoreland considérait cependant que la supériorité technologique des forces américaines et leur puissance de feu permettraient de surpasser cette infériorité numérique<sup>390</sup>. En dépit de la supériorité matérielle américaine, les forces nord-vietnamiennes restèrent en mesure de remplacer leurs pertes dans les combats, allongeant de fait la durée du conflit. Il devint alors manifeste que les Américains ne gagneraient pas aussi facilement que l'avançaient les décideurs politiques et militaires. Alors que l'opinion publique américaine manifestait une opposition grandissante à une guerre de plus en plus meurtrière, les dirigeants nord-vietnamiens lancèrent en janvier 1968 une opération militaire qui eut un impact considérable : l'offensive du Têt. Celle-ci eut deux conséquences majeures. D'une part, elle renforça le scepticisme et l'opposition de la population américaine vis-à-vis de la guerre. Johnson annonça ainsi le 31 mars 1968 qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle de novembre. D'autre part, elle força l'administration américaine à réévaluer ses objectifs. Il ne s'agissait plus de protéger le Sud-Vietnam de la menace communiste provenant du Nord, mais d'arriver à une solution négociée permettant aux États-Unis de se désengager du conflit. C'est dans l'optique de cette négociation que le président Johnson imposa de nouvelles restrictions aux bombardements menés sur le Nord-Vietnam. La promesse de mettre un terme à la guerre du Vietnam « dans l'honneur » fut déterminante dans la victoire du candidat républicain Richard Nixon lors de l'élection présidentielle de 1968. La politique de « vietnamisation » du conflit qu'il mit en œuvre à partir de 1969 consista à retirer les forces terrestres américaines (elles cesseront leurs activités de combat en 1972) tout en augmentant l'aide économique et militaire (par le

---

<sup>390</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 157-159, 180 ; McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, p. 244 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, p. 175



biais de la livraison de matériel) au gouvernement sud-vietnamien en espérant que cette aide lui permette de faire face à la pression du Nord<sup>391</sup>.

En janvier 1973, Washington et Hanoï arrivèrent finalement à un accord mettant un terme à l'implication militaire des États-Unis au Vietnam. Nixon devait cependant composer dans le même temps avec un Congrès, opposé à la poursuite de l'engagement américain dans le conflit, et prêt à prendre des mesures pour que l'administration cesse son appui au régime de Saigon. Ainsi, à la mi-1973, le Congrès interdit toute opération militaire des États-Unis dans le sud-est asiatique. En 1974, il réduisit l'aide accordée au gouvernement sud-vietnamien. En 1975, il refusa une demande d'aide militaire d'urgence formulée par le président Ford pour aider le Sud-Vietnam à enrailler une offensive majeure du Nord<sup>392</sup>. En avril 1975, Saigon tombait aux mains des forces nord-vietnamiennes consacrant une défaite majeure pour les États-Unis<sup>393</sup>. En effet, l'objectif américain depuis l'administration Truman avait été clair et permanent : assurer que le Vietnam soit indépendant et non-communiste<sup>394</sup>.

### 3.2 Le niveau politique : l'opinion publique comme vulnérabilité critique dans les opérations de contre-insurrection

En gestation lors de la guerre des Philippines au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, le poids de l'opinion publique dans la façon dont les décideurs américains conduisent les opérations militaires fut majeur, voire déterminant, dans le cas du Vietnam. C'est à partir de ce conflit que John Mueller développa sa thèse de la sensibilité de la population américaine aux pertes de soldats. Véritable centre de gravité du

---

<sup>391</sup> *Op. cit.*, pp. 162-189

<sup>392</sup> *Op. cit.*, pp. 205-215

<sup>393</sup> Vien. *The Final Collapse*

<sup>394</sup> Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, pp. 71-72 ; McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, p. 102

conflit, cette opinion publique influençait les choix stratégiques de Washington et est rapidement apparue aux yeux des dirigeants nord-vietnamiens comme la principale faiblesse de leur adversaire. Conscients que les États-Unis avaient des engagements à travers la planète, ils comprirent par ailleurs que Washington ne serait pas disposée à s'engager dans un conflit total pour défendre l'allié sud-vietnamien. Ils n'auraient donc pas à subir la toute puissance militaire américaine. Au-delà de cette compréhension des intérêts limités des États-Unis pour le Sud-Vietnam, Hanoï identifia surtout parfaitement la principale vulnérabilité américaine dans ce conflit : la marge de manœuvre des décideurs à Washington était contrainte par la sensibilité de l'opinion aux pertes, quelles soient civiles ou militaires. Les années 1960 furent en effet marquées par d'intenses mouvements populaires aux États-Unis. Quelques manifestations contre l'intervention américaine en Asie du Sud-Est eurent lieu au début de cette décennie. Ce n'est cependant que lorsque le président Johnson décida en 1965 de l'envoi massif de troupes terrestres et d'une campagne de bombardements contre le Nord-Vietnam que le mouvement prit progressivement de l'ampleur. En avril 1965, la première manifestation contre la guerre à Washington mobilisa entre 15 et 25 000 personnes. En 1967, 99 % des Américains affirmaient à l'institut de sondage Gallup qu'ils n'avaient pas participé à une manifestation contre la guerre. C'est en 1968 – 1969 que l'opposition au conflit est la plus forte aux États-Unis. En marge de la convention d'investiture démocrate pour l'élection présidentielle, 12 000 policiers firent face à des milliers de manifestants. 500 d'entre eux furent arrêtés et des centaines de blessés de part et d'autres furent dénombrés. En octobre 1969, deux millions d'Américains participèrent à des actions contre la guerre<sup>395</sup>.

---

<sup>395</sup> Voir Lyons, Linda, « The Gallup Brain : War and Peace Protests », *Gallup.com*, 25 mars 2003

### 3.2.1 Le succès de Hanoï dans l'atteinte de l'opinion publique américaine

Les leaders nord-vietnamiens développèrent alors une stratégie globale ciblant cette vulnérabilité critique des États-Unis<sup>396</sup>. Elle imprégna trois domaines majeurs de leurs activités : la propagande et le contrôle de l'information ; la manipulation des faiseurs d'opinion américains ; et la conception des opérations militaires. Tout d'abord, Hanoï parvient à exploiter les pertes civiles occasionnées par les opérations militaires américaines au Nord autant qu'au Sud pour dépeindre les États-Unis comme un agresseur particulièrement brutal aux yeux de la communauté internationale, et plus spécifiquement de l'opinion publique américaine. Dans cette perspective, ils fournirent au mouvement anti-guerre américain toutes les munitions nécessaires pour qu'il puisse efficacement dénoncer la guerre. Le colonel nord-vietnamien Bui Tin exposa très expressément l'importance de l'effort de relations publiques mené auprès de célébrités et de journalistes américains par Hanoï. Il souligna : « We were elated when Jane Fonda, wearing a red Vietnamese dress, said at a press conference that she was ashamed of American actions in the war and that she would struggle along with us »<sup>397</sup>. En octobre 1970, Radio Hanoï diffusa un message du premier ministre Pham Van Dong dans lequel il qualifiait les manifestations contre la guerre de « noble réflexion » de la volonté de la population américaine de ne pas voir ses jeunes mourir pour rien au Vietnam<sup>398</sup>. Entre 1967 et 1972, Hanoï remit à cinq reprises des prisonniers de guerre plutôt bien traités à des militants pour la paix américains afin d'appuyer leur cause et de faire étalage de l'attitude conciliante du pouvoir nord-vietnamien dans ce conflit<sup>399</sup>. Dans son effort de propagande et de manipulation de l'opinion américaine, Hanoï exploita

<sup>396</sup> Truong, Nhu Tang (1985). *A Vietcong Memoir*, New York : Vintage, p. 212

<sup>397</sup> Sorley, L. (1999). *Op. cit.*, p. 93

<sup>398</sup> Karnow, Stanley. (1997). *Vietnam : A History*, New York : Penguin (édition révisée), p. 598

<sup>399</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, p. 335

également parfaitement les journalistes présents sur le terrain. Les dirigeants nord-vietnamiens invitèrent par exemple le journaliste du *New York Times*, Harrison Salisbury, en 1964<sup>400</sup>. Il laissa entendre dans ses reportages que les bombardements américains au Nord-Vietnam étaient indiscriminés et prit fermement position contre la politique de l'administration Johnson. Quelques années plutôt, un autre journaliste du *New York Times*, David Halberstam, et un journaliste de *United Press International*, Neil Sheehan, manipulés par Hanoï, jouèrent un rôle majeur dans la rupture entre l'administration américaine et le régime Diem suite à la crise avec le mouvement bouddhiste de 1963<sup>401</sup>. Profitant de la vacuité de l'effort de relations publiques à Washington autant qu'à Saigon et réagissant à la pression exercée par l'administration Kennedy pour atténuer ou empêcher les reportages négatifs sur la situation au Vietnam pour des raisons de politique intérieure, ils développèrent un scepticisme et même une hostilité franche vis-à-vis des discours officiels américains et sud-vietnamiens<sup>402</sup>. Sheehan et Halberstam allèrent cependant plus loin en ne vérifiant pas leurs sources et donc en s'exposant à de la manipulation, mais également en se lançant dans une quasi-campagne politique contre le gouvernement sud-vietnamien, en particulier les frères Ngo dont ils militèrent ouvertement pour le renversement<sup>403</sup>.

Habiles manipulateurs des faiseurs d'opinion américains, les leaders nord-vietnamiens recoururent également à la désinformation, estimant qu'une partie de l'opinion publique américaine accepterait des informations même

---

<sup>400</sup> *Op. cit.*, pp. 223-225 ; Karnow, S. (1997). *Op. cit.*, pp. 489-490

<sup>401</sup> L'instrumentalisation de l'opposition bouddhiste par Hanoï est aujourd'hui bien documentée. Ainsi, les principales sources de Halbertsam au sein de ce mouvement étaient en réalité des agents nord-vietnamiens. Voir Moyer. *Triumph Forsaken*, pp. 214-218, 223

<sup>402</sup> Moyer, M. (2006). *Op. cit.*, pp. 148-151

<sup>403</sup> Lord, C. (2012). *Op. cit.*, p. 145

manifestement fausses<sup>404</sup>. Ils exagérèrent ainsi le nombre de prisonniers politiques au Sud, de même que le nombre de victimes civiles lors des opérations militaires américaines. Ils affirmèrent que les prisonniers de guerre américains étaient bien traités et que nombre d'entre eux reconnaissaient les crimes de guerre qu'ils avaient commis. Cet effort de désinformation et de propagande enroba également les actions politiques et diplomatiques de Hanoï. En 1969, elle constitua un gouvernement révolutionnaire provisoire au Sud destiné à créer l'illusion que Saigon n'avait plus le contrôle sur son territoire<sup>405</sup>. De même, dans le cadre des négociations de paix, Hanoï parvint par une politique de « dialogue tout en combattant » (*danh va dam*) à donner l'illusion qu'elle souhaitait négocier alors qu'elle ne faisait aucun effort en ce sens<sup>406</sup>. L'objectif était explicitement d'influencer l'opinion publique et le jeu politique américains. Lors des élections présidentielles de 1972, les dirigeants nord-vietnamiens se rapprochèrent en effet du candidat démocrate à la présidentielle George McGovern en lui faisant miroiter la possibilité de conclure des négociations de paix s'il arrivait à la Maison-Blanche<sup>407</sup>. Ces promesses bien « chimériques » avaient pour objectif de favoriser l'élection d'un candidat perçu comme moins dangereux par Hanoï que le président sortant Nixon. Avec la réélection triomphale de celui-ci, cette tentative échoua en bonne partie.

Les opérations militaires nord-vietnamiennes avaient également comme objectif premier d'affaiblir la volonté américaine de combattre. Pour se faire, Hanoï ne chercha pas à défaire les forces américaines sur le terrain mais à démontrer que

---

<sup>404</sup> Moyer, M. (1997). *Op. cit.*, p. 210 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 294-299, 332-342, Clodfelter, Mark (2006). *The Limits of Air Power : The American Bombing of North Vietnam*, New York : Bison Books, p. 136

<sup>405</sup> Truong, N. T. (1985). *Op. cit.*, pp. 146-155

<sup>406</sup> *Op. cit.*, pp. 194, 209-218, McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, p. 251 ; Johnson, L. B. (1971). *Op. cit.*, pp. 252-254

<sup>407</sup> Truong, N. T. (1985). *Op. cit.*, p. 194

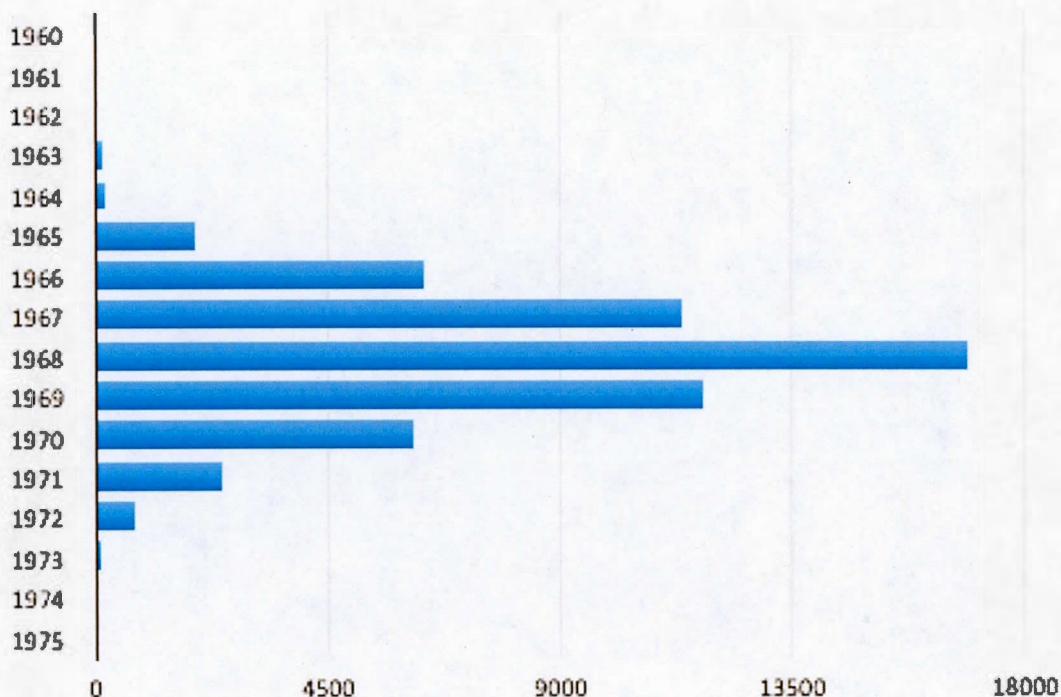


la guerre menée par Washington ne pouvait pas être gagnée. Ainsi, ces opérations cherchaient à provoquer des pertes continues chez les soldats américains ainsi qu'au sein des populations civiles afin d'accroître le rejet de l'opinion américaine vis-à-vis de la guerre. Par exemple, c'est après avoir compris que la procédure standard des forces américaines étaient de demander un appui aérien lors d'un contact avec l'ennemi, que les Viet Cong menèrent des opérations contre les forces américaines à partir de villages situés à proximité de celles-ci. Ils pouvaient ainsi compter sur les dommages collatéraux que ne manquaient pas de provoquer ces bombardements pour alimenter leur propagande contre les États-Unis<sup>408</sup>. Plus largement, les Viet Cong et l'armée nord-vietnamienne développèrent un ensemble de tactiques qui leur permirent de contrer la supériorité technologique américaine tout en affectant durement le moral des troupes<sup>409</sup>. C'est ainsi que les pièges, les embuscades, le mélange au sein des populations civiles furent largement et efficacement utilisés.

---

<sup>408</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 76 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 52-53, 72

<sup>409</sup> Nagl, J. (2002). *Op. cit.*, p. 155 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, p. 59 ; Cassidy, Robert (2004). *Peacekeeping in the Abyss : British and American Peacekeeping Doctrine and Practice After the Cold War*, Westport, Praeger, p. 17

Figure 2 Les pertes américaines au Vietnam, par année (1960-1975)<sup>410</sup>

### 3.2.2 Une bataille gagnée, la guerre perdue: le tournant de l'offensive du Têt de 1968

L'illustration la plus spectaculaire de cette volonté nord-vietnamienne de cibler l'opinion publique américaine à travers des opérations militaires destinées à démontrer que la guerre ne pouvait être gagnée est l'offensive du Têt de 1968. Planifiée sous l'égide de Giap à partir de 1967, cette offensive devait remplir pour Hanoï deux objectifs. Premièrement, elle devait générer un soulèvement populaire contre le gouvernement au Sud-Vietnam. Deuxièmement, elle devait

<sup>410</sup> Source : <http://www.archives.gov/research/military/vietnam-war/casualty-statistics.html#date>

modifier l'opinion de la population américaine vis-à-vis de la guerre<sup>411</sup>. Après une série d'attaques préparatoires au printemps 1967, les Nord-Vietnamiens lancèrent l'offensive du Têt à proprement parler en janvier 1968. Les forces nord-vietnamiennes parvinrent à occuper temporairement quelques villes du Sud-Vietnam, notamment celle de Hue. Le premier objectif de soulèvement populaire au Sud-Vietnam ne fut pas atteint. Le second en revanche fut réalisé de façon remarquable.

En termes étroitement militaires, l'offensive du Têt fut une défaite coûteuse pour les forces nord-vietnamiennes, aspect que les décideurs américains ne manquèrent pas de souligner. En effet, bien qu'elles parvinrent à occuper quelques centres urbains, elles subirent des pertes significatives lors de la contre-offensive menée par les forces américaines et sud-vietnamiennes. 40 000 Viet Cong et soldats de l'armée nord-vietnamienne furent tués et des milliers furent arrêtés, dont de nombreux cadres du mouvement<sup>412</sup>. 1 100 soldats américains furent tués, de même que 2 300 soldats de l'armée sud-vietnamienne, et 12 500 civils, dont 2 800 fonctionnaires gouvernementaux dans la seule ville de Hue<sup>413</sup>. Qu'en bien même les décideurs américains insistèrent sur l'ampleur des pertes subies par les forces nord-vietnamiennes, l'opinion publique américaine fut profondément marquée par l'ampleur de l'offensive et la violence des combats alors que les décideurs politiques et militaires affirmaient régulièrement que des progrès substantiels étaient réalisés sur le front. La

---

<sup>411</sup> Bui, T. (1995). *Op. cit.*, pp. 61-62 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, p. 67 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 237-239

<sup>412</sup> Les Viet Cong furent significativement affaiblis par les pertes importantes subies lors de l'offensive de janvier 1968 et lors de deux offensives plus modestes en mai et août de la même année. Hanoï tenta de les compenser en envoyant des éléments nord-vietnamiens. Il n'en demeura pas moins que la force combattante et l'infrastructure politique Viet Cong furent fort affaiblies à la suite de l'offensive du Têt et ce jusqu'à la fin de la guerre. *Op. cit.*, p. 249 ; Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, p. 139 ; Truong, N. T. (1985). *Op. cit.*, pp. 284-286

<sup>413</sup> Herring, G. C. (1979). *Op. cit.*, pp. 183-189 ; Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, p. 139 ; Truong, N. T. (1985). *Op. cit.*, p. 154

confiance entre l'opinion américaine et ses décideurs était alors rompue et la volonté de combattre des Américains était brisée<sup>414</sup>. L'objectif de Hanoï avait été rempli et l'historiographie officielle nord-vietnamienne pouvait à juste titre considérer l'offensive du Têt comme une victoire majeure<sup>415</sup>. La guerre du Vietnam venait de connaître un tournant décisif<sup>416</sup>.

Figure 3 L'évolution de l'opinion américaine par rapport à la guerre au Vietnam<sup>417</sup>



L'offensive du Têt provoqua un changement important dans la stratégie américaine au Vietnam. L'engagement militaire massif des États-Unis sur le terrain devait ainsi laisser la place à une « vietnamisation » du conflit. Promue

<sup>414</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 75-76

<sup>415</sup> Military History Institute of Vietnam. *Victory in Vietnam*, pp. 223-224

<sup>416</sup> Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 309

<sup>417</sup> Source : <http://www.gallup.com/poll/2299/americans-look-back-vietnam-war.aspx>

par Nixon lors de la campagne présidentielle de 1968, cette stratégie fut mise en œuvre dès son arrivée à la Maison-Blanche en janvier 1969. Elle se traduisit par la réduction du nombre de soldats américains déployés et par un accroissement des livraisons d'armes au régime de Saïgon. Dans le même temps, l'administration Nixon entama des échanges diplomatiques avec les alliés de Hanoï, notamment Moscou, afin de la forcer à négocier. Cette approche de pression militaire et diplomatique ne produisit pas les résultats escomptés, malgré l'optimisme affiché par le conseiller à la sécurité nationale Henry Kissinger<sup>418</sup>. En effet, Giap commença dès 1970 à préparer une nouvelle vaste offensive<sup>419</sup>. Les dirigeants nord-vietnamiens estimaient que les forces sud-vietnamiennes étaient trop faibles sans la présence des troupes terrestres américaines à leurs côtés. Ils pensaient par ailleurs qu'une nouvelle grande offensive aurait sur l'opinion publique américaine des répercussions semblables à celle de l'offensive du Têt de 1968 et nuirait donc aux chances de réélection de Nixon en novembre 1972. Cette nouvelle offensive d'envergure des Nord-Vietnamiens débuta à la veille de Pâques 1972. Ne pouvant politiquement pas envoyer des troupes au sol en renfort, l'administration Nixon s'appuya sur la puissance aérienne pour enrayer l'avancée des troupes communistes. Après quelques défaites initiales, l'armée sud-vietnamienne, appuyée par l'aviation américaine, parvint à infliger des pertes substantielles aux forces du Nord qui avaient opté pour une stratégie conventionnelle les rendant particulièrement vulnérables à la puissance de feu des États-Unis et de leur allié<sup>420</sup>. Malgré une nouvelle défaite sur le plan militaire, cette offensive se traduisit cependant par un gain diplomatique significatif pour le Nord-Vietnam. L'administration Nixon décida en effet dès le mois de mai 1972 de réduire ses exigences dans les

---

<sup>418</sup> Rose, G. (2010). *Op. cit.*, pp. 181-185

<sup>419</sup> Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, p. 168 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 196-198

<sup>420</sup> Selon les estimations du renseignement américain, les Nord-Vietnamiens auraient perdu environ 120 000 hommes entre Pâques et août 1972. Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, p. 169



négociations avec Hanoï<sup>421</sup>. Il ne s'agissait plus pour Washington de vaincre Hanoï, mais d'arriver à un simple cessez-le-feu et d'obtenir le retour des prisonniers de guerre américains en échange du retrait des États-Unis du Vietnam.

### 3.2.3 L'incapacité des décideurs américains à façonner l'opinion publique

À Washington, les décideurs politiques comprirent assez tôt que l'appui de l'opinion publique pour un conflit lointain dans lequel les intérêts vitaux des États-Unis n'étaient pas en engagés serait friable. Ce risque fut par exemple clairement mis en évidence dans une simulation organisée à l'automne 1963, SIGMA-I à laquelle participèrent le général Maxwell Taylor, George Ball et Alexis Johnson pour le département d'État, ainsi que le directeur du renseignement John McCone<sup>422</sup>. Au cours d'une simulation, il apparut nettement que les Nord-Vietnamiens n'hésiteraient pas à recourir aux boucliers humains pour protéger leurs installations les plus sensibles<sup>423</sup> et exploiteraient toute bavure ou exaction commises par les forces américaines pour alimenter l'opposition de la population américaine. Au moment de quitter ses fonctions en avril 1965, McCone s'opposa d'ailleurs à l'opération *Rolling Thunder* en affirmant que celle-ci n'altérerait pas la volonté de Hanoï mais susciterait au contraire une

---

<sup>421</sup> Truong, N. T. (1985). *Op. cit.*, p. 204

<sup>422</sup> George Ball travailla l'évaluation de la campagne de bombardements stratégiques contre l'Allemagne et de son efficacité lors de la Seconde Guerre mondiale. Il en développa un fort scepticisme quant aux revendications et assurances présentées par l'armée de l'air. Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 133. Voir également Tilford, Earl (1991). *Setup : What the Air Force Did in Vietnam and Why*, Maxwell AFB : Air University Press, p. 98

<sup>423</sup> Au fait des règles d'engagement encadrant les opérations aériennes américaines, les décideurs nord-vietnamiens n'hésitèrent pas à placer et à faire circuler du matériel militaire dans des zones résidentielles. Sorley, L. (1999). *Op. cit.*, pp. 45-46, 95

opposition de la population américaine vis-à-vis de la guerre<sup>424</sup>. Les décideurs politiques ne parvinrent cependant pas à colmater cette vulnérabilité critique que leurs adversaires à Hanoï exploitèrent avec brio. Au moment où l'engagement américain en Asie du Sud-Est devenait plus conséquent, soit au début des années 1960, les administrations Kennedy puis Johnson s'échinèrent à souligner le caractère limité des opérations militaires et à en exagérer l'efficacité. Plus marquant encore, les années 1964 – 1966 furent symptomatiques de l'incapacité des décideurs politiques américains à consolider l'appui de la population alors qu'ils accroissaient l'engagement militaire du pays au Vietnam. Johnson manifesta par exemple une insatisfaction permanente vis-à-vis de cette guerre. Lors de la campagne présidentielle de 1964, il exposa ses réserves à l'envoi de troupes en Asie du Sud-Est. Lorsqu'en 1965 il décida finalement d'autoriser un large déploiement de troupes, il exprima non pas une détermination, mais des regrets<sup>425</sup>. Il n'est guère étonnant que dès le début d'avril 1965, il se montra disposé à négocier sans condition préalable avec Hanoï et même à fournir une aide à l'ensemble du Vietnam si les négociations de paix aboutissaient<sup>426</sup>. Mi-1965, le sénateur Mansfield fit part au président Johnson de l'impopularité croissante de la guerre<sup>427</sup>. En décembre 1965, le secrétaire d'État Dean Rusk informa le président que sa principale préoccupation était l'état de l'opinion publique américaine. Le président lui-même identifia avec une grande lucidité dès la fin de 1965 cette opinion comme un problème majeur. Il affirma ainsi à son équipe : « The weakest chink in our armor is American opinion [...] Our people won't stand firm in the face of heavy losses, and they can bring down

---

<sup>424</sup> Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, p. 122 ; Gacek, Christopher (1994). *The Logic of Force : The Dilemma of Limited War in American Foreign Policy*, New York : Columbia University Press, pp. 205-206

<sup>425</sup> Johnson, L. B. (1971). *Op. cit.*, p. 153

<sup>426</sup> Turner. *Lyndon Johnson's Dual War*, pp. 111-133

<sup>427</sup> Johnson, L. B. (1971). *Op. cit.*, pp. 151, 236

the government<sup>428</sup>. » Dans un message au comité des chefs d'état-major datant de janvier 1966, l'amiral Sharp souligna l'efficacité en termes de propagande de la stratégie militaire mise en œuvre par les Viet Cong et leur allié nord-vietnamien en soulignant qu'ils étaient ainsi en mesure : « [...] inflict sufficient casualties to generate internal U.S. pressures to end the war short of the objectives we seek<sup>429</sup>. »

Conscients de la friabilité de l'appui de la population vis-à-vis de la guerre et incapables d'en exposer une justification convaincante, les décideurs politiques américains s'obstinèrent à la présenter comme limitée, alors même qu'ils avaient manifestement compris que la stratégie de Hanoï était de cibler cette vulnérabilité<sup>430</sup>. Conscient de l'efficacité de cette stratégie, Johnson estima par exemple en avoir identifié le mode opératoire dès 1965 et affirma avoir conçu son discours du 7 avril 1965 comme une riposte à la propagande nord-communiste qui dépeignait les États-Unis comme un agresseur particulièrement violent. Dans ce discours, il se disait prêt à négocier sans condition préalable<sup>431</sup>. La volonté de l'administration Johnson de faire du Vietnam une guerre limitée et acceptable par la population se traduisit également par l'imposition de contraintes fortes aux opérations militaires. Le président américain fit ainsi édicter des règles très strictes pour les bombardements aériens, en plus d'en décider des pauses afin de signifier à Hanoï que les États-Unis étaient toujours

---

<sup>428</sup> Karnow, S. (1997). *Op. cit.*, p. 482

<sup>429</sup> Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, p. 109

<sup>430</sup> McNamara affirma ainsi qu'il avait saisi à partir de mi-1966 que la stratégie de Hanoï était d'affaiblir la volonté de combattre des États-Unis. McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, p. 262

<sup>431</sup> Johnson pensait ainsi que le message ou la propagande produite par Hanoï était en premier lieu reprise par les pays du bloc communiste avant de se répandre dans la presse d'Europe de l'Ouest et enfin d'arriver dans la presse américaine. Johnson, L. B. (1971). *Op. cit.*, pp. 132-135 ; Lord, Carnes, « The Role of the United States in Small Wars », *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 514, Small Wars (1995), p. 91

prêts à négocier<sup>432</sup>. Johnson signifia également publiquement qu'il se refuserait à envahir le Nord-Vietnam ; il ne mobilisa pas la réserve ; et il s'objecta pendant des années à augmenter les impôts pour financer la guerre<sup>433</sup>. Avec une telle conception de l'effort de guerre de la part de l'administration Johnson, il n'est pas surprenant que McGeorge Bundy souligna, dès février 1965, que l'administration provoquait elle-même ses entraves et ses vulnérabilités en suscitant « a widespread belief that we do not have the will and force and patience and determination to take the necessary action and stay the course<sup>434</sup>. »

La prise en compte de l'état de l'opinion publique joua donc un rôle déterminant dans la conduite de la guerre du Vietnam. En ce sens, elle s'ajouta, en les amplifiant, aux défaillances du processus décisionnel et aux erreurs et à l'aveuglement de l'institution militaire que nous exposerons dans les deux sections suivantes. Si les décideurs à Washington ne parvinrent pas à présenter de justification convaincante à la guerre, Hanoï exploita à merveille l'ambivalence décisionnelle et les erreurs commises par les forces américaines pour retourner la population américaine contre la guerre. Abreuvée par la propagande nord-vietnamienne relayée par des journalistes et autres faiseurs d'opinion américains, cette sensibilité de l'opinion américaine aux pertes devint avec le Vietnam une composante clé du succès ou de l'échec des opérations militaires américaines.

---

<sup>432</sup> Johnson dénombrà lui-même 16 pauses dans les bombardements et 72 initiatives de paix introduites par les États-Unis. Voir Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, pp. 140-142

<sup>433</sup> Palmer, Bruce (1984). *The 25-Year War : America's Military Role in Vietnam*, Lexington : University Press of Kentucky, p. 177

<sup>434</sup> Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, p. 122

### 3.3 Le niveau décisionnel : un décalage persistant entre objectifs et stratégie

Les deux décennies d'engagement américain au Vietnam (de 1954 à 1975) impliquèrent un grand nombre de représentants gouvernementaux, qu'ils soient militaires, diplomates, membres de la communauté du renseignement ou décideurs politiques. La multitude des acteurs et les défaillances décisionnelles marquèrent l'ensemble des administrations qui eurent à gérer le dossier vietnamien. Nous nous attarderons cependant ici aux cas des administrations Kennedy et Johnson tant il apparaît que leurs erreurs d'appréciation et leur mauvaise compréhension du conflit contribuèrent significativement à l'échec américain au Vietnam. L'approche théorique qui dicta les décisions de ces deux administrations au sujet du Vietnam, la théorie des dominos, fit peu de cas des réalités politiques, économiques, sociales ou encore militaires de ce pays. Leslie Gelb et Richard Betts soutiennent ainsi que le système gouvernemental américain fonctionna correctement pendant le conflit vietnamien, mais en s'appuyant sur des théories inadéquates et sur des hypothèses erronées, ce « bon » fonctionnement conduisit à de mauvais choix politiques mis en œuvre de façon inadéquate<sup>435</sup>. Robert McNamara reconnut ainsi que l'échec américain au Vietnam était le résultat d'une stratégie dont les hypothèses de base étaient toutes fausses<sup>436</sup>.

#### 3.3.1 L'incapacité à élaborer une stratégie claire et cohérente pour le Vietnam

Préoccupé par la détérioration de la situation au Vietnam symbolisée par l'immolation de moines bouddhistes au cours de la première moitié de 1963 et soucieux d'établir une meilleure relation entre la presse et l'ambassade

---

<sup>435</sup> Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*

<sup>436</sup> McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, p. 203



américaine à Saigon, Kennedy reçut Henry Cabot Lodge à la Maison-Blanche le 9 juin. Choisi par l'administration comme nouvel ambassadeur à Saigon, Lodge se vit confier personnellement la tâche d'améliorer les relations avec la presse<sup>437</sup>. Kennedy lui signifia également alors que le régime Diem était « entré dans sa phase terminale ». Toutefois, ni Kennedy ni le secrétaire d'État Dean Rusk ne semblèrent avoir donné d'instructions claires à Lodge concernant la gestion de Diem ou laissant envisager à ce moment là un changement dans l'approche américaine<sup>438</sup>. La relation entre les civils et les militaires ne fut pas non plus abordée avant que Lodge ne soit envoyé à Saigon. Or, la question de l'autorité de l'ambassadeur sur les personnels et les activités militaires au Sud-Vietnam était devenue de plus en plus présente depuis 1961 et la transformation de la MAAG en un commandement militaire opérationnel dirigé par un général quatre étoiles, le MACV. Cette nouvelle organisation avait accru des tensions bureaucratiques et des problèmes de hiérarchie entre civils et militaires qui affectaient l'effort américain dans la région depuis le début de l'engagement des États-Unis. Il semblerait que Lodge se soit vu signifier qu'il disposait d'une autorité absolue sur l'ensemble des activités américaines au Sud-Vietnam. Or, ceci ne fut ni clarifié par le Pentagone ou le président, ni formalisé par écrit<sup>439</sup>.

---

<sup>437</sup> Battu par Kennedy lors des élections au Sénat en 1952, Henry Cabot Lodge est de nouveau défait par le démocrate lors de l'élection présidentielle de 1960 alors qu'il figurait sur le ticket républicain comme candidat à la vice-présidence aux côtés de Richard Nixon. N'ayant aucune expertise particulière sur l'Asie du Sud-Est, Lodge avait cependant fait part à l'administration démocrate élue de sa volonté d'obtenir un poste diplomatique. Parlant français et se montrant intéressé par la dimension militaire du conflit en Asie du Sud-Est, il estimait qu'une nomination comme ambassadeur à Saigon constituerait une expérience prestigieuse et avantageuse dans la perspective de l'élection présidentielle de 1964. John F. Kennedy avait également en tête cette échéance électorale lorsqu'il accéda à la demande de Lodge. Il y voyait cependant une occasion d'éloigner un rival potentiel de Washington et de la placer dans une situation qui nuirait à ses chances électorales pour 1964. Lord, C. (2012). *Op. cit.*, pp. 147-148

<sup>438</sup> *Op. cit.*, p. 148

<sup>439</sup> Blair, Anne (1995). *Lodge in Vietnam : A Patriot Abroad*, New Haven : Yale University Press, pp. 19-20

Cet épisode est tout à fait symptomatique d'un problème bureaucratique et décisionnel qui affecta l'effort de guerre américain au Vietnam. Celui-ci préexistait à l'administration Kennedy mais il semble s'être fortement amplifié sous celle-ci au point de fondamentalement contribuer aux difficultés américaines pendant le reste du conflit. Quatre facteurs principaux ont ainsi entaché le processus décisionnel concernant le Vietnam sous l'administration Kennedy. Premièrement, l'administration démocrate a souhaité dépoussiérer le fonctionnement du Conseil de sécurité nationale<sup>440</sup>. Très hiérarchique et formel sous la présidence Eisenhower, Kennedy souhaitait y instaurer une liberté de discussion entre les membres, au détriment de la clarté et du suivi dans la prise de décision. Deuxièmement, avec Kennedy, le conseiller à la sécurité nationale passe du statut de directeur de cette structure intergouvernementale en charge essentiellement de son administration et de son bon fonctionnement à un conseiller à part entière, et très influent, du président en matière de politique étrangère. Cette évolution de la position du conseiller à la sécurité nationale va notamment se traduire par la marginalisation progressive du département d'État. Troisièmement, désireux de piloter davantage la politique étrangère depuis la Maison-Blanche, Kennedy va nommer un secrétaire d'État, Dean Rusk, perçu comme faible et soumis aux désirs de la présidence. Or, Kennedy devint rapidement insatisfait du travail du département d'État et de la personnalité de Rusk qu'il décidera de contourner en s'adressant directement à certains hauts-fonctionnaires du département, notamment Averill Harriman. Quatrièmement, au département de la Défense, Kennedy va opter pour un gestionnaire n'ayant guère d'expertise sur les questions de sécurité nationale et militaires. L'arrogance et le mépris du secrétaire à la Défense Robert McNamara et de son

---

<sup>440</sup> Sur l'évolution du Conseil de sécurité nationale sous Kennedy, voir David, Charles-Philippe (2004). *Au sein de la Maison-Blanche : La formulation de la politique étrangère des États-Unis*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval (2<sup>e</sup> édition) ; Preston, Andrew (2010). *The War Council : McGeorge Bundy, the NSC, and Vietnam*, Cambridge : Harvard University Press, chapitre 2

équipe de civils vont se traduire par un antagonisme fort entre civils et militaires au sein du Pentagone. Kennedy lui-même n'avait qu'une confiance limitée envers les militaires et plus particulièrement le comité des chefs d'état-major. Il leur reprochait de ne pas l'avoir averti des risques de l'opération de la Baie des Cochons. De plus, il considérait à raison que leur approche du conflit au Vietnam était trop conventionnelle. Il chercha alors, avec un succès limité, à imposer une approche non-conventionnelle en renforçant par exemple le rôle des forces spéciales<sup>441</sup>.

Ce fonctionnement chaotique de l'appareil décisionnel de politique étrangère ne permit pas, loin s'en faut, d'atténuer les divergences de point de vue sur la politique à suivre au Vietnam qui étaient particulièrement forte au sein de l'administration. Le département d'État, ainsi que Forrestal au sein du NSC, partageaient la ligne défendue par le journaliste du *New York Times* Halberstam. Ils étaient en faveur du renversement du régime de Diem. À l'inverse, le Pentagone, le comité des chefs d'état-major, la CIA et le vice-président Johnson appuyaient Diem. Rusk et Bundy ne semblaient pas avoir de position arrêtée. Le durcissement de la crise avec le mouvement bouddhiste au cours de l'été 1963 va cependant permettre au camp opposé à Diem d'imposer, par un mouvement bureaucratique habile mais sournois, son point de vue au sein de l'administration. En effet, Harriman et Hilsman profitèrent de l'absence des principaux décideurs de Washington un samedi de la fin août (le 24) pour faire valider un câble à l'attention de l'ambassade à Saigon qui allait initier un changement abrupt de la politique américaine vis-à-vis du Vietnam<sup>442</sup>. Ce câble

---

<sup>441</sup> Sur ce point, voir Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.* ; Herspring, Dale (2005). *The Pentagon and the Presidency : Civil – Military Relations from FDR to George W. Bush*, Lawrence : University Press of Kansas, chapitre 5

<sup>442</sup> Contacté par téléphone à Cape Cod où il passait le week-end, le président Kennedy stipula qu'il acceptait ce câble à la condition que Dean Rusk et le département de la Défense donnent leur accord. Rusk, également hors de la capitale, fut joint et simplement avisé que Kennedy

donnait pour instruction à Lodge d'informer le président Diem que les États-Unis ne toléreraient plus la présence de son frère Nhu au sein du gouvernement et l'enjoignaient d'accéder aux exigences du mouvement bouddhiste faute de quoi l'administration retirerait son appui. Lodge embrassa ces instructions sans hésitation et alla même un peu plus loin en faisant savoir aux généraux sud-vietnamien que les États-Unis les appuieraient dans une tentative de coup d'État contre Diem<sup>443</sup>.

Lorsque les plus hauts responsables de l'administration, le président en tête, prirent connaissance de cette manœuvre, ils devinrent furieux. Mais de façon stupéfiante, ils ne cherchèrent pas à annuler le message transmis dans le câble rédigé par Harriman et Hilsman de peur que cela soit perçu comme un changement chaotique et abrupt de politique qui nuirait à la crédibilité des États-Unis. Dès lors, les jours du régime de Diem étaient comptés. Des problèmes d'organisation, notamment de loyauté et de motivation de certains des conspirateurs parmi les généraux sud-vietnamiens, et quelques résistances au sein de l'appareil gouvernemental américain firent en sorte que le coup d'État ne se matérialisa pas immédiatement. C'est en effet au retour d'une mission commandée par le président que McNamara et Taylor revinrent à Washington convaincus que l'effort militaire se portait bien mais que des changements majeurs sur le plan politique étaient nécessaires. Ils préconisèrent ainsi d'accroître la pression sur Diem pour le forcer à entreprendre des réformes politiques, faute de quoi les États-Unis encourageraient son renversement. Malgré quelques tergiversations de dernière minute au sein de l'administration Kennedy (Kennedy lui-même étant profondément ambivalent) et la bonne

---

approuvait le contenu du câble. Il donna donc son accord. Ros Gilpatrick, présent au Pentagone à la place de McNamara, fut contacté en dernier. Pensant que le président et Rusk avaient donné leur accord formel, il appuya également le câble. Voir Lord, C (2012). *Op. cit.*, p. 151

<sup>443</sup> Voir Blair, A. (1995). *Op. cit.*, pp. 44-47 ; Moyar, M. (2006). *Op. cit.*, p. 240

volonté affichée par Diem, la marche vers le coup d'État était irréversiblement engagée. Début novembre 1963, le renversement et l'assassinat des frères Ngo marquait un tournant majeur – et désastreux pour les États-Unis – dans la guerre au Vietnam<sup>444</sup>.

### 3.3.2 L'inconstance dans les relations avec l'allié sud-vietnamien

Succédant à Kennedy quelques semaines après l'assassinat des frères Ngo, Johnson était également insatisfait du rôle joué par l'ambassadeur Lodge dans le renversement du régime de Diem. Il se refusa toutefois à le démettre de ses fonctions en raison des craintes de le voir arriver en force dans la campagne pour l'élection présidentielle de novembre 1964<sup>445</sup>. L'un des aspects les plus fascinants et intrigant dans la période suivant le coup d'État orchestré par les États-Unis est le fait que Lodge se refusa à jouer le moindre rôle de conseiller auprès de généraux putschistes dont il avait encouragé les actions mais qui manquaient de compétence et d'expérience politique pour stabiliser le pays. Ainsi, Lodge ne les encouragea pas à élargir leur base électorale, ne les assista pas dans la mise en place de mécanismes permettant au nouveau gouvernement composé de civils et de militaires de fonctionner adéquatement, et il n'intervient pas pour mettre un terme à la purge des anciens relais du régime Diem entreprise par la nouvelle junte<sup>446</sup>.

---

<sup>444</sup> Pour une présentation détaillée du déroulement du coup d'État, des tergiversations et tensions au sein de l'administration Kennedy à ce sujet, et de la responsabilité de l'ambassadeur Lodge dans l'issue tragique de celui-ci, voir Lord, C. (2012). *Op. cit.*, pp. 151-156 ; Moyer, M. (2006). *Op. cit.*, pp. 253-273 ; Blair, A. (1995). *Op. cit.*, pp. 60-81

<sup>445</sup> *Op. cit.*, pp. 96-98

<sup>446</sup> En ne voyant pas les opportunités pour les États-Unis de façonner le nouveau régime sud-vietnamien dans cette période mouvante et volatile de l'après-coup d'État, Lodge a fait preuve d'un comportement certainement condamnable mais surtout à l'opposé du rôle qu'avait joué un personnage comme Edward Lansdale dans la seconde partie des années 1950 auprès du régime de Diem. Voir Blair, A. (1995). *Op. cit.*, pp. 78-81.



À ce désintérêt et à ce manque d'implication de Lodge dans la consolidation du nouveau régime à Saigon s'ajouta la persistance d'un processus décisionnel particulièrement défaillant dans le dossier. Deux éléments contribuèrent à cette époque à rendre ce processus décisionnel dysfonctionnel. Premièrement, sur le terrain, les tensions entre les civils et les militaires demeuraient vives. Lodge considérait avoir l'autorité absolue sur l'ensemble des opérations américaines au Vietnam, ce qui ne manquait pas de susciter de vives tensions avec le commandant militaire, Harkins. Le président Johnson tenta de remédier à ces problèmes en dépêchant à Saigon un diplomate d'expérience, David Nes, chargé de coordonner le travail entre les structures civiles et militaires. La création d'un comité intergouvernemental de pacification permit d'obtenir des résultats encourageant mais Lodge parvint à en obtenir le démembrement quelques semaines après sa mise en place. Le problème Lodge se résorba cependant au cours du printemps 1964. Engagé dans la course à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de novembre, son refus de faire campagne nuisit cependant à ses chances. Il se retira de la course en mai. En juin, il démissionna de son poste d'ambassadeur<sup>447</sup>.

Le départ de Lodge et l'arrivée de Westmoreland à la tête du MACV (dont il était le commandant adjoint depuis janvier 1964) en juin 1964 constitua un tournant important dans la gestion de la guerre du Vietnam. L'un des aspects marquant est le fait que le département de la Défense devint alors l'épicentre de la politique vietnamienne, au détriment du département d'État. En effet, alors que Westmoreland devient l'acteur américain le plus influent à Saigon, le poids des militaires dans la conduite de cette politique est renforcé par la nomination du chef du comité d'état-major, le général Maxwell Taylor, comme ambassadeur à Saigon. Cette militarisation de la politique américaine au Vietnam n'est pas en

---

<sup>447</sup> Lord, C. (2012). *Op. cit.*, p. 157

soi une mauvaise chose. Au contraire, à l'époque elle constituait une opportunité de corriger les défaillances du processus décisionnel en éliminant notamment les tensions entre civils et militaires opérant à Saigon. Non seulement Taylor apportait le prestige de ses quatre étoiles de général à Saigon, il y arrivait avec un appui complet et clair de la part du président Johnson.

Taylor ne parvint cependant pas à tirer avantage de son mandat pour rendre plus efficace l'effort de guerre américain. Au contraire, l'année qu'il passa à Saigon se caractérise plutôt par une formidable indécision et confusion dans la politique américaine au Vietnam. Alors que l'état-major à Washington était marginalisé et que les décideurs politiques ne semblaient pas avoir d'objectif stratégique précis pour le Vietnam, Taylor, de même que Westmoreland ne parvinrent pas à tirer profit de la situation. Ils ne développèrent pas une compréhension générale du conflit. Les débats entre Washington et Saigon sur le niveau de troupes américaines sur le terrain n'abordaient pas la question fondamentale des missions que celles-ci auraient précisément à remplir sur le terrain. Par exemple, Taylor ne réagit pas en mars 1965 lorsque Westmoreland rejeta l'envoi de troupes au-delà du 17<sup>e</sup> parallèle afin de bloquer les axes d'infiltration nord-vietnamiens passant par le Laos<sup>448</sup>.

En raison d'intérêts limités et avant tout défensifs, le président Johnson était réticent à augmenter l'engagement militaire américain au Vietnam en 1965<sup>449</sup>. Comme le souligne John McNaughton, un proche conseiller du secrétaire à la Défense Robert McNamara, l'essentiel de l'objectif américain au Vietnam était

---

<sup>448</sup> Lord, C. (2012). *Op. cit.*, p. 159

<sup>449</sup> Record, Jeffrey (1998). *The Wrong War : Why We Lost Vietnam*, Annapolis : Naval Institute Press, p. 41

d'éviter « une défaite humiliante »<sup>450</sup>. Bien que formellement désireux d'assurer la survie et l'indépendance d'un Sud-Vietnam non-communiste, Johnson refusa d'imposer une pression trop forte sur le Nord-Vietnam. Il craignait en effet, par analogie avec le précédent de la guerre de Corée, qu'une réaction américaine trop forte n'entraîne une réaction de la Chine ou de l'URSS. C'est la raison pour laquelle il rejeta par exemple des opérations terrestres de grande ampleur en territoire nord-vietnamien<sup>451</sup>.

Ces objectifs ambigus, pour ne pas dire contradictoires, se traduisirent par une incapacité à établir une ligne politique et une stratégie claires, laissant ainsi l'initiative à l'ennemi<sup>452</sup>. Johnson était prêt à augmenter l'engagement américain pour éviter un effondrement du Sud-Vietnam, mais il n'était pas prêt à engager les moyens et le capital politique nécessaires pour vaincre le Nord-Vietnam. Par ailleurs, avant d'étendre l'effort de guerre au Nord-Vietnam, les civils de l'administration, notamment Forrestal, préconisaient la stabilisation du Sud. Si les autorités de Saïgon n'y parvenaient pas par elles-mêmes, ils estimaient que les États-Unis devraient accepter de jouer un rôle plus important, même si cela signifiait la mise en place d'une stratégie ambitieuse de contre-insurrection. Il leur apparaissait cependant qu'il y avait deux obstacles importants à la mise en œuvre d'une telle stratégie. Premièrement, Lodge n'était pas l'homme de la situation. Bien qu'il n'ait été ambassadeur à Saïgon que depuis quatre mois, Bundy et Forrestal plaidèrent pour son remplacement dès décembre 1963. Deuxièmement, l'armée américaine ne saisissait pas selon eux les dimensions

---

<sup>450</sup> *Ibid.*, p. 4 ; Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, pp. 249-250 ; McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, p. 236 ; Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, pp. 167-168

<sup>451</sup> Khong, Y. F. (1992). *Op. cit.* ; McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, p. 109. Cette crainte était manifestement si vive chez Johnson qu'il ne tint pas compte des analyses du renseignement américain selon lesquelles une intervention militaire directe de la Chine contre les États-Unis, telle qu'elle eut lieu lors de la guerre de Corée, était peu probable tant et aussi longtemps que Pékin ne percevait pas de menace sur sa frontière. Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 137

<sup>452</sup> Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, pp. 268 et suiv.

politique, économique et sociale du conflit vietnamien. Elle était donc incapable de concevoir une stratégie de contre-insurrection en rupture avec son approche conventionnelle de la guerre. Le commandant du MACV, le général Paul Harkins, était tout à fait représentatif de cette incapacité institutionnelle à s'adapter à un type de conflit ne correspondant pas aux préférences de l'organisation. Or, le secrétaire à la Défense McNamara ne se sentait pas en mesure de le relever de ses fonctions du fait de l'appui dont le général disposait au sein de l'institution et de la hiérarchie militaire. Bundy encouragea donc le président Johnson au début de l'année 1964 à donner l'ordre à McNamara de relever Harkins de ses fonctions, en tablant sur le fait que le secrétaire à la Défense exécuterait volontiers l'ordre donné par le commandant en chef afin de contourner plus facilement l'opposition des militaires<sup>453</sup>.

Johnson estimait que Hanoï refuserait de négocier si le régime n'était pas convaincu qu'il ne pouvait pas remplir militairement ses objectifs<sup>454</sup>. Dès lors, Johnson créa lui-même un problème insoluble : les objectifs de l'engagement américain étaient ambitieux. Dans le même temps, il privilégiait des moyens limités en imposant des contraintes fortes sur les opérations militaires, tout en espérant que celles-ci pourraient modifier radicalement les calculs d'un adversaire, le Nord-Vietnam, dont les objectifs étaient clairs (la réunification sous l'égide de Hanoi) et la volonté forte. Ce décalage entre objectif (éviter que le Sud-Vietnam ne tombe aux mains du Nord communiste) et une stratégie militaire limitée comme l'illustre l'encadrement sévère des opérations aériennes est une cause majeure de l'échec américain au Vietnam.

---

<sup>453</sup> Preston, A (2010). *Op. cit.*, pp. 134-135

<sup>454</sup> Johnson, L. B. (1971). *Op. cit.*, p. 245

### 3.3.3 Les bombardements aériens ou l'illusion de la solution à la quadrature du cercle

L'opération *Rolling Thunder* fut une campagne aérienne menée contre le Nord-Vietnam de mars 1965 à fin octobre 1968. Elle avait trois objectifs : dissuader Hanoi de poursuivre son combat par la destruction de certaines cibles et épargner d'autres ; bombarder pour accroître le moral des Sud-Vietnamiens ; arrêter les flux de ravitaillement du Nord en détruisant les voies de ravitaillement avec le Sud<sup>455</sup>. Toutefois, cette campagne était conçue de façon nettement différente par les militaires et par les décideurs politiques. Les premiers considéraient que les décisions politiques de l'adversaire étaient modifiées par l'évolution des capacités matérielles sur le terrain. L'objectif pour l'armée de l'air fut donc de détruire l'infrastructure permettant au Nord-Vietnam d'appuyer le mouvement insurrectionnel au Sud : les bases militaires, les industries de défense, les systèmes de transport. La destruction de ces cibles estimaient les aviateurs affecterait la volonté de combattre des Nord-Vietnamiens et les pousserait donc à la table de négociation<sup>456</sup>. Les civils de l'administration Johnson, notamment le conseiller à la sécurité nationale Bundy, souhaitaient progressivement frapper ces mêmes cibles, en espérant que cette approche « étagée », voire même la simple menace de frappes, altèrent la volonté nord-vietnamienne de combattre<sup>457</sup>. Adhérant à la théorie de la guerre limitée élaborée dans les années 1950 dans la perspective d'un affrontement nucléaire avec l'URSS, ils jugeaient qu'il était nécessaire d'épargner des cibles que les Nord-Vietnamiens estimaient, imaginaient-ils, tellement importantes et vitales qu'ils seraient prêt à renoncer à leur combat pour éviter leur destruction.

<sup>455</sup> À partir de la mi-1965, c'est ce dernier objectif qui devint le plus important. Voir Tilford, E. (1991). *Op. cit.*, pp. 105-106

<sup>456</sup> Nombre d'officiers de l'armée de l'air au début des années 1960 avaient piloté des bombardiers lors de la Seconde Guerre mondiale. C'était notamment le cas de Curtis LeMay. Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, pp. 52, 125-126 ; McMaster, H. R. (1997). *Op. cit.*, p. 93

<sup>457</sup> Pape, R. (1996). *Op. cit.*



Les décideurs à Washington croyaient que de tels « signaux » pousseraient Hanoi à discuter d'une fin de la guerre afin d'éviter de nouvelles attaques aériennes. Cette posture d'escalade graduelle, ou de « pression lente », devait permettre à Washington de manifester sa volonté de négocier<sup>458</sup>. Elle était en totale opposition avec la doctrine de l'armée de l'air qui privilégiait des attaques massives et rapides<sup>459</sup>.

La divergence d'approches des bombardements aériens entre les civils et les militaires donna lieu à d'incessantes négociations et compromis dans la définition des cibles, ainsi qu'à des règles d'engagement très strictes. Johnson et McNamara devaient ainsi approuver personnellement la totalité des cibles sélectionnées par les militaires<sup>460</sup>. « they can't bomb an outhouse without my approval » affirmait ainsi le président Johnson<sup>461</sup>. Soucieux de signaler à Hanoi leur volonté de négocier, ils interdirent de cibler la capitale Nord-Vietnamienne par crainte de dommages collatéraux dans la population civile<sup>462</sup> ou de voir des diplomates soviétiques tués par des bombes américaines. Les zones proches de la frontière avec la Chine furent également interdites de peur de provoquer Pékin. Le port de Haiphong par lequel arrivait l'essentiel de l'aide économique et militaire amenée par des navires soviétiques fut épargné<sup>463</sup>.

---

<sup>458</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, p. 30 ; Moyer, M. (2006). *Op. cit.*, pp. 306-307 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 96-98

<sup>459</sup> Gacek, C. (1994). *Op. cit.*, p. 189

<sup>460</sup> Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, p. 99

<sup>461</sup> Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 291

<sup>462</sup> À cet égard, la décision prise en 1967, devant l'absence de changement de comportement du Nord-Vietnam, de bombarder les centrales électriques nord-vietnamiennes peut apparaître comme une exception à cette règle générale. Même si l'objectif était de réduire la production industrielle de l'adversaire, les civils furent atteints par les coupures d'électricité. Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, p. 136 ; McNamara, R. (19995). *Op. cit.*, p. 269

<sup>463</sup> Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, pp. 99-104 ; Tilford, E. (1991). *Op. cit.*, p. 109

94 cibles figuraient sur la liste initiale de l'opération *Rolling Thunder*<sup>464</sup>. La destruction de ces cibles classiques telles que les dépôts de munitions et les infrastructures de transport ne modifia pas le calcul et l'attitude de Hanoi<sup>465</sup>. Le nombre de cibles fut alors progressivement étendu, passant à 242 en 1966 et à 359 en juillet 1967<sup>466</sup>. L'inefficacité des bombardements sur des cibles militaires classiques poussa l'administration et les militaires à chercher, à partir de 1966, d'autres vulnérabilités potentielles chez l'adversaire. Au terme d'un long débat public, le président Johnson autorisa en juin 1966 le ciblage des infrastructures de stockage de produits pétroliers<sup>467</sup>. Ceci se révéla toutefois d'une très faible efficacité : les Nord-Vietnamiens avaient mis à profit le débat public aux États-Unis pour disperser leurs stocks dans des contenants plus petits répartis dans les rues de Hanoi parmi la population civile que les dirigeants nord-vietnamiens savaient que l'administration Johnson se refusait à cibler<sup>468</sup>.

L'échec de cette campagne de bombardement et des pauses destinées à « signaler » aux dirigeants nord-vietnamiens que Washington voulait négocier incita le président Johnson à mettre un terme à *Rolling Thunder* à la fin du mois d'octobre 1968<sup>469</sup>. L'échec était sans appel<sup>470</sup> : plus d'un million de sorties et 750

---

<sup>464</sup> *Op. cit.*, pp. 71, 92-93

<sup>465</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, p. 375

<sup>466</sup> Dans les faits toutefois, le nombre et la variété des cibles que les aviateurs américains attaquèrent était plus importantes. Ils disposaient en effet d'une certaine latitude leur permettant de détruire des cibles jugées opportunes lors de missions de reconnaissances ou de répliquer en cas d'attaques. Tilford, E. (1991). *Op. cit.*, pp. 121, 142 ; Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, p. 86

<sup>467</sup> *Op. cit.*, p. 116

<sup>468</sup> L'année suivante, en 1967, Johnson autorisa le bombardement de centrales électriques dans le but de freiner l'industrie d'armement et de démoraliser la population nord-vietnamienne. 85 % de la capacité de production d'électricité fut alors détruite par les raids américains. *Op. cit.*, pp. 160-161 ; Tilford, E. (1991). *Op. cit.*, pp. 116-120

<sup>469</sup> Le secrétaire à la Défense McNamara considéra dès 1967 que *Rolling Thunder* n'avait aucune valeur militaire. Ce pessimisme lui valut en bonne partie d'être muté à la tête de la Banque Mondiale par le président Johnson. Voir Karnow, *Vietnam*, p. 510 ; McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, pp. 311-315 ; Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, p. 198 ; Pape, R. (1996). *Op. cit.*, p. 187

000 tonnes de bombes ne parvinrent pas à persuader le Nord-Vietnam d'abandonner la guerre<sup>471</sup>. Si cette opération n'eut qu'une efficacité limitée d'un point de vue américain puisqu'elle ne permit pas d'altérer la volonté de combattre de l'adversaire, les décideurs Nord-Vietnamiens furent habiles pour l'utiliser à leur avantage. Ils l'utilisèrent de deux façons : pour mobiliser la population d'une part et pour alimenter leur propagande dépeignant le barbarisme des États-Unis.

La fin de *Rolling Thunder* ne signifia cependant pas la fin de la campagne aérienne américaine. L'aviation américaine concentra en effet à partir de 1968 ses attaques contre les voies de ravitaillement au Sud-Vietnam, au Laos et au Cambodge. Ce changement ne donna pas plus de résultat. Loin d'être atteintes, les capacités logistiques de l'armée nord-vietnamienne et des Viet Cong furent au contraire renforcées et améliorées<sup>472</sup>. Au début des années 1970, l'armée de l'air américaine exploita les avancées technologiques (notamment les bombes guidées par laser) avec pour ambition d'accroître la précision des frappes et la réduction des dommages collatéraux dans le cadre d'une nouvelle campagne en

---

<sup>470</sup> Les militaires considérèrent *Rolling Thunder* comme un échec et non comme une défaite. Ils blâmèrent pour cela le contrôle politique trop strict imposé par Washington qui vint limiter les possibilités offensives de la puissance aérienne contre des cibles militaires et économiques, non pas contre les populations civiles qu'ils n'avaient pas plus l'intention d'anéantir. La liste restreinte des cibles, la lenteur du processus d'approbation de celles-ci, ainsi que les règles strictes d'engagement étaient considérées comme autant de contraintes qui minèrent l'efficacité de la puissance aérienne. Dès lors, ce ne furent pas tant les Nord-Vietnamiens qui déjouèrent *Rolling Thunder*, mais les Américains qui optèrent sciemment pour des mesures handicapant cette opération. Voir Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.* ; Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, pp. 144-146

<sup>471</sup> Selon les estimations du renseignement américain, 52 000 civils nord-vietnamiens furent tués au cours de l'opération *Rolling Thunder*. Si ce nombre est relativement élevé, il ne faut pas oublier que cette opération n'eut que des effets très limités sur la qualité de vie, par ailleurs relativement modeste des Nord-Vietnamiens, et que la vie à Hanoï demeura fort sécuritaire pour une grande majorité de la population.

Lewy. *America in Vietnam*, p. 396 ; Tilford, E (1991). *Op. cit.*, pp. 101-103 ; Bui, T. (1995). *Op. cit.*, pp. 63-65 ; Karnow, S. (1997). *Op. cit.*, pp. 458-459 ; Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, p. 138

<sup>472</sup> Tilford, E (1991). *Op. cit.*, p. 153 ; Bui, T. (1995). *Op. cit.*, pp. 49-50 ; Truong, N. T. (1985). *Op. cit.*, pp. 240-242

territoire nord-vietnamien<sup>473</sup>. Cette nouvelle campagne de bombardements, baptisée opération *Linebacker*, força Hanoï à la table des négociations. Un accord fut conclu en octobre 1972. En échange du retrait américain, Hanoï devait simplement réduire le volume de troupes qu'elle envoyait au Sud-Vietnam. Cette entente déplaisait au président sud-vietnamien Thieu. Les Nord-Vietnamiens rechignaient à sa mise en œuvre. Après avoir menacé Thieu d'une cessation de l'aide américaine<sup>474</sup>, Nixon décida de relancer les bombardements aériens contre le Nord-Vietnamien. *Linebacker II* dura 11 jours en décembre 1972 et impliqua notamment pour la première fois des B-52 qui contribuèrent à infliger de sérieux dégâts. Hanoï finit par accepter les termes de l'accord d'octobre. *Linebacker I* et *II* ne peuvent cependant pas être considérée comme des succès validant l'efficacité des bombardements<sup>475</sup>. L'accord d'octobre était très nettement favorable à Hanoï puisque les États-Unis retiraient leurs troupes du Sud-Vietnam tout en y acceptant la présence de quelques 200 000 éléments des forces nord-vietnamiennes<sup>476</sup>. Le fait que Hanoï accepta de retourner à la table de négociation suite à une opération militaire d'envergure menée par les États-Unis permit simplement à Nixon de sauver les apparences d'une « paix dans l'honneur »<sup>477</sup>.

---

<sup>473</sup> Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, pp. 159, 164, 168 ; Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, pp. 118-119, 189-190, 253-254 ; Tilford, E (1991). *Op. cit.*, pp. 246-247

<sup>474</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 202-205

<sup>475</sup> Les militaires américains, notamment l'amiral Sharp, estimèrent que l'opération *Linebacker II* avait démontré que s'ils n'avaient pas été contraints par des civils incompetents lors de l'opération *Rolling Thunder*, la victoire eut été possible au Vietnam. *Op. cit.*, pp. 416-417 ; Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, p. 96. Robert Pape considère par ailleurs *Linebacker II* comme un exemple de la capacité de la puissance aérienne à imposer un changement d'attitude chez un belligérant. Pape, R. (1996). *Op. cit.*, pp. 195-205

<sup>476</sup> Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, pp. 259-261

<sup>477</sup> Nixon savait par ailleurs que le Congrès élu en novembre 1972 avait décidé de couper les fonds nécessaires à la poursuite des opérations militaires au Vietnam dès son entrée en fonction en janvier 1973, forçant ainsi le désengagement unilatéral des forces américaines et consacrant la défaite des États-Unis.

La campagne aérienne américaine au Vietnam fut un échec total illustrant parfaitement les tergiversations et dilemmes insolubles face auxquels les décideurs à Washington s'étaient en grande partie eux-mêmes placés en tenant compte des répercussions que pourraient avoir ces bombardements sur la perception de la guerre par l'opinion publique américaine<sup>478</sup>. Ils ciblèrent la volonté de combattre de leurs homologues nord-vietnamiens. Pour cela, ils détruisirent ou menacèrent de détruire l'infrastructure économique, logistique, et militaire. Ils ne cherchèrent toutefois pas à influencer la volonté nationale nord-vietnamienne en s'attaquant directement à la population, à l'exception de quelques opérations sur des centrales électriques en 1967. L'essentiel du débat entre civils et militaires à Washington concernant les bombardements aériens concernait l'ampleur et la vitesse de ceux-ci. Les militaires plaidaient pour des opérations d'envergure afin de détruire le plus rapidement possible la capacité de mobilisation militaire des nord-vietnamiens et par le fait même d'affecter leur volonté de combattre. Les civils, soucieux notamment des répercussions politiques que vous pourriez avoir une campagne de bombardements massifs provoquant de nombreuses pertes civiles, estimaient que la seule menace de tels bombardements et de leurs conséquences était en mesure d'altérer la motivation à combattre des décideurs nord-vietnamiens.

Quoiqu'il en soit, l'erreur fondamentale des décideurs américains fut de penser que les Nord-Vietnamiens étaient vulnérables face aux bombardements aériens, alors qu'ils ne l'étaient clairement pas. En effet, le Nord-Vietnam ne disposait pas d'une industrie de défense significative et n'était d'ailleurs pas enclin à la protéger à tout prix. L'équipement au demeurant modeste dont avait besoin l'armée nord-vietnamienne, que ce soit des armes, de la nourriture, des

---

<sup>478</sup> Voir McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, p. 269 ; Tilford, E. (1991). *Op. cit.*, pp. 101-103 ; Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, p. 168



munitions, ou des camions était par ailleurs le plus souvent importé en provenance de deux pays amis, l'URSS et la Chine, que l'administration Johnson n'avait aucunement l'intention d'impliquer dans ce conflit<sup>479</sup>. C'est la raison pour laquelle la zone frontalière avec la Chine, le port de Haiphong et celui de Kampong Sam au Cambodge par lesquels transitaient l'équipement et le ravitaillement en provenance de l'URSS et de la Chine restèrent hors de la zone d'opération des bombardiers américains pendant l'essentiel du conflit. Cette inefficacité des campagnes de bombardements était pourtant connue des décideurs à Washington. Des études conduites dès le début des années 1960, notamment en 1963 et 1964 par la CIA, le Pentagone, ou la RAND Corporation soulignaient que les besoins logistiques limités de l'armée nord-vietnamienne et des Viet Cong, le dédoublement des voies de communication entre le Nord et le Sud, ainsi que leur facilité de réparation, rendaient inopérant les campagnes de bombardements<sup>480</sup>.

### 3.4 Le niveau organisationnel : un traumatisme au cœur de l'aversion pour la contre-insurrection

À l'instar du processus politique, la prise de décision militaire souffrait de fragmentation et de rivalités bureaucratiques. Le commandant des forces américaines au Vietnam (poste dévolu à un général de l'armée de terre) était placé sous l'autorité du commandant en chef du Commandement Pacifique (fonction occupée par un amiral) basé à Hawaï. Ce dernier avait autorité sur les forces navales et aériennes participant aux opérations<sup>481</sup>. L'effort militaire fut

<sup>479</sup> Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, p. 135

<sup>480</sup> Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, pp. 147-148, 167-168 ; Komer, R. (1986). *Op. cit.*, pp. 53-55 ; Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, p. 207

<sup>481</sup> De la même manière que chez les militaires, il n'y avait pas du côté diplomatique un responsable unique pour l'ensemble de la région dans laquelle opéraient les États-Unis. L'ambassadeur à Saigon n'avait pas de contrôle sur la politique ou les opérations menées au

par ailleurs divisé entre les opérations conventionnelles d'une part, et les activités de pacification qualifiées de façon tout à fait éloquente d'« autre guerre » d'autre part. Enfin, les tensions étaient généralement vives entre les deux plus hauts responsables américains sur le terrain : l'ambassadeur et le commandant des forces armées. Leurs rôles respectifs et leurs relations ne furent jamais clairement définis et dans bien des cas tout au long des deux décennies de l'intervention américaine, ces deux responsables ne communiquaient guère entre eux, quand ils n'étaient pas en opposition frontale. Ce processus décisionnel défaillant contribua aux difficultés américaines au Vietnam. Le principal problème au niveau de l'institution militaire fut toutefois son attachement optu à une approche conventionnelle de la guerre qui ne produisit pas les résultats escomptés et qui ne laissa que peu de place aux tentatives de mise en place d'une stratégie de contre-insurrection à grande échelle.

#### 3.4.1 L'attachement aux approches conventionnelles de la guerre

La posture des forces américaines au Vietnam fut très largement inadaptée au type de conflit auquel elles étaient confrontées. L'armée de terre et l'armée de l'air mirent ainsi en œuvre des doctrines ou concepts opérationnels, et des moyens développés pour d'autres conflits, en particulier un affrontement conventionnel contre les troupes du Pacte de Varsovie sur les plaines d'Europe centrale. Ces doctrines et ces moyens, auquel il convient d'ajouter la formation et

---

Laos, au Cambodge, ou en Thaïlande alors même qu'une partie importante du conflit vietnamien se jouait sur le territoire de ces trois États. En outre, C. Dale Walton soutient que le rôle joué par les États-Unis dans le cadre de la guerre civile au Laos au début des années 1960 sans concertation avec les acteurs américains au Vietnam et au prix de vives querelles bureaucratiques au sein des départements de la Défense et d'État contribua fortement à l'échec américain au Vietnam. Walton, C. Dale (2002). *The Myth of Inevitable US Defeat in Vietnam*, London : Frank Cass, chapitre 4

l'entraînement des soldats et pilotes, n'étaient clairement pas adaptés aux opérations de pacification ou de contre-insurrection. Pire, l'attachement à ceux-ci empêcha l'institution militaire de concevoir une approche alternative de la guerre au Vietnam<sup>482</sup>.

L'armée de l'air joua un rôle majeur dans le conflit. Elle y était pourtant fort mal préparée. Ses moyens, sa doctrine, et l'entraînement de ses pilotes étaient inadéquats. Plus néfaste pour l'effort de guerre américain fut son attachement absolu à sa culture organisationnelle<sup>483</sup>. Convaincue de sa capacité à trouver des solutions techniques à des problèmes militaires et fascinée par sa puissance technologique, elle pensait en effet pouvoir gagner la guerre à elle seule<sup>484</sup>. Elle s'entêta ainsi à privilégier des appareils peu adaptés à la nature du conflit et au climat de l'Asie du Sud-Est<sup>485</sup> tout en utilisant des techniques, par exemple les défoliants, qui ne conféraient aucun avantage militaire tangible tout en créant des problèmes environnementaux et médicaux majeurs qui alimentaient le ressentiment des populations locales et la propagande anti-américaine<sup>486</sup>. La formation et l'entraînement des pilotes étaient également inadaptés. L'armée de l'air était convaincue que la préparation de ses pilotes pour une guerre totale contre l'URSS et ses alliés était suffisante pour une guerre limitée contre un ennemi matériellement aussi faible que celui qu'elle devait affronter en Asie du

---

<sup>482</sup> Nagl, J. (2002). *Op. cit.*, p. 175

<sup>483</sup> L'armée de l'air et ses partisans affirmèrent, affirment encore, que l'opération *Linebacker II* démontra l'efficacité de la puissance aérienne. Si le recours à celle-ci n'avait pas été contraint par des décideurs politiques incompetents comme ce fut notamment le cas dans le cadre de l'opération *Rolling Thunder* soutiennent-ils, elle aurait pu procurer la victoire aux États-Unis. Voir Momyer, William (2003). *Air Power in Three Wars*, Maxwell AFB : Air University Press

<sup>484</sup> Son arrogance la poussa même à penser que la seule démonstration de sa puissance technologique, notamment avec les bombardiers B-57, serait à elle seule en mesure de briser la volonté de combattre des Nord-Vietnamiens. Voir Tilford, E. (1991). *Op. cit.*, pp. 33-35

<sup>485</sup> Les bombardiers F-105 avaient par exemple été conçus pour l'emploi d'armes nucléaires contre les forces soviétiques. Ils étaient donc peu adaptés pour attaquer des cibles précises ou pour fournir un appui aérien rapproché aux troupes au sol.

<sup>486</sup> Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, p. 81 ; Blaufarb, Douglas (1977). *The Counterinsurgency Era : U.S. Doctrine and Performance 1950 to Present*, New York : Free Press, p. 119 ; Tilford. *Setup*, p. 72

Sud-Est. Dès lors, peu d'attention et d'efforts furent porter à améliorer la précision des bombardements menés par des pilotes formés essentiellement pour larguer des bombes nucléaires et non pour attaquer précisément des cibles au sol<sup>487</sup>. Malgré une légère amélioration dans la précision des frappes aériennes, liée en bonne partie aux progrès dans les technologies de guidage, la capacité des pilotes américains à détruire les cibles désignées demeura faible tout au long de la guerre. La contre-insurrection et la nécessité de limiter le plus possible les dommages collatéraux afin d'éviter de fournir des éléments de propagande à l'ennemi n'étaient pas des composantes de la doctrine de l'armée de l'air<sup>488</sup>. Lors d'une audition au Congrès en 1961, le général Curtis LeMay, chef d'état-major de l'armée de l'air de 1961 à 1965, affirma même que la doctrine écrite en 1935 était parfaitement applicable au Vietnam<sup>489</sup> ! Inefficace et même contreproductif dans le conflit vietnamien, le recours massif à l'armé de l'air s'avéra en outre extrêmement coûteux financièrement pour les États-Unis. D'après les estimations de la CIA, l'armée de l'air dépensait 6,60 dollars pour infliger 1 dollar de dégâts au Nord-Vietnam en 1965 et 9,60 dollars en 1966<sup>490</sup>. En 1968, l'opération *Rolling Thunder* avait infligé environ 600 \$ millions de dollars de dégâts au Nord-Vietnam. Les États-Unis avaient dépensé 6 milliards de dollars uniquement pour le remplacement des appareils perdus dans cette opération, auxquels il faut ajouter le coût des munitions et d'opération<sup>491</sup>.

C'est toutefois au niveau de l'armée de terre au cours de la période 1965 - 1972 que l'obstination à mettre en œuvre une approche conventionnelle de la guerre

---

<sup>487</sup> Tilford, E. (1991). *Op. cit.*, p. 113

<sup>488</sup> Corum, James et Wray, Johnson (2003). *Airpower in Small Wars : Fighting Guerrillas and Terrorists*, Lawrence : University Press of Kansas, p. 262

<sup>489</sup> Tilford. *Setup*, pp. 286-287

<sup>490</sup> Pentagon Papers, Senator Gravel edition (1971). *The Defense Department History of United States Decision-making on Vietnam*, Boston : Beacon, vol. IV, p. 136

<sup>491</sup> Tilford, E. (1991). *Op. cit.*, p. 130 ; Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, p. 134

et que l'inadaptation aux exigences particulières du conflit, notamment avec la mise en œuvre d'une stratégie de contre-insurrection à grande échelle et sur la durée, furent les plus manifestes. Les opérations terrestres américaines au Vietnam devait remplir deux objectifs : détruire les forces ennemies d'une part ; appuyer les efforts de pacification et de contrôle du territoire menés par le gouvernement de Saigon d'autre part. Le général Westmoreland reconnaissait en principe l'importance de ces deux objectifs. Dans les faits cependant, il privilégia la destruction des formations de l'armée nord-vietnamienne et des Viet Cong qu'il considérait comme les principales sources de menace pesant sur le Sud-Vietnam<sup>492</sup>. Des événements tels que les combats dans la province de Binh Dinh en novembre 1964 au cours desquels des unités Viet Cong décimèrent des forces sud-vietnamiennes menant des opérations de pacification permettaient pouvaient valider et appuyer le point de vue de Westmoreland. Il n'en demeure pas moins que sa volonté de se concentrer sur la localisation et la destruction des forces ennemies correspondait à la préférence de l'armée de terre et à l'idéal - type des opérations telles qu'elle les avait connues contre l'Allemagne en 1944-45 et qu'elle les concevait dans le cadre d'un éventuel affrontement contre les forces du Pacte de Varsovie<sup>493</sup>. Westmoreland refusa donc d'allouer un nombre significatif des troupes à sa disposition à des opérations de contrôle du territoire et de la population, rôle qu'elles avaient ouvertement assumé aux Philippines et dont l'importance dans les opérations de contre-insurrection était souligné par des auteurs contemporains tels que David Galula et Robert Thompson<sup>494</sup>. En lieu et place des opérations de contrôle du territoire, Westmoreland estimait pouvoir pacifier le Sud-Vietnam en éliminant un nombre suffisant de soldats nord-vietnamiens et de Viet Cong. La stratégie d'attrition qu'il privilégia avait donc pour objectif de réduire les effectifs

---

<sup>492</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 154-155

<sup>493</sup> *Op. cit.*, p. 166

<sup>494</sup> Komer, R. (1986). *Op. cit.*, p. 50 ; Thompson, R. (1966). *Op. cit.*



ennemis à un point tel que ceux-ci ne seraient plus aptes à combattre. Cette stratégie ou concept opérationnel se traduisit par un recours massif à la puissance de feu devant permettre d'éliminer les forces ennemies à un rythme plus élevé que leur capacité de régénération<sup>495</sup>. Westmoreland pensa son approche validée en novembre 1965. Lors de l'une des premières batailles majeures impliquant les forces américaines nouvellement déployées au Sud-Vietnam, celles-ci éliminèrent 1 200 ennemis et ne subirent que 200 pertes<sup>496</sup>.

Plus généralement, les forces américaines ont remporté un grand nombre, pour ne pas dire la majorité, de leurs affrontements contre les forces Viet Cong et/ou les troupes de l'armée nord-vietnamienne<sup>497</sup>. Ces victoires ne permirent toutefois pas aux États-Unis de remporter la guerre. Les forces nord-vietnamiennes et les Viet Cong n'ont en effet connu le succès dans aucune bataille significative contre les troupes américaines. Avant le retrait de celles-ci au début des années 1970, les premières ne conquièrent pas durablement de territoires, ni n'infligèrent davantage de pertes à leur ennemi qu'elles n'en subirent. Les succès pour les forces américaines n'étaient toutefois que tactiques, de courte durée, et relativement coûteux en termes de pertes. Par exemple, en mai 1969, la 101<sup>e</sup> division aéroportée localisa un régiment de l'armée nord-vietnamienne dans une zone montagneuse proche de la frontière avec le Cambodge. Elle prit la position ennemie, lui infligeant pas loin de 600 pertes contre une cinquantaine dans ses rangs<sup>498</sup>. Si le commandement

---

<sup>495</sup> Il est intéressant de noter ici que bien qu'une telle approche mettant l'accent sur la destruction de l'ennemi n'était guère populaire politiquement, elle fut validée par les décideurs civils et militaires à Washington. Westmoreland, W. (1976). *Op. cit.*, p. 153 ; McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, p. 236

<sup>496</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 169

<sup>497</sup> Arreguin-Toft, I. (2005). *Op. cit.*, pp. 154-155

<sup>498</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 144-145 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 256-257

américain se réjouit de ce ratio<sup>499</sup>, il décida cependant d'abandonner la position durement conquise suscitant alors une vague de protestation aux États-Unis où la population s'indigna du prix humain consenti pour une victoire qui manifestement n'avait pas de grande valeur militaire<sup>500</sup>. C'est ainsi que le nom de cette bataille, choisi par le commandement militaire, « Hamburger Hill » fit son entrée dans le vocabulaire politique américain comme symptomatique du gâchis de cette guerre du Vietnam. Lors d'une visite au Vietnam en juillet 1969, le président Nixon demanda d'ailleurs au commandant américain, le général Abrams, d'éviter dorénavant ce type de bataille<sup>501</sup>.

L'armée américaine infligea un nombre considérable de pertes. Elle n'atteignit cependant jamais le point d'inflexion sensé altérer la volonté des décideurs nord-vietnamiens à poursuivre le combat. À cet égard, les décideurs militaires et politiques américains ne saisirent jamais la détermination de leurs homologues nord-vietnamiens à réunifier le Vietnam, ni le prix humain qu'ils étaient prêts à consentir pour atteindre cet objectif<sup>502</sup>. Les décideurs américains raisonnèrent ici par « effet miroir »<sup>503</sup>, attribuant aux leaders nord-vietnamiens les mêmes valeurs que les leurs. Ils croyaient qu'au-delà d'un certain seuil de pertes humaines, Hanoi renoncerait à son objectif politique<sup>504</sup>. Lorsque les forces

---

<sup>499</sup> Un tel ratio de pertes rencontré à « Hamburger Hill » et dans bien d'autres batailles ne fut pas suffisant pour briser la volonté de combattre nord-vietnamienne, mais il parvint à affecter celle des Américains, ce qui se traduisit au final par la victoire stratégique du Nord-Vietnam. Ce dernier avait pour lui deux atouts non négligeables : une capacité importante de renouvellement de ces forces, et surtout, une plus grande volonté et des intérêts politiques plus forts que les États-Unis en faveur de la victoire. Ainsi, même si les militaires américains purent souligner qu'ils n'avaient jamais été vaincus sur le champ de bataille, les Nord-Vietnamiens purent à juste titre leur faire remarquer que cela n'avait aucune importance. Summers, Harry (1982). *On Strategy : A Critical Analysis of the Vietnam War*, New York : Presidio, p. 1

<sup>500</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 144-146

<sup>501</sup> *Op. cit.*, p. 146 ; Nagl, J. (2002). *Op. cit.*, pp. 172-173

<sup>502</sup> Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, p. 140, Tilford, E. (1991). *Op. cit.*, p. 195

<sup>503</sup> Gelb, L. et Betts, R. (1979). *Op. cit.*, p. 139

<sup>504</sup> Des auteurs tels que Sharp, Moyar ou Clodfelter estiment, dans des analyses qui sont néanmoins critiquables et critiquées, que les décideurs américains auraient pu atteindre un tel

américaines parvenaient à localiser et à fixer les troupes Viet Cong ou de l'armée nord-vietnamienne, leur puissance de feu supérieure leur permettait d'infliger des pertes considérables. Pour autant, la performance opérationnelle de l'armée de terre au Vietnam fut dans l'ensemble mitigée. Malgré leur supériorité technologique, en termes de reconnaissance, de renseignement, de transport, et d'armement, les militaires américaines n'eurent que très rarement l'initiative face à leurs adversaires<sup>505</sup>. En plus d'alimenter la campagne de propagande anti-américaine en provoquant de nombreuses victimes collatérales, la préparation des offensives de l'infanterie par des phases de tirs d'artillerie ou de bombardements aériens alertait les Viet Cong et l'armée nord-vietnamienne qui avaient dès lors le temps de se disperser. Il convient par ailleurs de souligner que les besoins en termes de logistique, de maintenance et de confort des troupes américaines étaient tels que sur les 543 000 soldats déployés au Vietnam en 1968, seuls 80 000 étaient des troupes de combats<sup>506</sup>.

---

seuil d'inflexion s'ils s'étaient résolument engagés dans une stratégie assumée de ciblage de la population civile nord-vietnamienne, comme ce fut le cas contre les Allemands et les Japonais dans les dernières années de la Deuxième Guerre mondiale. Ces auteurs soutiennent en effet que la population et l'approvisionnement alimentaire constituaient deux vulnérabilités que les bombardements américains auraient pu cibler afin de modifier la volonté des décideurs à Hanoi. Ainsi, au lieu de cibler une infrastructure industrielle ou de transport très limitée, au lieu de faire des pauses destinées à laisser la porte ouverte à des négociations, les décideurs américains auraient par exemple pu autoriser la destruction de digues dans la vallée de la rivière Rouge. Importantes pour alimenter un vaste système d'irrigation dont dépendaient les cultures et pour protéger les populations et les terres contre les inondations, la destruction systématique de ces digues auraient eu des conséquences telles en termes de pertes humaines et de ravitaillement alimentaire que les décideurs nord-vietnamiens auraient pu voir leur désir de victoire remis en cause. Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, pp. 117-118 ; Moyer, M. (1997). *Op. cit.*, pp. 360-361 ; Clodfelter, M. (2006). *Op. cit.*, p. 140

<sup>505</sup> Les statistiques du commandement américain au Vietnam au début de l'année 1967 montrent que l'ennemi initie 88 % des affrontements contre les forces blindées américaines. Le Pentagone généralisa cette statistique à l'ensemble des affrontements impliquant les unités américaines.

Par ailleurs, en 1966, McNamara reconnut que les Nord-Vietnamiens étaient en mesure de facilement remplacer des pertes estimées à 60 000 hommes. Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 82-84 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 177-178, 184 ; Komer, R. (1986). *Op. cit.*, pp. 56-60

<sup>506</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 197-198 ; Boot, M. (2002). *Op. cit.*, pp. 300-301

Le commandement du général Westmoreland fut l'incarnation de l'incapacité, du manque de volonté, et des difficultés de l'armée de terre des États-Unis à s'adapter à une forme de conflit qui ne correspond pas à ses préférences. Ses œillères en matière de doctrine et son manque d'imagination empêchèrent Westmoreland de remettre en question son concept opérationnel et de rechercher des aménagements tactiques à l'emploi de ses troupes<sup>507</sup>. Malgré quelques erreurs en 1964 qui se traduisirent par une intervention américaine accrue et par des pertes significatives, les Nord-Vietnamiens identifièrent en effet les premiers le point de vulnérabilité des Américains. Réalisant la grande sensibilité américaine face aux pertes, Giap va opter à partir de 1965 pour une approche de guérilla classique destinée à infliger des pertes importantes aux troupes américaines<sup>508</sup>, afin de saper la volonté de combattre des Américains<sup>509</sup>. Si les embuscades tendues dans la jungle s'avérèrent particulièrement efficaces, les forces communistes se montrèrent également habiles dans des opérations plus conventionnelles. Plus important, leur capacité à mener une grande variété d'actions, leur plus grande mobilité, et la qualité de leur renseignement tactique leur permirent d'avoir l'initiative des affrontements dans 80 à 90 % des cas. En contrôlant ainsi la dynamique du conflit, Giap fut en mesure de limiter suffisamment ses pertes pour que Westmoreland ne parvienne pas à atteindre le point de rupture qu'il imaginait. Cette stratégie d'usure classique de mouvements insurrectionnels face à un ennemi matériellement plus fort n'échappa pas à tous les décideurs et fonctionnaires américains participant à la conduite de la guerre. Ainsi, dès juillet 1965, un fonctionnaire du département d'État, soutint, dans un propos qui n'est pas sans rappeler la mise en garde que

---

<sup>507</sup> Ces limites cognitives apparurent de manière manifeste lorsqu'en à une question portant sur la façon dont il entendait remporter cette guerre posée à l'occasion d'une conférence de presse, Westmoreland répondit : « la puissance de feu ». Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 197

<sup>508</sup> Le nombre d'éléments *Viet Cong* ou de l'armée nord-vietnamienne morts au combat ou disparu pendant le conflit s'élève à 1.4 million. Boot, M. (2002). *Op. cit.*, p. 303

<sup>509</sup> *Op. cit.*, p. 316 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 67-68

ce même département d'État formulera à l'attention de l'administration Bush avant l'invasion de l'Irak en 2003, que Giap aurait recours à une telle stratégie<sup>510</sup>.

#### 3.4.2 Les tentatives de mise en place d'une approche contre-insurrectionnelle

L'effort de contre-insurrection américain, destiné à appuyer le gouvernement de Saigon dans le contrôle de son territoire et de sa population et dans sa lutte contre les insurgés communistes, fut entaché par la piètre qualité de son élaboration et de son application et par le caractère tardif de sa mise en place à grande échelle. Alors que Westmoreland disposait d'un nombre de troupes en apparence suffisant pour mener une stratégie contre-insurrectionnelle, il n'y attachait pas – à l'instar de l'institution militaire dans son ensemble – une grande importance. L'effort américain dans cette « autre guerre » souffrit également d'une forte fragmentation entre plusieurs institutions gouvernementales chargées de le conduire, que ce soit l'armée, la CIA, ou encore l'Agence de Développement International. Il apparaît en outre que les militaires américains n'étaient pas particulièrement compétents et formés à la contre-insurrection. L'entraînement des troupes de l'armée de terre n'était pas adapté aux exigences de la contre-insurrection comme le remarqua le général à la retraite Maxwell Taylor, conseiller du président Kennedy puis ambassadeur à Saigon<sup>511</sup>. Les conseillers militaires envoyés du milieu des années 1950 à 1965 n'étaient que très peu familiers avec la culture et l'état du pays et parlaient encore moins le vietnamien. Ajouté à une rotation rapide des hommes, ce manque de compétence suscitait une frustration chronique chez l'allié sud-

---

<sup>510</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 159-162, 255-256. McNamara affirma qu'il prit conscience de cette stratégie en janvier 1966 mais qu'il n'avait pas été en mesure de trouver une approche permettant de la contrer. McNamara, R. (1995). *Op. cit.*, pp. 236-238

<sup>511</sup> Tilford, E. (1991). *Op. cit.*, p. 216



vietnamien. La politique de rotation des troupes, annuelle et sur une base individuelle et non par unités entières, fut un obstacle majeur à la cohésion et à l'efficacité des unités et plus fondamentalement à l'apprentissage institutionnel. Dressant un constat qui sera répété quelques décennies plus tard en Afghanistan, John Paul Vann, ancien officier et membre des CORDS, affirma que « les États-Unis n'ont pas été au Vietnam pendant neuf ans, mais ils y ont été un an neuf années de suite »<sup>512</sup>.

Les obstacles étaient nombreux à la mise en place d'une stratégie de contre-insurrection s'inscrivant dans la durée et susceptible d'avoir des effets positifs sur l'évolution du conflit. Il y eut pourtant, au cours de l'engagement américain au Vietnam, des expériences contre-insurrectionnelles dont les résultats furent intéressants. Trois méritent une présentation détaillée : les hameaux stratégiques ; le CORDS ; et le programme *Phoenix*. Le caractère irrégulier du conflit vietnamien ne fut en effet pas étranger aux décideurs américains, qu'ils soient militaires ou civils. Au moment de son arrivée à la Maison-Blanche, le président Kennedy était préoccupé par l'appui fourni par l'Union Soviétique aux mouvements de libéralisation nationale à travers le monde. Il créa alors au sein du Conseil de sécurité nationale un groupe traitant d'opérations spéciales et de contre-insurrection. Il autorisa également la création à Fort Bragg, en Caroline du Nord, d'un centre de recrutement et d'entraînement pour les forces spéciales. Lors d'un discours à West Point en juin 1962, il souligna l'importance des conflits irréguliers et enjoignit l'institution militaire d'élaborer « a whole new kind of strategy, a wholly different kind of force, and therefore a new and wholly

---

<sup>512</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 206. Il est également intéressant de noter que pour des raisons de politique intérieure, l'armée n'apprenait pas aux recrues aux États-Unis la nature des combats au Vietnam. Le 1<sup>er</sup> groupe des Forces spéciales mit sur pieds à Okinawa un programme de formation et d'entraînement au combat en milieu tropical destiné aux récents diplômés des écoles militaires en provenance des États-Unis. Le niveau de pertes parmi les diplômés ayant reçu cette formation fut inférieur à celui des soldats réguliers. Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, p. 83

different kind of military training »<sup>513</sup>. Le Vietnam aurait du être le théâtre d'expérimentation de cette nouvelle façon de concevoir et de faire la guerre. Or, l'institution militaire n'accorda que peu d'attention aux injonctions du président Kennedy. Chef d'état-major de l'armée de terre de 1960 à 1962, le général George Decker minimisa par exemple la préoccupation de Kennedy pour la contre-insurrection en affirmant que « n'importe quel bon soldat peut faire face à une guérilla »<sup>514</sup>.

### 3.4.3 Le cas des hameaux stratégiques

C'est donc dans un contexte de fortes réticences de l'institution militaire que furent mises en œuvre les tentatives américaines de contre-insurrection au Vietnam. Le programme des hameaux stratégiques (*Strategic Hamlets*) fut une initiative de pacification consistant à sécuriser les populations rurales. Ces hameaux disposaient de quelques fortifications ainsi qu'une d'une modeste force locale d'autodéfense dont l'entraînement et l'armement sommaires lui permettait de contenir des menaces de faible intensité<sup>515</sup>. L'initiative de ce programme est débattue. Certains auteurs y voient la marque de la mission d'assistance britannique déployée au Sud-Vietnam au début des années 1960. Cette mission fut dirigée par Sir Robert Thompson, un ancien responsable de la campagne de contre-insurrection menée par les Britanniques en Malaisie dans les années 1950. Ils y avaient employé avec succès une approche semblable pour isoler les populations locales des insurgés chinois<sup>516</sup>. Si Thompson a eu des contacts directs avec les frères Ngo, il semble toutefois que ceux-ci, pas plus que

---

<sup>513</sup> Kaplan, Fred (2013). *The Insurgents*, New York : Simon & Schuster, pp. 26-27

<sup>514</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 37

<sup>515</sup> Moyer, M. (2006). *Op. cit.*, pp. 155-159

<sup>516</sup> FitzGerald, Frances (1972), *Fire in the Lake : The Vietnamese and the Americans in Vietnam*, New York : Vintage, pp. 155-157

les Américains, n'aient vraiment prêté attention aux conseils prodigués par la mission britannique <sup>517</sup>. Les Américains avaient proposé un programme similaire. L'ambassade et la mission militaire à Saigon furent pourtant surprises lorsque Diem annonça la mise en place des hameaux stratégiques le 3 février 1962<sup>518</sup>. Si formellement les militaires américains appuyèrent le programme, ils continuèrent toutefois à encourager l'armée sud-vietnamienne à conduire des opérations conventionnelles, indépendamment des hameaux stratégiques. Les décideurs politiques à Washington étaient emballés par ce programme à un point tel qu'à partir de septembre 1962, il était essentiellement financé par les États-Unis<sup>519</sup>.

Quelque soit l'origine ou la paternité du programme des hameaux stratégiques, les frères Ngo le conçurent comme un instrument central pour remplir leurs objectifs politiques<sup>520</sup>. Ils poussèrent à la création d'organisations sociales fondées sur le modèle de celles du front de libération nationale, bien que moins bien structurées et moins efficaces. Regroupant des jeunes, des paysans ou encore des femmes, ces organisations devaient contribuer à la sécurisation des hameaux. Elles servaient également de relais politiques aux Ngo à travers le pays. Mi-1963, 7 200 hameaux stratégiques avaient été construits à travers le Sud-Vietnam (un objectif de 11 316 avait été fixé un an plus tôt) et plus de 8,7 millions de personnes vivaient dans l'un d'eux fin 1963<sup>521</sup>. La multiplication des dénonciations Viet Cong contre ces « camps de concentration » peut être considérée comme une preuve de leur efficacité dans la lutte contre

---

<sup>517</sup> Nagl, J. (2002). *Op. cit.*, pp. 130-131 ; Hamilton, D. (1998). *Op. cit.*, pp. 141-144

<sup>518</sup> Colby, W. (1989). *Op. cit.*, p. 100-101

<sup>519</sup> Komer, R. (1986). *Op. cit.*, p. 64 ; Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.*, p. 20

<sup>520</sup> Herring, G. C. (1979). *Op. cit.*, pp. 88-90 ; Blaufarb, D. (1977). *Op. cit.*, pp. 110-112 ; Pike, D. (1966). *Op. cit.*, p. 67

<sup>521</sup> Blaufarb, D. (1977). *Op. cit.*, pp. 115, 120

l'insurrection communiste<sup>522</sup>. Par ailleurs, même si les Viet Cong détruisirent certains de ces hameaux les plus isolés et les moins bien sécurisés, des documents émanant de l'insurrection communiste démontrent que celle-ci considérait la bonne tenue du programme comme une menace majeure fragilisant sa base politique et face à laquelle la contre-offensive n'était guère efficace<sup>523</sup>. En 1963, les Américains et les Britanniques partageaient également l'optimisme des dirigeants sud-vietnamiens à l'endroit des hameaux stratégiques<sup>524</sup>.

L'assassinat des frères Ngo le 1<sup>er</sup> novembre 1963 mit un terme quasi-instantané au programme<sup>525</sup>. Les généraux qui firent assassiner les Ngo relevèrent la plupart des chefs de districts et de provinces qui mettaient en œuvre le programme par crainte de leur allégeance incertaine au nouveau pouvoir en place à Saigon. Les organisations sociales, telles que les Jeunesses Républicaines, qui assuraient une cohérence et un encadrement politiques au sein des hameaux furent démantelées car elles représentaient des relais d'influence des Ngo. Enfin, les unités de l'armée sud-vietnamienne qui assuraient la sécurité des hameaux furent redéployées dans les villes pour assurer la protection des nouveaux dirigeants. Fragilisés par l'efficacité des hameaux stratégiques, les insurgés communistes accueillirent la mort de Diem et de Nhu comme un cadeau inespéré de la part des Américains<sup>526</sup>. Fin 1963, les Viet Cong multiplièrent les actions contre les hameaux stratégiques. Dès mars 1964, ils estimèrent en avoir détruit 80 %. Cette dynamique entraîna la décision de l'administration Johnson à la fin 1964 d'amplifier l'engagement américain au Vietnam<sup>527</sup>.

---

<sup>522</sup> *Op. cit.*, p. 120

<sup>523</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, p. 25; Moyar, M. (2006). *Op. cit.*, pp. 182-184

<sup>524</sup> *Op. cit.*, pp. 207-208

<sup>525</sup> *Ibid.*, pp. 281-284

<sup>526</sup> *Ibid.*, pp. 258, 284

<sup>527</sup> *Ibid.*, p. 284

Le programme des hameaux stratégiques souffrait toutefois de nombreuses défaillances que les Américains, de même que les officiels sud-vietnamiens reconnurent pour certains dès le début de 1963. Par exemple, nombre de paysans refusèrent de quitter leurs terres, notamment dans la région du delta du Mékong pour être relocalisés dans des zones plus facilement défendables. Le programme fut par ailleurs étendu trop rapidement sans que le gouvernement sud-vietnamien ne soit en mesure de fournir un personnel de sécurité adéquat, ni les sommes et les matériaux nécessaires pour ériger des fortifications efficaces<sup>528</sup>. Les Américains ont également une part de responsabilité dans les défaillances de ce programme. Ainsi, le commandement militaire américain affecta à partir de 1963 les unités chargées de la protection de certains hameaux à des opérations offensives. De même, la coordination entre actions civiles et militaires fut largement défaillante. Alors qu'une partie des intervenants américains, à travers la CIA, AID et USIS cherchaient à obtenir l'appui des populations locales et ainsi à renforcer la légitimité du gouvernement de Saigon, les militaires dès le début des années 1960 faisaient déjà appel à une puissance de feu excessive qui contribua à éroder le lien de confiance entre les populations locales et les Américains. C'est en effet à cette période que le président Kennedy autorisa l'emploi du napalm et autres produits défoliants dans la lutte contre les Viet Cong<sup>529</sup>.

#### 3.4.4 Le CORDS

Le président Johnson était peut-être réticent à mener la guerre au Vietnam et moins intéressé par les questions de contre-insurrection que son prédécesseur,

---

<sup>528</sup> Karnow, S. (1997). *Op. cit.*, pp. 255-258, 323-324 ; Moyar, M. (2006). *Op. cit.*, pp. 82-83

<sup>529</sup> Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 73 ; Nagl, J. (2002). *Op. cit.*, pp. 128-129



il n'en demeure pas moins qu'il saisit début 1966 la nécessité d'améliorer l'efficacité de la performance américaine dans « l'autre guerre ». En mars, il nomma au sein de la Maison-Blanche un responsable chargé de coordonner l'ensemble des activités de pacification. Cette mission fut confiée à un ancien officier de la CIA alors en poste au Conseil de sécurité nationale, Robert Komer. Si celui-ci avait l'appui total du président, il s'opposa à l'attitude et à l'incompétence de l'ambassadeur à Saigon, ainsi qu'aux réticences du commandant militaire<sup>530</sup>. Les principaux points de frictions touchaient à la place des activités de pacification dans le cadre général de la guerre et au rôle que les militaires devaient y jouer. Frustré par les résistances bureaucratiques qui entravèrent le travail de Komer et l'effort contre-insurrectionnel, Johnson envisagea début 1967 une solution plutôt radicale. Il évoqua la possibilité de confier à Westmoreland les tâches de commandant du MACV ainsi que celles d'ambassadeur, en faisant ainsi l'unique responsable de l'ensemble des actions américaines au Vietnam. Face à l'opposition de Westmoreland, de McNamara et de Rusk, Johnson opta pour la création d'une entité civile en charge de la pacification incorporée au sein du MACV, le *Civil Operations and Revolutionary Development Support* (CORDS). Komer en prit la direction avec le rang d'ambassadeur<sup>531</sup>. Dans le même temps, Johnson désigna le général Creighton Abrams comme adjoint de Westmoreland en charge d'améliorer la performance des forces armées sud-vietnamiennes.

---

<sup>530</sup> Henry Cabot Lodge avait succédé à Taylor en juillet 1965. Il effectuait donc un second mandat comme ambassadeur des États-Unis à Saigon. Alors que Johnson s'était montré particulièrement insatisfait du travail de Lodge lorsqu'il était ambassadeur sous Kennedy, les raisons de sa nouvelle nomination à Saigon sont floues. Certains, comme Nolting, y voient une dimension politique. Johnson, à l'instar de Kennedy, souhaitait avoir sur place un républicain afin de se protéger politiquement d'un conflit qui devenait de plus en plus impopulaire. Nolting, Frederick (1988). *From Trust to Tragedy: The Political Memoirs of Frederick Nolting, Kennedy's Ambassador to Diem's Vietnam*, New York : Praeger, p. 135. D'autres, comme Richard Hunt, soulignent que le conseiller à la sécurité nationale Bundy, estimait que Lodge se montrerait plus favorable à la pacification. Hunt, Richard (1998). *Pacification : The American Struggle for Vietnam's Hearts and Minds*, Boulder : Westview, pp. 66-67

<sup>531</sup> *Ibid.*, pp. 86-87 ; Komer, R. (1986). *Op. cit.* ; Westmoreland, W. (1976). *Op. cit.*, pp. 214-215

L'expérience du CORDS est assez unique dans l'histoire américaine de la contre-insurrection. Structure hybride, elle intégrait des civils et des militaires à tous les niveaux. Komer était par exemple l'adjoint de Westmoreland en charge des dimensions civiles autant que militaires de la pacification. Plus largement, les principaux responsables civils au sein du CORDS étaient assistés d'un adjoint militaire et les militaires avaient comme adjoints des civils. Plus spectaculaire encore, les civils rédigeaient les rapports d'évaluation de leurs subalternes militaires, et les militaires faisaient de même pour les civils placés sous leurs ordres. Cinq facteurs contribuèrent principalement à améliorer significativement l'efficacité de la contre-insurrection américaine<sup>532</sup> :

- L'unification de l'effort américain au sein du MACV à travers la structure du CORDS favorisa une meilleure coordination et permit de mettre à la disposition des agences civiles des capacités dont elles ne disposaient jusqu'alors pas.
- L'efficacité et la compétence des responsables du programme : Robert Komer puis William Colby.
- L'intérêt pour les opérations de contre-insurrection manifesté par le successeur de Westmoreland, le général Creighton Abrams, à partir de la mi-1968.
- L'amélioration du programme de pacification mis en œuvre par le gouvernement Sud-Vietnamien.
- L'affaiblissement de l'adversaire Viet Cong suite à l'offensive du Têt.

Cette approche de la contre-insurrection produisit des résultats plutôt positifs. En 1970, la sécurité avait été améliorée dans les zones rurales (90 % des villages

---

<sup>532</sup> Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, p. 79 ; Moyar, M. (1997). *Op. cit.*, pp. 48-49 ; Sorley, L. (1999). *Op. cit.*; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 133, 146

et hameaux étaient considérés comme sécurisés et moins de 2 % demeuraient sous le contrôle des Viet Cong) et les populations locales, notamment les paysans, étaient satisfaits du travail des autorités gouvernementales<sup>533</sup>. De plus, lors des différentes offensives nord-vietnamiennes, celle du Têt en 1968, et celles de 1972 et 1975, la majorité des Sud-Vietnamiens trouvèrent ou tentèrent de trouver refuge dans des zones contrôlées par le gouvernement de Saigon privant Hanoï de son objectif de soulèvement populaire. Pendant ces offensives, la population sud-vietnamienne aida les troupes américaines et sud-vietnamiennes à identifier les positions Viet Cong et nord-vietnamiennes<sup>534</sup>.

### 3.4.5 Le programme Phoenix

Phoenix fut un programme de pacification mené conjointement par les États-Unis et le gouvernement du Sud-Vietnam à partir de 1968<sup>535</sup>. Destiné à renforcer

---

<sup>533</sup> Blaufarb, D. (1977). *Op. cit.*, pp. 269-273 ; Herring, G. C. (1979). *Op. cit.*, p. 227

<sup>534</sup> Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, p. 79

<sup>535</sup> *Phoenix* est entouré d'une aura d'efficacité redoutable et de cruauté. Les éléments de langage et les statistiques gonflées avancées par le CORDS contribuèrent certainement à façonner cette perception. Mais cette réputation est également, voire surtout, le résultat d'une propagande efficace mise en œuvre par Hanoi et relayée par les médias américains, dont le *New York Times*. Un journaliste de celui-ci fit état de 20 000 personnes soupçonnées d'être liées aux Viet Cong assassinées dans le cadre du programme et le compara même au massacre de My Lai. De telles accusations donnèrent lieu à des auditions devant le Sénat en 1970 qui ne permirent pas de conclure à une quelconque complicité américaine dans les assassinats ou la torture. Mark Moyer démontra par ailleurs le caractère non fondé des allégations formulées concernant les exactions à grande échelle commises dans le cadre de Phoenix. Il apparaît en fait que ce sont les Viet Cong, fragilisés par les lourdes pertes subies dans le cadre de l'offensive du Têt, et se sentant menacés par un programme *Phoenix* qu'ils percevaient comme efficace, qui commirent de vastes exactions. Ainsi, pour la seule année 1969, ils assassinèrent 1 200 représentants du gouvernement sud-vietnamien et leurs alliés. La terreur à grande échelle fut une tactique mise en œuvre par les Viet Cong, et non par les États-Unis, que ce soit les forces armées ou la CIA. Sur la période 1957-1972, les Viet Cong tuèrent ainsi plus de 36 000 civils. Cette tactique, efficace dans les années 1960, se retourna contre eux dans les années 1970 alors que les paysans vietnamiens notamment s'opposèrent progressivement à l'augmentation de l'impôt « révolutionnaire », aux réquisitions de jeunes hommes pour les unités combattantes, et au recours grandissant aux exécutions sommaires. Voir Moyer, M. (1997). *Op. cit.*, pp. 210, 305-306;

le contrôle et la légitimité du gouvernement sur l'ensemble du territoire, ce programme avait une dimension sécuritaire, sociale, économique et politique<sup>536</sup>. L'idée de ce programme émana d'un officier de la CIA, Nelson Brickham, qui cherchait à améliorer la lutte contre les éléments Viet Cong et leurs alliés nord-vietnamiens en renforçant la coopération et le partage de renseignement entre les agences américaines et sud-vietnamiennes<sup>537</sup>. Pour des raisons de rivalités bureaucratiques et de craintes vis-à-vis de l'infiltration d'espions ennemis, il y avait en 1966 pas moins de 17 agences de renseignements américaines et sud-vietnamiennes dont l'efficacité était pour le moins incertaine<sup>538</sup>. L'idée de Brickham fut approuvée par la CIA et transmise au responsable du CORDS, Robert Komer. Le général Westmoreland et l'ambassadeur Bunker donnèrent leur aval mi-1967. Le président Thieu l'approuva en décembre 1967. *Phoenix* commença à opérer dès la fin 1967 en coordonnant les activités de renseignement aux niveaux des districts et des provinces<sup>539</sup>. Il ne devint cependant pleinement opérationnel qu'à la fin de l'année 1968, soit après l'offensive du Têt. L'objectif, tel que formulé par William Colby auprès des conseillers américains chargés de travailler avec leurs alliés vietnamiens au sein de ce programme était clair : récolter du renseignement sur l'infrastructure Viet Cong et en appréhender les cadres afin d'obtenir d'avantage de renseignements. Dans les instructions écrites que Colby avait transmises aux agents américains, ceux-ci avaient interdiction d'assassiner ou de torturer et devaient rapporter de tels actes commis par les Vietnamiens<sup>540</sup>.

---

Blaufarb, D. (1977). *Op. cit.*, p. 275 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 272-273 ; Colby, W. (1989). *Op. cit.*, p. 246

<sup>536</sup> *Ibid.*, pp. 254-276, 280-282, 296-297

<sup>537</sup> Moyar, M. (1997). *Op. cit.*, pp. 51-52

<sup>538</sup> Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, p. 92

<sup>539</sup> Colby, W. (1989). *Op. cit.*, p. 240 ; Valentine, Douglas (1990). *The Phoenix Program*, New York : William Morrow, pp. 142-143

<sup>540</sup> Colby, W. (1989). *Op. cit.*, p. 247 ; Valentine, D. (1990). *Op. cit.*, p. 154

Sur la durée de vie du programme, soit de 1968 à mi-1972, 26 369 cadres Viet Cong furent tués, 33 358 furent arrêtés et 22 013 firent défection<sup>541</sup>. Robert Thompson et William Colby estimèrent que 87 % des cadres tués le furent au cours d'opérations militaires menées par les forces conventionnelles<sup>542</sup>. Le programme *Phoenix* permit de produire et de fournir du renseignement utile aux forces sur le terrain contre les Viet Cong. Pour autant, il souffrait de tant de problèmes que les responsables américains contestèrent son efficacité<sup>543</sup>. Le principal facteur de cette inefficacité relevait de l'incompétence de ses participants<sup>544</sup>. *Phoenix* ne permit pas non plus de surmonter les rivalités bureaucratiques et d'améliorer significativement le partage de renseignements entre les multiples services de sécurité<sup>545</sup>. L'efficacité du programme dans la neutralisation des cadres Viet Cong fut par ailleurs exagérée par des services de sécurité qui s'étaient vus fixé des quotas à atteindre par le gouvernement sud-vietnamien sur le conseil de Komer<sup>546</sup>. Colby affirma ainsi que le nombre de cadres du Viet Cong neutralisés était exagéré et trompeur car la plupart des individus appréhendés ou éliminés n'occupaient que des positions subalternes<sup>547</sup>. Enfin, la CIA se désengagea du programme à partir de mi-1969 pour se reconcentrer sur le renseignement stratégique alors même qu'elle considérait que *Phoenix* s'attardait trop sur le renseignement tactique. Les agents de la CIA furent remplacés par des officiers du renseignement militaires qui se focalisèrent sur ce dernier type de renseignement, changeant ainsi

<sup>541</sup> Herrington, Stuart (1982). *Silence Was a Weapon : The Vietnam War in the Villages*, Novato : Presidio, p. 236

<sup>542</sup> Thompson, Robert (1974). *Peace Is Not at Hand*, New York : McKay, p. 51

<sup>543</sup> Herrington, S. (1982). *Op. cit.*, pp. 193-197

<sup>544</sup> Blaufarb, D. (1977). *Op. cit.*, p. 274 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 284-285 ; Komer, R. (1986). *Op. cit.*, pp. 61-62

<sup>545</sup> Le programme Phoenix fut même suppléé, pour ne par dire supplanté par d'autres programmes destinés à améliorer la pacification après l'offensive du Têt et mis sur pieds par le gouvernement sud-vietnamien. Blaufarb, D. (1977). *Op. cit.*, p. 246 ; Moyar, M. (1997). *Op. cit.*, p. 130 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, p. 283 ; Valentine, D. (1990). *Op. cit.*, pp. 145-146

<sup>546</sup> Moyar, M. (1997). *Op. cit.*, pp. 181-188 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 282-284

<sup>547</sup> Colby. *Lost Victory*, pp. 259-260



radicalement la perspective et le but initiaux du programme <sup>548</sup>. Le gouvernement sud-vietnamien fut tout aussi déçu de l'efficacité relative de *Phoenix* et finit par fusionner le programme au sein de la police nationale en 1972<sup>549</sup>.

Les adversaires nord-vietnamiens et leurs alliés Viet Cong ne faisaient pas la même évaluation de *Phoenix*. Diverses sources indiquent en effet qu'ils le perçurent comme un facteur d'affaiblissement de leur infrastructure même s'ils n'étaient pas en mesure d'isoler les seuls effets de *Phoenix* de l'ensemble de l'effort de pacification menée par les Américains et les Sud-Vietnamiens<sup>550</sup>. L'efficacité de *Phoenix* fut toutefois modeste. Des actions telles que la réforme foncière de 1970, le renforcement de la sécurité des villages par le déploiement de forces militaires plus nombreuses et mieux équipées, ainsi que les mesures destinées à soutenir la prospérité économique contribuèrent davantage à remporter « l'autre guerre ». Assez substantiel et soutenu à partir de 1968, le passage d'une stratégie d'attrition à la contre-insurrection produisit des résultats significatifs. Mise en œuvre de concert avec le gouvernement sud-vietnamien, cette contre-insurrection permit de couper les Viet Cong de leur base de sympathisants dans les zones rurales et affecta leur capacité de mobilisation et leur légitimité politique.

Deux éléments limitèrent cependant significativement la portée de ce succès dans la contre-insurrection. Premièrement, au moment de sa mise en œuvre, soit à la fin des années 1960, la population américaine et la plupart de ses représentants au Congrès ne s'intéressaient déjà plus à cette « autre guerre ».

---

<sup>548</sup> Blaufarb, D. (1977). *Op. cit.*, p. 290 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 283-284 ; Valentine, D. (1990). *Op. cit.*, pp. 174-178

<sup>549</sup> Moyar, M. (1997). *Op. cit.*, p. 55

<sup>550</sup> Moyar, M. (1997). *Op. cit.*, pp. 244-254 ; Karnov, S. (1997). *Op. cit.*, p. 602 ; Bui, T. (1995). *Op. cit.*, p. 63

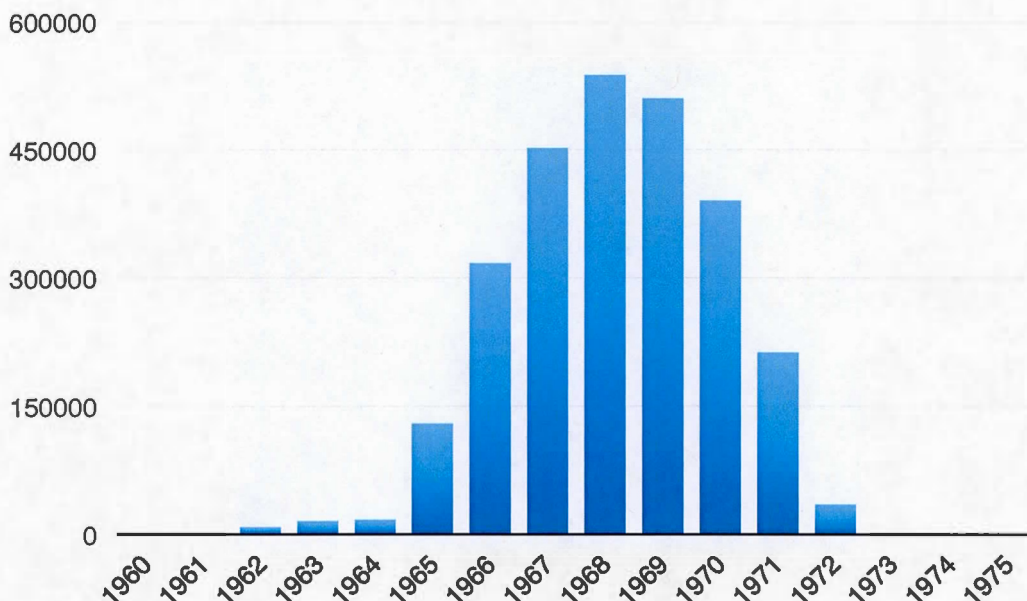
Fatiguée d'une guerre au sujet de laquelle les décideurs avaient menti comme l'a démontré l'offensive du Têt, la population américaine n'aspirait alors qu'à un désengagement de ce conflit. Deuxièmement, l'affaiblissement considérable des Viet Cong au début des années 1970 constitua une défaite importante pour Hanoi. Les décideurs nord-vietnamiens prirent toutefois le pari de ne pas reconstruire la structure nécessaire à une guerre insurrectionnelle au Sud. Ils optèrent pour une approche conventionnelle reposant sur les éléments de l'armée nord-vietnamienne. Ils avaient en effet clairement perçu au début des années 1970 que la volonté américaine de combattre s'était considérablement érodée. Le retrait des troupes du théâtre vietnamien était déjà engagé. Le nouveau Congrès élu en 1972 imposa en outre de sérieuses contraintes à l'administration Nixon en interdisant les opérations militaires en Asie du Sud-Est le 30 juin 1973 et en adoptant la loi sur les pouvoirs de guerre le 7 novembre 1973<sup>551</sup>. Les dirigeants nord-vietnamiens, comprenant alors que la puissance militaire américaine ne serait plus un obstacle à leurs objectifs politiques, décidèrent à l'automne 1973 d'une nouvelle offensive sur le Sud. La planification de celle-ci débuta en 1974<sup>552</sup>. Après l'échec d'une tentative similaire en 1972, cette nouvelle offensive conventionnelle, lancée en 1975 et mise en œuvre par les troupes régulières de l'armée nord-vietnamienne<sup>553</sup>, déboucha, sur la conquête du Sud-Vietnam qui avait alors été abandonné par les États-Unis. La chute de Saigon le 30 avril 1975 consacra la réunification du Vietnam sous l'égide de Hanoi et constitua une des défaites les plus marquantes et traumatisantes pour les États-Unis.

---

<sup>551</sup> Et ce sans compter que le président Nixon, empêtré dans le scandale du Watergate, fut forcé de démissionner en août 1974. Truong, N. T. (1985). *Op. cit.*, pp. 220, 231

<sup>552</sup> Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 204-205

<sup>553</sup> Vien, Cao Van (1983). *The Final Collapse*, Washington D.C. : Center of Military History, U.S. Army

Figure 4 Forces américaines déployées au Vietnam, 1960 - 1975<sup>554</sup>

### 3.5 Conclusion

Une stratégie militaire pertinente au Vietnam aurait dû reposer sur trois piliers : l'emploi de forces conventionnelles contre leurs homologues nord-vietnamiennes ; la mise en place d'activités de contre-insurrection ou de pacification ; et la formation des forces sud-vietnamiennes. Westmoreland ne prêta attention qu'au premier (H3.1). Le président Johnson réalisa cette erreur et tenta d'y remédier en confiant l'effort de guerre à l'ambassadeur Bunker, au général Abrams, et à William Colby. Les trois hommes contribuèrent à un changement significatif de la dynamique du conflit, tant d'un point de vue

<sup>554</sup> Source : Tim Kane, « Global U.S. Troops Deployment, 1950 – 2003 », *The Heritage Center for Data Analysis*, 27 octobre 2004

militaire en renforçant les piliers pacification et formation des forces sud-vietnamiennes, que politique en aidant à l'amélioration du fonctionnement du régime de Saigon. Tout d'abord, si le général Abrams n'a pas promulgué de nouvelle doctrine privilégiant expressément la contre-insurrection et rompant avec l'approche conventionnelle de Westmoreland<sup>555</sup>, il modifia sensiblement la façon dont les militaires américains appréhendaient le conflit (H3.2). Il insista en particulier sur deux aspects. D'une part, la pacification et la formation des troupes sud-vietnamiennes faisaient partie intégrante de l'effort de guerre, au même titre que l'élimination de l'ennemi. D'autre part, cette dernière n'était plus l'objectif premier des forces américaines qui devaient avant tout protéger les populations civiles et cibler les chaînes d'approvisionnement logistique des forces ennemies<sup>556</sup>. En matière de pacification ensuite, Colby présida à une amélioration majeure de la performance des forces de sécurité sud-vietnamiennes. En établissant une coopération étroite avec le gouvernement sud-vietnamien en matière de contre-insurrection dans le cadre du programme *Phoenix*, il contribua à renforcer la popularité et la légitimité du pouvoir de Saigon dans le pays<sup>557</sup>. Enfin, l'ambassadeur Bunker parvint à établir une relation plus constructive avec les dirigeants sud-vietnamiens. Il les orienta vers un régime constitutionnel auquel la population pouvait minimalement participer<sup>558</sup>.

---

<sup>555</sup> Krepinevich souligne par exemple que l'approche américaine de la guerre n'a pas fondamentalement changé sous Abrams par rapport à Westmoreland. Voir Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 252-257. Il ne faut toutefois pas oublier que Abrams n'était pas dans une position lui permettant d'ouvertement répudier l'approche de son prédécesseur. Westmoreland avait quitté Saigon pour être promu chef d'état-major de l'armée de terre. Abrams ne pouvait donc pas ouvertement critiquer un supérieur hiérarchique.

<sup>556</sup> Sur l'approche mise en œuvre par Abrams, voir Lewis Sorley, L. (1999). *Op. cit.*, chapitres 1 à 3 ; Sorley, Lewis (2004). *Vietnam Chronicles : The Abrams Tapes, 1968-1972*, Lubbock : Texas Tech University Press (dir.)

<sup>557</sup> Voir Moyar, M. (1997). *Op. cit.*, chapitres 20 à 26 ; Colby, W. (1989). *Op. cit.*, chapitres 15 – 17.

<sup>558</sup> Schaffer, Howard (2003). *Ellsworth Bunker : Global Troubleshooter, Vietnam Hawk*, Chapel Hill : The University of North Carolina Press, pp. 181-188

Si les progrès réalisés sous l'égide de la triade Bunker, Abrams, Colby sont indéniables et méritent une attention plus soutenue, il n'en demeure pas moins qu'ils arrivèrent trop tard pour inverser la dynamique du conflit en faveur des États-Unis. En effet, il apparaît que dès janvier 1968, l'offensive du Têt marqua un tournant irréversible dans la guerre. Cette offensive du Viet Cong de grande ampleur prit par surprise les Sud-Vietnamiens et les Américains. Après des mois de combats, l'appareil insurrectionnel fut largement détruit et les Viet Cong n'existèrent plus à titre d'entité militaire et politique autonome. Les lourdes pertes subies dans leurs rangs devaient par ailleurs faciliter et expliquer en bonne partie les succès que les Sud-Vietnamiens et les Américains allaient rencontrer en terme de contre-insurrection au cours des années suivantes. Mais surtout, l'offensive du Têt eut des répercussions profondes aux États-Unis. Alors que les militaires et l'administration Johnson ne cessaient d'assurer la population américaine que les choses allaient bien au Vietnam, cette offensive est venue détruire la confiance de l'opinion envers ses décideurs. Elle confirma et amplifia l'érosion de l'appui de l'opinion à l'intervention (H1.2). C'est dans ce contexte que le candidat Nixon mit de l'avant une « nouvelle » stratégie de désengagement, la « vietnamisation » du conflit qui joua un rôle significatif dans son accession à la présidence en 1969. Appliquée dès son arrivée à la Maison-Blanche avec pour objectif de permettre un « retrait dans l'honneur » en lieu et place d'une victoire, cette stratégie de « vietnamisation » bénéficia assez paradoxalement des changements opérés par Abrams, Bunker et Colby.

D'anciens leaders communistes tels que Bui Tin ou Truong Nhu Tang affirment que leur habileté à manipuler l'opinion publique américaine et ses décideurs a joué un rôle décisif dans la victoire de Hanoï (H1.3)<sup>559</sup>. La stratégie nord-

---

<sup>559</sup> Il convient par ailleurs de souligner que les dirigeants nord-vietnamiens étaient particulièrement bien organisés pour mettre en œuvre avec succès une telle stratégie



vietnamienne consistant à éroder la volonté de combattre des États-Unis en ciblant leur principale vulnérabilité, l'opinion publique, fut couronnée de succès. La propagande de Hanoï permit d'alimenter et de nourrir l'opposition à la guerre. L'administration Johnson, consciente de l'appui friable de l'opinion à l'intervention et de la stratégie de propagande menée par Hanoï, imposa des contraintes fortes aux opérations militaires (H1.1). Le rejet de l'intervention américaine au Vietnam eut même raison des aspirations de Johnson à un second mandat à la Maison-Blanche (H2.3). De la même manière lors des élections de mi-mandat de 1972, les Démocrates remportèrent une majorité au Congrès en s'opposant à la poursuite de la guerre par l'administration Nixon et en réclamant un retrait américain unilatéral (H2.3). Avant même que Nixon soit contraint à la démission, le Congrès avait abandonné le Sud-Vietnam en interdisant tout appui militaire et en suspendant la livraison de matériel militaire à Saigon.

Au-delà des rivalités bureaucratiques (entre civils et militaires, tout autant qu'au sein des institutions militaires et civiles) qui entachèrent l'effort de guerre<sup>560</sup>, les

---

d'exploitation de la vulnérabilité politique des États-Unis. L'objectif d'unification du Vietnam sous l'égide du Nord et dans une perspective nationaliste, et pas nécessairement communiste, avait été fixé avec force et clarté par Ho Chi Minh. Le parti *Lao Dong*, l'ensemble des décideurs, et la population adhéraient à cet objectif et étaient donc prêt à accepter les sacrifices nécessaires à sa réalisation. De plus, les décideurs politiques maintinrent une confiance sans faille à chef militaire aguerri, compétent et sachant tirer les leçons des erreurs commises. C'est ainsi que les Nord-Vietnamiens parvinrent à accroître les effectifs de leurs forces armées malgré les pertes substantielles infligées par les Américains (elles passèrent de 300 000 troupes en 1963 à 1 million en 1973) et à améliorer leur compétence et leur efficacité au point qu'elles étaient très respectées par les militaires américains. Bui, T. (1995). *Op. cit.*, p. 70 ; Lewy, G. (1978). *Op. cit.*, pp. 173-174 ; Military History Institute of Vietnam (2002). *Victory in Vietnam : The Official History of the People's Army of Vietnam, 1954-1975*, Lawrence : University Press of Kansas, pp. 299, 431 ; Truong, N. T. (1985). *Op. cit.*, pp. 212, 253

<sup>560</sup> Les rivalités bureaucratiques entre les différentes branches des forces armées et de l'appareil de sécurité nationale ont aggravé l'inefficacité de l'action américaine au Vietnam. Les tensions étaient vives entre les militaires, les membres du renseignement et les civils du Pentagone sur l'évaluation de la menace et l'identification des cibles. Le commandement des forces américaines au Vietnam, qui fut toujours un général de l'armée de terre, n'avait aucune autorité sur les forces aériennes et navales qui conduisaient les bombardements. L'armée de l'air et la Marine se disputaient par ailleurs entre elles pour délimiter leurs propres zones de bombardement. Enfin,

États-Unis firent preuve dans le cas du Vietnam d'une profonde incapacité d'apprentissage et d'adaptation. L'ensemble des décideurs, tant politiques que militaires, ont – au mieux – été réticents à prendre les mesures nécessaires pour exploiter les vulnérabilités de leurs adversaires et pour s'adapter aux exigences du conflit<sup>561</sup>. Ils disposaient cependant au sein de l'appareil gouvernemental d'une information et de compétences qui aurait du permettre un processus d'apprentissage et d'adaptation<sup>562</sup>. Au niveau des décideurs politiques, l'obstacle principal à l'adaptation fut l'opinion publique vis-à-vis de laquelle un effort de présentation des enjeux et d'une stratégie pour le conflit ne fut jamais vraiment entrepris (H2.1). Pire, ils mentaient quant à l'état de la situation et des progrès réalisés comme le démontrèrent l'offensive du Têt et la divulgation des *Pentagon Papers*.

Si les décideurs politiques ont commis des erreurs stratégiques majeures dans leur analyse du conflit vietnamien et dans les moyens militaires qu'ils ont décidé d'y mettre en œuvre, les militaires voient également leur responsabilité engagée dans la mesure où ils ont été incapables de s'adapter à la spécificité de ce conflit et de mettre en œuvre une approche plus efficace et appropriée de la conduite de la guerre. Edward Luttwak résume par exemple très bien cette incompetence « technique » des militaires qui est tout à fait indépendante des contraintes politiques qu'ils ont pu se voir infligées par Washington<sup>563</sup>.

---

la rivalité entre les militaires et la CIA conduisit les premiers à retirer les Forces spéciales d'opérations menées par la seconde. Voir Momyer, W. (2003). *Op. cit.*, pp. 103-108 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, pp. 70-73

<sup>561</sup> Spector, Ronald (1993). *After Tet : The Bloodiest Year in Vietnam*, New York : Free Press, p. 313

<sup>562</sup> Le président Johnson se méfiait de la CIA dont il interprétait les analyses circonspectes et contraires à la pensée dominante comme un manque de loyauté. Il appuya cependant totalement les militaires. Turner, Stansfield (2005). *Burn Before Reading : Presidents, CIA Directors, and Secret Intelligence*, New York : Hyperion, pp. 103-121

<sup>563</sup> Luttwak, Edward (1984). *The Pentagon and the Art of War*, New York : Simon & Schuster, pp. 41-42

Au niveau de l'institution militaire, l'obstacle principal à l'adaptation fut l'attachement aveugle à une culture organisationnelle privilégiant la guerre classique et méprisant les opérations autres que celle-ci, malgré l'application d'une certaine dose de contre-insurrection qui produisit des résultats plutôt positifs comme nous l'avons vu. Celle-ci ne fut cependant que très limitée dans le temps et dans l'espace. Les expériences locales de contre-insurrection ne peuvent donc pas être considérées comme des manifestations d'une adaptation profonde, transformatrice, d'une institution militaire qui aurait alors redécouvert dans son ADN organisationnel les vertus de la contre-insurrection. Ainsi, l'institution militaire manifesta tout au long de la guerre du Vietnam un attachement puissant à la guerre classique. L'armée de l'air s'obstinait à prétendre que le Nord-Vietnam était vulnérable aux bombardements afin de jouer un rôle majeur dans la guerre. L'armée de terre rejeta toute adaptation par refus de remettre en cause sa culture et ses doctrines pour une guerre qu'elle considérait comme secondaire (H.3.3). Un officier en poste à Saigon pendant la guerre affirma par exemple : « I'll be damned if I permit the United States Army, its institutions, its doctrine, and its traditions, to be destroyed just to win this lousy war »<sup>564</sup>. Certains militaires estiment même que les contraintes imposées par les civils les ont empêché de mettre pleinement en œuvre leurs concepts opérationnels et que cela a coûté la victoire aux États-Unis<sup>565</sup>.

Plus problématique et troublant que le refus d'adaptation pendant le conflit, cette expérience douloureuse ne se traduisit pas par une volonté d'en tirer les leçons. Les militaires se contentèrent de blâmer les civils pour la défaite, rejetant

<sup>564</sup> Jenkins, Brian (1970). *The Unchangeable War*, Santa Monica : RAND, p. 3

<sup>565</sup> Cette vision est particulièrement forte et ancrée comme en atteste la popularité de l'ouvrage de Harry Summers, H. (1982). *Op. cit.*. Voir également Momyer, W. (2003). *Op. cit.*; Sharp, U. S. (1978). *Op. cit.* ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*; McMaster, H. R. (1997). *Op. cit.*; McNamara, R. (1995). *Op. cit.* ; Nagl, J. (2002). *Op. cit.*.

un travail de réflexion majeur, et ne tirant au final aucune leçon de l'expérience vietnamienne<sup>566</sup>. L'institution militaire mit tout en œuvre pour ne pas s'intéresser à ces guerres qu'elle n'affectionne pas en pensant probablement que ne pas s'y intéresser et ne pas s'y préparer lui éviterait de s'y trouver de nouveau engagée<sup>567</sup>. C'est ainsi que le manuel d'opérations *Field Manual 100-5* rédigé après la guerre du Vietnam, en 1976, ne fait aucune mention de la contre-insurrection<sup>568</sup> ! Ce n'est qu'au milieu des années 2000 que, confrontée à un mouvement insurrectionnel particulièrement violent suite au renversement de Saddam Hussein en Irak, les États-Unis et leurs forces armées s'y intéresseront de nouveau et élaboreront un manuel d'opération conjoint aux fusiliers marins et à l'armée de terre exposant les caractéristiques et les principes généraux de la contre-insurrection.

	Niveau politique			Niveau décisionnel			Niveau Organisationnel		
Indicateur	H1.1	H1.2	H1.3	H2.1	H2.2	H2.3	H3.1	H3.2	H3.3
Vietnam	Incertaine	Opposition	Oui	Ambitieux	Manifestation forte	Processus de retrait	Oui	Parcellaire	Rejetées
Constats	<b>H1.</b> La friabilité de l'appui de l'opinion publique exerce une forte pression sur les choix des décideurs politiques.			<b>H2.</b> La contradiction entre les objectifs majeurs de l'intervention et les moyens militaires en apparence limités ne permet pas aux décideurs de légitimer leur engagement au Vietnam aux yeux de l'opinion.			<b>H3.</b> La guerre du Vietnam constitue un traumatisme profond à la base de l'aversion contemporaine de l'institution militaire pour les « opérations autres que la guerre ».		

<sup>566</sup> Linn, B. (2009). *Op. cit.*, p. 193 ; Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.*, p. 275 ; Luttwak, E. (1984). *Op. cit.* ; Nagl, J. (2002). *Op. cit.* ; Record, « Why the Strong Lose Wars », p. 29 ; Lord, C. (1995). *Op. cit.*, p. 94

<sup>567</sup> Murray, Williamson, « Does Military Culture Matter ? », *Orbis*, (1999) ; Cassidy, Robert, « Back to Street Without Joy : Counterinsurgency Lessons from Vietnam and Other Small Wars », *Parameters*, vol. 34, n° 2 (2004), pp. 73-75

<sup>568</sup> Nagl, J. (2002). *Op. cit.*, p. 206 ; Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, p. 133

La guerre du Vietnam représente donc « l'idéal-type » de notre explication multi-causale des difficultés américaines dans la contre-insurrection. En cherchant à contenir la sensibilité de l'opinion publique aux pertes, tant de militaires que de civils (H1), les décideurs politiques optèrent pour des stratégies militaires conventionnelles sensées les limiter tout en permettant de réaliser « rapidement » les objectifs de l'intervention armée (H2). Conformément à la culture dominante de l'institution militaire, celles-ci s'avérèrent cependant inadaptées à la nature irrégulière du conflit dans lequel elle était engagée. Refusant de modifier sa culture dominante pour un type d'opération qu'elle ne considérait qu'avec mépris, l'institution militaire ne consentit qu'un effort d'adaptation lent et parcellaire et rejetant toutes les leçons apprises de ses difficultés au Vietnam (H3). Alors que dans le cas des Philippines l'institution militaire avait puisé dans sa culture organisationnelle pour s'adapter aux exigences de la contre-insurrection, la défaite en Asie du Sud va la conduire à tout pour ne pas s'y intéresser, pour éviter toute implication dans ce type de conflit. Elle y parviendra plus ou moins bien dans les années 1980 et 1990. Mais elle ne put en éviter les périls au début des années 2000 lorsque, confrontée à l'insurrection irakienne, il lui faudra réapprendre les fondamentaux de la contre-insurrection.



## CHAPITRE IV LA GUERRE EN IRAK (2003 – 2011) : UNE ÉCLAIRCIE POUR LA CONTRE-INSURRECTION AMÉRICAINE ?



Source : [http://www.lib.utexas.edu/maps/middle\\_east\\_and\\_asia/iraq\\_pol\\_2004.jpg](http://www.lib.utexas.edu/maps/middle_east_and_asia/iraq_pol_2004.jpg)

Les États-Unis déclenchèrent l'opération *Liberté en Irak* le 19 mars 2003<sup>569</sup>. Le renversement du régime de Saddam Hussein ne fut qu'une formalité pour des

<sup>569</sup> Les États-Unis ne se lancèrent pas totalement seuls dans cette aventure militaire, même s'ils n'obtinrent pas une résolution explicite du Conseil de sécurité l'autorisant. L'administration Bush parvint en effet à regrouper une « Coalition de volontaires » qui fournirent un appui militaire plus ou moins significatif. Les Britanniques, les Espagnols, les Polonais et les Italiens

forces américaines très nettement supérieures à leurs adversaires irakiennes. Ainsi, dès le 9 avril 2003, soit trois semaines après le début de l'opération, des soldats américains participaient au déboulonnement d'une statue du dictateur irakien en plein cœur de Bagdad. Malgré ce succès initial, la totalité des hypothèses de l'administration Bush concernant l'émergence d'un nouvel Irak s'avérèrent erronées<sup>570</sup>. Les États-Unis se retrouvèrent en effet engagés dès l'été 2003 dans une guerre de contre-insurrection que les principaux décideurs politiques et militaires avaient choisi d'ignorer malgré les mises en garde dont ils disposaient, notamment de la part du département d'État et de la communauté du renseignement.

Dès l'été 2003, les forces américaines firent donc face à un environnement beaucoup plus violent et dangereux. L'accroissement des pertes qu'elles subissaient malgré l'annonce de la fin des opérations majeures faite triomphalement par le président Bush le 1<sup>er</sup> mai ; le chaos dans lequel s'enfonçait l'Irak ; et l'absence des armes de destruction massive dont la présence avait été au cœur de l'argumentaire de l'administration pour cette guerre suscitèrent un fort mécontentement au sein de la population américaine. À la suite de la défaite républicaine aux élections de mi-mandat de 2006, le président Bush accepta la démission de son secrétaire à la Défense. Il se refusa cependant à s'engager sur la voie d'un retrait comme semblait l'attendre la population américaine à travers son choix électoral. Au contraire, le président Bush opta pour une approche nouvelle du conflit impliquant l'envoi de soldats

---

envoyèrent des contingents de plusieurs milliers de soldats. Dans le cadre de ce chapitre, nous nous intéressons toutefois uniquement aux forces américaines qui assumèrent l'essentiel des opérations militaires et qui furent les seules à rester jusqu'à la fin de l'année 2011.

<sup>570</sup> Bush, George W. (2010). *Decision Points*, New York : Crown, p. 268 ; Ricks, T. (2006). *Op.cit.*, pp. 58-59. Sans compter que les armes de destruction massive, dont été sensé disposer le régime irakien et qui étaient au cœur de l'argumentaire développé par l'administration Bush pour justifier son intervention, furent introuvables.

supplémentaires sur le terrain. Cette contre-insurrection, appuyée par le nouveau secrétaire à la Défense Robert Gates et mise en œuvre par le Général David Petraeus, contribua à une évolution significative de la situation sur le terrain. À partir de la fin de l'année 2007, la violence en Irak fut contenue avant de connaître une baisse assez nette qui permit aux gouvernements américain et irakien de signer en décembre 2008 un accord sur le retrait des troupes américaines. Cet accord prévoyait que l'ensemble des forces de combats américaines devraient avoir quitté l'Irak au plus tard à la fin de l'année 2011<sup>571</sup>. Si Barack Obama put souligner la fin des opérations de combat en août 2010, il ne remit aucunement en cause, par exemple en l'accélérant, le calendrier de retrait négocié par son prédécesseur.

La littérature foisonnante traitant de cette guerre depuis plus d'une décennie tend à identifier l'inadaptation et le mépris de l'institution militaire comme la principale cause des difficultés américaines dans la contre-insurrection en Irak. Si nous ne remettons pas en question cette hypothèse (H3), nous démontrerons dans ce chapitre que la sensibilité de l'opinion publique (H1) et la tendance des décideurs politiques à privilégier des stratégies conventionnelles (H2) ont également contribué à ces difficultés. Après avoir présenté le déroulement général du conflit, du début de la guerre le 19 mars 2003 au retrait des troupes américains en décembre 2011, nous procéderons donc à l'analyse systématique des neuf indicateurs que nous avons retenus pour tester les trois hypothèses au cœur de notre thèse multi-causale.

Dans le cadre de la guerre en Irak, les décideurs politiques et militaires cherchèrent à mettre en œuvre des stratégies limitant les pertes de soldats et de civils (H2). L'évolution négative du conflit, matérialisée aux yeux de l'opinion

---

<sup>571</sup> Bush, G. W. (2010). *Op. cit.*, pp. 389-391

américaine par la hausse du nombre de ses soldats tués, attisa la sensibilité à ces pertes et généra une opposition forte à la guerre (H1). De son côté, l'institution militaire fut forcée de s'adapter dans l'urgence à un type de conflit, la contre-insurrection, qu'elle a du mal à appréhender malgré la vaste expérience historique qu'elle en a (H3).

Le cas de la guerre en Irak mettra cependant en lumière deux particularités importantes par rapport aux hypothèses de base de notre modèle. Premièrement, il apparaît que les décideurs politiques disposent d'une marge de manœuvre par rapport à l'opinion publique pour initier un changement de stratégie militaire qui va à l'encontre des attentes de l'opinion. Deuxièmement, si l'adaptation de l'institution militaire aux défis de la contre-insurrection fut lente et que le niveau d'intégration des leçons apprises demeure incertain au moment d'écrire ces lignes, il semble que celle-ci ne soit pas ou plus totalement réfractaire à une évolution de sa culture organisationnelle laissant une place à la contre-insurrection et plus généralement aux « opérations autres que la guerre ».

#### 4.1 Le déroulement du conflit

La guerre en Irak peut être divisée en deux phases. La première, de nature conventionnelle, dura de mars à avril 2003. Elle se caractérisa par la mise en déroute de l'armée irakienne et par le renversement du régime de Saddam Hussein. La seconde débuta dès l'été 2003. D'essence irrégulière, elle vit les forces américaines faire face à une insurrection menée par une multitude d'acteurs (éléments sunnites de l'ancien régime, groupes chiites luttant contre l'occupation américaine, combattants étrangers rejoignant les rangs d'Al-Qaïda en Irak pour combattre la puissance occidentale) n'ayant pas nécessairement les



mêmes objectifs. Quelques soient les différences entre ces insurgés, ceux-ci mirent en œuvre des tactiques de guérilla dans l'ensemble classiques : attaques de convois militaires, embuscades, attentats. Jusqu'en 2006, ce mouvement insurrectionnel constitua une menace majeure pour les forces américaines et pour le gouvernement irakien. Par la suite, le retournement des insurgés sunnites contre Al-Qaïda, la suspension des activités des milices chiites, un meilleur fonctionnement du gouvernement irakien et l'adoption par les forces américaines d'une stratégie de contre-insurrection contribuèrent à une amélioration significative de la situation sécuritaire.

#### 4.1.1 La phase conventionnelle

Le plan d'invasion préparé par le CENTCOM prévoyait cinq types d'actions. Tout d'abord, le Koweït servait de base de départ à l'invasion terrestre. Celle-ci avait pour objectifs la prise de la grande ville du Sud, Bassora ; la sécurisation des champs pétrolifères dans la partie méridionale de l'Irak ; et la progression des troupes vers Bagdad<sup>572</sup>. Des forces spéciales devaient être ensuite déployées dans le Sud et l'Ouest du pays afin de bloquer les voies de communication (essentiellement les autoroutes) et d'intercepter les lanceurs de missiles SCUD qui auraient pu constituer une menace pour Israël comme ce fut le cas lors de la guerre de 1990 – 1991. Des forces spéciales devaient également être envoyées dans le Nord du pays. Appuyées par les miliciens kurdes, elles devaient créer un front secondaire pour les troupes irakiennes. Enfin, la CIA devait mener des opérations de guerre psychologique destinées à leurrer les forces irakiennes et à inciter certaines unités à déposer les armes<sup>573</sup>.

---

<sup>572</sup> Boyne, Walter (2003). *Operation Iraqi Freedom : What Went Right, What Went Wrong, and Why*, New York : Forge

<sup>573</sup> Franks, Tommy (2004). *American Soldier*, New York : ReganBooks, pp. 382-431 ; Cordesman, Anthony (2004). *The Iraq War : Strategy, Tactics, and Military Lessons*, Washington D.C. : CSIS



Les forces irakiennes disposaient en 2003 de matériels en quantité non négligeable et d'un nombre relativement élevé de soldats. Elles n'en étaient pas moins opérationnellement inefficaces<sup>574</sup>. Il n'est alors guère surprenant que le commandement américain ait pu opter pour une approche quelque peu « novatrice » en ne faisant pas précéder l'assaut terrestre d'une longue campagne de bombardements aériens destinés à détruire les moyens de défense adverses<sup>575</sup>. La supériorité technologique des forces américaines, notamment leur capacité à identifier les cibles et à les atteindre avec précision, leur permettait de procéder à une vitesse que les Irakiens ne pouvaient pas endiguer. Cette vitesse constituait, aux yeux du Général Franks, l'atout opérationnel décisif des États-Unis.<sup>576</sup> L'invasion américaine devait ainsi être la manifestation de

---

<sup>574</sup> Pour le détail des moyens matériels et humains dont disposaient les forces irakiennes au départ du conflit de 2003, voir Gentry, J. (2012). *Op. cit.*, p. 142, Cordesman, A. (2004). *Op. cit.*, pp. 20-24, 40-46 ; Franks, T. (2004). *Op. cit.*, p. 451 ; Allawi, Ali (2007). *The Occupation of Iraq : Winning the War, Losing the Peace*, New Haven : Yale University Press, p. 89 ; Hashim, Ahmed (2006). *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*, Ithaca, Cornell University Press, pp. 12-13. La faiblesse des forces irakiennes en 2003 était en bonne partie le résultat des sanctions imposées suite au conflit de 1991, ainsi qu'aux actions continues menées par les aviations britanniques et américaines chargées de faire respecter les zones d'exclusion aérienne imposées par les Nations Unies au Nord et au Sud du pays. Incapable de se moderniser, l'armée irakienne était donc technologiquement inférieure à la force d'invasion américano-britannique. Cette obsolescence des moyens matériels se doublait d'une piètre formation des soldats de l'armée régulière. Le moral et la motivation étaient au plus bas. L'entraînement était des plus limité et incomplet. En 2003, l'armée de terre irakienne n'avaient pas fait d'exercice de grande ampleur depuis au moins une décennie. La politisation extrême du corps des officiers, Saddam ne procédant par exemple à des nominations de généraux uniquement pour des raisons de stabilité interne et politique, aggravait l'incompétence générale des forces irakiennes. Donnelly, Thomas (2004). *Operation Iraqi Freedom : A Strategic Assessment*, Washington D.C. : American Enterprise Institute, p. 38 ; Atkinson, Rick (2004). *In the Company of Soldiers*, New York : Henry Holt, p. 289

<sup>575</sup> En ce sens, le plan d'attaque conçu par le Général Franks peut apparaître bien différent de celui mis en œuvre par exemple en 1991. Il est toutefois possible de considérer que les sorties aériennes régulières effectuées par les aviations américaines et britanniques depuis 1991 pour faire respecter les résolutions des Nations Unies ont dans les faits constitué une vaste campagne préliminaire de bombardements aériens.

<sup>576</sup> 70 % des bombes larguées sur l'Irak lors de l'invasion de 2003 étaient guidées. Elles n'étaient que 30 % lors de la campagne aérienne lancée contre la Serbie dans le cadre de la crise du Kosovo en 1999 et moins de 10 % lors de la guerre du Golfe de 1990-1991. Franks, T. (2004). *Op. cit.*, pp. 476-477 ; Kahl, Colin, « How We Fight », *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 6 (2006), p. 91

l'efficacité du « choc et effroi » devenu le maître-mot des hauts décideurs militaires américains et de moult observateurs<sup>577</sup>.

La mise en œuvre de ce concept opérationnel impliqua que les forces américaines se concentrèrent sur une avancée rapide sur Bagdad. Elles reçurent instruction de la part du Général Franks de détruire les forces ennemies qu'elles rencontreraient dans leur progression vers la capitale irakienne, mais d'éviter les éventuelles poches de résistance qui pouvaient émerger dans les villes qu'elles devaient par ailleurs contourner<sup>578</sup>. En procédant de la sorte, les militaires américains pouvaient se concentrer sur leur objectif principal : décapiter le plus rapidement possible le régime de Saddam. Ils négligèrent toutefois de sécuriser les bases militaires et les stocks d'armes ; ce qui aura des conséquences particulièrement fâcheuses dans la phase non-conventionnelle du conflit.

---

<sup>577</sup> Franks, T. (2004). *Op. cit.*, p. 415 ; Ullman, Harlan et Wade, James (1996). *Shock and Awe : Achieving Rapid Dominance*, Washington D.C. : Government Printing Office

<sup>578</sup> Si les décideurs militaires américains étaient confiants dans l'issue victorieuse des combats, ils craignaient toutefois que Saddam Hussein n'opte pour une guerre urbaine en plaçant l'essentiel de ses forces dans des villes au sein desquelles auraient été dissimulées des armées et des fortifications. La perspective de combats en milieu urbain est une hantise pour des forces américaines qui n'y sont guère préparées. Elles gardent surtout de mauvais souvenirs d'expériences récentes, comme l'épisode de Mogadiscio en 1993. Les décideurs politiques ne les apprécient pas non plus car ils impliquent un nombre élevé de pertes. Le scénario d'une guerre urbaine était d'autant plus envisageable que cette forme de conflit aurait permis aux forces de Saddam Hussein d'atténuer les principaux avantages technologiques des forces américaines, essentiellement en termes de recours aux moyens aériens pour détruire les capacités adverses. C'est pour éviter un tel scénario de guerre urbaine que le Général Franks donna pour instruction à ses forces d'éviter les villes dans leur marche sur Bagdad et que l'un des premiers objectifs de guerre américain était de détruire la Garde républicaine, corps de l'armée irakienne le plus efficace et le plus loyal à Saddam, avant que celle-ci ne puisse se réfugier dans les villes, en particulier Bagdad. Les militaires américains craignaient également, comme en 1991, que les Irakiens ne recourent à des armes bactériologiques et/ou chimiques. L'emploi de telles armes apparut comme un risque à prendre au sérieux après que les troupes américaines eurent découvert des vêtements de protection chez leurs adversaires. Voir Franks, T. (2004). *Op. cit.*, pp. 391, 417 ; Cordesman, A. (2004). *Op. cit.*, p. 31.

La priorité accordée à la vitesse devait permettre aux militaires américains d'éviter que leurs adversaires n'aient le temps d'identifier et d'exploiter les vulnérabilités tactiques découlant d'une force d'invasion légère en termes de nombre de troupes<sup>579</sup>. Le tempo élevé des opérations engendrait cependant quelques difficultés, tout particulièrement logistiques. Des problèmes de ravitaillement obligèrent ainsi les forces américaines à marquer un temps d'arrêt de quelques jours avant de lancer l'assaut final sur la capitale irakienne. Cette chaîne d'approvisionnement à flux tendu sur une longue distance constituait la principale faiblesse de la force d'invasion américaine<sup>580</sup>.

Le plan d'invasion conçu par le Général Franks tenait en partie du pari. Celui-ci fut gagnant du fait de l'efficacité opérationnelle et des moyens technologiques des forces américaines, mais aussi en bonne partie car l'armée et les décideurs irakiens étaient particulièrement incompetents<sup>581</sup>. Les troupes régulières irakiennes ne se battirent que peu et le plus souvent mal. Les forces d'élites de la Garde républicaine furent plus combattives, mais elles furent rapidement surclassées. Les Américains ne furent pas confrontés aux armes de destruction massive et Bagdad ne se transforma pas en un enfer semblable à Stalingrad<sup>582</sup>. L'avancée américaine sur Bagdad fut ainsi d'une rapidité historique<sup>583</sup>. Début avril, la troisième division d'infanterie atteignit la capitale irakienne et y effectua un « raid éclair » peu orthodoxe. Afin de tester et d'évaluer le système de défense mis en place, une colonne de blindés pénétra brièvement dans la ville<sup>584</sup>. Après un second raid similaire quelques jours plus tard, les forces américaines

---

<sup>579</sup> Franks, T. (2004). *Op. cit.*, pp. 465-466

<sup>580</sup> Le commandement américain identifia d'ailleurs pas moins de 170 zones sensibles sur le parcours de ravitaillement entre le Koweït et Bagdad. Kitfield, James (2005). *War and Destiny*, Washington D.C. : Potomac Books, p. 187 ; Donnelly, T. (2004). *Op. cit.*, p. 41

<sup>581</sup> Cordesman, A. (2004). *Op. cit.*, pp. 475-486

<sup>582</sup> Atkinson, R. (2004). *Op. cit.*, pp. 185-186

<sup>583</sup> Keegan, John (2004). *The Iraq War*, New York : Alfred A. Knopf, p. 186

<sup>584</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, p. 126

restèrent dans la ville et participèrent au déboulonnement d'une statue de Saddam Hussein alors en fuite. La campagne d'invasion se déroula largement comme les décideurs militaires américains l'avaient anticipé. Le 1<sup>er</sup> mai, le président Bush pouvait triomphalement déclarer la fin des « opérations majeures de combat ». Les forces américaines avaient démontré une supériorité technologique, un niveau d'entraînement et de commandement, et une habileté en termes de manœuvres conjointes qui suscitaient le respect des observateurs, même les plus modérés<sup>585</sup>. L'enthousiasme pour la mise sur pied facile d'un gouvernement irakien démocratique et pour le retour rapide des forces américaines au pays était alors à son paroxysme à Washington<sup>586</sup>.

#### 4.1.2 La phase non-conventionnelle

Les premiers signes d'un recours à des tactiques irrégulières apparurent dès la phase d'invasion<sup>587</sup>. C'est toutefois après le renversement du régime de Saddam Hussein que cette forme de violence va devenir majeure et poser de très

---

<sup>585</sup> Voir Krepinevich, A. (1986). *Op. cit.* ; Kitfield, J. (2005). *Op. cit.*

<sup>586</sup> Franks. *American Soldier*, p. 524 ; Record, Jeffrey (2004). *Dark Victory : America's Second War Against Iraq*, Annapolis : Naval Institute Press ; Ricks. *Fiasco*, pp. 58-59

<sup>587</sup> Si les forces américaines écrasèrent leurs homologues irakiennes, elles furent cependant confrontées en mars et avril 2003 à une menace réelle, inattendue, et largement annonciatrice de la tournure que le conflit allait prendre dès l'été 2003. En effet, si les forces régulières irakiennes ne constituèrent pas un adversaire de poids face à l'armée américaine, celle-ci dut sérieusement lutter contre les éléments irréguliers organisés par le régime de Saddam, les *Fedayins*. Ces miliciens, formés et entraînés pour la guerre irrégulière, opposèrent une résistance non négligeable à l'avancée des troupes américaines. Opérant dans les villes et utilisant des lance-grenades ainsi que des pickups équipés de mitrailleuses, ils montèrent des attaques violentes contre les troupes américaines qui s'avançaient dans les centres urbains. Ils ne combattirent cependant pas intelligemment : ils optèrent le plus souvent pour des assauts frontaux contre les blindés américains et ils se réunirent à l'intérieur des locaux bâtiments du parti Baath pour préparer leurs attaques. Ils s'exposèrent donc à la puissance de feu américaine et subirent des pertes importantes. Ils ne ralentirent pas l'avancée américaine sur Bagdad mais leur mode opératoire était annonciateur du type de conflit dans lequel allaient se trouver engagées, à leur surprise, les forces américaines après le renversement de Saddam Hussein. Voir Franks, T (2004). *Op. cit.*, pp. 486 - 490, 508 - 519 ; Hashim, A. (2006). *Op. cit.*, pp. 15-17 ; Gordon, M. et Trainor, B. (2006). *Op. cit.*, p. 311



sérieuses difficultés à des forces américaines qui n'y sont alors pas du tout préparées. Divers groupes vont avoir recours à ces tactiques. Après la chute de Bagdad, les *Fedayins* et autres éléments loyalistes à Saddam Hussein s'appuyèrent sur les vastes quantités d'armes et de munitions dispersées à travers le pays avant l'attaque américaine ainsi que sur les avoirs financiers conséquents (environ 4 milliards de dollars) de l'ancien régime pour se lancer dans une guérilla contre les forces américaines<sup>588</sup>. Progressivement, d'autres groupes vont prendre les armes contre l'occupant, que ce soient des nationalistes, des tribus sunnites craignant d'être marginalisées dans le nouvel Irak, ainsi que des combattants étrangers attirés par le djihad contre les États-Unis<sup>589</sup>. Début 2004, des milices chiites, en particulier l'armée du Mahdi dirigée par Moqtada al-Sadr, vont également se lancer dans la lutte armée contre les forces étrangères<sup>590</sup>. En 2004, l'insurrection était donc pleinement constituée, obligeant les militaires américains à la reconnaître comme une menace sérieuse et redoutable<sup>591</sup>. Elle regroupait des groupes divers, aux intérêts parfois fort

---

<sup>588</sup> Knights, Michael (2005). *Cradle of Conflict : Iraq and the Birth of Modern U.S. Military Power*, Annapolis : Naval Institute Press, p. 331 ; Allawi, A. (2007). *Op. cit.*, pp. 173-175 ; Packer, George (2005). *The Assassin's Gate : America in Iraq*, New York : Farrar, Strauss and Giroux, p. 299

<sup>589</sup> Al-Qaïda joua un rôle majeur pour structurer l'insurrection irakienne. Ses dirigeants percurent en effet la guerre lancée par l'administration Bush en Irak comme le théâtre parfait pour combattre les troupes américaines et pour imposer une défaite symbolique majeure aux États-Unis. Voir note 81. Ayman al-Zawahiri promut deux approches pour infliger cette défaite. D'une part, il encouragea les différents groupes insurgés à cibler les soldats américains, estimant que l'augmentation des pertes dans leurs rangs éroderait l'appui de l'opinion publique américaine à cette guerre. Deuxièmement, il fit la promotion des attaques-suicides considérant qu'elles étaient le moyen le plus efficace pour infliger des pertes conséquentes aux forces d'occupation. Dès le 8 avril 2003, Ben Laden enjoignait ses fidèles à procéder en Irak à des attentats suicides. Voir Metz, Steven (2007). *Rethinking Insurgency*, Carlisle : U.S. Army War College Strategic Studies Institute, pp. 30-32 ; Kepel, Gilles et Milelli, Jean-Pierre (2008). *Al Qaida in Its Own Words*, Cambridge : Harvard University Press ; Hashim, A. (2006) *Op. cit.*, p. 212 ; Record, J. (2004). *Op. cit.*, p. 50

<sup>590</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 337-338

<sup>591</sup> Les forces américaines éprouvèrent de sérieuses difficultés à comprendre le mouvement insurrectionnel qui se développa rapidement et qui se montra de plus en plus efficace comme en témoigne la croissance fulgurante des attaques perpétrées contre la Coalition. Le nombre d'attaques recensées contre les forces américaines pour les premières années de l'insurrection, soit en 2004 et 2005 est respectivement de 26 456 et 34 131. Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, p. 414.



différents. Ils partageaient toutefois un objectif commun : lutter contre l'occupation étrangère de l'Irak et chasser les troupes américaines du pays<sup>592</sup>.

En janvier 2007, le président Bush annonça la mise en œuvre d'une stratégie de contre-insurrection dont il confia la charge à un nouveau général, David Petraeus, et pour laquelle il autorisa le déploiement de troupes supplémentaires<sup>593</sup>. Connue sous le nom de *The Surge* (le Sursaut), cette nouvelle approche se traduisit dans un premier temps par une augmentation des pertes militaires américaines et par un accroissement de l'impopularité de la guerre aux États-Unis. À plus long terme cependant, les pratiques classiques de la contre-insurrection mises en œuvre sous l'égide du Général Petraeus, notamment la reprise et le contrôle du territoire et l'amélioration dans la collecte du renseignement<sup>594</sup>, contribuèrent à une amélioration significative de la situation sécuritaire<sup>595</sup>. Début 2008, Bagdad et la province d'Anbar, les deux

---

Voir également Packer, G. (2005). *Op. cit.*, p. 307 ; Suskind, Ron (2006). *The One Percent Doctrine : Deep Inside America's Pursuit of Its Enemies Since 9/11*, New York : Simon & Schuster, p. 52

<sup>592</sup> Les moyens financiers dont disposèrent les loyalistes du régime de Saddam ainsi que des contributions provenant de l'étranger permirent par ailleurs à divers groupes insurgés d'attirer des combattants. Ils pouvaient en effet les payer, mais aussi les récompenser pour des attaques menées contre des soldats américains. En octobre 2003, la mort d'un soldat américain était rémunérée 5 000 dollars. Foulk, Vincent (2007). *The Battle for Fallujah : Occupation, Resistance and Stalemate in the War in Iraq*, Jefferson : McFarland, p. 142 ; Donnelly, T. (2004). *Op. cit.*, p. 97 ; Allawi, A. (2007). *Op. cit.*, pp. 242-243 ; Hashim, A. (2006). *Op. cit.*, pp. 77, 99

<sup>593</sup> Bush, G. W. (2010). *Op. cit.*, pp. 363-384 ; Woodward, Bob (2008). *The War Within : A Secret White House History 2006-2008*, New York : Simon & Schuster ; Ricks Thomas (2009). *The Gamble. General David Petraeus and the American Military Adventure in Iraq, 2006-2008*, New York : The Penguin Press ; Kilcullen, David (2009). *The Accidental Guerrilla : Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, New York : Oxford University Press, pp. 133-135 ; Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, pp. 109-112 ; U.S. Army and Marine Corps (2007). *Counterinsurgency Field Manual*, Chicago : The University of Chicago Press, pp. 3-24

<sup>594</sup> Bush, G. W. (2010). *Op. cit.*, p. 381

<sup>595</sup> La mise en œuvre d'une véritable stratégie contre-insurrectionnelle par les États-Unis est un facteur important ayant permis une amélioration de la situation sécuritaire en Irak. Il n'est pas le seul. En effet, face à la brutalité extrême et aux demandes d'épouses irakiennes de la part d'Al-Qaïda en Irak, les tribus sunnites insurgées commencèrent à partir de mai 2006 à combattre le mouvement terroriste. Le Général Petraeus reconnut le potentiel de cette scission et encouragea en 2007 la création du programme « les fils de l'Irak ». Celui-ci consista à payer des membres des tribus sunnites et à les incorporer dans les forces de sécurité locale. En 2008, 100 000 sunnites

principaux foyers de violence et bastions de l'insurrection sunnite, étaient relativement pacifiées. Le nombre d'attaques contre les forces américaines et les pertes dans leurs rangs avaient nettement diminué. Bien que toujours fragile<sup>596</sup>, cette amélioration notable de la situation sécuritaire permit à l'administration Bush et au gouvernement irakien de Nouri Al-Maliki de signer à l'automne 2008 des accords ouvrant la voie au retrait progressif des troupes américaines d'Irak. Ce dernier fut achevé en décembre 2011.

#### 4.2 Le niveau politique : une opinion publique moins contraignante qu'il n'y paraît ?

Dans le contexte de l'après-11 septembre 2001, et en dépit de nombreuses manifestations qui furent organisés aux États-Unis au cours de l'hiver 2003, l'administration Bush n'eut guère de mal à convaincre une majorité de l'opinion publique américaine du bien-fondé d'une intervention militaire contre le régime de Saddam Hussein. Accusé de disposer d'armes de destruction massive et d'avoir noué des relations avec Al-Qaïda, son renversement fut présenté comme essentiel à la « guerre globale contre le terrorisme ». L'appui de l'opinion américaine à la guerre en Irak s'effrita cependant rapidement et de manière irréversible à partir du moment où il devint évident que ses objectifs ne seraient pas aisément atteints et que le nombre de soldats américains tués commença à augmenter. L'expression la plus nette du mécontentement de cette opinion par rapport à ce conflit fut la défaite du parti républicain lors des élections de mi-

---

avaient ainsi rejoint le combat contre Al-Qaïda et participaient à la sécurisation de leur région. Outre ce « réveil sunnite », le gouvernement à dominante chiïte du Premier ministre Al-Maliki fit pression sur les groupes insurgés chiïtes, en particulier l'Armée du Mahdi, pour que ceux-ci cessent leurs activités. Ce sont donc ces trois facteurs qui permettent d'expliquer l'amélioration de la situation sécuritaire au cours de la période 2007-2008. Voir Kilcullen, D. (2009). *Op. cit.*, pp. 171-173 ; Rumsfeld, Donald (2011). *Known and Unknown : A Memoir*, New York : Sentinel, p. 701 ; Al-Jabouri, Najim et Jensen, Sterling, « The Iraqi and AQI Roles in the Sunni Awakening », *Prism* 2, n° 1 (2010)

<sup>596</sup> Et réversible comme en attestent les événements depuis le début de l'année 2014.

mandat de novembre 2006. Si le président Bush tint compte de ce résultat en acceptant la démission de son secrétaire à la Défense, il n'engagea toutefois pas un processus de retrait d'Irak. Au contraire, il annonça en janvier 2007 l'envoi de soldats supplémentaires afin d'y mettre en œuvre une stratégie de contre-insurrection. Le cas de l'Irak remettrait-il donc en question l'hypothèse selon laquelle la sensibilité de l'opinion publique aux pertes contribue aux difficultés des États-Unis dans la contre-insurrection ?

#### 4.2.1 L'opposition grandissante de la population ne se traduit pas par un retrait d'Irak

Certains décideurs politiques et certains militaires se lamentèrent ou à tout le moins exprimèrent leur préoccupation vis-à-vis d'une sensibilité de l'opinion publique aux pertes qui ferait obstacle à la réalisation des objectifs stratégiques de l'intervention militaire des États-Unis. Ainsi, en mai 2004, le sénateur McCain se désola que l'apparente érosion de l'appui populaire à la guerre en Irak vienne confirmer la leçon de Mogadiscio : les États-Unis abandonnent lorsqu'ils subissent des pertes<sup>597</sup>. L'amiral Fallon, qui était à la tête du CENTCOM en 2007 affirma que son évaluation de l'évolution de la guerre serait basée sur deux critères : le nombre d'incidents violents et celui de soldats américains tués<sup>598</sup>. Le Général Franks partageait la même inquiétude. Il l'exprima de façon plus abrupte en affirmant : « the lessons terrorists took away from these earlier attacks on America was simple : *If you kill Americans, they will quit* »<sup>599</sup>.

Le plan d'invasion concocté par Franks attachait donc une grande importance à limiter les pertes tant du côté des soldats américains que du côté de la

<sup>597</sup> Kitfield, J. (2005). *Op. cit.*, p. 320

<sup>598</sup> Ignatius, David (2007), « Next Challenge in Iraq », *Washington Post* (21 octobre)

<sup>599</sup> Franks, T. (2004). *Op. cit.*, p. 555

population irakienne et des infrastructures essentielles à la reconstruction du pays. La protection de leurs soldats une priorité des opérations militaires, avec des conséquences assez négatives en matière de lutte contre-insurrectionnelle comme nous le verrons un peu plus loin<sup>600</sup>. Les règles d'engagement et les procédures de sélection des cibles étaient conçues pour limiter ce type de dommages<sup>601</sup>. Chaque cible faisait l'objet d'une évaluation des risques de pertes civiles. Avant le début des hostilités, sur les 437 cibles identifiées par l'armée de l'air, 22 étaient considérées comme à haut risque de pertes civiles<sup>602</sup>. Une bonne planification des opérations et la courte durée de la phase d'invasion permirent certes de limiter les pertes, tant chez les civils irakiens que chez les soldats américains <sup>603</sup>. Ceci n'empêcha pas toutefois pas l'émergence d'un fort mouvement insurrectionnel dont les actions meurtrières contribuèrent à l'opposition croissante de l'opinion publique américaine vis-à-vis de la guerre en Irak.

La première phase de cette intervention militaire qui aboutit au renversement de Saddam Hussein fut pourtant brève. En outre, des pertes relativement faibles tant chez les civils irakiens que chez les soldats américains, conjuguées à une inefficace propagande irakienne, firent en sorte que la sensibilité de la population américaine aux pertes n'eut qu'un effet limité<sup>604</sup>. Cette tolérance ou cette patience de l'opinion publique fut cependant de courte durée. Malgré la déclaration victoire du président Bush le 1<sup>er</sup> mai 2003, la rapide dégradation sur

---

<sup>600</sup> Murray, W. et Scales, R. (2003). *Op. cit.*, pp. 56, 88-89

<sup>601</sup> Record, J. (2004). *Op. cit.*, p. 76

<sup>602</sup> Gordon, M. et Trainor, B. (2006). *Op. cit.*, p. 110

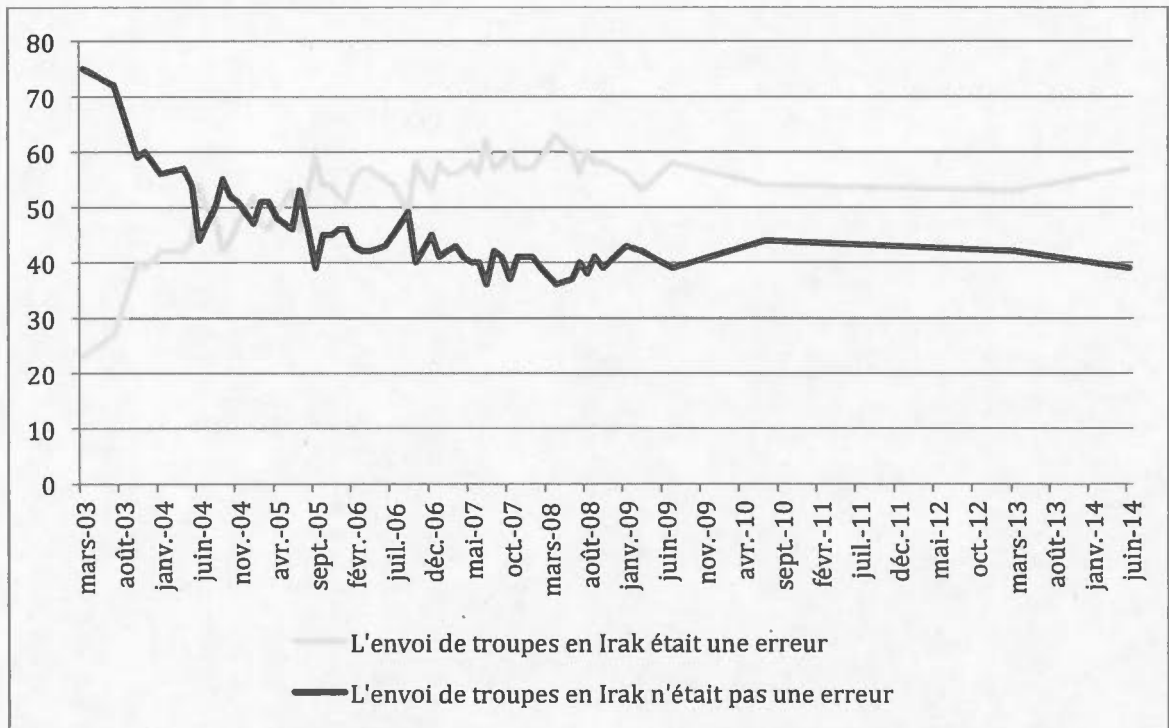
<sup>603</sup> Certains aux États-Unis se lamentèrent des contraintes légales imposées dans les opérations militaires. Le rythme général de l'invasion ne fut cependant pas vraiment affecté par le resserrement des règles d'engagement mises en œuvre occasionnellement pour limiter les pertes civiles. Boyne, W. (2003). *Op. cit.*, p. 179

<sup>604</sup> Au 1<sup>er</sup> mai 2003, 138 soldats américains avaient été tués en Irak. Cordesman, A. (2004). *Op. cit.*, p. 238

le terrain dès l'été 2003 se traduisit par une opposition grandissante. Dès l'automne 2003, le nombre de soldats américains tués en Irak depuis la fin des « opérations majeures » était supérieur à celui de la phase d'invasion.

À partir de l'été 2003, les forces américaines se trouvèrent en effet confrontées à un environnement particulièrement violent. L'augmentation des pertes malgré l'annonce de la fin des opérations majeures, le chaos dans lequel s'enfonçait l'Irak, et l'absence des armes de destruction massive dont la présence avait été au cœur de l'argumentaire de l'administration pour cette guerre suscitèrent un mécontentement fort au sein de la population américaine. Celui-ci se traduisit de manière très nette lors des élections de mi-mandat de novembre 2006. Ayant fait campagne en mettant de l'avant leur opposition à cette guerre et leur volonté de tout mettre en œuvre pour y mettre un terme, les démocrates remportèrent la majorité au sein des deux chambres du Congrès et tentèrent de forcer le président Bush à enclencher un retrait des troupes. La question irakienne fut également un enjeu majeur des élections présidentielles de 2008. Très clairement opposé à l'intervention américaine en Irak dès 2002, alors que Hillary Clinton avait voté en faveur en octobre 2002, Barack Obama parvint sur la base de cette opposition à remporter l'investiture du parti démocrate. Lors de la campagne qui devait le conduire à la Maison Blanche, Barack Obama plaça sa détermination à retirer les troupes américaines d'Irak au cœur de sa campagne.



Figure 5 L'évolution de l'opinion publique américaine par rapport à la guerre en Irak<sup>605</sup>

#### 4.2.2 L'importance de la sensibilité aux pertes dans la stratégie des adversaires des États-Unis

Le régime de Saddam Hussein tenta d'exploiter la sensibilité américaine aux pertes de trois façons principales. Tout d'abord, des équipements et du personnel militaires furent déployés à proximité ou à l'intérieur même d'écoles, d'hôpitaux, de lieux de cultes ou de sites archéologiques<sup>606</sup>. Les représentants du régime de Saddam Hussein exagérèrent ensuite les pertes civiles occasionnées

<sup>605</sup> Source : <http://www.gallup.com/poll/171923/fewer-support-iraq-withdrawal-decision-2011.aspx?ref=more>

<sup>606</sup> Murray, Williamson et Scales, Robert (2003). *The Iraq War : A Military History*, Cambridge : Belknap, p. 103 ; Feith, Douglas (2008). *War and Decision : Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terror*, New York : Harper, p. 185 ; Boyne, W. (2003). *Op. cit.*, p. 56 ; Keegan, J. (2004). *Op. cit.*, p. 159

par l'invasion américaine en dénonçant par exemple des frappes de missiles ou des attaques aériennes contre des quartiers résidentiels. Ils attribuèrent également des pertes civiles provoquées par leurs propres opérations de défense aux forces américaines<sup>607</sup>. Grossière et parfois caricaturale, cette propagande n'eut cependant pas l'effet stratégique escompté<sup>608</sup>. Enfin, après avoir initialement douté de la volonté américaine de le renverser, Saddam Hussein estima que les pertes militaires encourues pendant une telle opération affecteraient la solidité de la Coalition et éroderaient l'appui de l'opinion publique. Il qualifiait les États-Unis de « tigre de papier » incapable de surmonter quelques pertes militaires<sup>609</sup>. S'il avait bien saisi cette vulnérabilité, le peu de pertes subies par les forces américaines jusqu'à son renversement démontra d'une part qu'il n'avait pas pris les moyens pour l'exploiter, et d'autre part que les militaires américains étaient largement parvenus à contourner cette vulnérabilité. En d'autres termes, si le régime de Saddam Hussein avait bien identifié la sensibilité aux pertes militaires comme civiles comme principale vulnérabilité politique des États-Unis dans ce conflit, il échoua à l'exploiter.

Les divers groupes insurgés qui émergèrent à partir de 2003 furent nettement plus habiles et efficaces dans l'exploitation de cette vulnérabilité. Leur performance au combat dans les premiers mois de l'insurrection fut plutôt médiocre. Ils apprirent cependant rapidement de leurs erreurs et parvinrent à identifier les points faibles américains<sup>610</sup>. Conscients du potentiel propagandiste que pourraient avoir des frappes occidentales contre des mosquées, ils n'hésitèrent pas – en violation totale des normes internationales – à les utiliser comme positions de combat ou comme lieux de stockage d'armes. Par exemple,

---

<sup>607</sup> Franks, T (2004). *Op. cit.*, pp. 509-510

<sup>608</sup> Lord, C. (1995). *Op. cit.*, p. 96

<sup>609</sup> Record, J. (2004). *Op. cit.*, p. 13 ; Gordon, M et Trainor, B. (2006). *Op. cit.*, pp. 65-66

<sup>610</sup> Hashim, A. (2006). *Op. cit.*, pp. 15-17 ; Packer, G. (2005). *Op. cit.*, p. 299

après la seconde bataille de Fallujah en novembre 2004, les forces américaines identifièrent pas moins de 77 mosquées à travers la ville qui avaient été utilisées à de telles fins<sup>611</sup>. Plus globalement, les divers groupes insurgés s'appuyèrent sur des tactiques classiques de la guérilla dont l'objectif stratégique était clair. Il ne s'agissait pas de battre les forces américaines sur le terrain strictement militaire, mais de leur infliger des pertes suffisamment nombreuses, spectaculaires et continues afin d'éroder la volonté de combattre des États-Unis et de leurs alliés. Le raisonnement était simple : l'accroissement du nombre de soldats tués entraîneraient une opposition grandissante des opinions publiques. Face à cette opposition, les décideurs politiques n'auraient alors pas d'autre choix que de retirer les troupes déployées sur le terrain.

En ce sens, les insurgés irakiens, parfaitement conscients qu'ils ne pourraient vaincre militairement les États-Unis, employèrent une approche similaire à celle des Nord-Vietnamiens lors de la guerre du Vietnam et qui avait permis à ces derniers de l'emporter. En multipliant les attaques contre les soldats américains, ils alimentaient le rejet croissant de la population américaine. En attaquant les partenaires internationaux des États-Unis, notamment l'ONU, ainsi que les infrastructures critiques nécessaires pour que le gouvernement irakien puisse fournir les services de bases à sa population, ils minaient la crédibilité générale de l'effort américain.

Le développement des « engins explosifs artisanaux », les IEDs pour reprendre l'acronyme anglais communément utilisé, modifia considérablement l'impact de l'insurrection sur l'état de l'opinion publique américaine en exploitant sa sensibilité aux pertes. Les forces américaines ne disposaient initialement pas des

---

<sup>611</sup> West., Francis (2005). *No True Glory : A Frontline Account of the Battle of Fallujah*, New York : Bantam Dell, pp. 113-117

moyens pour contrer ce type de menace. Elles subirent des pertes importantes. Si cela ne devait pas permettre aux insurgés de défaire militairement leur adversaire, ils estimaient que l'augmentation régulière du nombre de pertes chez les soldats américains provoquerait une érosion de la volonté politique des États-Unis à poursuivre leurs opérations et leur occupation de l'Irak<sup>612</sup>. De plus en plus sophistiquées et puissantes, ces bombes étaient placées sur les routes empruntées par les forces américaines pour se rendre des bases où elles étaient concentrées vers leurs différents théâtres d'opération.

Les décideurs américains comprenaient que les engins explosifs artisanaux représentaient le moyen de prédilection par lequel les insurgés essayaient d'affecter leur volonté de combattre. Le Général à la retraite Montgomery Meigs, responsable de l'équipe du département de la Défense chargée de trouver un moyen de neutraliser cette menace, exposa par exemple très clairement que les IEDs représentaient une arme d'une importance stratégique destinée à exploiter la principale vulnérabilité américaine : la sensibilité de l'opinion publique aux pertes<sup>613</sup>. Le Général Abizaid, à la tête du CENTCOM partageait la même préoccupation lorsqu'il affirmait : « this thing could unravel on us by wearing down the American public »<sup>614</sup>.

---

<sup>612</sup> Murray, W et Scales, R. (2003). *Op. cit.*, p. 236

<sup>613</sup> Atkinson, Rick (2007). « Left of Boom : The Struggle to Defeat Roadside Bombs », *Washington Post*, (2 octobre) Part 3.

<sup>614</sup> Ibid.

Figure 6 Les pertes américaines en Irak, par année (2003-2011)<sup>615</sup>

L'emploi et la lutte contre les IEDs donna lieu à une course majeure à l'innovation de la part de chacun des belligérants<sup>616</sup>. Les insurgés, qu'ils aient été formés au sein de l'appareil sécuritaire de Saddam Hussein ou par des experts provenant d'Iran<sup>617</sup>, firent preuve d'une impressionnante maîtrise technologique et d'une redoutable capacité d'innovation. Ils employèrent des explosifs de plus en plus performants et des systèmes de détonation à distance de plus en plus sophistiqués. Ils recoururent aussi à des camouflages de plus en plus efficaces. Les militaires américains consacrèrent de leur côté des sommes considérables pour contrecarrer cette menace. Ils renforcèrent le blindage de leurs véhicules, modifièrent leurs déplacements, cherchèrent à brouiller les systèmes de

<sup>615</sup> Source : <http://icasualties.org>

<sup>616</sup> West, F. (2005). *Op. cit.*, p. 94

<sup>617</sup> Kitfield, J. (2005). *Op. cit.*, p. 310



déclenchement à distance. Ce n'est qu'après avoir épuisé les solutions technologiques sans grand succès qu'ils s'orientèrent vers l'identification et la neutralisation des fabricants de ces bombes artisanales.

En plus d'augmenter les pertes dans les rangs des forces américaines, les insurgés cherchèrent également à accroître les coûts de l'occupation pour les États-Unis<sup>618</sup>. Dans cette perspective, ils attaquèrent les contingents des quelques pays que Washington était parvenu à mobiliser dans sa « Coalition de volontaires » pour renverser le régime de Saddam Hussein<sup>619</sup>. Les forces italiennes subirent ainsi deux attaques particulièrement meurtrières en août et en novembre 2003<sup>620</sup>. L'Espagne fut également prise pour cible : des soldats furent tués en novembre 2003, mais ce sont surtout les attentats commis à Madrid le 11 mars 2004 qui auront les répercussions les plus nettes. Quelques jours après ceux-ci, le gouvernement conservateur allié de George W. Bush et dirigé par José-Maria Aznar était défait aux élections législatives. Le Premier ministre socialiste José-Louis Zapatero qui lui succéda décida de retirer les troupes d'Irak<sup>621</sup>.

Les insurgés s'attachèrent enfin à décrédibiliser les efforts irakiens et internationaux de stabilisation du pays. Ils ciblerent à cette fin les organisations internationales, les ONGs, ainsi que les Irakiens qui coopéraient avec les représentants étrangers. Afin de dissuader les Irakiens de coopérer avec le nouveau régime, les insurgés attaquèrent les forces de police et de l'armée, leurs

---

<sup>618</sup> Hashim, A. (2006). *Op. cit.*, pp. 196-197 ; Suskind, R. (2006). *Op. cit.*, pp. 302-304

<sup>619</sup> Début 2005, 13 pays qui avaient pris part à la « coalition des volontaires » avaient retirés leurs troupes représentant environ un-tiers de l'ensemble des forces engagées en Irak. Voir Phillips, David (2005). *Losing Iraq : Inside the Postwar Reconstruction Fiasco*, New York : Westview, p. 152

<sup>620</sup> *Ibid.*, pp. 168-178 ; Donnelly, T. (2004). *Op. cit.*, pp. 96-100

<sup>621</sup> Kitfield, J. (2005). *Op. cit.*, pp. 330-331

unités, leurs bases et leurs centres de recrutement provoquant des pertes considérables<sup>622</sup>. Pour démontrer l'incapacité du nouveau pouvoir et de son allié américain à assurer la sécurité dans le pays et pour faire baisser l'appui à cette opération de stabilisation auprès des opinions publiques des pays participants, les insurgés enlevèrent et tuèrent des travailleurs étrangers, qu'ils soient au service d'entreprises privées ou d'organisations non-gouvernementales<sup>623</sup>. Ils visèrent également très durement les diplomates. Les ambassades jordanienne et turque furent la cible d'attentats meurtriers en 2003. Les Nations Unies, désignées par Al-Zawahiri comme l'un des outils employés par les États-Unis pour combattre l'islam<sup>624</sup>, furent particulièrement meurtries. Suite à deux attaques contre le quartier général onusien en Irak en août et en septembre 2003, l'organisation internationale cessa ses activités dans le pays<sup>625</sup>. Ils détruisirent les infrastructures critiques, telles que les centrales électriques ou les installations pétrolières, afin de réduire la capacité des nouveaux dirigeants irakiens et de leurs alliés occidentaux à fournir les biens publics de base et donc à les délégitimer aux yeux de la population irakienne<sup>626</sup>.

Les insurgés subirent de lourdes pertes face à la puissance de feu américaine. Il n'en demeura pas moins manifeste que les États-Unis ne gagnaient pas la guerre qu'ils avaient initiée en Irak. Plus préoccupant, l'approche intégrée regroupant les dimensions politique, militaire, et économique mise en œuvre par les groupes insurgés s'avérait de plus en plus efficace. Les Irakiens, « libérés » de la dictature de Saddam Hussein, considéraient les forces de la Coalition comme

---

<sup>622</sup> Voir par exemple pour l'année 2005, Knickmeyer, Ellen (2005). « Surge in Deaths Reveals More Lethal Foe », *Washington Post* (7 août).

<sup>623</sup> Foulk, V. (2007). *Op. cit.*, p. 50 ; Record, J. (2004). *Op. cit.*, p. 115

<sup>624</sup> Kepel, G. et Milelli, J-P (2008). *Op. cit.*, p. 193

<sup>625</sup> Keegan, J. (2004). *Op. cit.*, p. 207. Sergio Vieira de Mello, le plus haut représentant de l'ONU dans le pays, fut tuée lors de l'attaque du 16 août 2003.

<sup>626</sup> Packer, G. (2005). *Op. cit.*, p. 310 ; Allawi, A. (2007). *Op. cit.*, pp. 175-176 ; Foulk, V. (2007). *Op. cit.*, pp. 172-174

illégitimes, incompétentes, et responsables de la violence dans laquelle était chaque jour davantage plongé leur pays<sup>627</sup>. En contrecarrant l'objectif politique américain consistant à établir un nouveau régime allié et démocratique, et en augmentant le coût humain de la guerre, les insurgés affaiblirent la volonté de combattre des États-Unis. L'appui de l'opinion publique à la guerre diminuait significativement entraînant une chute du taux de satisfaction vis-à-vis du président Bush et la défaite des Républicains lors des élections de mi-mandat de novembre 2006. La victoire des Démocrates qui firent largement campagne en s'opposant à la guerre et en promettant de tout faire pour y mettre un terme sembla confirmer que l'aversion de l'opinion publique américaine pour les pertes constituait une faiblesse majeure dans le cadre d'une guerre contre-insurrectionnelle.

Le résultat des élections de mi-mandat de 2006 fut une expression claire de l'opposition grandissante des Américains à la guerre en Irak. Le président Bush n'en tint pas compte. Le cas de l'Irak apparaît dès lors comme tout à fait singulier et nettement différent de celui du Vietnam. Le président Bush obtint certes la démission de l'architecte principal de cette guerre, le secrétaire à la Défense Rumsfeld, mais il n'engagea pas le retrait que les Américains pouvaient espérer. Au contraire, il décida au cours de l'automne 2006 de changer radicalement l'approche du conflit. Il annonça en janvier 2007 l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires pour la mise en œuvre d'une véritable stratégie de contre-insurrection dont les résultats ne furent pas totalement négligeables<sup>628</sup>.

---

<sup>627</sup> Kitfield, J. (2005). *Op. cit.*, p. 305

<sup>628</sup> Comme nous le verrons un peu plus loin, la stabilisation de l'Irak au cours de la période 2007-2011 ne fut pas uniquement le résultat de la mise en œuvre d'une stratégie de contre-insurrection de la part des États-Unis. Ceux-ci purent en effet compter sur les faiblesses et les divergences au sein du mouvement insurrectionnel qui commencèrent à apparaître au cours de l'année 2006. Le but principal de l'ensemble des différents groupes constituant l'insurrection irakienne était en effet négatif : il s'agissait de chasser du pays la force d'occupation étrangère. Il n'y avaient pas, émanant de cette insurrection, de vision globale et positive d'un futur pour l'Irak

#### 4.3 Le niveau décisionnel : des errements de l'administration au pari du président

Les décideurs politiques à Washington, tout particulièrement au sein de l'administration Bush, portent une lourde part de responsabilité dans les difficultés rencontrées en Irak après le renversement de Saddam Hussein. En effet, si la compréhension de l'Irak avant 2003 était imparfaite au sein de l'appareil de renseignement du fait d'un manque de moyens humains sur place<sup>629</sup>, les membres de l'administration Bush firent pression sur la communauté du renseignement et manipulèrent des informations inexactes. À l'image du secrétaire d'État Colin Powell lors de son allocution devant le Conseil de sécurité de l'ONU en février 2003, ils donnèrent de fausses informations concernant l'existence de programmes d'armes de destruction massive en Irak. Au-delà de ce mensonge pour justifier l'intervention armée, ces décideurs avancèrent des hypothèses grossièrement optimistes sur les perspectives d'un Irak post-Saddam. Dès lors, aucun décideur à Washington en position d'autorité suffisante, qu'il soit civil ou militaire, ne réalisa avant le printemps 2003 quels

---

qui pouvait cimenter sur le long terme l'adhésion des différentes composantes de la société irakienne. La disparité et la limitation des ambitions constituaient des faiblesses structurelles majeures de l'insurrection que le gouvernement irakien et son allié américain pourraient exploiter. C'est particulièrement ce qui fut fait lorsque les chefs de tribus sunnites se retournèrent contre Al-Qaïda en Irak. Moyennant un plus grand respect et l'octroi d'une certaine autonomie locale de la part du gouvernement de Bagdad, ainsi que le versement de sommes d'argent de la part des Américains, ces tribus sunnites retirèrent leur appui à AQI et apportèrent une aide précieuse dans la lutte contre ce groupe insurgé qui ne fut pas étrangère à l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays à partir de 2007. En ce sens, si certains militaires et observateurs américains avaient pu souligner la remarquable et redoutable capacité d'apprentissage et d'adaptation d'AQI, la rigidité théologique et l'extrême violence de celle-ci, symbolisée par l'attentat contre la mosquée al-Askari à Samarra en février 2006, contribuèrent à la perte de légitimité de ce groupe aux yeux de la population. Voir Kitfield, J. (2005). *Op. cit.*, p. 60 ; Hoffman, Bruce (2003). *Al Qaeda, Trends in Terrorism and Future Potentialities : An Assessment*, Santa Monica : RAND, p. 12 ; Byman, Daniel (2008). *The Five Front War : The Better Way to Fight Global Jihad*, Hoboken : John Wiley & Sons, p. 17 ; Al-Jabouri, N. et Jensen, S. (2010). *Op. cit.* ; Hashim, A. (2006). *Op. cit.*, pp. 99-124

<sup>629</sup> Ce manque de renseignement humain provenant de l'intérieur même de l'Irak n'est en aucun synonyme d'une méconnaissance du pays de la part de la communauté américaine du renseignement. Bodansky, Yossef (2004). *The Secret History of the Iraq War*, New York : ReganBooks, pp. 168-177

étaient les risques d'effondrement de l'appareil étatique irakien, de chaos, et d'émergence d'un mouvement insurrectionnel<sup>630</sup>.

#### 4.3.1 Justification mensongère et objectifs irréalistes de l'intervention

L'administration Bush avaient mis de l'avant deux objectifs majeurs à une intervention armée en Irak. Premièrement, il s'agissait d'éliminer un régime perçu, dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, comme une menace persistante à la sécurité américaine, en particulier du fait de ses supposées activités dans le domaine des armes de destruction massive. Deuxièmement, l'administration Bush entretenait l'espoir, ou l'illusion, de voir émerger dans l'Irak d'après-Saddam Hussein un gouvernement démocratique, pacifique, orienté vers l'Occident, et offrant un modèle de transformation pour l'ensemble du Moyen-Orient<sup>631</sup>. Particulièrement ambitieux, ce second objectif ne suscita toutefois pas une grande attention de la part des décideurs politiques et des stratèges militaires américains. Ceux-ci pensaient en fait assez largement que la population irakienne accueillerait les troupes américaines en libérateurs et qu'un nouveau régime émergerait de façon quasi-spontanée. Cet optimisme s'avéra totalement infondé<sup>632</sup>.

De nombreux responsables au sein de l'appareil gouvernemental avaient pourtant exprimé des réserves sur le scénario optimiste mis de l'avant par les

---

<sup>630</sup> Bush, G. W. (2010). *Op. cit.*, p. 268 ; Record, J. (2004). *Op. cit.*, p. 118 ; Feith, D. (2008). *Op. cit.*

<sup>631</sup> Sur la décision de l'administration Bush de lancer la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein, voir Bush, G. W. (2010). *Op. cit.*, pp. 223-271 ; Diamond, Larry (2006). *Squandred Victory : The American Occupation and the Bungled Effort to Bring Democracy in Irak*, New York : Henry Holt ; Feith, D. (2008). *Op. cit.* ; Gordon, M. et Trainor, B. (2006). *Op. cit.* ; Ricks, T. (2006). *Op. cit.* ; Suskind, R. (2006). *Op. cit.* ; Woodward. Bob (2002). *Bush at War*, New York, Simon & Schuster ; Woodward. Bob (2004). *Plan of Attack*, New York, Simon & Schuster ; Woodward. Bob (2006). *State of Denial*, New York, Simon & Schuster

<sup>632</sup> Bush, G. W. (2010). *Op. cit.*, p. 268 ; Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 58-59



partisans de l'intervention en Irak avant même le début de celle-ci<sup>633</sup>. Le lieutenant-général Gregory Newbold, directeur des opérations (J-3) au sein du comité des chefs d'état-major, n'approuvait pas le plan d'invasion. En guise de contestation, il démissionna peu après le début de la guerre<sup>634</sup>. Le lieutenant-général David McKiernan, commandant de la force terrestre pendant la phase conventionnelle de la guerre, avait quant à lui réclamé les unités que le secrétaire Rumsfeld avait supprimées lorsqu'il s'immisça dans le TPFDL<sup>635</sup>. Au sein même du bureau du secrétaire à la Défense, le responsable de la planification des opérations post-combat, le colonel à la retraite Joe Collins, estimait que la force d'invasion était trop réduite<sup>636</sup>. Au Congrès, le représentant Ike Skelton et le sénateur Joe Biden soulevèrent l'absence de planification de la fameuse Phase IV<sup>637</sup>. Malgré toutes ces réserves et mises en garde, Rumsfeld et son adjoint Wolfowitz critiquèrent le manque d'imagination et d'ambition des versions initiales de l'OPLAN 1003 qui faisaient état de la nécessité de 350 000 soldats pour occuper l'Irak. Ils rabrouèrent publiquement le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Eric Shinseki, qui lors d'une audition au Congrès avait soutenu qu'une force d'un demi-million de soldats était requises pour sécuriser l'Irak après le renversement de Saddam Hussein<sup>638</sup>.

Ces critiques et ces mises en garde n'eurent aucun effet sur la planification de la guerre et de l'après-guerre par l'administration Bush. Négligeant les avertissements de la bureaucratie, tant du département d'État que de la communauté du renseignement, qui mettaient en garde contre un risque de

---

<sup>633</sup> Fallows, James (2006). *Blind Into Bagdad : America's War in Iraq*, New York : Vintage, pp. 43-106

<sup>634</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 40, 55, 67 ; Rumsfeld, D. (2011). *Op. cit.*, p. 485

<sup>635</sup> Gordon, M et Trainor, B. (2006). *Op. cit.*, pp. 97-98

<sup>636</sup> *Ibid.*, pp. 116-117

<sup>637</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 35-36

<sup>638</sup> *Ibid.*, pp. 96-100 ; Fallows, J. (2006). *Op. cit.*, pp. 97-99

chaos suite au renversement du dictateur irakien<sup>639</sup>, les décideurs au sein de l'administration Bush privilégièrent le point de vue d'un exilé irakien, Ahmad Chalabi. Favori du département de la Défense, et considéré avec scepticisme autant par la CIA que par le département d'État<sup>640</sup>, celui-ci soutint qu'il avait des relais en Irak qui permettraient l'émergence et la stabilisation rapide d'un « nouvel » Irak. Toutes ces promesses s'avérèrent fausses.

#### 4.3.2 Une stratégie qui répond à un double objectif

L'approche militaire que les décideurs politiques privilégièrent pour le renversement devait répondre à deux objectifs principaux. D'une part, il s'agissait de démontrer les mérites du mouvement de « transformation » en cours au sein des forces armées. D'autre part, il fallait limiter les pertes tant de soldats américains que de civils irakiens afin de ne pas attiser la sensibilité de l'opinion publique à cet enjeu et de risquer un effritement de son appui à cette intervention.

La conception de la guerre de certains des plus hauts décideurs civils au sein de l'administration façonna ainsi fortement l'approche de la façon dont les États-Unis menèrent la guerre d'Irak. Le secrétaire à la Défense Rumsfeld joua dans cette perspective un rôle crucial dans la stratégie et le nombre de troupes qui furent employés. Il eut un rôle particulièrement actif dans l'élaboration des plans de guerre que les commandants régionaux préparent habituellement avant de les présenter aux responsables politiques<sup>641</sup>. Partisan acharné du concept de

---

<sup>639</sup> Kitfield, J. (2005). *Op. cit.*, pp. 318-319 ; Scarborough, Rowan (2004). *Rumsfeld's War*, Washington D.C. : Regnery, pp. 46-47

<sup>640</sup> Phillips, D. (2005). *Op. cit.*, pp. 73-75 ; Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, p. 272

<sup>641</sup> Rumsfeld intervint également dans des aspects très techniques et spécialisés de la planification des opérations militaires. Il rejeta par exemple l'emploi du programme de

« transformation », fasciné par la technologie, la vitesse et l'agilité comme caractéristiques clés des opérations militaires réussies, il récusait le modèle de la force massive, écrasante, employé lors de la guerre du Golfe de 1991<sup>642</sup>. Il poussa pour une approche similaire à celle employée en Afghanistan au cours de l'automne 2001<sup>643</sup>. Des unités de forces spéciales ciblant des objectifs au sol que devaient atteindre des bombes et missiles intelligents et appuyées par quelques forces conventionnelles locales avaient alors permis de renverser le régime des Talibans.

Donald Rumsfeld fit donc valoir avec insistance ses préférences auprès du Général Tommy Franks. Commandant du CENTCOM et à ce titre en charge du plan d'invasion, il conçut une campagne mobilisant peu de troupes appuyées par des moyens technologiques considérables, portées vers une offensive rapide, et soucieuses de limiter le plus possible les pertes dans leurs rangs autant que dans la population civile irakienne<sup>644</sup>. Si les troupes américaines étaient numériquement très inférieures aux irakiennes au point de ne pas correspondre au ratio de 3 pour 1 en faveur des assaillants communément accepté pour gagner les combats conventionnels, le Général Franks pouvait s'appuyer sur la

---

planification logistique commun aux différents services (le *Time Phased Force Deployment List*, *TPFDL*) qui détaille l'acheminement des troupes et matériels sur le théâtre. Il y préférerait des décisions prises à la dernière minute et *ad hoc*. Complètement contraire aux pratiques et principes de base des forces américaines, ces préférences du secrétaire à la Défense eurent des répercussions néfastes sur le déploiement des équipements et des soldats en Irak ; augmentant d'autant les difficultés auxquelles étaient confrontées les militaires. Fallows, J. (2006). *Op. cit.*, pp. 74-77 ; Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 70-71 ; Hersch, Seymour (2004). *Chain of Command : The Road from 9/11 to Abu Ghraib*, New York : HarperCollins, pp. 250-251

<sup>642</sup> Le secrétaire-adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz déclara même que le plan d'invasion privilégié par Rumsfeld et lui-même avait pour objectif de rompre avec le paradigme issu de la guerre du Vietnam (en quelque sorte la doctrine Weinberger-Powell) privilégiant des moyens matériels et des effectifs considérables afin de réduire les risques pour les troupes et la réalisation des missions. Kitfield, J. (2005). *Op. cit.*, p. 276

<sup>643</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 128-129 ; Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, pp. 51-53

<sup>644</sup> Scarborough, R. (2004). *Op. cit.*, pp. 45-46 ; Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 128-129

supériorité qualitative des forces américaines, tant au niveau de la puissance de feu, du renseignement tactique, de la vitesse et du temps de réaction<sup>645</sup>.

#### 4.3.3 Le poids des rivalités bureaucratiques

Les décisions infondées des membres les plus influents de l'administration Bush contribuèrent aux difficultés américaines en Irak après le renversement de Saddam Hussein. Il apparaît également, comme ce fut le cas au Vietnam, que les vives tensions bureaucratiques au sein de l'appareil gouvernemental américain nuisirent fortement à la conduite des opérations de stabilisation, en particulier dans les premières années de l'occupation<sup>646</sup>. Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld remporta la bataille bureaucratique. Les opérations de stabilisation furent ainsi placées sous l'autorité du département de la Défense, au détriment du département d'État<sup>647</sup>. Or, le premier ne disposait pas des compétences nécessaires et n'avait que peu d'intérêt pour de telles missions. Il ne fit cependant appel qu'à un nombre limité de fonctionnaires du département d'État ayant une expertise adéquate de la région ou des questions liées à la reconstruction d'un État en déliquescence<sup>648</sup>. Plus problématique, dans les semaines et les mois cruciaux qui suivirent le renversement de Saddam Hussein, le commandement militaire n'apporta qu'une aide très réduite, tant en termes de moyens humains que matériels, à l'organisation dirigée par le Lieutenant-Général à la retraite Jay Garner<sup>649</sup>. L'ancien militaire fut appelé début 2003 pour

---

<sup>645</sup> Gordon, M. et Trainor, B. (2006). *Op. cit.*, p. 110

<sup>646</sup> Phillips, D. (2005). *Op. cit.*, p. 192 ; Fallows, J. (2006). *Op. cit.*, p. 61

<sup>647</sup> Bensahel, Nora, « Mission Not Accomplished : What Went Wrong with Iraqi Reconstruction », *Journal of Strategic Studies*, vol. 29, n° 3 (2006), pp. 458-462

<sup>648</sup> Phillips, D. (2005). *Op. cit.*, pp. 126-131 ; Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 102-103

<sup>649</sup> Phillips. Idem ; Atkinson, R. (2004). *Op. cit.*, p. 299. John Sawers, l'envoyé spécial du Royaume-Uni en Irak, dressa un portrait cinglant de l'ORHA dans un rapport remis au Premier ministre Blair. Il dénonça l'absence de leadership, de stratégie, de coordination, de structure et

prendre la tête de la structure mise sur pied par le département de la Défense pour prendre en charge la reconstruction de l'Irak après la victoire des forces dirigées par les États-Unis : *l'Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance*, l'ORHA. Peu, voire pas impliqués dans la préparation de la guerre et encore moins de l'après-guerre, Garner et l'ORHA furent rapidement marginalisés une fois déployés sur le terrain. Cette organisation ne disposait pas des moyens matériels et humains nécessaires pour œuvrer à la reconstruction de l'Irak. Garner lui-même fut éclipsé par le diplomate à la retraite L. Paul Bremer qui avait les faveurs du secrétaire à la Défense et qui arriva à Bagdad en mai 2003 pour prendre la tête de l'autorité provisoire de la Coalition (ou *Coalition Provisional Authority*, CPA) que l'administration Bush créa pour administrer l'Irak. Bremer remplaça donc Garner à titre de plus haute autorité civile américaine en Irak et l'ORHA fut absorbé par la CPA.

Si l'ORHA ne joua pas un rôle utile après le renversement de Saddam Hussein, la CPA prit des décisions qui suscitèrent de vives critiques et qui eurent surtout de graves conséquences sur le développement de l'insurrection. Peu de temps après son arrivée à Bagdad, en juin 2003, Bremer promulgua deux décrets. L'un dissolvait l'armée irakienne. L'autre interdisait à toute personne ayant été membre du parti Baath anciennement au pouvoir de postuler à un emploi dans la nouvelle fonction publique irakienne<sup>650</sup>. Ces mesures, prises de façon autonome et improvisée de la part de Bremer, alimentèrent directement le ressentiment anti-américain et l'insurrection, en plus de priver le nouveau gouvernement irakien de personnels qualifiés utiles à la reconstruction du pays. Du jour au lendemain, des dizaines de milliers de soldats se retrouvaient sans

---

l'inaccessibilité aux Irakiens ordinaires d'une organisation qu'il qualifia de « bazar incroyable ». Cité dans Allawi, A. (2007). *Op. cit.*, p. 105

<sup>650</sup> Bremer, Paul (2006). *My Year in Iraq : The Struggle to Build a Future of Hope*, New York : Simon & Schuster, pp. 39-40, 54-57 ; Fallows, J. (2006). *Op. cit.*, pp. 102-103 ; Packer, G. (2005). *Op. cit.*, p. 325



solde et hors des casernes. Des milliers de fonctionnaires n'avaient plus de rémunération et de perspective de carrière.

La coopération entre les différents acteurs américains engagés en Irak et la gestion de la reconstruction connurent quelques améliorations à partir de 2004. D'une part, les États-Unis établirent à Bagdad au milieu de l'année ce qui allait devenir leur plus grande ambassade. D'autre part, en décembre 2005, le président Bush signa un ordre exécutif confiant au département d'État la responsabilité de la totalité des opérations de stabilisation. Dans le même temps, le département de la Défense ordonnait à ses diverses composantes de coopérer avec le département d'État, pas mécontent au passage de se défaire de tâches que les militaires n'appréciaient guère et dont la difficulté était alors manifeste<sup>651</sup>.

#### 4.4 Le niveau organisationnel : l'Irak ouvre-t-il la voie à une évolution de la culture de l'institution militaire ?

Les décideurs politiques à Washington évaluèrent fort mal la situation irakienne et prirent de mauvaises décisions. Il n'en demeure donc pas moins que les militaires ont une responsabilité importante dans les difficultés rencontrées après le renversement de Saddam Hussein. Si les moyens technologiques dont l'armée américaine dispose furent particulièrement efficaces lors de la phase initiale conventionnelle, ils s'avérèrent inutiles et contre-productifs après avril 2003. Pire, l'attrait pour ces moyens matériels sembla même faire obstacle à la capacité d'analyse des militaires, à leur compréhension de la nature du conflit dans lequel ils se trouvaient engagés après la chute de Bagdad<sup>652</sup>.

---

<sup>651</sup> Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, pp. 96-100

<sup>652</sup> Murray, W. et Scales, R. (2003). *Op. cit.*, p. 183

#### 4.4.1 L'efficacité illusoire de l'approche conventionnelle

Une lecture rapide de la phase conventionnelle de l'intervention militaire américaine en Irak pourrait laisser penser que les moyens matériels et la technologie sophistiquée mise en œuvre par les forces américaines constituèrent le facteur décisif de la prise rapide de Bagdad. Saddam Hussein ne chercha même pas à mitiger cet avantage matériel évident en engageant ses troupes dans des combats urbains. Les forces irakiennes tentèrent néanmoins d'exploiter une vulnérabilité connue dans la supériorité technologique des forces américaines. Comme en 1991, elles essayèrent de brouiller le signal des satellites GPS qui servent à guider la plupart des munitions « intelligentes », ce qui aurait rendu de telles armes, au cœur de l'arsenal américain, inutilisables. Cette tentative échoua toutefois après que les instruments de brouillage irakiens furent détruits par l'aviation américaine<sup>653</sup>. Au cours de cette phase conventionnelle, les munitions guidées avec précision, la puissance de feu, l'interopérabilité entre les composantes terrestres, navales et aériennes, et l'ensemble des systèmes d'acquisition du renseignement tactique firent en sorte que les forces américaines décimèrent leurs adversaires irakiennes tout en limitant les pertes civiles et les destructions d'infrastructures critiques<sup>654</sup>.

---

<sup>653</sup> Gordon, M. et Trainor, B. (2006). *Op. cit.*, pp. 322-324

<sup>654</sup> Les États-Unis disposaient de capacités largement supérieures à celles de l'armée irakienne. Résumer la victoire éclair des États-Unis contre Saddam Hussein au seul succès de l'approche de « choc et effroi (*shock and awe*) est bien trop réducteur, voire même inexact. Une analyse plus approfondie met ainsi en évidence les avantages inhabituels dont bénéficièrent les forces de la Coalition dans cet affrontement. L'embargo sur les ventes d'armes et les zones d'exclusion aérienne au nord et au sud de l'Irak imposés suite à la guerre du Golfe de 1990-1991 affaiblirent considérablement les forces militaires irakiennes. Chargées de faire respecter ces zones d'exclusion aérienne, les aviations américaines et britanniques acquirent pendant plus d'une décennie une connaissance détaillée du système de défense aérienne, de la structure et des infrastructures des forces armées irakiennes. Au début de la guerre en mars 2003, le commandement américain disposait ainsi d'une liste de bombardements comprenant pas moins de 4 000 cibles. Évaluant la campagne qui conduisit au renversement de Saddam Hussein, Anthony Cordesman souligna que l'avantage dont disposaient les forces de la Coalition rendait caduque le ratio de 3 pour 1 en faveur de l'attaquant communément admis dans la littérature

L'avantage technologique des forces américaines se dissipa très largement lorsque les insurgés optèrent pour une approche irrégulière. De larges pans des forces américaines devinrent inutiles pour mener des opérations de contre-insurrection que par ailleurs nombre d'officiers, formés aux approches conventionnelles, ne savaient pas mettre en œuvre. Le recours excessif à la puissance aérienne, l'absence soudaine de renseignement tactique, les manœuvres de diversion et de manipulation de la part des insurgés provoquèrent de la part des Américains des erreurs dans l'usage de la puissance de feu qui creusèrent le fossé avec les Irakiens et renforcèrent l'insurrection. Comme au Vietnam, les moyens matériels et la technologie des États-Unis, les deux principaux atouts des forces américaines, eurent des répercussions opérationnelles et politiques négatives dans les opérations de contre-insurrection.

#### 4.4.2 L'illusion de la réponse technologique aux défis de la contre-insurrection

Avant d'aborder le rôle joué par l'attachement excessif aux moyens matériels dans les difficultés rencontrées par les forces américaines face aux insurgés irakiens, il convient de souligner l'importance du manque de prise en compte de la possibilité d'émergence d'un tel ennemi comme facteur explicatif de ces difficultés. Les civils du Pentagone et les planificateurs militaires avaient assumés que la reconstruction du pays et la mise en place d'un nouveau gouvernement seraient des entreprises relativement faciles et brèves. Ils estimaient dans cette perspective que le nombre de troupes déployées sur le

---

militaire. Voir Murray, W. et Scales, R. (2003). *Op. cit.*, pp. 74-75, 162 ; Donnelly, T. (2004). *Op. cit.*, p. 43 ; Cordesman, A. (2004). *Op. cit.*, pp. 52-53 ; Glaser, Charles et Kaufman, Chaim, « What Is the Offense-Defense Balance and Can We Measure It ? », *International Security*, vol. 22, n° 4 (1998)

terrain pourrait être ramené à 30 000 dès la fin de l'été 2003<sup>655</sup>. Par ailleurs, le plan d'invasion fixait comme seul objectif le changement de régime et non la reconstruction d'un État fonctionnel<sup>656</sup>. Dès lors, il n'est guère surprenant que les opérations de stabilisation post-conflit, connues dans le jargon militaire américain comme les opérations de Phase IV, aient largement été négligées, tant avant le lancement de *Liberté en Irak* qu'après le renversement du régime de Saddam Hussein. Par exemple, la 3<sup>e</sup> division d'infanterie n'élabora un plan pour ces opérations qu'après la prise de Bagdad<sup>657</sup> !

Outre l'absence de planification pour les opérations de stabilisation post-conflit, il apparut assez rapidement que les forces militaires américaines n'étaient pas assez nombreuses pour assurer la sécurité du pays. L'ingérence du secrétaire Rumsfeld dans le planning de déploiement des troupes, le TPFDL, retarda par exemple l'arrivée de policiers militaires qui auraient pu aider à sécuriser le pays, notamment à lutter contre les pillages dans Bagdad, avant que celui-ci ne sombre dans le chaos<sup>658</sup>. Les conséquences négatives du nombre insuffisant de troupes au sol se firent également sentir lors de la phase d'invasion avec de graves conséquences sur l'essor et la vigueur de l'insurrection. Dans leur marche sur Bagdad, les forces américaines négligèrent ainsi les milliers de dépôts et de caches qui renfermaient des centaines de milliers de tonnes d'armes et de munitions<sup>659</sup>. Les insurgés purent aisément utiliser ses stocks sans avoir besoin

---

<sup>655</sup> Atkinson, R. (2004). *Op. cit.*, p. 301 ; Scarborough, R. (2004). *Op. cit.*, p. 46

<sup>656</sup> Franks, T. (2004). *Op. cit.*, p. 331 ; Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, p. 116

<sup>657</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 109-111 ; Scarborough, R. (2004). *Op. cit.*, pp. 178-180 ; Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, p. 60 ; Phillips, D. (2005). *Op. cit.*, pp. 133-136

<sup>658</sup> Kitfield, J. (2005). *Op. cit.*, p. 224 ; Fallows, J. (2006). *Op. cit.*, p. 101 ; Phillips, D. (2005). *Op. cit.*, pp. 135, 192

<sup>659</sup> Selon les estimations, il y avait en Irak après le renversement de Saddam Hussein entre 650 000 et 1 million de tonnes d'armes et de munitions diverses. Selon le Congressional Research Service, à la mi-2007, les forces irakiennes et celles de la Coalition n'étaient parvenus qu'à en contrôler 40 %. Voir Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 145-146 ; Hashim, A. (2006). *Op. cit.*, p. 163 ; Allawi, A. (2007). *Op. cit.*, p. 140

de se fournir à l'extérieur du pays. Au demeurant, ce marché extérieur aurait été tout à fait accessible tant les forces américaines ignorèrent complètement des frontières qu'elles n'étaient pas en mesure de surveiller et encore moins de contrôler ou de fermer. C'est ainsi que des armes, des fonds et surtout des combattants purent aisément et en grand nombre entrer en Irak à partir des pays voisins et alimenter l'insurrection<sup>660</sup>.

Cette incapacité des forces américaines à assurer le contrôle du territoire irakien et de ses frontières ne constitua pas l'unique violation aux règles de base de la contre-insurrection<sup>661</sup>. Le comportement même des soldats alimenta fortement l'insurrection. Le manque de sensibilité culturelle et le non-respect des principes fondamentaux de la contre-insurrection, au premier rang desquels la protection de la population, conduisirent les forces américaines à mener des opérations qui provoquèrent le ressentiment des Irakiens et alimentèrent l'insurrection<sup>662</sup>. En entrant de force dans les résidences, elles humiliaient par exemple les hommes devant leurs familles et violaient l'honneur de l'espace familial ; deux insultes qui appelaient selon les normes culturelles irakiennes à une forme de vengeance<sup>663</sup>. Les patrouilles régulières à bord de véhicules blindés rappelaient continuellement aux Irakiens que leur pays était sous occupation étrangère<sup>664</sup>. La tendance de certaines unités à procéder à des arrestations massives et à placer les détenus dans des prisons rapidement surpeuplées avant de les soumettre à des interrogatoires parfois durs ajouta à la perte de légitimité de la

---

<sup>660</sup> Packer, G. (2005). *Op. cit.*, p. 310

<sup>661</sup> Galula, D. (2006). *Op. cit.*, p. 36

<sup>662</sup> Hashim, A. (2006). *Op. cit.*, p. 79 ; Allawi, A. (2007). *Op. cit.*, p. 186 ; West, F. (2005). *Op. cit.*, p. 92

<sup>663</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 232-238 ; Foulk, V. (2007). *Op. cit.*, pp. 11-17

<sup>664</sup> En raison de la nature tribale de la société irakienne, les pertes civiles provoquées par les forces américaines avaient potentiellement de vastes ramifications politiques. Suite à une frappe aérienne qui tua une vingtaine de civils membres d'un clan sunnite, la totalité de celui-ci refusa de traiter avec les Américains. Allawi, A. (2007). *Op. cit.*, pp. 169, 244



force d'occupation et à l'appui à l'insurrection<sup>665</sup>. Plus grave, les forces américaines tuèrent régulièrement un nombre significatif de civils ce qui ne manqua pas d'entretenir le ressentiment des Irakiens et de favoriser les insurgés<sup>666</sup>. Ces pertes civiles peuvent être attribuées en bonne partie aux procédures standard de l'armée américaine. Deux exemples sont en l'espèce représentatifs<sup>667</sup>. D'une part, afin de limiter les risques d'attaques suicides ou de tirs à partir de véhicules, les forces américaines tirèrent régulièrement sur des véhicules qu'elles estimaient menaçants car trop près<sup>668</sup>. D'autre part, les militaires américains employèrent une puissance de feu excessive, que ce soit en faisant appel à un appui aérien ou en recourant à des tirs de barrage. Peu efficace contre des insurgés particulièrement habiles pour lancer des attaques en se fondant dans la population civile, cette puissance de feu provoquait de nombreuses pertes au sein de cette dernière<sup>669</sup>.

Au lieu de changer radicalement leur approche en optant par exemple pour des patrouilles plus légères et moins invasives dans les rues irakiennes, les forces américaines cherchèrent une solution technologique à cette vulnérabilité. Par exemple, face à la menace de plus en plus grande que représentaient les engins

---

<sup>665</sup> Il apparaît par exemple ici que le Comité International de la Croix-Rouge avait averti sans succès les officiels américains des problèmes sérieux à la prison d'Abu Ghraib avant que le scandale n'éclate début 2004. La révélation des mauvais traitements infligés aux prisonniers nuit gravement à la légitimité de l'action américaine en Irak, tant aux yeux de la population irakienne que des opinions publiques internationales. Hashim, A. (2006). *Op. cit.*, pp. 275-288 ; Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 238-239 ; Packer, G. (2005). *Op. cit.*, pp. 325-327

<sup>666</sup> Cordesman, A. (2004). *Op. cit.*, p. 502 ; Byman, D. (2008). *Op. cit.*, p. 234

<sup>667</sup> Outre ces deux exemples relevant des préférences et des pratiques opérationnelles classiques des forces américaines, il convient également de souligner que leur mauvaise connaissance de l'environnement irakien, notamment des rivalités entre clans ou tribus, les rendit vulnérables aux mauvaises ou fausses informations transmises par des « partenaires » irakiens désireux d'éliminer des rivaux. Voir Foulk, V. (2007). *Op. cit.*, pp. 42, 159, 198 ; Kahl, C. (2006). *Op. cit.*, p. 93

<sup>668</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 256-258 ; Foulk, V. (2007). *Op. cit.*, pp. 96-98

<sup>669</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 139-144 ; Foulk, V. (2007). *Op. cit.*, p. 17 ; White, Josh (2008), « U.S. Boosts Its Use of Airstrikes in Iraq », *Washington Post* (17 janvier)

explosifs artisanaux dès la seconde partie de l'année 2003, l'officier en charge du dossier espéra qu'une solution technologique pourrait y être apportée dans un délai de six à huit mois<sup>670</sup>. Sur le même sujet, le Général Abizaid parla de la nécessité de mettre en œuvre un véritable « projet Manhattan », en référence aux efforts américains pour développer l'arme nucléaire pendant la Deuxième guerre mondiale. Le Général Mattis se désola de l'impossibilité d'y trouver une solution technique<sup>671</sup>. Jusqu'en 2007, les militaires américains investirent des milliards de dollars dans des solutions techniques ou technologiques qui ne permirent pas de contrecarrer les effets dévastateurs des IEDs. Les insurgés répliquaient par exemple au renforcement du blindage des véhicules américains en augmentant la puissance de leurs bombes. Plus fondamentalement, cette recherche d'une réponse technique se fit au détriment de l'intelligence des combattants, l'armée américaine ne s'attellant que trop peu à identifier, localiser, et neutraliser les fabriquant de ces engins et ne songeant pas à modifier ces modalités opératoires pour limiter sa vulnérabilité face à ces bombes<sup>672</sup>. Ce n'est en fait qu'à partir d'une nette amélioration dans la collecte et l'analyse du renseignement sur le terrain à partir de 2007 que la menace représentée par les IEDs commença à être contenue<sup>673</sup>.

#### 4.4.3 La redécouverte dans l'urgence de la contre-insurrection

Les « opérations autres que la guerre » nécessitent des compétences pour lesquelles les décideurs politiques et encore plus les militaires manifestaient peu

---

<sup>670</sup> Atkinson, (2007). « Left of Boom : The Struggle to Defeat Roadside Bombs », *Washington Post*, (2 octobre), Part 1.

<sup>671</sup> Atkinson, (2007). « Left of Boom : The Struggle to Defeat Roadside Bombs », *Washington Post*, (2 octobre), Part 3.

<sup>672</sup> Atkinson, (2007). « Left of Boom : The Struggle to Defeat Roadside Bombs », *Washington Post*, (2 octobre), Part 3.

<sup>673</sup> Ricks, T. (2009). *Op. cit.*, pp. 192-193

d'intérêt à la veille du déclenchement de la guerre en Irak en mars 2003. Confrontée malgré elle à une insurrection, situation qu'elle cherchait à éviter depuis le traumatisme du Vietnam, l'institution militaire américaine dût néanmoins redécouvrir dans l'urgence sa propre expérience de ces « petites guerres ». La plupart des difficultés rencontrées en Irak illustrent le mépris et l'incompétence de l'institution militaire pour les opérations de stabilisation<sup>674</sup>. L'une des principales leçons tirées de l'échec au Vietnam par les militaires américains fut en effet que jamais ceux-ci ne devraient se retrouver engagés dans de la contre-insurrection ou du « nation-building ». Focalisée sur la guerre classique de moyenne intensité qu'elle maîtrise parfaitement, l'armée américaine ne se prépare volontairement pas pour ces « opérations autre que la guerre » qu'elle préfère laisser à des forces armées alliées jugées moins efficaces ou aux agences civiles du gouvernement américain<sup>675</sup>. Il en résulte que celle-ci n'est volontairement pas préparée à faire face à de telles situations auxquelles elle ne manque pourtant pas d'être confrontée<sup>676</sup>. Dans le cas irakien, les militaires américains éprouvèrent ainsi de sérieuses difficultés à comprendre le mouvement insurrectionnel. Ils eurent par exemple le plus grand mal à évaluer le nombre d'insurgés. De 3 000 environ à la mi-2004, cette estimation passa subitement à 5 000 puis 20 000<sup>677</sup>. Un an plus tard, le commandement américain considérait que le mouvement insurrectionnel regroupait entre 16 000 et 20 000 combattants, dont environ 1 000 étrangers pour la plupart affiliés à Al-Qaïda<sup>678</sup>. En 2006, John Abizaid, le Général à la tête du Central Command (le CENTCOM), affirmait que les groupes insurgés d'obédience sunnite mobilisaient

---

<sup>674</sup> Fallows, J. (2006). *Op. cit.*, p. 163 ; Feith, D. (2008). *Op. cit.*, pp. 498-500 ; Hashim, A. (2006). *Op. cit.*, pp. 275-288

<sup>675</sup> Kitfield, J. (2005). *Op. cit.*, pp. 248, 295

<sup>676</sup> Record, J. (2004). *Op. cit.*, pp. 119-120 ; Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 132-133 ; Fallows, J. (2006). *Op. cit.*, pp. 182-183

<sup>677</sup> Kitfield, J. (2005). *Op. cit.*, p. 351

<sup>678</sup> Knickmeyer, Ellen (2005), « Surge in Deaths Reveals More Lethal Foe », *Washington Post* (7 août)

entre 10 et 20 000 combattants, tandis que ceux d'obédience chiite en avaient « quelques milliers »<sup>679</sup>.

Les difficultés américaines dans la contre-insurrection en Irak furent fondamentalement le résultat de compétences inadaptées. Ce problème de compétences prit essentiellement deux formes : un déficit de leadership au niveau du commandement d'une part ; un processus d'apprentissage et d'adaptation inefficace d'autre part. Les compétences requises pour les opérations de combat conventionnelles dont les militaires américains ont pu faire étalage lors de l'invasion de l'Irak en mars-avril 2003 s'avérèrent inefficaces et contreproductives lorsqu'elles furent mises en œuvre dans une situation de contre-insurrection. Ce grave problème avait pour origine le sommet de la hiérarchie militaire. En effet, le général Franks, architecte de l'opération en Irak, se focalisa uniquement sur la dimension offensive des opérations<sup>680</sup>. Négligeant les dimensions stratégiques et politiques, il négligea totalement la phase de stabilisation, un manquement qu'Andrew Krepinevich qualifia « d'inexplicable »<sup>681</sup>. Sur le terrain, l'incompétence du commandement militaire face à une situation de contre-insurrection fut particulièrement illustrée par la performance du Lieutenant-Général Ricardo Sanchez. Commandant en Irak en 2003-2004, il fut incapable d'établir une relation de travail efficace avec Paul Bremer<sup>682</sup>. Andrew Bacevich le qualifia de « Westmoreland » de l'Irak<sup>683</sup>.

---

<sup>679</sup> Michaels, Jim (2007), « 19 000 Insurgents Killed in Iraq Since 2003 », *USA Today* (26 septembre)

<sup>680</sup> Woodward, B. (2008). *Op. cit.*

<sup>681</sup> Krepinevich, Andrew, « How to Win in Iraq », *Foreign Policy*, vol. 84, n° 5 (2005), p. 89

<sup>682</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, pp. 225-228 ; West, F. (2005). *Op. cit.*, p. 90 ; Sanchez, Ricardo (2008). *Wiser in Battle : A Soldier's Story*, New York : HarperCollins

<sup>683</sup> Ricks, T. (2006). *Op. cit.*, p. 352

À partir de 2004 néanmoins, une forme d'apprentissage eut lieu. L'inefficacité des modes opératoires fut dénoncée par les membres des forces spéciales et les officiers responsables des affaires civiles compétents dans les situations de contre-insurrection<sup>684</sup>. Le remplaçant de Ricardo Sanchez, le Général Casey, établit une « université de la contre-insurrection en Irak » chargée d'inculquer les principes de bases de ces opérations aux soldats déployés sur le terrain<sup>685</sup>. Au même moment, le Général Petraeus, qui avait dirigé la 101<sup>e</sup> division aéroportée lors de l'invasion, fut nommé à la tête du U.S. Army Combined Arms Center. C'est dans cette fonction qu'il régénéra l'intérêt et la connaissance de l'armée de terre pour les « opérations autres que la guerre ». Nommé commandant en chef en Irak à partir de janvier 2007, il présidera à un changement significatif d'approche. Il continua par la suite à insuffler dans l'institution militaire cet intérêt pour la contre-insurrection à la tête du Central Command. Le renouveau de l'intérêt pour la contre-insurrection au sein de l'institution militaire fut également illustré par la rédaction par le chef d'état-major de l'armée de terre, le Général Peter Schoomaker, d'une préface à un ouvrage publié en 2005 par un Lieutenant-Colonel, John Nagl, portant sur les expériences britannique et américaine respectivement en Malaisie et au Vietnam<sup>686</sup>. Quelques mois plus tard, l'importance accordée par l'institution militaire aux « opérations autres que la guerre » était concrétisée par la publication d'un manuel conjoint entre l'armée de terre et les fusiliers marins sur la contre-insurrection<sup>687</sup>.

Malgré les améliorations apportées à partir de 2004 et plus significativement de 2007, de nombreux aspects des opérations militaires américaines en Irak

---

<sup>684</sup> *Ibid.*, pp. 367-373 ; Packer, G. (2005). *Op. cit.*, pp. 304-307

<sup>685</sup> Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, p. 76

<sup>686</sup> Nagl, J. (2002). *Op. cit.*

<sup>687</sup> Ucko, D. (2009). *Op. cit.*, pp. 109-112



demeurèrent défaillants. La performance américaine dans la contre-insurrection en fut dès lors affectée. Par exemple, les règles destinées à assurer la protection de la force et autorisant les soldats à employer la force létale contre les civils s'ils se sentaient menacés ne furent guère modifiées<sup>688</sup>. Le maintien d'une politique de déploiement de courte durée, destinée à maintenir le moral des troupes, nuisit sérieusement à l'acquisition d'une connaissance pointue de la langue et de la culture locales, et donc à l'acquisition de renseignements<sup>689</sup>. Enfin, les militaires américains se montrèrent réfractaires à apprendre des leçons tirées même par leurs alliés les plus proches en matière de contre-insurrection. Disposant d'une vaste expérience, les Britanniques développèrent des techniques mettant l'accent sur la légèreté des patrouilles, la flexibilité opérationnelle, et la collecte de renseignements tactiques à travers les contacts avec la population. Les Américains eurent l'occasion de se familiariser avec celles-ci lors des interventions menées aux côtés des Britanniques en Bosnie et au Kosovo dans les années 1990. Par ailleurs, les officiers britanniques mirent régulièrement en garde leurs homologues américains contre les dangers liés à des règles assurant une protection excessive de la force et à une dépendance trop grande vis-à-vis de la technologie. Il semble toutefois que cette expérience partagée et ces mises en garde n'aient pas eu d'effets significatifs sur la modification du comportement des forces américaines qui gardèrent par exemple des règles d'engagement trop laxistes. Donnant l'impression d'assurer à court terme une protection adéquate de la force, celles-ci, en raison des dérapages qu'elles toléraient et des pertes civiles et de la colère de la population irakienne qu'elles engendraient, ne faisaient en effet qu'accroître les risques à plus long terme pour les patrouilles américaines<sup>690</sup>.

---

<sup>688</sup> Kahl, C. (2006). *Op. cit.*

<sup>689</sup> Fallows, J. (2006). *Op. cit.*, pp. 182-184

<sup>690</sup> Alwyn-Foster, Nigel, « Changing the Army for Counterinsurgency Operations », *Military Review*, vol. 85, n° 6 (2005), pp. 6, 10, 15

L'adaptation des forces américaines aux exigences de la contre-insurrection à partir de 2007, le fonctionnement plus efficace du gouvernement irakien, le retournement de la communauté sunnite contre les exactions commises par Al-Qaïda en Irak apparaissent comme les trois facteurs principaux qui permettent de soutenir que l'intervention américaine en Irak ne fut pas un échec absolu. Toutefois, quelque soit l'avenir de l'Irak – avenir qui demeure très incertain et même précaire au moment d'écrire ses lignes alors que l'État islamique a pris le contrôle d'une bonne partie du territoire en cet été 2014 – il serait pour le moins présomptueux de qualifier cette intervention de succès indiscutable et limpide. En effet, l'objectif initial de l'administration Bush était de faire rapidement de l'Irak un État démocratique, proche de l'Occident et servant de modèle pour une transformation profonde et radicale du paysage politique du Moyen-Orient<sup>691</sup>. Plus de 10 ans après le début de cette intervention, cet objectif n'a pas été atteint et il est permis de douter qu'il le saura à moyen terme.

#### 4.5 Conclusion

L'hypothèse H1 du modèle analytique que nous avons proposé pour analyser les difficultés américaines dans les opérations de contre-insurrection se vérifie, en bonne partie, dans le cas de la guerre en Irak. La sensibilité de l'opinion publique américaine aux pertes est en effet progressivement devenue un enjeu. Dans le contexte de l'après-11 septembre 2001, une majorité de la population américaine appuya l'intervention armée contre le régime de Saddam Hussein. Elle semblait alors adhérer à l'argument central présenté par l'administration Bush selon lequel cette intervention contre un régime cherchant à se doter d'armes de destruction massive et susceptible de les transférer à un groupe

---

<sup>691</sup> Rose, G. (2011). *Op. cit.*, p. 276

terroriste était essentielle dans la « guerre globale contre le terrorisme » (H1.1). Le renversement rapide du dictateur irakien et l'annonce de la fin des « opérations majeures » le 1<sup>er</sup> mai 2003 entretinrent l'appui de l'opinion américaine à la guerre. Cependant, la dégradation rapide de la situation sécuritaire, la hausse concomitante du nombre de soldats américains tués dès l'été 2003, ainsi que la révélation des exactions commises par les forces américaines à la prison D'Abhu Graïb aboutirent à un retournement progressif mais inexorable de l'opinion. L'opposition des Américains à la guerre en Irak se cristallisa lors des élections de mi-mandat de novembre 2006 avec la victoire des Démocrates qui avaient fait campagne en promettant un retrait (H1.2).

La sensibilité de l'opinion américaine aux pertes fut également un élément important dans les stratégies mises en œuvre par les adversaires des États-Unis dans le conflit en Irak. Saddam Hussein avait ainsi identifié cette sensibilité comme la principale vulnérabilité des États-Unis. Son régime ne fut cependant pas en mesure de l'exploiter, contrairement aux divers groupes insurgés qui émergèrent à partir de l'été 2003. Ceux-ci mirent en effet en œuvre des tactiques de guérilla classiques (attaques de convois, embuscades), ainsi qu'une politique de terreur (avec l'enlèvement et l'exécution d'otages ou encore des attentats-suicides) dont l'objectif était d'alimenter l'opposition de l'opinion américaine à la guerre et d'éroder la volonté de combattre des États-Unis (H1.3).

L'hypothèse H2 concernant les stratégies privilégiées par les décideurs politiques est nettement vérifiée dans le cas du conflit en Irak. Alléguant de la menace que le régime de Saddam Hussein faisait peser à la sécurité des États-Unis dans le contexte de l'après-11 septembre 2001, l'administration Bush était parvenue à obtenir l'aval de la population américaine et de ses représentants au Congrès dès l'automne 2002. Au-delà de contrecarrer une menace qui s'avéra

exagérée, pour ne pas dire infondée<sup>692</sup>, l'administration assigna un objectif particulièrement ambitieux à l'intervention qu'elle promouvait. Le changement de régime à Bagdad devait déboucher sur l'émergence rapide et aisée d'un nouvel Irak, démocratique et allié de l'Occident, et servant de modèle pour la reconfiguration du « Grand Moyen-Orient » (H2.1).

Or, il apparut assez rapidement que la stratégie militaire prônée par les partisans et les architectes de cette guerre n'étaient pas en adéquation avec l'ambition de cet objectif. Cette stratégie tenait manifestement compte de la sensibilité de l'opinion aux pertes, tant de militaires américains, que de civils étrangers. C'est ainsi que les règles d'engagement préconisaient un degré élevé de protection de la force tout en cherchant à limiter les dommages collatéraux subis par la population irakienne. Au-delà de l'aspect difficilement conciliable, voire contradictoire de ces deux principes directeurs, la stratégie préconisée par le Pentagone se focalisa uniquement sur la prise de Bagdad et négligea totalement les opérations de stabilisation et de reconstruction qui étaient nécessaire à la construction d'un nouvel Irak stable et prospère (H2.2).

Les membres de l'administration Bush avaient soutenu que l'intervention en Irak serait peu coûteuse et de courte durée tant les soldats américains seraient accueillis en « libérateurs » par les Irakiens. Ils commencèrent par minimiser la spirale de violence dans laquelle s'enfonça l'Irak dès le renversement de Saddam Hussein. Le secrétaire à la Défense Rumsfeld qualifia ainsi les pillages qui avaient lieu dans Bagdad au cours de l'été 2003 de manifestations « naturelles »

---

<sup>692</sup> La justification de la guerre en Irak par l'administration Bush donna lieu à une manipulation manifeste du renseignement dont elle disposait. Cette manipulation eut particulièrement cours au sein des cabinets du vice-président Cheney et du secrétaire à la Défense Rumsfeld. Dans ce dernier cas, elle aurait eu lieu sous l'égide du sous-secrétaire à la Défense en charge des affaires politiques, Douglas Feith. Celui-ci dément cependant ces accusations. Voir Suskind, R. (2006). *Op. cit.* ; Feith, D. (2008). *Op. cit.*, p. 294

de la liberté retrouvée des Irakiens. Réticente à parler d'insurrection, l'administration Bush ne put toutefois masquer la situation de quasi-guerre civile dans laquelle se trouvait l'Irak deux ans après le début de la guerre. Alors que les pertes américaines avoisinaient les 2 500 soldats tués à la veille des élections de mi-mandat de 2006, la population américaine exprima son rejet de la guerre menée par l'administration républicaine en confiant la majorité des deux chambres du Congrès aux Démocrates. Au lendemain de ce scrutin, le président Bush accepta la démission du principal architecte de la guerre, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. Au lieu d'initier un retrait comme aurait pu s'y attendre les Américains, il opta cependant pour un changement majeur de stratégie<sup>693</sup>. Il décida d'envoyer des troupes supplémentaires en Irak à compter de janvier 2007 pour mettre en œuvre une véritable contre-insurrection (H2.3).

Le volet de notre hypothèse 3 concernant la préférence de l'institution militaire pour les opérations conventionnelles est largement confirmé dans la phase initiale de la guerre en Irak. Capitalisant sur sa supériorité technologique et sur la faiblesse d'un adversaire qu'elle connaît très bien, l'armée américaine met en œuvre un concept opérationnel axé sur la vitesse et la précision de la puissance de feu pour prendre Bagdad en à peine trois semaines (H3.1). Or, le nombre réduit de troupes déployées au sol pour l'invasion, contesté au sein même de l'institution militaire, ne permit pas aux forces américaines de contrôler le territoire ni la population au moment où émerge l'insurrection. Plus grave, pendant près d'un an, le haut commandement en Irak ne saisit pas l'importance de cette insurrection. Sur le terrain l'adaptation à cette évolution majeure du conflit fut relativement lente et incomplète. Aux États-Unis, le travail de réflexion est néanmoins intense. Il aboutit, notamment sous l'égide du Général Petraeus, à

---

<sup>693</sup> Woodward, B. (2008). *Op. cit.*, pp. 379-381



la publication d'un véritable manuel de contre-insurrection en décembre 2006. Celui-ci fut appliqué en Irak à partir de janvier 2007 avec un succès certain, mais fragile, en matière de réduction de la violence (H3.2).

L'adoption par l'institution militaire d'une véritable stratégie de contre-insurrection et sa mise en œuvre en Irak, puis en Afghanistan à partir de 2009, illustrent un profond changement de culture organisationnelle. Initié et promu par un groupe plutôt restreint de civils et de militaires en rupture avec l'institution, il n'est cependant pas acquis au moment d'écrire ces lignes que ce changement sera durable. L'instabilité qui secoue de nouveau l'Irak depuis le début de l'année 2014 et l'incertitude persistante quant aux effets de l'application d'une stratégie de contre-insurrection en Afghanistan alimentent en effet de vifs débats dans et aux alentours de l'institution militaire sur la pertinence de la contre-insurrection (H3.3).

	Niveau politique			Niveau décisionnel			Niveau organisationnel		
Indicateur	H1.1	H1.2	H1.3	H2.1	H2.2	H2.3	H3.1	H3.2	H3.3
Irak	Appui	Opposition	Oui	Ambitieux	Manifestation forte	Changement d'approche	Oui	Complet	Incertain
Constats	<b>H1.</b> Le contexte de l'après-11 septembre permet de justifier la guerre aux yeux de l'opinion. La sensibilité de celle-ci aux pertes demeure malgré tout un enjeu dont l'importance s'accroît avec l'évolution négative du conflit.			<b>H2.</b> Les décideurs sont conscients de la sensibilité de l'opinion aux pertes. Ils privilégient donc des moyens sensés les limiter. Face à l'opposition de l'opinion, le président Bush décide néanmoins de la mise en œuvre d'une stratégie de COIN.			<b>H3.</b> Les forces américaines redécouvrent la COIN et parviennent à mettre en œuvre une stratégie plutôt efficace. Il n'est toutefois pas acquis que la culture dominante conventionnelle soit significativement modifiée.		

Notre thèse multi-causale des difficultés américaines dans la contre-insurrection stipule qu'en cherchant à contenir la sensibilité de l'opinion publique aux pertes, tant de militaires que de civils, les décideurs politiques optent pour des stratégies militaires conventionnelles. Conformément à la culture dominante de l'institution militaire, ces stratégies s'avèrent cependant inadaptées dans le cadre d'opérations contre-insurrectionnelles et obligent à une adaptation urgente de l'appareil militaire. La guerre en Irak tend à valider cette thèse. Les décideurs politiques et militaires cherchèrent à mettre en œuvre des stratégies limitant les pertes de soldats et de civils. L'évolution négative du conflit, matérialisée aux yeux de l'opinion américaine par la hausse du nombre de ses soldats tués, attisa la sensibilité à ces pertes et généra une opposition forte à la guerre. De son côté, l'institution militaire fut forcée de s'adapter dans l'urgence à un type de conflit, la contre-insurrection, qu'elle a du mal à appréhender malgré la vaste expérience historique qu'elle en a. La guerre en Irak présente toutefois deux particularités importantes par rapport aux hypothèses de base de notre modèle. D'une part, dans la dimension décisionnelle, il apparaît que les décideurs politiques disposent d'une marge de manœuvre par rapport à l'opinion publique pour initier un changement de stratégie militaire qui va à l'encontre des attentes de l'opinion. C'est ce qu'a fait le président Bush après la défaite de son parti aux élections de mi-mandat de 2006. D'autre part, si l'adaptation de l'institution militaire aux défis de la contre-insurrection fut lente et que le niveau d'intégration des leçons apprises demeure incertain au moment d'écrire ces lignes, il semble que celle-ci ne soit pas ou plus totalement réfractaire à une évolution de sa culture organisationnelle laissant une place à la contre-insurrection et plus généralement aux « opérations autres que la guerre ».

## CONCLUSION

### LES ETATS-UNIS ET LA CONTRE-INSURRECTION : DES DIFFICULTES RECURRENTES, ET INSURMONTABLES ?

Les opérations de contre-insurrection ont joué un rôle clé dans l'émergence des États-Unis comme grande puissance. Dans la foulée de la guerre contre l'Espagne de 1898 qui les voit acquérir les Philippines, les Américains multiplièrent les interventions dans l'Hémisphère Occidental et dans les Caraïbes tout au long de la première partie du 20<sup>e</sup> siècle. L'entrée dans la Deuxième Guerre mondiale en 1941, quelques mois seulement après la publication du *Small Wars Manual* formalisant les leçons apprises de ces entreprises<sup>694</sup>, ouvrit une nouvelle ère dans l'histoire américaine de la contre-insurrection. Celle-ci, dans laquelle nous nous trouvons toujours, se caractérise par l'effacement de la connaissance des « petites guerres ».

Nous avons vu en introduction que la Deuxième Guerre mondiale, la guerre froide, dans une certaine mesure la guerre de Corée, et particulièrement la guerre du Vietnam ont provoqué aux États-Unis une érosion de l'intérêt pour la contre-insurrection. Celle-ci apparaît totalement négligée et carrément rejetée par les militaires américains dans la foulée de la défaite au Vietnam. Le désintérêt, l'aversion même, et son corollaire l'inadaptation de l'institution militaire pour les « opérations autres que la guerre » sont au cœur des thèses dominantes pour expliquer les difficultés américaines dans la contre-insurrection. Ces thèses ont très nettement mis en évidence le poids de cette aversion depuis le traumatisme du Vietnam et ses effets sur le manque de

---

<sup>694</sup> United States Marines Corps (1940). *Small Wars Manual*. Disponible à l'adresse <http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/swm/ch01.pdf>

préparation et les erreurs commises dans ce type de conflit. Il ne s'agissait donc pas dans notre thèse de nier cette « myopie » fort documentée de l'institution militaire dont la culture organisationnelle dominante repose sur l'attrait pour la guerre conventionnelle.

Si cette explication nous apparaît dans l'ensemble valide, elle nous semblait toutefois perfectible. En faisant de l'institution militaire la principale responsable de ces difficultés, elle néglige trop le fait que les moyens et stratégies militaires ne sont pas décidés en vase clos par les forces armées. Dans un système démocratique comme celui des États-Unis où les civils disposent de l'autorité suprême, les décideurs politiques, tenant compte des effets de leurs choix et de leurs actions sur l'opinion publique, jouent un rôle non négligeable dans le choix des stratégies mises en œuvre.

Outre l'inadaptation de l'institution militaire, notre thèse a donc cherché à mettre en évidence le poids de deux autres variables : la sensibilité de l'opinion publique aux pertes et les préférences des décideurs politiques. Nous avons alors pris le parti, et fait le pari, de proposer une explication multi-causale de la récurrence des difficultés américaines dans la contre-insurrection. Les hypothèses suivantes furent formulées pour les trois variables retenues. Premièrement, dans le cas d'une opération de contre-insurrection où il est particulièrement délicat de définir la victoire et la défaite, la sensibilité de l'opinion publique aux pertes est exacerbée (H1). Deuxièmement, désireux de limiter les coûts de la guerre pour l'électeur médian, les décideurs politiques optent pour des moyens et des stratégies conventionnels considérés comme rendant l'intervention armée politiquement acceptable (H2). Troisièmement, confrontée aux exigences particulières de la contre-insurrection, l'institution

militaire est contrainte de s'adapter, mais elle n'institutionnalise pas les leçons apprises et la culture dominante n'est pas significativement modifiée (H3).

Le tableau suivant présente, pour chaque étude de cas, l'effet des variables retenues. Il permet de confirmer ou d'infirmer les hypothèses formulées pour chacune de ces variables et les liens de causalité entre elles et la récurrence des difficultés américaines dans la contre-insurrection. Ce tableau met également en évidence des variations et des changements importants qui nous permettent de tirer des enseignements importants de notre thèse.



Niveau politique			Niveau décisionnel			Niveau organisationnel			
Philippines	H1.1	H1.2	H1.3	H2.1	H2.2	H2.3	H3.1	H3.2	H3.3
	Opposition	Opposition	Oui	Ambitieux	Manifestation faible	Changement d'approche	Oui	Complets	Intégrées
	H1. L'opinion publique émerge comme une contrainte importante dans les opérations de contre-insurrection.			H2. L'opération militaire présentée par les décideurs se veut initialement limitée. Ils poursuivent la contre-insurrection malgré les critiques.			H3. Malgré des difficultés initiales, les forces armées trouvent en leur sein les moyens de mettre en œuvre une contre-insurrection efficace. Elle fait alors partie de leur culture.		
Vietnam	H1.1	H1.2	H1.3	H2.1	H2.2	H2.3	H3.1	H3.2	H3.3
	Incertaine	Opposition	Oui	Ambitieux	Manifestation forte	Processus de retrait	Oui	Parcelle	Rejetées
	H1. La fragilité de l'appui de l'opinion publique exerce une forte pression sur les choix des décideurs politiques.			H2. La contradiction entre les objectifs majeurs de l'intervention et les moyens militaires en apparence limités ne permet pas aux décideurs de légitimer leur engagement au Vietnam aux yeux de l'opinion.			H3. La guerre du Vietnam constitue un traumatisme profond à la base de l'aversion contemporaine de l'institution militaire pour les « opérations autres que la guerre ».		
Irak	H1.1	H1.2	H1.3	H2.1	H2.2	H2.3	H3.1	H3.2	H3.3
	Appui	Opposition	Oui	Ambitieux	Manifestation forte	Changement d'approche	Oui	Complet	Incertain
	H1. Le contexte de l'après-11 septembre permet de justifier la guerre aux yeux de l'opinion. La sensibilité de celle-ci aux pertes demeure malgré tout un enjeu dont l'importance s'accroît avec l'évolution négative du conflit.			H2. Les décideurs sont conscients de la sensibilité de l'opinion aux pertes. Ils privilégient donc des moyens sensés les limiter. Face à l'opposition de l'opinion, le président Bush décide néanmoins de la mise en œuvre d'une stratégie de COIN.			H3. Les forces américaines redécouvrent la COIN et parviennent à mettre en œuvre une stratégie plutôt efficace. Il n'est toutefois pas acquis que la culture dominante conventionnelle soit significativement modifiée.		

## 1. Vérification des hypothèses et des liens de causalité

Les Philippines apparaissent comme singulières parmi nos trois études de cas. Le lien de causalité entre la sensibilité de l'opinion publique aux pertes et les préférences des décideurs politiques y apparaît comme le plus tenuous. Au-delà, cette intervention revêt deux particularités qui la rendent tout à fait pertinente pour notre recherche.

Premièrement, l'institution militaire fit dans ce cas preuve d'une certaine capacité d'adaptation en mettant en œuvre une stratégie efficace de contre-insurrection. Cette adaptation fut d'autant plus effective et efficace qu'elle ne nécessita pas de changements organisationnel ou culturel majeur. L'institution avait encore en mémoire l'expérience des opérations de contre-insurrection et de stabilisation menées dans le cadre de la guerre civile et des guerres contre les Indiens. Ni au Vietnam, ni en Irak, l'institution militaire ne fut en mesure, comme ce fut le cas aux Philippines, de puiser dans son ADN organisationnel pour s'adapter aux défis de la contre-insurrection.

Deuxièmement, la sensibilité de l'opinion publique aux pertes n'a pas exercé une contrainte significative sur les choix des décideurs politiques, contrairement aux cas de l'Irak et encore plus du Vietnam. Pour autant, c'est dans le cas des Philippines que l'opinion publique apparaît pour la première fois aux États-Unis, dans le cadre d'une opération de contre-insurrection de grande envergure à l'étranger, comme une contrainte émergente (H1). L'opposition à la politique « d'annexion bienveillante » initiée par le président McKinley fut vive. Elle se traduisit au Sénat par la ratification à une seule voix de majorité du traité d'acquisition (H1.1). L'opposition à la guerre fut par la suite attisée par l'insécurité persistante malgré les affirmations et assurances des généraux, ainsi

que par les exactions commises par les forces américaines (H1.2). Ce mécontentement fut entretenu avec une certaine habileté par le mouvement insurrectionnel philippin. En multipliant les attaques contre les soldats américains et en menant des opérations de propagande destinées à exagérer leurs exactions, les dirigeants de l'insurrection philippine avaient en effet placé la sensibilité de l'opinion américaine au cœur de leur stratégie (H1.3).

L'objectif assigné à l'annexion de l'archipel philippin était ambitieux. Les États-Unis s'engageaient par le fait même dans une véritable politique coloniale (H2.1). Or, le nombre de soldats initialement déployés aux Philippines ne permettait pas d'assurer un contrôle efficace de ce territoire vaste et morcelé. Tout au plus, les soldats américains pouvaient-ils protéger la capitale Manille et son port (H2.2). Les coûts humain et financier, les exactions commises par les forces américaines, la propagande d'Aguinaldo combinée à une stratégie insurrectionnelle, pas plus que la durée plus longue que prévue du conflit ne générèrent toutefois une opposition de l'opinion publique ou du Congrès suffisante pour altérer significativement la conduite de la guerre. Les décideurs politiques restèrent fidèles à leurs objectifs initiaux. Ils parvinrent même à atténuer les mouvements d'humeur de l'opinion et de ses représentants (H2.3). La victoire du ticket républicain lors de l'élection présidentielle de 1900 en est probablement l'illustration la plus forte.

Sur le plan militaire, la capacité d'adaptation des forces américaines et la mise en œuvre d'une stratégie de contre-insurrection ont fortement contribué à la bonne performance des États-Unis (H3). La compétence des officiers et la faculté d'adaptation de l'institution militaire sont à l'origine du succès aux Philippines, bien plus qu'une supériorité matérielle ou technologique (H3.1). Il n'en demeure pas moins que le haut commandement militaire n'anticipa pas le changement

d'approche en faveur de la guérilla opéré par Aguinaldo en 1899. Les pertes américaines furent alors conséquentes dans les deux années qui suivirent. La capacité d'adaptation des forces américaines reposa sur une faculté d'analyse et d'apprentissage de l'environnement dans lequel elles avaient à opérer (H3.2). Plus déterminant, les ajustements opérationnels opérés à partir de la fin de l'année 1900 ne nécessitèrent pas de changements organisationnel ou culturel majeur au sein des forces armées (H3.3). Ces ajustements étaient en effet dans la lignée du G.O. 100 hérité de la Guerre de Sécession et qui servait d'assise doctrinale au comportement des forces américaines dans le cadre d'opérations de stabilisation suivant les combats.

Le Vietnam constitue « l'idéal-type » de notre thèse. L'implication des États-Unis en Asie du Sud Est atteint un niveau significatif en 1965 lorsque le président Johnson décide d'un envoi massif de soldats au Sud-Vietnam. Or, au moment même de prendre cette décision, l'administration sait que l'appui de l'opinion publique à une telle intervention est pour le moins incertain (H.1.1). Dès lors, même si l'enjeu de la mobilisation massive des forces américaines est présenté comme ambitieux puisqu'il s'agit d'éviter que le Sud-Vietnam bascule dans le camp communiste (H.2.1), l'administration Johnson s'impliquera fortement pour s'assurer que les stratégies militaires mises en œuvre permettent de limiter les pertes, tant militaires que civiles (H2.2).

Alors que les militaires et l'administration Johnson ne cessaient d'assurer la population américaine que les choses allaient bien au Vietnam, l'offensive du Têt de janvier 1968 détruisit inexorablement la confiance de l'opinion envers ses décideurs et mit un terme à l'appui à l'intervention (H1.2). C'est dans ce contexte que Johnson renonça à se présenter à l'élection présidentielle de novembre 1968 au cours de laquelle le candidat Nixon mit de l'avant une « nouvelle » stratégie, la



« vietnamisation », devant permettre un retrait dans l'honneur des États-Unis (H2.3). L'incapacité de l'administration Johnson à expliquer clairement et justement la situation au Vietnam, ou les erreurs commises par les militaires sur lesquelles nous reviendrons dans un instant, ne sont pas les causes uniques de l'échec américain au Vietnam. La remarquable habileté des adversaires des États-Unis à manipuler l'opinion publique américaine joua un rôle décisif dans la victoire de Hanoï (H1.3). L'ensemble des actions militaires nord-vietnamiennes, relayées par une propagande efficace, avaient pour objectif d'éroder la volonté de combattre des États-Unis en alimentant l'opposition de la population américaine à une guerre de plus en plus coûteuse et dans laquelle ses forces armées commettaient de graves exactions.

Les erreurs commises par les forces américaines au Vietnam relèvent en grande partie d'un attachement à un concept opérationnel, renforcé par l'expérience alors récente de la guerre de Corée, mettant l'accent sur la force conventionnelle et sur la puissance de feu, et à une incompréhension de la dynamique du conflit dans lequel était engagée (H3.1). Le président Johnson notamment, ainsi qu'une partie de l'institution militaire comprirent toutefois que la stratégie conventionnelle privilégiée au Vietnam était contreproductive. Un effort d'adaptation fut alors conduit sous l'égide de trois responsables : l'ambassadeur Bunker, le général Abrams, et William Colby. Les trois hommes contribuèrent à un changement significatif de la dynamique du conflit, tant d'un point de vue militaire en renforçant les piliers pacification et formation des forces sud-vietnamiennes, que politique en aidant à l'amélioration du fonctionnement du régime de Saigon (H3.2). Si les progrès réalisés sous l'égide de la triade Bunker, Abrams, Colby méritent une attention soutenue, il n'en demeure pas moins qu'ils arrivèrent trop tard pour inverser la dynamique du conflit en faveur des États-Unis. Cet effort d'adaptation fut en fait trop lent et parcellaire. L'échec au



Vietnam constitua pour les forces armées américaines un véritable traumatisme dont elles cherchèrent à extirper le souvenir et à ne pas renouveler l'expérience en rejetant complètement la contre-insurrection (H3.1).

Si le Vietnam apparaît comme l'idéal-type de notre thèse multi-causale, le cas de l'Irak valide également notre modèle. Dans le contexte de l'après-11 septembre 2001, une majorité claire de la population américaine appuya l'intervention armée contre le régime de Saddam Hussein. Elle semblait alors adhérer à l'argument central présenté par l'administration Bush selon lequel cette intervention contre un régime cherchant à se doter d'armes de destruction massive et susceptible de les transférer à un groupe terroriste était essentielle dans la « guerre globale contre le terrorisme » (H1.1). La dégradation rapide de la situation sécuritaire, la hausse concomitante du nombre de soldats américains tués dès l'été 2003, ainsi que la révélation des exactions commises par les forces américaines à la prison d'Abhu Graïb aboutirent cependant à un retournement progressif mais inexorable de l'opinion. L'opposition des Américains à la guerre en Irak se cristallisa lors des élections de mi-mandat de novembre 2006 avec la victoire des Démocrates qui avaient fait campagne en promettant un retrait (H1.2).

La sensibilité de l'opinion américaine aux pertes fut également un élément important dans les stratégies mises en œuvre par les adversaires des États-Unis dans le conflit irakien. Saddam Hussein avait identifié cette sensibilité comme la principale vulnérabilité des États-Unis. Son régime ne fut cependant pas en mesure de l'exploiter, contrairement aux divers groupes insurgés qui émergèrent à partir de l'été 2003. Ceux-ci mirent en effet en œuvre des tactiques de guérilla (attaques de convois, embuscades), ainsi qu'une politique de terreur (avec l'enlèvement et l'exécution d'otages ou encore des attentats-suicides) dont

l'objectif était d'alimenter l'opposition de l'opinion américaine à la guerre et d'éroder la volonté de combattre des États-Unis (H1.3).

L'hypothèse H2 concernant les stratégies privilégiées par les décideurs politiques est nettement vérifiée dans le cas du conflit en Irak. Au-delà de contrecarrer une menace qui s'avéra exagérée, pour ne pas dire infondée<sup>695</sup>, l'administration assigna un objectif particulièrement ambitieux à l'intervention qu'elle promouvait. Le changement de régime à Bagdad devait déboucher sur l'émergence rapide d'un nouvel Irak, démocratique, allié de l'Occident, et servant de modèle pour la reconfiguration du « Grand Moyen-Orient » (H2.1). Or, il apparut assez rapidement que la stratégie militaire prônée par les partisans et les architectes de cette guerre n'étaient pas en adéquation avec l'ambition de cet objectif. Cette stratégie tenait manifestement compte de la sensibilité de l'opinion aux pertes. Les règles d'engagement préconisaient un degré élevé de protection de la force tout en cherchant à limiter les dommages collatéraux subis par la population irakienne. Au-delà de l'aspect difficilement conciliable, voire contradictoire de ces deux principes directeurs, la stratégie préconisée par le Pentagone se focalisa uniquement sur la prise de Bagdad et négligea totalement les opérations de stabilisation et de reconstruction qui étaient nécessaire à la construction d'un nouvel Irak (H2.2).

Alors que les pertes américaines avoisinaient les 2 500 soldats tués à la veille des élections de mi-mandat de 2006, la population américaine exprima son rejet

---

<sup>695</sup> La justification de la guerre en Irak par l'administration Bush donna lieu à une manipulation manifeste du renseignement dont elle disposait. Cette manipulation eut particulièrement cours au sein des cabinets du vice-président Cheney et du secrétaire à la Défense Rumsfeld. Dans ce dernier cas, elle aurait eu lieu sous l'égide du sous-secrétaire à la Défense en charge des affaires politiques, Douglas Feith. Celui-ci dément cependant ces accusations. Voir Suskind, Ron (2006). *The One Percent Doctrine : Deep Inside America's Pursuit of Its Enemies Since 9/11*, New York : Simon & Schuster ; Feith, Douglas (2008). *War and Decision : Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terror*, New York : Harper, p. 294

de la guerre menée par l'administration républicaine en confiant la majorité des deux chambres du Congrès aux Démocrates. Au lendemain de ce scrutin, le président Bush accepta la démission du principal architecte de la guerre, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. Au lieu d'initier un retrait comme aurait pu s'y attendre les Américains, il opta cependant pour un changement majeur de stratégie<sup>696</sup>. En ce sens, le cas de l'Irak est tout aussi singulier que celui des Philippines dans la mesure où il atteste d'une marge de manœuvre des décideurs politiques par rapport à l'opinion publique. Il décida d'envoyer des troupes supplémentaires en Irak à compter de janvier 2007 pour mettre en œuvre une véritable contre-insurrection (H2.3).

Le volet de notre hypothèse 3 concernant la préférence de l'institution militaire pour les opérations conventionnelles est largement confirmé dans la phase initiale de la guerre en Irak. Capitalisant sur sa supériorité technologique et sur la faiblesse d'un adversaire qu'elle connaît très bien, l'armée américaine met en œuvre un concept opérationnel axé sur la vitesse et la précision de la puissance de feu pour prendre Bagdad en à peine trois semaines (H3.1). Or, le nombre réduit de troupes déployées au sol pour l'invasion, contesté au sein même de l'institution militaire, ne permit pas aux forces américaines de contrôler le territoire ni la population au moment où émerge l'insurrection. Plus grave, pendant près d'un an, le haut commandement en Irak ne saisit pas l'importance de cette insurrection. Sur le terrain l'adaptation à cette évolution majeure du conflit fut relativement lente et incomplète. Aux États-Unis, le travail de réflexion est néanmoins intense. Il aboutit, notamment sous l'égide du Général Petraeus, à la publication d'un véritable manuel de contre-insurrection en décembre 2006.

---

<sup>696</sup> Woodward, Bob (2008). *The War Within : A Secret White House History 2006-2008*, New York : Simon & Schuster, pp. 379-381

Celui-ci fut appliqué en Irak à partir de janvier 2007 avec un succès certain, mais fragile, en matière de réduction de la violence (H3.2).

L'adoption d'une véritable stratégie de contre-insurrection et sa mise en œuvre en Irak, puis en Afghanistan à partir de 2009, pourraient apparaître comme un profond changement de culture organisationnelle de l'institution militaire. Initié et promu par un groupe plutôt restreint de civils et de militaires en rupture avec l'institution, il n'est cependant pas acquis au moment d'écrire ces lignes que ce changement sera durable. L'instabilité qui secoue de nouveau l'Irak depuis le début de l'année 2014 et l'incertitude persistante quant aux effets de l'application d'une stratégie de contre-insurrection en Afghanistan alimentent en effet de vifs débats parmi les militaires et les civils sur la pertinence de la contre-insurrection (H3.3).

## 2. Les principaux enseignements issus de notre thèse

Quels enseignements tirer de cette vérification de nos hypothèses ? Que révèlent-elles au sujet de la récurrence des difficultés américaines dans les opérations de contre-insurrection ? Nous en retirons trois enseignements ou conclusions majeures : l'appui de la population à une intervention dans laquelle les intérêts vitaux des États-Unis ne sont pas en jeu est fragile et est susceptible de s'effriter en raison de la sensibilité de l'opinion aux pertes ; l'opinion publique n'est qu'une contrainte relative pour les décideurs politiques ; et l'institution militaire, bien que capable de s'adapter et de mettre en œuvre des stratégies de contre-insurrection, s'avère réfractaire à institutionnaliser les leçons apprises.

## 2.1 La sensibilité aux pertes fragilise l'appui de l'opinion publique américaine

L'opinion publique américaine est sensible aux pertes, tant militaires que civiles, dans des conflits où les intérêts des États-Unis en jeu sont limités, comme c'est le cas dans les opérations de contre-insurrection que nous avons étudiées. Cette sensibilité se traduit par une opposition croissante à l'intervention au fur et à mesure que les pertes augmentent sans pour autant qu'une issue favorable à celle-ci ne soit perceptible. Il convient donc de nuancer la corrélation trop souvent faite entre augmentation des pertes et opposition à l'intervention. L'opposition de la population se manifeste de trois façons principales. Tout d'abord, elle s'exprime à travers ses représentants au Congrès qui peuvent s'objecter à la volonté de l'exécutif en refusant par exemple d'allouer les fonds nécessaires à la poursuite de l'opération ou qui peuvent mettre sur pied des procédures d'enquête. La population peut ensuite se mobiliser à travers de grandes manifestations pour exprimer son mécontentement. Enfin, les décideurs à l'origine de l'intervention peuvent être sanctionnés par la population lors des élections.

Cette sensibilité de l'opinion publique américaine aux pertes est au cœur des stratégies mises en œuvre des adversaires des États-Unis, et ce depuis au moins le cas des Philippines au début du 20<sup>e</sup> siècle, clairement conscients de l'influence que l'opinion publique peut jouer sur la volonté de combattre américaine. C'est pourquoi tous les adversaires que nous avons vus ont élaboré des stratégies visant à exacerber la sensibilité aux pertes de l'opinion américaine dans le but de forcer les décideurs politiques à mettre un terme à l'intervention armée. En recourant aux tactiques de la guérilla, les insurgés augmentent les coûts humains de l'intervention pour les États-Unis. En exploitant les bavures ou les exactions commises par les forces américaines, ils tendent à délégitimer l'effort



de guerre. Dès lors, l'opposition de l'opinion à un conflit qui ne met manifestement pas en jeu des intérêts vitaux pour les États-Unis peut exercer une pression de plus en plus forte sur des décideurs politiques qui pourraient être tentés d'opter pour un désengagement et consacrer la défaite américaine. Ces stratégies connaissent des fortunes diverses. Le bilan des groupes irakiens est mitigé. Les attaques contre les forces américaines, en particulier à l'aide d'IEDs, ont alimenté l'opposition de l'opinion publique à la guerre. Mais leur violence indiscriminée a poussé une partie de la population irakienne contre eux. Les Nord-Vietnamiens et leurs alliés Viet Cong ont en revanche été d'une redoutable efficacité. La mise en œuvre systématique de telles stratégies démontre néanmoins que l'opinion publique est clairement identifiée comme une vulnérabilité majeure de la puissance américaine.

## 2.2 Les décideurs politiques disposent d'une marge de manœuvre

Notre seconde hypothèse stipule que les décideurs politiques, particulièrement au niveau de l'exécutif, tiennent compte de cette sensibilité de l'opinion publique. Ils privilégient alors des moyens et des stratégies militaires destinés à limiter les pertes militaires. Ils imposent également des règles d'engagements sensées limiter les pertes civiles. Cette conscience de la friabilité de l'appui de l'opinion publique guide les choix initiaux des décideurs. Elle ne constitue pas cependant une contrainte insurmontable comme en attestent les réactions très différentes des décideurs face aux manifestations de l'opposition de l'opinion publique dans les trois cas que nous avons étudiés. Il ressort donc que si les décideurs privilégient initialement une approche conventionnelle considérée comme limitant les pertes, même si son efficacité est douteuse, ils disposent d'une marge de manœuvre conséquente pour poursuivre l'intervention et pour initier l'adoption d'une stratégie plus efficace.

Les décideurs politiques pèchent par le choix de moyens et de stratégies conventionnels inefficaces pour remplir les objectifs qu'ils assignent aux interventions armées qu'ils décident. Ce décalage entre objectifs et moyens semble résulter, particulièrement dans le cas du Vietnam et de l'Irak, de leur conscience de la sensibilité de l'opinion publique aux pertes ; et par conséquent de l'appui fragile de cette opinion pour les interventions militaires entreprises. De plus, la sensibilité de l'opinion publique aux pertes semble pousser les décideurs politiques à s'impliquer plus fortement dans le choix des stratégies militaires mises en œuvre. Les stratégies militaires privilégiées, en particulier dans le cas du Vietnam et de l'Irak, entrent alors en contradiction profonde avec les objectifs affichés initialement. Conventionnelles, elles permettent certes de limiter les pertes de soldats, mais elles s'avèrent totalement contreproductives dans un contexte de lutte contre un mouvement insurrectionnel.

Or, l'opinion publique n'est pas une contrainte insurmontable pour les décideurs politiques. Dans les trois cas que nous avons étudiés, les difficultés rencontrées par les forces américaines alimentent invariablement la montée de l'opposition de l'opinion à l'intervention. Pour autant, les décideurs politiques conservent une réelle marge de manœuvre comme en témoignent leurs différentes réactions. La décision du président Bush d'envoyer des soldats supplémentaires en Irak en janvier 2007 alors qu'il vient d'être sanctionné durement lors des élections de mi-mandat est tout à fait éloquente tant elle est éloignée du choix de Johnson de ne pas se représenter en 1968 et de la promesse de désengagement mise de l'avant par Nixon lors de la campagne présidentielle le menant à la Maison-Blanche en 1969.

Les décideurs politiques ont ainsi une influence décisive dans la conduite et l'issue des opérations de contre-insurrection. Ils assignent des objectifs particulièrement ambitieux, mais flous et difficilement mesurables, à l'intervention. Dans le cas des Philippines, il s'agissait d'acquérir une colonie et « d'émanciper » la population locale. Au Vietnam, il fallait éviter qu'un pays ne tombe dans le camp communiste. En Irak, l'ambition était d'établir un modèle pour une transformation profonde des régimes du « Grand Moyen-Orient ». Or, face à la montée des coûts humains et financiers de ces interventions, les décideurs politiques ne paraissent pas toujours en mesure de les expliquer et de les justifier à leur population.

### 2.3 Les leçons apprises ne sont pas institutionnalisées par les forces armées

Notre troisième hypothèse postule que l'institution militaire favorise, conformément aux préférences des décideurs politiques et à sa propre culture organisationnelle dominante, une approche conventionnelle des conflits reposant sur la puissance de feu et la destruction de l'ennemi. La Deuxième Guerre mondiale, la guerre froide, la guerre de Corée, et le traumatisme du Vietnam sont souvent considérés comme les principales expériences qui ont ancré cette préférence pour la guerre conventionnelle. Notre thèse démontre toutefois que cette préférence est en fait une constante forte depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. Ainsi, aux Philippines, même si elles ne disposaient pas d'un matériel nettement supérieur à leurs adversaires, les forces américaines tentèrent de s'appuyer sur la puissance de feu pour lutter contre le mouvement insurrectionnel. Ce biais conventionnel n'empêche toutefois pas les militaires américains de s'adapter, plus ou moins rapidement et à plus ou moins grande échelle, aux exigences de la contre-insurrection. Dans les cas de Philippines, du Vietnam et de l'Irak, l'inadéquation de l'approche conventionnelle de la guerre

dans un contexte de contre-insurrection a obligé l'institution militaire à faire un effort variable d'adaptation.

Cette capacité d'adaptation n'est pas pour autant synonyme d'institutionnalisation des leçons apprises. Au contraire, l'incapacité de l'institution militaire américaine à intégrer les leçons apprises de ses expériences de contre-insurrection est une constante. L'adaptation n'est pas une pratique institutionnalisée. Elle semble plutôt dépendre de deux facteurs : la compétence et l'habileté politique d'individus au sein de l'institution mais en rupture avec la culture organisationnelle dominante d'une part ; la perception positive ou négative qui prévaut au sein de l'institution vis-à-vis de l'expérience contre-insurrectionnelle d'autre part. Non institutionnalisées, les leçons apprises semblent répétitivement et délibérément expurgées de la mémoire institutionnelle en raison même du traumatisme que constituent les difficultés rencontrées par les forces américaines dans ces conflits qu'elles n'affectionnent pas. Alors que les troupes américaines ont quitté l'Irak fin 2011 et que la situation en Afghanistan demeure précaire, un débat vif et franc entre officiers américains oppose les partisans d'un retour aux missions traditionnelles, conventionnelles aux tenants de l'institutionnalisation des leçons apprises dans ces deux conflits<sup>697</sup>. Deux articles publiés dans des numéros successifs de la revue *Foreign Affairs* illustrent parfaitement la dynamique de ce débat dont l'issue, au moment d'écrire ces lignes, reste incertaine, mais qui illustre parfaitement à quel point il est difficile de modifier la culture dominante au sein de l'institution militaire américaine :

The popularity of the idea of counterinsurgency as nation building reached its zenith when Iraq was stabilized in 2008. At the time, the U.S. military's

---

<sup>697</sup> Ce débat est en fait perceptible depuis 2008 comme le relatent par exemple Julian Barnes et Peter Spiegel, « A pentagon battle over 'the next war' », *Los Angeles Times*, 21 juillet 2008.

counterinsurgency warrior-intellectuals were in vogue. As happened to their predecessors after the Vietnam War, however, their concepts of war fighting will come to be rejected by the younger generation of company-grade officers who had to execute a flawed doctrine<sup>698</sup>.

The real danger as the United States withdraws from Afghanistan and Iraq is that U.S. military commanders and civilian policymakers will purge the whole experience of counterinsurgency from institutional memory, as occurred in the aftermath of Vietnam, resetting the U.S. armed forces to fight large-scale wars against conventional armies. [...] West and other defense leaders and theorists should focus on how to institutionalize the adaptations of the past decade and increase the military's capability for smaller-scale, but equally complex, counterinsurgency and stabilization efforts. To do any less is to embark on a 'Groundhog Day' of the military's own making, denying the nature of today's security environment and condemning U.S. soldiers to repeat the mistakes of the past<sup>699</sup>.

Nos trois études de cas ont mis en évidence que l'adaptation de l'institution militaire à la contre-insurrection pouvait être effective et produire des résultats plutôt positifs au niveau tactique. L'évolution de l'environnement stratégique, en particulier depuis la Deuxième guerre mondiale et la guerre froide, conjuguée au traumatisme du Vietnam ont poussé l'institution militaire américaine à se focaliser sur la guerre conventionnelle et à délaisser les « opérations autres que la guerre ». Néanmoins, cette institution apparaît en mesure de puiser dans son code génétique et de s'adapter, ponctuellement, à la contre-insurrection.

Notre thèse incite donc à significativement nuancer les thèses dominantes qui présentent l'aversion et le mépris des militaires pour toutes formes de conflits autres que la guerre conventionnelle comme les causes centrales, voire uniques, des difficultés américaines dans les opérations de contre-insurrections. Si un tel désintérêt est bien réel, il ne saurait occulter la capacité d'adaptation des

---

<sup>698</sup> West, Francis. « Groundhog War. The Limits of Counterinsurgency in Afghanistan », *Foreign Affairs*, vol. 90, n° 5 (2011), pp. 170-171

<sup>699</sup> Luján, Fernando. « Beyond Groundhog Day », *Foreign Affairs*, vol. 91, n° 1 (2011), pp. 182-183.



militaires américains en temps de crise. Cet enseignement important de notre recherche nous invite donc à élargir notre perspective pour comprendre les difficultés que ne manqueront pas d'éprouver les États-Unis dans un type de conflit qui demeure un défi majeur à la puissance américaine. En effet, que les décideurs politiques, les militaires, ou encore l'opinion publique le veuillent ou non, les États-Unis seront encore impliqués dans des opérations de contre-insurrection. Le modèle multi-causal que nous avons élaboré dans cette thèse est une tentative d'élargissement de cette perspective. Il a mis en évidence qu'au-delà de l'institution militaire, l'opinion publique et les décideurs politiques sont des acteurs clés, notamment les seconds du fait de la marge de manœuvre dont ils disposent vis-à-vis de la première, dans la performance contre-insurrectionnelle des États-Unis.

Au-delà de ces enseignements, il convient de souligner qu'il y a des différences nettes dans le poids des variables retenues d'une étude de cas à l'autre. Ceci ne permet pas à notre thèse de prétendre à la généralisation. Ces variations n'invalident toutefois pas le modèle multi-causal proposé. Elles ouvrent la voie à un affinage de celui-ci, tant dans le choix des variables, dans la formulation des hypothèses, dans sa mise à l'épreuve avec d'autres études de cas concernant les États-Unis, ou un autre pays.

### 3. Les limites de la thèse

#### 3.1 Les limites d'ordre méthodologique

La reconstruction de processus centrée sur les études de cas fut la base de notre démarche méthodologique. Elle ne permet toutefois pas de généraliser ses

résultats<sup>700</sup>. C'est la raison pour laquelle la thèse comprend trois chapitres traitant chacun d'une étude de cas et ne fut pas structurée autour de trois chapitres explorant successivement les trois variables retenues dans notre modèle multi-causal. Si les hypothèses avaient eu un effet de causalité constant et similaire dans les trois cas étudiés, notre thèse aurait pu prétendre à la généralisation. Or, comme nous l'avons vu, il y a des différences nettes et manifestes dans le poids des variables d'une étude de cas à l'autre. Nous ne croyons pas que ces variations invalident complètement le modèle multi-causal proposé. Elles permettent même de tirer des conclusions intéressantes quant à l'importance des différents facteurs pour expliquer la récurrence des difficultés américains dans la contre-insurrection comme nous venons de le faire. Ces variations laissent néanmoins une marge pour affiner le modèle proposé, tant dans le choix des variables, dans la formulation des hypothèses, que dans sa mise à l'épreuve avec d'autres études de cas, concernant les États-Unis ou un autre pays démocratique, voire même dans une perspective comparée.

Le recours à des sources secondaires nous a permis de concentrer nos efforts de recherche sur les variables critiques permettant d'expliquer l'incapacité chronique des États-Unis à apprendre de leurs expériences de la contre-insurrection ou en d'autres termes d'institutionnaliser les leçons apprises de ces expériences. Nous sommes conscients des limites d'une telle démarche et réalisons que les sources secondaires pourraient être complétées par une exploration des archives officielles ou encore par des entrevues avec des décideurs politiques ou militaires ayant été impliqués dans les deux cas les plus récents étudiés dans notre thèse (le Vietnam et l'Irak). En effet, les décideurs clés dans ces deux cas peuvent avoir un certain recul sur les événements leur permettant de parler plus librement et candidement. L'accès à de telles

---

<sup>700</sup> Beach, D., Pedersen, R. (2012). *Op. cit.*, p. 11

personnes n'est cependant pas facile, notamment lorsqu'il s'agit de militaires ou d'importants acteurs civils dans le processus décisionnel. Ces personnes sont plus enclines à s'ouvrir à des officiers, en exercice (comme c'était le cas pour lui) ou à la retraite, qu'à des universitaires sans bagage militaire. Or, j'ai pu constater que ce sujet de recherche avait suscité un intérêt de plus en plus marqué chez des responsables, surtout des militaires, aux États-Unis (mais aussi au Canada) au fur et à mesure que mon modèle s'affinait et devenait de plus en plus précis. Dès lors, cette thèse ne saurait être considérée comme une fin en soi sur le sujet traité, mais comme un point de départ d'un agenda de recherche ambitieux.

### 3.2 Le poids négligé des facteurs bureaucratiques

Les trois cas étudiés dans notre thèse ont en effet mis en évidence que la coordination des opérations civiles et militaires dans le cadre de la contre-insurrection dépend trop des individus occupant les hautes responsabilités politique et militaires, tant sur le théâtre qu'à Washington. Cette question dépasse toutefois le seul cadre des qualités individuelles. Elle relève en fait de la culture politique américaine et de la structure du gouvernement des États-Unis. D'une part, en bonne partie du fait de l'esprit entrepreneurial ancré dans la culture américaine, la structure gouvernementale favorise une grande autonomie institutionnelle qui n'est pas étrangère aux querelles bureaucratiques<sup>701</sup>. D'autre part, l'appareil de sécurité nationale américain n'a jamais été conçu et structuré pour l'exercice d'une mission impériale, définie comme l'administration sur une longue durée d'un territoire et d'une population étrangers, affirmée et assumée.

---

<sup>701</sup> Voir Lord, C. (2012). *Ibid.*, p. 231

Le manque de coordination entre les différentes agences gouvernementales en charge de l'action extérieure des États-Unis, les querelles bureaucratiques, et les rivalités entre responsables civils et militaires posent des problèmes sérieux et constants dans un contexte de contre-insurrection. L'amiral Blair résume par exemple ce problème en ces termes : « We are just not set up right for engagement in the world. It's a tangled mess of people trying to do the right thing, but we'd never resolved the lines of authority »<sup>702</sup>. L'inadaptation des structures bureaucratiques et les relations entre civils et militaires sont ainsi deux facteurs importants qu'il conviendrait d'intégrer afin d'améliorer la capacité explicative de notre modèle multi-causal. Même pendant le court âge d'or de l'impérialisme américain assumé à Washington au lendemain de la guerre contre l'Espagne de 1898, la gestion des possessions acquises par les États-Unis, que ce soit Cuba ou les Philippines, fit l'objet d'une réflexion *ad hoc*. Il n'y a en d'autres termes jamais eu au sein du gouvernement des États-Unis l'équivalent du bureau colonial britannique.

Un tel environnement bureaucratique n'est pas étranger aux rivalités entre civils et militaires, tant à Washington que sur les théâtres d'opération, et par conséquent aux difficultés américaines dans la contre-insurrection. Il a également laissé une grande marge de manœuvre et d'improvisation aux responsables civils et militaires sur le terrain dans les arrangements organisationnels et la gestion de leurs relations. Cette situation était manifeste aux Philippines alors que le gouvernement américain n'en était qu'aux premières étapes de son développement et que les moyens de communication entre l'archipel et la capitale fédérale étaient rudimentaires. L'expérience récente de

---

<sup>702</sup> Cité dans Lord, Carnes (2012). *Proconsuls : Delegated Political-Military Leadership from Rome to America Today* New York : Cambridge University Press, p. 236

l'Irak avec la *Coalition Provisional Authority* démontre que cette situation et ses inconvénients perdurent.

### 3.3 Le rôle inexploré des relations civils-militaires

Un des éléments majeurs pour une conduite efficace des opérations de contre-insurrection est la coordination et l'intégration des dimensions militaires et politiques. La structure bureaucratique du gouvernement des États-Unis rend celles-ci particulièrement délicates et dépendantes de la compétence et du caractère des plus hauts responsables militaires et civils. Les réformes institutionnelles entreprises après la Deuxième Guerre mondiale, en particulier la création du Conseil national de sécurité en 1947, n'ont pas permis de corriger cette faille du processus décisionnel. L'occupation américaine de l'Irak après le renversement de Saddam Hussein en avril 2003 en constitue l'une des illustrations les plus récentes. Nos trois études de cas permettent d'identifier deux types de solutions apportées à ce problème dans l'histoire américaine. Premièrement, l'autorité décisionnelle était partagée, de façon informelle mais plutôt équilibrée, au sein d'un tandem composé un Général et un ambassadeur (ou gouverneur-général dans le cas des Philippines). Cette configuration semble être la plus efficace tant les opérations de contre-insurrection nécessitent une coordination étroite et constante des actions militaires, diplomatiques, politiques. Elle fut appliquée avec un certain succès au Vietnam avec le tandem Abrams – Bunker et en Irak avec le tandem Petraeus – Crocker. Deuxièmement, l'autorité décisionnelle a pu être confiée à une seule personne ayant le statut d'ambassadeur ou de gouverneur peut se voir confier l'autorité décisionnelle sur l'ensemble des opérations civiles et militaires. Cette configuration fut tentée sans grand succès au Vietnam avec la nomination du général à la retraite Maxwell Taylor au poste d'ambassadeur à Saigon et en Irak avec le placement de



Bremer à la tête de la CPA. Taylor ne fut cependant pas en mesure d'imposer son autorité au commandement militaire américain dans le pays. Bremer fut incapable de mettre sur pied une institution fonctionnelle<sup>703</sup>.

Le problème de l'autorité civile et militaire sur les opérations de contre-insurrection est amplifié par l'impossibilité de confier un pouvoir de décision global à un représentant d'une agence gouvernementale. Il apparaît ainsi impossible de confier à un civil du département d'État le pouvoir décisionnel sur les opérations militaires. Ce problème a pu être atténué par le développement de relations personnelles favorisant une coopération étroite entre les hauts responsables civils et militaires sur le terrain comme nous l'avons vu avec les exemples de Petraeus et Crocker, de Abrams et Bunker. Il n'y eut dans l'histoire américaine qu'une seule tentative d'institutionnaliser une telle coopération. Ce fut l'expérience du CORDS, organisation créée au Vietnam par Robert Komer en 1967 et par la suite dirigée par William Colby. Cette organisation, dirigée par un civil mais intégrée au sein d'une structure militaire, le MACV) combinait des civils et militaires à tous les niveaux. Le caractère unique de leur intégration poussée était symbolisé par la capacité d'évaluation croisée entre les civils et les militaires.

#### 4. Thèmes de recherche issus de la thèse

Outre les enseignements des difficultés américaines récurrentes dans la contre-insurrection que nous venons d'exposer à partir de nos trois cas étudiés, ceux-ci illustrent une évolution significative des déterminants stratégiques des conflits

---

<sup>703</sup> Le cas de Lansdale au Vietnam représente un troisième type de solution tout à fait particulier : ne disposant pas d'une autorité formelle, il joua néanmoins un rôle considérable du fait des relations et de l'influence dont il jouissait auprès des dirigeants Sud-Vietnamiens.

dans lesquels s'engagent les États-Unis. Il est ainsi possible d'identifier trois thèmes de recherche qui pourraient être poursuivis au-delà de cette thèse.

#### 4.1 L'opinion publique, vulnérabilité stratégique critique des États-Unis

L'aversion de la population américaine aux pertes, qu'elles soient de ses soldats ou de civils, exerce, en particulier dans les conflits qui n'engagent pas la sécurité immédiate ou d'autres intérêts majeurs, une influence majeure sur les choix militaires stratégiques et opérationnels. La guerre du Vietnam constitue à cet égard un tournant. Les embuscades contre des unités, l'usage de boucliers humains, l'exploitation des règles d'engagements ont été exploités pour augmenter les pertes chez les militaires américains autant que celles infligées par ceux-ci au sein des populations civiles. Ainsi, lorsque les Nord-Vietnamiens plaçaient des batteries de missiles anti-aériens dans des quartiers résidentiels de Hanoï ou que les insurgés irakiens dissimulaient des armes et des combattants dans des mosquées, ils cherchaient à tirer avantage des contraintes légales encadrant l'usage de la force par les troupes américaines. Les attentats suicides sont quant à eux apparus en 1982, avec l'attaque contre les contingents français et américains basés au Liban, comme un moyen efficace de pousser au retrait des militaires américains. Ils furent largement utilisés en Irak<sup>704</sup>.

La portée de ces tactiques et leur impact sur la population américaine sont devenus de plus en plus faciles avec l'évolution des moyens technologiques. Limitées aux comptes-rendus dans les journaux pendant la guerre des Philippines, les moyens de communication de plus en plus accessibles

---

<sup>704</sup> Pape, Robert (2005). *Dying to Win : The Strategic Logic of Suicide Bombing*, New York : Random House ; Hoffman, Frank, « Neoclassical Counterinsurgency ? », *Parameters*, vol. 37, n° 2 (2007), p. 82

permettent depuis la guerre du Vietnam aux adversaires moins puissants matériellement des États-Unis de cibler abondamment et efficacement la sensibilité de l'opinion aux pertes<sup>705</sup>. Ces évolutions technologiques participent à, et soulignent un changement majeur dans l'échelle de la guerre qui ne doit plus être limitée aux seules opérations de combat conventionnelles sur lesquelles l'armée américaine, comme bien d'autres armées étatiques, tend trop à se focaliser. Les insurgés auxquels ont été confrontés les États-Unis aux Philippines, au Vietnam, et en Irak avaient bien identifié le potentiel de cette évolution, bien qu'ils ne l'exploitèrent pas tous avec la même efficacité, soit par manque de compétence, soit par manque de moyen. Par exemple, la décapitation d'un prisonnier américain par Zarquawi en Irak avait davantage d'effets sur la volonté américaine de combattre car abondamment diffusée grâce à l'Internet qu'une exécution similaire par les rebelles philippins<sup>706</sup>.

Dans un système démocratique comme celui des États-Unis, l'appui de l'opinion publique à une intervention armée est une composante essentielle de la volonté nationale de combattre. Les adversaires des États-Unis ont développé des tactiques, telles que les attentats suicides, les embuscades, les boucliers humains, les exécutions publiques d'otages, ou encore les engins explosifs improvisés ciblant cette vulnérabilité, avec plus ou moins de succès<sup>707</sup>. Depuis le Vietnam, la volonté nationale américaine est la cible première des adversaires des États-Unis et la cause principale des échecs ou défaites de ces derniers. Les nationalistes philippins comme Saddam Hussein n'y sont pas parvenus, malgré leurs tentatives, ce qui les a conduit à la défaite. Les Nord-Vietnamiens furent

---

<sup>705</sup> Freedman, Lawrence (1998). *The Revolution in Strategic Affairs*, Adelphi Paper 318, London : Oxford University Press, p. 66

<sup>706</sup> Hoffman, F. (2007). *Op. cit.* ; Echevarria, Antulio, « Deconstructing the Theory of Fourth-Generation War », *Contemporary Security Policy*, vol. 26, n° 2 (2005), p. 233

<sup>707</sup> Kilcullen, David, « Countering Global Insurgency », *Journal of Strategic Studies*, vol. 28, n° 4 (2005), p. 609 ; Pape, R (2005). *Op. cit.* ; Hoffman, F. (2007). *Op. cit.*

particulièrement habiles et leur victoire en dépend largement. Le bilan des insurgés irakiens après le renversement de Saddam Hussein est pour sa part mitigé. Ils ont imposé des coûts aux forces américaines rendant l'intervention de moins en moins populaire aux yeux de l'opinion. Les dérives de leurs actions contre la population irakienne ont cependant affecté la légitimité de leur mouvement au point de les marginaliser.

#### 4.2 Les limites des moyens matériels et de l'offensive

L'institution militaire américaine tend à privilégier, avec l'assentiment des décideurs politiques, une approche conventionnelle de la guerre reposant notamment sur une puissance de feu supérieure grâce aux moyens technologiques dont elle dispose. Cette puissance militaire brute n'a toutefois qu'un rôle limité et surtout ne constitue pas un avantage décisif pour les États-Unis dans les opérations de contre-insurrection. Le cas des Philippines fait dans cette perspective exception. La marine américaine contrôla les mers et parvint ainsi à couper les voies de ravitaillement de l'Armée de Libération. La supériorité des soldats américains au combat, conjuguée aux programmes d'amnistie, rendit par ailleurs la capitulation et la désertion attractives pour bien des insurgés. Au Vietnam, les nombreux affrontements victorieux contre les Viet Cong ou les forces nord-vietnamiennes n'eurent aucun effet décisif sur la dynamique du conflit. Dans le cas de l'Irak, la puissance militaire américaine permit de déloger assez facilement les régimes en place. Elle n'est en revanche pas apparue d'une grande utilité et s'est même avérée largement contreproductive dans les phases contre-insurrectionnelles qui ont suivi le renversement de Saddam Hussein.

Les adversaires des États-Unis se sont adaptés pour éviter d'attaquer directement les forces américaines et d'être confrontés à leur supériorité technologique. Conscients de leur infériorité dans des affrontements conventionnels, ils ont eu recours à des tactiques de guérilla destinées à affecter le moral des troupes et leurs efficacité au combat, et surtout conçues pour démontrer à l'opinion publique américaine que ces guerres ne pouvaient pas être facilement gagnées. Sur ce dernier aspect, les mouvements insurrectionnels opposés aux États-Unis ont su magistralement tirer profit de l'évolution des technologies de l'information, telles que l'Internet<sup>708</sup>. À l'exception des Philippines et dans une certaine mesure de l'Irak, l'institution militaire et les décideurs politiques américains n'ont pas fait preuve de la même capacité d'apprentissage, ni de la même rapidité d'adaptation. Fascinés par leur puissance technologique leur donnant l'illusion de pouvoir régler tous les problèmes militaires et politiques et confinant à *l'hubris*<sup>709</sup>, ils se sont accrochés à une approche conventionnelle de la guerre, ne mettant en œuvre des stratégies contre-insurrectionnelles qu'avec réticence et surtout trop tard dans le déroulement du conflit. Au Vietnam et en Irak, les victoires tactiques remportées par les forces américaines n'ont pas pesé favorablement sur l'issue du conflit. Il n'y a qu'aux Philippines que l'institution militaire et les civils reconnurent rapidement et intégrèrent l'importance des tâches autres que l'élimination des ennemis et la destruction de matériels. L'échec dans la mise en œuvre de tâches non-létales dans les opérations et la négligence de l'importance d'expliquer les objectifs et enjeux politiques de ces interventions à l'opinion publique

---

<sup>708</sup> Hoffman, Frank, « Small Wars Revisited : The United States and Nontraditional Wars », *Journal of Strategic Studies*, vol. 28, n° 6 (2005) ; Hoffman, F. (2007). *Op. cit.* ; Kilcullen, D. (2005). *Op. cit.*, pp. 601-602

<sup>709</sup> Betz, David « The More You Know, the Less You Understand : The Problem with Information Warfare », *Journal of Strategic Studies*, vol. 29, n° 3 (2006), pp. 511-512 ; Murray, W. et Scales, R. (2003). *Op. cit.*, p. 183



conduisirent à l'échec au Vietnam et à des résultats qui ne sont pas tout à fait satisfaisants en Irak.

#### 4.3 L'importance des compétences et de l'adaptation

Plus que les moyens matériels, les conflits que nous avons étudiés démontrent que l'apprentissage et la capacité d'adaptation sont deux clés de l'échec ou du succès dans les opérations militaires. Aux Philippines, des troupes américaines assez mal équipées mais compétentes, ainsi que des civils aptes, ont vaincu un mouvement nationaliste disposant d'un matériel militaire de meilleure qualité, de plus d'hommes, mais dont les leaders étaient incompetents. Au Vietnam et en Irak, la politique de rotation des forces américaines sur le théâtre d'opération, les déficiences des décideurs politiques, et les réticences de l'institution militaire à mettre en œuvre des stratégies de contre-insurrection ont freiné, voire bloqué, le processus d'apprentissage et d'adaptation.

Dans l'ensemble, les adversaires des États-Unis ont fait preuve d'un niveau de flexibilité et d'initiative supérieur aux forces américaines. En Irak, les groupes insurgés, pour certains encadrés et composés d'anciens membres de l'armée, ont assez rapidement développé des tactiques militaires leur permettant d'opposer une résistance sérieuse<sup>710</sup>. Les Nord-Vietnamiens et leur allié Viet Cong ont le mieux compris et exploité la vulnérabilité stratégique que constitue la sensibilité américaine aux pertes. L'objectif de leurs opérations militaires et de leur campagne de propagande était d'inciter les Américains à abandonner le combat. Leur homogénéité idéologique, un objectif politique commun clair, la cohésion

---

<sup>710</sup> Cohen, Eliot, « Distant Battles : Moderne War in the Third World », *International Security*, vol. 10, n° 4 (1986) ; Freedman. L. (1998). *Op. cit.*, p. 29

entre civils et militaires, et une discipline remarquable leur permirent, sous le commandement du général Giap, d'apprendre rapidement de leurs erreurs.

Par contraste et en dépit de leurs moyens colossaux, les États-Unis firent preuve, dans deux des trois cas étudiés, d'une faible capacité d'apprentissage et d'adaptation. Ils ne furent ainsi pas en mesure d'identifier et d'exploiter les vulnérabilités de leurs adversaires<sup>711</sup>, ni de combler leurs lacunes. Les militaires comme les civils américains comprennent et connaissent rarement leurs adversaires avant le début des hostilités, et n'apprennent que trop peu pendant celles-ci<sup>712</sup>. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation : les lacunes et erreurs de l'appareil de renseignement ; le mauvais usage du renseignement produit ; la rotation rapide des troupes ; la concentration de ces troupes dans de larges bases fortifiées les isolant des populations locales ; le mépris pour l'expertise régionale et les connaissances linguistiques ; la croyance envers les solutions technologiques ; les rivalités bureaucratiques. Négligeant le renseignement disponible, les forces américaines reconnurent dans le cas des guerres au Vietnam et en Irak qu'elles ne comprenaient pas vraiment leurs adversaires, leur cédant ainsi l'initiative. Des hypothèses erronées et une mauvaise connaissance de l'environnement, comme la croyance que les Irakiens accueilleraient les Américains en libérateurs ou que les Nord-Vietnamiens avaient un « point de rupture » nuisirent à la prise de décision et contribuèrent aux échecs.

---

<sup>711</sup> Ucko, D. (2009). *Op. cit.*

<sup>712</sup> Les Philippines constituent à cet égard une exception. Ne disposant que de moyens de communication rudimentaires et étant déployés pour de longues périodes, les soldats américains établirent des contacts étroits avec les populations locales, apprirent leurs langues et développèrent un système de renseignement humain efficace reposant sur des auxiliaires et les forces de police locales. Ils furent ainsi en mesure de s'adapter rapidement et efficacement aux évolutions du conflit.

L'institution militaire se montre réticente à opérer des changements opérationnels qui pourraient menacer les doctrines établies, la culture organisationnelle et ses intérêts institutionnels. Dans le cas du Vietnam, des individus comme George Ball ou une institution comme la CIA avaient compris que le mode opératoire conventionnel de l'armée ne permettait pas d'exploiter les vulnérabilités de l'adversaire. Ils étaient toutefois isolés et marginalisés au sein du processus décisionnel. L'Irak constitue un cas singulier dans lequel le président, appuyé par un groupe restreint d'officiers en rupture avec la doctrine dominante au sein de l'armée de terre et emmenés par le Général Petraeus, parvint à imposer un changement radical d'approche.

La propension des présidents Johnson et Bush<sup>713</sup>, dans les cas du Vietnam et de l'Irak, à accepter les évaluations et options erronées présentées par l'institution militaire ne trahit pas une tendance à la micro-gestion des affaires militaires par des civils incompetents comme s'en plaignent trop souvent les militaires, mais démontre plutôt une déférence excessive à l'avis de cette institution<sup>714</sup>. Le peu d'importance accordé à l'apprentissage et à la connaissance de l'adversaire et de ses vulnérabilités s'est ainsi traduit par une adaptation tardive et partielle aux exigences du conflit et par un refus de remettre en cause des doctrines et des approches établies pour en développer des nouvelles sortant des préférences habituelles et qui pourraient remettre en cause la culture et les intérêts organisationnels établis.

---

<sup>713</sup> Bush est cependant le seul président de la période contemporaine à avoir été à l'encontre de l'opinion militaire dominante en décidant en décembre 2006 de la mise en œuvre d'une véritable stratégie de contre-insurrection en Irak. Voir Kaplan, Fred (2013). *The Insurgents*, New York : Simon & Schuster

<sup>714</sup> Cohen, Eliot (2002). *Supreme Command : Soldiers, Statesmen, and Leadership in Wartime*, New York : Free Press

Au-delà de la récurrence des difficultés américaines dans la contre-insurrection, notre thèse met donc en évidence des évolutions majeures affectant l'élaboration et la conduite de la politique étrangère et de défense des États-Unis. Ils démontrent ainsi que la population américaine est de moins en moins encline à appuyer des opérations militaires dont les objectifs ne sont pas clairs et dans lesquelles les perspectives de succès rapide et à un moindre coût humain ne sont pas nettes<sup>715</sup>. Il apparaît également que depuis le Vietnam, les adversaires des États-Unis ont bien conscience de cette évolution qu'ils identifient comme une vulnérabilité critique à exploiter. Depuis la fin de la guerre froide, il n'y aurait pas de rééquilibrage de la puissance américaine, non pas parce que cette puissance serait tellement dominante que toute tentative de la contester serait vouée à l'échec. Il n'y aurait pas plus de formes « douces » de rééquilibrage. Il n'y aurait tout simplement pas de rééquilibrage car, comme le souligne Gentry de façon assez provocatrice mais stimulante, il n'y aurait plus d'hégémonie militaire américaine rendant nécessaire un tel rééquilibrage<sup>716</sup> ! Depuis le Vietnam, les États-Unis ont tellement concentré leurs atouts militaires sur un type étroit de conflit, les opérations conventionnelles de moyenne intensité comme celles de la guerre du Golfe de 1990-1991 et de la guerre d'Irak de mars – avril 2003, qu'ils n'ont guère d'effet sur les dimensions plus larges, en particulier politique, des conflits.

Or, l'élargissement du spectre des opérations militaires confère un large éventail d'opportunités à des adversaires compétents pour cibler les vulnérabilités américaines. De plus, alors que les combats décident de moins en moins à eux seuls l'issue d'une guerre, les adversaires des États-Unis, même matériellement plus faibles, peuvent espérer raisonnablement l'emporter stratégiquement et

---

<sup>715</sup> Gelpi, F., et Reifler, J. (2009). *Op. cit.*

<sup>716</sup> Gentry, J (2012). *Op. cit.*, pp. 227-229

politiquement malgré des échecs dans les affrontements strictement militaires. Les Nord-Vietnamiens ont bien compris cette situation et l'ont exploité à leur avantage. Ils ont ainsi ouvert la voie et montré l'exemple à de nombreux rivaux potentiels des États-Unis qui voient l'impatience et le manque de volonté comme des faiblesses à exploiter. Ben Laden dénonçait par exemple la couardise de militaires américains obsédés par leur propre protection<sup>717</sup>. Plus préoccupante pour l'hégémonie américaine est le fait que les dirigeants chinois reconnaissent cette vulnérabilité. Ainsi, l'armée de libération populaire a récemment publié des documents illustrant comment, malgré son infériorité matérielle, elle pourrait vaincre les forces américaines<sup>718</sup>.

---

<sup>717</sup> Kepel, Gilles et Milelli, Jean-Pierre (2008). *Al Qaida in Its Own Words*, Cambridge : Harvard University Press, pp. 60, 204, 254

<sup>718</sup> Shambaugh, David (2002). *Modernizing China's Military : Progress, Problems, Prospects*, Berkeley : University of California Press ; Pillsbury, Michael, « Chinese Views of Future Warfare », dans Lilley, James et Shambaugh David (1999). *China's Military Faces the Future*, New York : M. E. Sharpe ; Qiao, Ling et Wang, Xiangsui (2002). *Unrestricted Warfare*, Panama City : Pan American Publishing



## BIBLIOGRAPHIE

ADAMSKY, Dima (2010). *The Culture of Military Innovation : The Impact of Cultural Factors on the Revolution in Military Affairs in Russia, the US, and Israel*, Stanford : Stanford Security Studies

ADDINGTON, Larry (1994). *The Patterns of War since the Eighteenth Century*, Bloomington : Indiana University Press

AGUINALDO, Emilio (1957). *A Second Look at America*, New York : Robert Speller and Sons

ALDRICH, John et al., « Foreign Policy and the Electoral Connection », *Annual Review of Political Science*, vol. 9, pp. 477-502 (2006)

AL-JABOURI, Najim et Jensen, Sterling, « The Iraqi and AQI Roles in the Sunni Awakening », *Prism* 2, n° 1 (2010)

ALLAWI, Ali (2007). *The Occupation of Iraq : Winning the War, Losing the Peace*, New Haven : Yale University Press

ALLISON, Graham (1971). *Essence of Decision*, Boston : Little, Brown and Company

ALWYN-FOSTER, Nigel, « Changing the Army for Counterinsurgency Operations », *Military Review*, vol. 85, n° 6 (2005)

ANDERSON, David (1991). *Trapped by Success : The Eisenhower Administration and Vietnam, 1953-61*, New York : Columbia University Press

\_\_\_\_\_ (2005). *The Vietnam War*, New York : Palgrave Macmillan

ANDERSON, Fred (2000). *Crucible of War : The Seven Year's War and the Fate of Empire in British North America, 1754-1766*, New York : Alfred A. Knopf

ANDREAS, John, dir. (2007). *On New Wars*, Oslo : Norwegian Institute for Defence Studies

ARREGUIN-TOFT, Ivan, « How the Weak Win Wars : A Theory of Asymmetric Conflict », *International Security*, vol. 26 (2001)

\_\_\_\_\_ (2005). *How the Weak Win Wars : A Theory of Asymmetric Conflict*, Cambridge : Cambridge University Press

ATKINSON, Rick (2004). *In the Company of Soldiers*, New York : Henry Holt

\_\_\_\_\_ (2007). « Left of Boom : The Struggle to Defeat Roadside Bombs », *Washington Post*, (30 septembre), Part 1.

\_\_\_\_\_ (2007). « Left of Boom : The Struggle to Defeat Roadside Bombs », *Washington Post*, (2 octobre), Part 3.

AVANT, Deborah et Lebovic, James, « U.S. Military Attitudes toward Post-Cold War Missions », *Armed Forces and Society*, vol. 27, n° 1 (2000)

BANKOGG, G., « A Tale of Two Wars. The Other Story of America's Role in the Philippines », *Foreign Affairs*, vol. 81, n° 6 (2002)

BAIN, David (1984). *Sitting in Darkness : Americans in the Philippines*, Boston : Houghton Mifflin

BAYLIS, John et al., dir. (2007, 2<sup>e</sup> éd°). *Strategy in the Contemporary World. An Introduction to Strategic Studies*, Oxford : Oxford University Press

BENSAHEL, Nora, « Mission Not Accomplished : What Went Wrong with Iraqi Reconstruction », *Journal of Strategic Studies*, vol. 29, n° 3 (2006)

BETZ, David « The More You Know, the Less You Understand : The Problem with Information Warfare », *Journal of Strategic Studies*, vol. 29, n° 3 (2006)

BICKEL, Keith (2001). *Mars Learning : The Marine Corps' Development of Small Wars Doctrine, 1915-1940*, Boulder : Westview

BIDDLE, Stephen et Long, Stephen. « Democracy and Military Effectiveness : A Deeper Look », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 48, n° 4, (2004)

BIRTLE, Andrew (1998). *U.S. Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1860-1941*, Washington D.C. : US Army Center of Military History

BLACK, Jeremy (2002). *Warfare in the Western World. 1882-1975*, Indianapolis : Indiana University Press

BLAIR, Anne (1995). *Lodge in Vietnam : A Patriot Abroad*, New Haven : Yale University Press

Blaufarb, Douglas (1977). *The Counterinsurgency Era : U.S. Doctrine and Performance 1950 to Present*, New York : Free Press

BODANSKY, Yossef (2004). *The Secret History of the Iraq War*, New York : ReganBooks

BOETTCHER, William et Cobb, Michael, « Don't Let Them Die in Vain : Casualty Frames and Public Tolerance for Escalating Commitment in Iraq », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, pp. 677-697 (2009)

BONNEMAISON, Aymeric et Struye de Swielande, Tanguy, « Le 'mobile' ontologique et politique de la guerre irrégulière », *Revue Stratégique*, n° 93/94/95/96 (2009)

BOOT, Max (2002). *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*, New Rok : Basic Books

\_\_\_\_\_ (2006). *War Made New : Technology, Warfare, and the Course of History, 1500 to Today*, New York : Gotham Books

\_\_\_\_\_ (2013). *Invisible Armies. An Epic History of Guerrilla Warfare Form Ancient Times to the Present*. New York : Liveright Publishing

BOYNE, Walter (2003). *Operation Iraqi Freedom : What Went Right, What Went Wrong, and Why*, New York : Forge

BRANDS, W. W. (1992). *Bound to Empire : The United States and the Philippines*, New York : Oxford University Press

BREMER, Paul (2006). *My Year in Iraq : The Struggle to Build a Future of Hope*, New York : Simon & Schuster

BROOKS, Risa. « Making Military Might : Why Do States Fail and Succeed ? A Review Essay », *International Security*, vol. 28, n° 2 (2003)

BUENO DE MESQUITA, Bruce et Lalman, David (1992). *War and Reason : Domestic and International Imperatives*, New Haven : Yale University Press

BUENO DE MESQUITA, Bruce et al. (2003). *The Logic of Political Survival*, Cambridge : Cambridge University Press

BUI, Tin (1995). *Following the Ho Chi Minh Trail : Memoirs of a North Vietnamese Colonel*, Honolulu : University of Hawaii Press

BUILDER, Carl (1989). *The Masks of War : American Military Styles in Strategy and Analysis*, Baltimore : John Hopkins Univeristy Press

BUSH, George W. (2010). *Decision Points*, New York : Crown

BYMAN, Daniel (2008). *The Five Front War : The Better Way to Fight Global Jihad*, Hoboken : John Wiley & Sons

CALDER, Bruce (1984). *The Impact of Intervention : The Dominican Republic During the U.S. Occupation of 1916-1924*, Austin : University of Texas Press

CALLWELL, C. E. (1896). *Small Wars. Their Principles and Practice*, (3<sup>e</sup> éd° reproduite en 1996), Lincoln : University of Nebraska

CASSIDY, Robert (2004). *Peacekeeping in the Abyss : British and American Peacekeeping Doctrine and Practice After the Cold War*, Westport, Praeger

\_\_\_\_\_ « Back to Street Without Joy : Counterinsurgency Lessons from Vietnam and Other Small Wars », *Parameters*, vol. 34, n° 2 (2004)

CAVERLEY, Jonathan. « Explaining U.S. Military Strategy in Vietnam », *International Security*, vol. 35, n° 3 (hiver 2010/2011)

\_\_\_\_\_ « The Myth of Military Myopia : Democracy, Small Wars, and Vietnam », *International Security*, vol. 34, n° 3 (hiver 2009/2010)

CHALIAND, Gérard (2008). *Les guerres irrégulières. XXe-XXIe siècle*, Paris : Gallimard

CHAUVANCY, François, « Démocratie et guerre des idées au 21<sup>e</sup> siècle : la contre-insurrection, une nouvelle confrontation idéologique ? », *Revue Stratégique*, n° 93/94/95/96 (2009),

CLANCY, James et Crossett, Chuck, « Measuring Effectiveness in Irregular Warfare », *Parameters* (été 2007)

CLARK, Murdock, et al. (2004). *Beyond Goldwater-Nichols : Defense Reform for a New Strategic Era*, Washington DC : CSIS

CLINTON, Henry (1954). *The American Rebellion : Sir Henry Clinton's Narrative of His Campaigns, 1775-1782*, New Haven : Yale University Press

CLODFELTER, Mark (2006). *The Limits of Air Power : The American Bombing of North Vietnam*, New York : Bison Books

CLODFELTER, Michael (2008). *Warfare and Armed Conflicts : A Statistical Encyclopedia of Casualty and Other Figures, 1494-2007*, (32 édition), Jefferson : McFarland

COLBY, William (1989). *Lost Victory*, Chicago : Contemporary

COHEN, Eliot. « Constraints on America's Conduct of Small Wars », *International Security*, vol. 9, n° 2 (1984)

\_\_\_\_\_ « Distant Battles : Moderne War in the Third World », *International Security*, vol. 10, n° 4 (1986)

\_\_\_\_\_ (2002). *Supreme Command : Soldiers, Statesmen, and Leadership in Wartime*, New York : Free Press

\_\_\_\_\_ et al., « Principles, Imperatives, and Paradoxes of Counterinsurgency », *Military Review*, vol. 86., n° 2 (2006)

CORUM, James et Wray, Johnson (2003). *Airpower in Small Wars : Fighting Guerrillas and Terrorists*, Lawrence : University Press of Kansas

CORDESMAN, Anthony (2004). *The Iraq War : Strategy, Tactics, and Military Lessons*, Washington D.C. : CSIS



COUTAU-BEGARIE, Hervé, « Guerres irrégulières : de quoi parle-t-on ? », *Revue Stratégique*, n° 93/94/95/96 (2009)

CRAMER, Jane Kellett. « Military Patriotism : Why the U.S. Marketplace of Ideas Failed before the Iraq War », *Security Studies*, vol. 16, n° 3 (2007)

CRANE, Conrad (2003). *Avoiding Vietnam : The U.S. Army's Response to Defeat in Southeast Asia*, Carlisle : Army War College

CURREY, Cecil (1988). *Edward Lansdale : The Unquiet American*, New York : Brassey's

DAVID, Charles-Philippe (2004). *Au sein de la Maison-Blanche : La formulation de la politique étrangère des États-Unis*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval (2<sup>e</sup> édition)

\_\_\_\_\_ (2013). *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris : Presses de Sciences Po (3<sup>e</sup> édition)

DAVIDSON, Philip (1941). *Propaganda and the American Revolution, 1763-1783*, Chapel Hill : University of North Carolina Press

DEADY, Timothy. « Lessons from a Successful Counterinsurgency », *Parameters*, vol. 35, n° 1 (2005)

DESCH, Michael, « Democracy and Victory : Why Regime Type Hardly Matters », *International Security*, vol. 27, n° 2, pp. 5-47 (2002)

\_\_\_\_\_ « Democracy and Victory : Fair Fights of Food Fights ? », *International Security*, vol. 28, n° 1 (2003)

\_\_\_\_\_ (2008). *The Fallacy of Democratic Triumphalism*, Baltimore : John Hopkins University Press

DIAMOND, Larry (2006). *Squandred Victory : The American Occupation and the Bungled Effort to Bring Democracy in Irak*, New York : Henry Holt

DOBBINS, James et al. (2007). *The Beginner's Guide to Nation-Building*, Santa Monica : Rand Corp.

DONNELLY, Thomas (2004). *Operation Iraqi Freedom : A Strategic Assesment*, Washington D.C. : American Enterprise Institute

DOWNES, Alexander, « How Smart and Tough Are Democracies ? Reassessing Theories of Democratic Victory in War », *International Security*, vol. 33, n° 4 (2009)

DOWNIE, Richard (1998). *Learning from Conflict : The U.S. Military in Vietnam, El Salvador, and that Drug War*, Westport : Praeger

ECHEVARRIA, Antulio, « Deconstructing the Theory of Fourth-Generation War », *Contemporary Security Policy*, vol. 26, n° 2 (2005)

EICHENBERG, Richard. « Victory Has Many Friends », *International Security*, vol. 30, n° 1 (2005)

ELLSWORTH, Harry (1974). *One Hndred Eighty Landings of United States Marines, 1800-1934*, Quantico : History and Museums Division Headquarters, USMC

ESHERICK, Joseph (1987). *The Origins of the Boxer Uprising*, Berkeley : University of California Press

EVANGESLISTA, Matthew (1988). *Innovation and the Arms Race: How the United States and the Soviet Union Develop New Military Technologies*, Ithaca : Cornell University Press

EWALD, Johann von (1991). *Treatise on Partisan Warfare*, New York : Greenwood Press

FAIRBANK, John (1979). *United States and China*, Cambridge : Harvard University Press, (4<sup>e</sup> édition)

FALL, Bernard « The Theory and Practice of Insurgency and Counter-Insurgency », *Naval War College Review* (1998, réédition de l'article de 1965)

FALLOWS, James (2006). *Blind Into Bagdad : America's War in Iraq*, New York : Vintage

FARRELL, Theo et Terriff, Terry (dir., 2002). *The Sources of Military Change : Culture, Politics, Technology*, Boulder : Lynne Rienner

FAUST, Karl Irving (1970). *Campaigning in the Philippines*, New York : Arno

FEITH, Douglas (2008). *War and Decision : Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terror*, New York : Harper

FERLING, John (2007). *Almost a Miracle : The American Victory in the War of Independence*, Oxford : Oxford University Press

FERRILL, Arther (1997). *The Origins of War : From the Stone Age to Alexander the Great*, Boulder : Westview Press

FITZGERALD, Frances (1972), *Fire in the Lake : The Vietnamese and the Americans in Vietnam*, New York : Vintage

FOULK, Vincent (2007). *The Battle for Fallujah : Occupation, Resistance and Stalemate in the War in Iraq*, Jefferson : McFarland

FOWLER, William (1984) *Jack Tars and Commodores : American Navy, 1735-1815*, Boston : Houghton Mifflin

FRANKS, Tommy (2004). *American Soldier*, New York : ReganBooks

FREEDMAN, Lawrence (1998). *The Revolution in Strategic Affairs*, Adelphi Paper 318, London : Oxford University Press

FUNSTON, Frederick (1912). *Memories of Two Wars*, London : Constable & Co

GACEK, Christopher (1994). *The Logic of Force : The Dilemma of Limited War in American Foreign Policy*, New York : Columbia University Press

GALULA, David (2006, réédition). *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*, New York : Praeger

GARTNER, Scott. « The Multiple Effects of Casualties on Popular Support for War : An Experimental Approach », *American Political Science Review*, vol. 102, pp. 65-106 (2008)

\_\_\_\_\_ (1997). *Strategic Assessment in War*, Hew Haven : Yale University Press

GAT, Azar (2006). *War in Human Civilization*, Oxford : Oxford University Press

GATES, John (1973). *Schoolbooks and Kraggs : The United States Army in the Philippines, 1898-1902*, Westport : Greenwood

GELB, Leslie et Betts, Richard (1979). *The Irony of Vietnam : The System Worked*, Washington D.C. : Brookings

GELPI, Christopher, Feaver, Peter, et Reifler, Jason, « Success Matters : Casualty Sensitivity and the War in Iraq », *International Security*, vol. 30, n° 3, p. 8 (2005)

\_\_\_\_\_ (2009). *Paying the Human Cost of War : American Public Opinion and Casualties in Military Conflicts*, Princeton : Princeton University Press

GELPI, Christopher et Mueller, John, « The Cost of War », *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 1 (janvier/février 2006)

GENTRY, John (2012). *How Wars Are Won and Lost. Vulnerability and Military Power*, Santa Barbara : Prager

GEORGE, Alexander et Bennett, Andrew (2005). *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, Cambridge : MIT Press

GILBERT, Marc (2002). *Why the North Won the Vietnam War*, New York : Palgrave Macmillan

GLASER, Charles et Kaufman, Chaim, « What Is the Offense-Defense Balance and Can We Measure It ? », *International Security*, vol. 22, n° 4 (1998)

GOLDHURST, Richard (1977). *Pipe Clay and Drill : John J. Pershing, the classic American soldier*, New York : Reader's Digest Press

GOLDSWORTHY, Adrian (2009). *How Rome Fell : Death of a Superpower*, New Haven : Yale University Press

GORDON, Michael et Trainor, Bernard (2006). *Cobra II : The Inside Story of the Invasion and Occupation of Iraq*, New York : Pantheon

GRANDMAISON, Thomas August Le Roy de (1756). *La petite guerre*, Paris : n.d.

GREENE, Jerome et Scott, Douglas (2006). *Finding Sand Creek : History, Archeology, and the 1864 Massacre Site*, Norman : University of Oklahoma Press

HACKETT, John (1989). *Warfare in the Ancient World*, New York : Facts on File (dir.)

HAGAN, Kenneth (1973). *American Gunboat Diplomacy and the Old Navy, 1877-1889*, Westport : Greenwood Press

HALPERIN, Morton (1974). *Bureaucratic Politics and Foreign Policy*, Washington D.C. : Brookings

HAMBLIN, William (2006). *Warfare in the Ancient Near East to 1600 BC : Holy Warriors at the Dawn of History*, London : Routledge

HAMILTON, Donald (1998). *The Art of Insurgency : American Military Policy and the Failure of Strategy in Southeast Asia*, Westport : Praeger

HANNAN, Michael et Freeman, John Henry. « Structural Inertia and Organizational Change », *American Sociological Review*, vol. 49, n° 2 (1984)

HASHIM, Ahmed (2006). *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*, Ithaca, Cornell University Press

HASTEDT, Glenn (2010, 8<sup>e</sup> édition). *American Foreign Policy*, New York : Longman

HEALEY, David (1988). *Drive to Hegemony : The United States in the Caribbean, 1898-1917*, Madison : University of Wisconsin Press

HEILBRUNN, Otto (1967). *Partisan Warfare*, New York : Frederick A. Praeger

HERRING, George C. (1979). *America's Longest War : The United States and Vietnam, 1950-1975*, New York : John Wiley & Sons

HERRINGTON, Stuard (1982). *Silence Was a Weapon : The Vietnam War in the Villages*, Novato : Presidio

HERSCH, Seymour (2004). *Chain of Command : The Road from 9/11 to Abu Ghraib*, New York : HarperCollins



HERSPRING, Dale (2005). *The Pentagon and the Presidency : Civil – Military Relations from FDR to George W. Bush*, Lawrence : University Press of Kansas

HIGGINBOTHAM, Don (1983). *The War of American Independence : Military Attitudes, Policies, and Practice, 1763-1789*, Boston : Northeastern University Press

HOFFMAN, Bruce (2003). *Al Qaeda, Trends in Terrorism and Future Potentialities : An Assessment*, Santa Monica : RAND

HOFFMAN, Frank, « Small Wars Revisited : The United States and Nontraditional Wars », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 28, n°6 (2005)

\_\_\_\_\_ « Neo-Classical Counterinsurgency ? », *Parameters*, vol. 37, n° 2 (2007)

HOLSTI, Ole et Rosenau, James (1984). *American Leadership in World Affairs : Vietnam and the Breakdown of Consensus*, Boston : Allen and Unwin

HUBER, Thomas (2004). *Compound Warfare : The Fatal Knot*, Honolulu : University Press of the Pacific (dir.)

HULL, Isabel (2005). *Absolute Destruction : Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany*, Ithaca : Cornell University Press

HUNT, Richard (1998). *Pacification : The American Struggle for Vietnam's Hearts and Minds*, Boulder : Westview

HUNTINGTON, Samuel (1986). *American Military Strategy*, Policy Paper 28, Berkeley : University of California, Berkeley Institute of International Studies

JENTLESON, Bruce. « The Pretty Prudent Public : Post-Vietnam American Opinion on the Use of Military Force », *International Studies Quarterly*, vol. 36, n° 1 (1996)

JENKINS, Brian (1970). *The Unchangeable War*, Santa Monica : RAND

JOES, Anthony James (2000). *America and Guerrilla Warfare*, Lexington : University Press of Kentucky

\_\_\_\_\_ (2004). *Resisting Rebellion : The History and Politics of Counterinsurgency*, Lexington : University Press of Kentucky

JOHNSON, Lyndon B. (1971). *The Vantage Point : Perspectives of the Presidency, 1963-1969*, New York : Holt, Rinehart, and Winston

JONES, Archer (1987). *The Art of War in the Western World*, Chicago : University of Illinois Press

JONES, Gregg (2012). *Honor in the dust. Theodore Roosevelt, War in the Philippines, and the Rise and Fall of America's Imperial Dream*, New American Library

KAGAN, Frederick (2006). *Finding the Target. The Transformation of the American Military Policy*, New York : Encounter Books

KAHL, Colin, « How We Fight », *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 6 (2006)

KAISER, David (2000). *American Tragedy : Kennedy, Johnson, and the Origins of the Vietnam War*, Cambridge : Harvard University Press

KAPLAN, Fred (2013). *The Insurgents*, New York : Simon & Schuster

KARNOW, Stanley (1989). *In Our Image : America's Empire in the Philippines*, New York : Random House

\_\_\_\_\_ (1997). *Vietnam : A History*, New York : Penguin (édition révisée)

KARSTEN, Peter (1972). *The Naval Aristocracy : The Golden Age of Annapolis and the Emergence of Modern American Navalism*, New York : Free Press

KAUFMANN, Chaim. « Threat Inflation and the Failure of the Marketplace of Ideas : The Selling of the Iraq War », *International Security*, vol. 29, n° 1 (2004)

KEEGAN, John (1993). *A History of Warfare*, New York : Alfred A. Knopf

\_\_\_\_\_ (2004). *The Iraq War*, New York : Alfred A. Knopf

KENNEDY, Hugh (2002). *Mongols, Huns and Vikings*, London : Cassell

KEPEL, Gilles et Milelli, Jean-Pierre (2008). *Al Qaida in Its Own Words*, Cambridge : Harvard University Press

KHONG, Yuen Foong (1992). *Analogies at War : Korea, Munich, Dien Bien Phu and the Vietnam Decisions of 1965*, Princeton : Princeton University Press

KIER, Elizabeth (1995). *Imagining War : French and British Military Doctrine Between the Wars*, Princeton : Princeton University Press

KILCULLEN, David, « Countering Global Insurgency », *Journal of Strategic Studies*, vol. 28, n° 4 (2005)

\_\_\_\_\_ « Counter-insurgency. *Redux.* », *Survival*, vol. 48, n° 4 (2006)

\_\_\_\_\_ (2009). *The Accidental Guerrilla : Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, New York : Oxford University Press

KITFLIED, James (2005). *War and Destiny*, Washington D.C. : Potomac Books

KLAVERAS, Louis. « The 'Essential Domino' of Military Operations : American Public Opinion and the Use of Force », *International Studies Perspectives*, vol. 3, n° 4 (2002)

KNIGHTS, Michael (2005). *Cradle of Conflict : Iraq and the Birth of Modern U.S. Military Power*, Annapolis : Naval Institute Press

KOMER, Robert (1986). *Bureaucracy at War : U.S. Performance in the Vietnam Conflict*, Boulder : Westview

KREPINEVICH, Andrew (1986). *The Army in Vietnam*, Baltimore : John Hopkins University Press

\_\_\_\_\_ « How to Win in Iraq », *Foreign Policy*, vol. 84, n° 5 (2005)

KRINER, Douglas et Shen, Francis, « Reassessing American Casualty Sensitivity : The Mediating Influence of Inequality », *Journal of Conflict Resolution*, (juin 2013)

KULL, Steven et al. (1997). *The Foreign Policy Gap : How Policymakers Misread the Public*, Washington D.C. : CSIS

LAKE, David. « Powerful Pacifists : Democratic States and War », *The American Political Science Review*, vol. 86, n° 1 (1992)

LANGLEY, Lester (1983). *The Banana Wars : An Inner History of America Empire, 1900-1934*, Lexington : University Press of Kentucky

LARSON, Eric (1996). *Casualties and Consensus : The Historical Role of Casualties in Domestic Support for U.S. Military Operations*, Santa Monica : RAND

LEBLANC, Steven, et Register, Katherine (2003). *Constant Battles : The Myth of the Peaceful, Noble Savage*, New York : St. Martin's Press

LEECH, Margaret (1999). *In the Days of McKinley*, Washington D.C. American Political Biography Press

LEGRO, Jeffrey (1995). *Cooperation Under Fire : Anglo-German Restraint During World War II*, Ithaca : Cornell University Press

LELAND, Anne et Oboroceanu, Mari-Jana (Février 2010). *American War and Military Operations: Casualties: Lists and Statistics*, Washington D.C. : Congressional Research Service

LEWY, Guenter (1978). *America in Vietnam*, New York : Oxford University Press

LILLEY, James et Shambaugh David (1999). *China's Military Faces the Future*, New York : M. E. Sharpe

LINN, Brian (1989). *The U.S. Army and Counterinsurgency in the Philippines War, 1899-1902*, Chapel Hill : University of North Carolina Press

\_\_\_\_\_ (2000). *The Philippine War, 1899-1902*, Lexington : University Press of Kentucky

\_\_\_\_\_ (2009). *The Echo of Battle : The Army's Way of War*, Cambridge : Harvard University Press

LOGEVALL, Frederik (2001). *Choosing War : The Lost Chance for Peace and the Escalation of War in Vietnam*, Berkeley : University of California Press

LORD, Carnes. « American Strategic Culture in Small Wars », *Small Wars and Insurgencies* (hiver 1992)

\_\_\_\_\_ « The Role of the United States in Small Wars », *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 514, Small Wars (1995),

\_\_\_\_\_ (2012). *Proconsuls : Delegated Political-Military Leadership from Rome to America Today* New York : Cambridge University Press

LORELL, Mark et Kelley, Charles (1985). *Casualties, Public Opinion, and Presidential Policy during the Vietnam War*, Santa Monica : RAND

LUJAN, Fernando. « Beyond Groundhog Day », *Foreign Affairs*, vol. 91, n° 1 (2011)

LUTNICK, Solomon (1967). *The American Revolution and the British Press, 1775-1783*, Colombia : University of Missouri Press

LUTTWAK, Edward (1984). *The Pentagon and the Art of War*, New York : Simon & Schuster

\_\_\_\_\_ « Toward Post-heroic Warfare », *Foreign Affairs*, vol. 74, n° 3 (1995)

\_\_\_\_\_ (2002). *Le Grand Livre de la Stratégie. De la Paix et de la Guerre*, Paris : Odile Jacob

LYALL, Jason. « Do Democracies Make Inferior Counterinsurgents ? Reassessing Democracy's Impact on War Outcomes and Duration », *International Organization*, vol. 64 (2010)

LYALL, Jason et Wilson, Isaiah III, « Rage against the Machines : Explaining Outcomes in Counterinsurgency Wars », *International Organization*, vol. 63, n° 1 (2009)

LYONS, Linda, « The Gallup Brain : War and Peace Protests », *Gallup.com*, 25 mars 2003

MACAULAY, Neill (1998). *The Sandino Affair*, Micanopy : Wacahoota (réédition de 1967)

MACK, Andrew. « Why Big Nations Lose Small Wars : The Politics of Asymmetric Conflict », *World Politics*, vol. 27 (1975)



MACKESY, Piers (1993). *The War for America, 1775-1783*, Lincoln : University of Nebraska Press

MACKAY, Robert (2004). *The Uncivil War : Irregular Warfare in the Upper South, 1861-1865*, Norman, OK, University of Oklahoma Press

MAHON, John (1989). *History of the Second Seminole War, 1835-1842*, Gainesville : University Press of Florida

MALONE, Patrick (1991). *The Skulking Way of War : Technology and Tactics among the New England Indians*, Lanham : Madison Books

MANDEL, Robert (2006). *The Meaning of Military Victory*, Boulder : Lynne Rienner Publishers

MANSOOR, Peter. « The Softer Side of War », *Foreign Affairs*, vol. 90, n° 1 (2011)

MANSOOR, Peter et Murray, Williamson (2012). *Hybrid Warfare : The Struggle of Military Forces to Adapt to Complex Opponents from the Ancient World to the Present*, Cambridge : Cambridge University Press

MAO Tse-Tung (2002, réédition). *On Guerrilla Warfare*, Scholarly Book Services Inc

MAOZ, Zeev et Russett, Bruce. « Normative and Structural Causes of Democratic Peace, 1946-1986 », *American Political Science Review*, vol. 87, (1993)

MAY, Glenn Anthony (1991). *Battle for Batangas : A Philippines Province at War*, New Haven : Yale University Press

McCLINTOCK, Michael (1992). *Instruments of Statecraft. U.S. Guerrilla Warfare, Counterinsurgency, and Counterterrorism, 1940-1990*, New York : Pantheon Books

McIVOR, Anthony, dir. (2005). *Rethinking the Principles of War*, Annapolis : Naval Institute Press

McMASTER, H. R. (1997). *Dereliction of Duty : Lyndon Johnson, Robert McNamara, the Joint Chiefs of Staff, and the Lies That Led to Vietnam*, New York : HarperPerennial

McNAMARA, Robert (1995). *In Retrospect : The Tragedy and Lessons of Vietnam*, New York : Vintage

McNERNEY, Michael J., « Stabilization and Reconstruction in Afghanistan : Are PRTs a Model or a Muddle ?, *Parameters* (Hiver 2005-06),

MEROM, Gil (2003). *How Democracies Lose Small Wars : State, Society, and the Failures of France in Algeria, Israel in Lebanon, and the United States in Vietnam*, New York : Cambridge University Press

METZ, Steven (2007). *Rethinking Insurgency*, Carlisle : U.S. Army War College Strategic Studies Institute

MILLET, Allan et Maslowski, Peter (2012). *For the Common Defense: A Military History of the United States From 1607 to 2012*, New York : Free Press (dir., 3<sup>e</sup> édition),

MILLER, Stuart C. (1982). *'Benevolent Assimilation' : The American Conquest of the Philippines, 1899-1903*, New Haven : Yale University Press

MILITARY HISTORY INSTITUTE OF VIETNAM (2002). *Victory in Vietnam : The Official History of the People's Army of Vietnam, 1954-1975*, Lawrence : University Press of Kansas

MILSTEIN, Jeffrey et Mitchell, William, « Dynamics of the Vietnam Conflict : A Quantitative Analysis and Computer Simulation », *Peace Research Society Papers*, n° 10 (1968)

MILSTEIN, Jeffrey (1974). *Dynamics of the Vietnam War : A Quantitative Analysis and Predictive Computer Simulation*, Columbus : Ohio State University Press.

MISSAL, John et Missal, Mary Lou (2004). *The Seminole Wars : America's Longest Indian Conflict*, Gainesville : University Press of Florida

MOMYER, William (2003). *Air Power in Three Wars*, Maxwell AFB : Air University Press

MOYAR, Mark (1997). *Phoenix and the Birds of Prey : The CIA's Secret Campaign to Destroy the Viet Cong*, Annapolis : Naval Institute Press

\_\_\_\_\_ (2006). *Triumph Forsaken : The Vietnam War, 1954-1965*, Cambridge : Cambridge University Press

\_\_\_\_\_ (2009). *A Question of Command. Counterinsurgency from the Civil War to Iraq*, New Haven : Yale University Press

MUELLER, John. « Trends in Popular Support for the Wars in Korea and Vietnam », *American Political Science Review*, vol. 65, n° 2 (1971)

\_\_\_\_\_ (1973). *War, Presidents, and the Public Opinion*, New York : Wiley and Sons

\_\_\_\_\_ (1994). *Policy and Public Opinion in the Gulf War*, Chicago : University of Chicago Press

\_\_\_\_\_ « The Iraq Syndrome », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 4 (2005)

MURRAY, Williamson, « Does Military Culture Matter ? », *Orbis*, (1999)

MURRAY, Williamson et Scales, Robert (2003). *The Iraq War : A Military History*, Cambridge : Belknap

NAGL, John (2002). *Learning to Eat Soup with a Knife. Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago : The University of Chicago Press

NASHEL, Jonathan (2005). *Edward Lansdale's Cold War*, Boston : University of Massachussetts Press

NOLTING, Frederick (1988). *From Trust to Tragedy: The Political Memoirs of Frederick Nolting, Kennedy's Ambassador to Diem's Vietnam*, New York : Praeger

O'CONNEL, Robert (1989). *Of Arms and Men : A History of War, Weapons, and Aggression*, New York : Oxford University Press

O'NEILL, Bard (1990). *Insurgency and Terrorism : Inside Modern Revolutionnary Warfare*, Washington D.C. : Brassey's

PACKER, George (2005). *The Assassin's Gate : America in Iraq*, New York : Farrar, Strauss and Giroux

PALMER, Bruce (1984). *The 25-Year War : America's Military Role in Vietnam*, Lexington : University Press of Kentucky

PAGE, Benjamin et Shapiro, Robert (1992). *The Rational Public : Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*, Chicago : Chicago University Press

PAPE, Robert (1996). *Bombing to Win : Air Power and Coercion in War*, Ithaca, Cornell University Press

\_\_\_\_\_ (2005). *Dying to Win : The Strategic Logic of Suicide Bombing*, New York : Random House

PENTAGON PAPERS, Senator Gravel edition (1971). *The Defense Department History of United States Decision-making on Vietnam*, Boston : Beacon

PETERS, Ralph. « Heavy Peace », *Parameters* (printemps 1999)

PHILLIPS, David (2005). *Losing Iraq : Inside the Postwar Reconstruction Fiasco*, New York : Westview

PIKE, Douglas (1966). *Viet Cong*, Cambridge : MIT Press

POSEN, Barry (1984). *The Sources of Military Doctrine : France, Britain, and Germany between the World Wars*, Ithaca : Cornell University Press

PRESTON, Andrew (2010). *The War Council : McGeorge Bundy, the NSC, and Vietnam*, Cambridge : Harvard University Press

QAIO, Ling et Wang, Xiangsui (2002). *Unrestricted Warfare*, Panama City : Pan American Publishing

QUINLIVAN, James. « Burden of Victory : The Painful Arithmetic of Stability Operations », *RAND Review*, vol. 27, n° 2 (2003)

RECORD, Jeffrey (2004). *Dark Victory : America's Second War Against Iraq*, Annapolis : Naval Institute Press

\_\_\_\_\_ « The American Way of War. Cultural Barriers to Successful Counterinsurgency », *Policy Analysis*, n° 577 (2006)

REITER, Dan et Stam, Allan « Democracy, War Initiation, and Victory », *American Political Science Review*, vol. 92 , pp. 377-389 (1998)

\_\_\_\_\_ (2002). *Democracies at War*, Princeton : Princeton University Press

REMPE, Dennis, « America and Guerrilla Warfare, and Resisting Rebellion : The History and Politics of Counterinsurgency », *Journal of Cold War Studies*, vol. 10, n° 3 (2008)

RICHARDSON, J. (1996). *The Romans in Spain*, Oxford : Blackwell Publishers

RICHMAN, Alvin. « When Should We Be Prepared to Fight ? », *Public Perspective*, vol. 6, n° 3 (1995)

RICKS, Thomas (2006). *Fiasco. The American Military Adventure in Iraq*, New York : Penguin Press

\_\_\_\_\_ (2009). *The Gamble. General David Petraeus and the American Military Adventure in Iraq, 2006-2008*, New York : The Penguin Press

ROGERS, Robert (1883). *Journals of Major Robert Rogers*, Albany : Joel Munsell's Son

ROSE, Gideon (2010). *How Wars End : Why We Always Fight the Last Battle*, New York : Simon & Schuster

ROSEN, Stephen Peter (1994). *Winning the Next War : Innovation and the Modern Military*, Ithaca : Cornell University Press

ROTH, Russel (1981). *Muddy Glory : America's Indian Wars in the Philippines*, New York : Christopher Pub House

RUMSFELD, Donald (2011). *Known and Unknown : A Memoir*, New York : Sentinel

RUSSETT, Bruce (1990). *Controlling the Sword : The Democratic Governance of National Security*, Cambridge : Harvard University Press

SANCHEZ, Ricardo (2008). *Wiser in Battle : A Soldier's Story*, New York : HarperCollins

SAPOLSKY, Harvey et Shapiro, Jeremy, « Casualties, Technology, and America's Future Wars », *Parameters*, vol. 26, n° 2 (1996)

SARKESIAN, Sam (1984). *America's Forgotten Wars : The Counterrevolutionary Past and Lessons for the Future*, Westport : Greenwood Press

SCARBOROUGH, Rowan (2004). *Rumsfeld's War*, Washington D.C. : Regnery

SCHAFFER, Howard (2003). *Ellsworth Bunker : Global Troubleshooter, Vietnam Hawk*, Chapel Hill : The University of North Carolina Press

SCHEIDEL, Walter, Morris, Ian, et Saller, Richard (2008). *The Cambridge Economic History of the Greco-Roman World*, Cambridge : Cambridge University Press (dir.),

SCHIRMER, D. B. (1972). *Republic or Empire : American Resistance to the Philippines War*, New York : Schenkman Books Inc.

SCHMIDT, Hans (1995). *The United States Occupation of Haïti, 1915-1934*, New Brunswick : Rutgers University Press (2<sup>e</sup> édition).

SCHROEDER, J. (1985). *Shaping a Maritime Empire*, Westport : Greenwood Press

SEXTON, William T. (1939). *Soldiers in the Sun : An Adventure in Imperialism*, Harrisburg : The Military Service Publishing Company

SHARP, Ulysses S. Grant (1978). *Strategy for Defeat : Vietnam in Retrospect*, San Rafael : Presidio

SHEEHAN, Neil (1989). *A Bright Shining Lie*, New York : Vintage

SHY, John (1990). *A People Numerous and Armed : Reflections on the Military Struggle for American Independence*, Ann Arbor : University of Michigan Press

SILBEY, David (2007). *A War of Frontier and Empire : The Philippine-American War of 1899-1902*, New York : Hill and Wang

SINGH, Jasjit, « Dynamics of Limited War », *Strategic Analysis*, vol. 24 (2000)



SLIM, Hugo (2008). *Killing Civilians : MEthod, Madness, and Morality in War*, New York : Columbia University Press

SORLEY, Lewis (1999). *A Better War : The Unexamined Victories and Final Tragedy of America's Last Years in Vietnam*, New York : Harcourt Brace

\_\_\_\_\_ (2004). *Vietnam Chronicles : The Abrams Tapes, 1968-1972*, Lubbock : Texas Tech University Press (dir.)

SPALINGER, Anthony (2005). *War in Ancient Egypt : The New Kingdom*, Malden : Blackwell

SPECTOR, Ronald (1993). *After Tet : The Bloodiest Year in Vietnam*, New York : Free Press

SPROUT, Harold et Sprout, Margaret (1939). *The Rise of American Naval Power, 1776-1918*, Princeton : Princeton University Press

STECH, Frank, « Winning CNN Wars », *Parameters*, vol. 14, n° 3 (1994)

SUMMERS, Harry (1982). *On Strategy : A Critical Analysis of the Vietnam War*, New York : Presidio

SUSKIND, Ron (2006). *The One Percent Doctrine : Deep Inside America's Pursuit of Its Ennemis Since 9/11*, New York : Simon & Schuster

TACITE (1970). *The Agricola and the Germania*, London : Penguin

TAYLOR, Alan (2002). *American Colonies : The Settling of North America*, New York : Penguin

TERRIFF, Terry, « 'Innovate or Die' : Organizational Culture and the Origins of Maneuver Warfare in the United States Marine Corps », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 29, n° 3 (2006)

TILFORD, Earl (1991). *Setup : What the Air Force Did in Vietnam and Why*, Maxwell AFB : Air University Press

THOMSON, James, Stanley, Peter, et Perry, John Curtis (1981). *Sentimental Imperialists : The American Experience in East Asia*, New York : Harper & Row

THOMPSON, Robert (1966). *Defeating Communist Insurgency : The Lessons of Malaya and Vietnam*, New York : Praeger Publishers

\_\_\_\_\_ (1974). *Peace Is Not at Hand*, New York : McKay

TRUONG, Nhu Tang (1985). *A Vietcong Memoir*, New York : Vintage

TURNER, Kathleen (1985). *Lyndon Johnson's Dual War : Vietnam and the Press*, Chicago : University of Chicago Press

TURNER, Stansfield (2005). *Burn Before Reading : Presidents, CIA Directors, and Secret Intelligence*, New York : Hyperion

UCKO, David (2009). *The New Counterinsurgency Era. Transforming the U.S. Military for Modern Wars*, Washington D.C. : Georgetown University Press

ULLMAN, Harlan et Wade, James (1996). *Shock and Awe : Achieving Rapid Dominance*, Washington D.C. : Government Printing Office

U.S. ARMY AND MARINE CORPS (2007). *Counterinsurgency Field Manual*, Chicago : The University of Chicago Press,

U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE (2012). *Sustaining U.S. Global Leadership : Priorities for 21st Century Defense*

\_\_\_\_\_ (2010). *Quadrennial Defense Review*

\_\_\_\_\_ (2006). *Quadrennial Defense Review Report*

U.S. JOINT FORCES COMMAND (2006). *Irregular Warfare Special Study*, Norfolk

U.S. MARINE CORPS (1940). *Small Wars Manual*.

UTLEY, Robert (1973). *Frontier Regulars : The United States Army and the Indian, 1866-1891*, Lincoln : University of Nebraska Press

UTLEY, Robert et Wilcomb, Washburn (2002). *Indians Wars*, Boston : Houghton Mifflin

VALENTINE, Douglas (1990). *The Phoenix Program*, New York : William Morrow

VANDERVORT, Bruce (2006). *Indian Wars of Mexico, Canada, and the United States, 1812-1900*, New York : Routledge

VERBA, Sidney et al. « Public Opinion and the War in Vietnam », *American Political Science Review*, vol. 61, n° 1 (1967)

VIEN, Cao Van (1983). *The Final Collapse*, Washington D.C. : Center of Military History, U.S. Army

WALTON, C. Dale (2002). *The Myth of Inevitable US Defeat in Vietnam*, London : Frank Cass

WALTZ, Kenneth (1967). *Foreign Policy and Democratic Politics : The American and British Experience*, Boston : Little, Brown

WEIGLEY, Russell (1973). *The American Way of War : A History of the United States Military Strategy and Policy*, Bloomington, IN : Indiana University Press

\_\_\_\_\_ (1991). *The Age of Battles : The Quest for Decisive Warfare from Breitenfeld to Waterloo*, Bloomington : Indiana University Press

WELCH, Richard (1987). *Response to Imperialism : The United States and the Philippine-American War, 1899-1902*, Chapel Hill : The University of North Carolina Press

WEST, Francis (1972). *The Village*, New York : Harper & Row

\_\_\_\_\_ (2005). *No True Glory : A Frontline Account of the Battle of Fallujah*, New York : Bantam Dell

\_\_\_\_\_ « Groundhog War. The Limits of Counterinsurgency in Afghanistan », *Foreign Affairs*, vol. 90, n° 5 (2011)

WESTMORELAND, William (1976) *A Soldier Reports*, Garden City : Doubleday

WITTKOPF, Eugene (1990). *Faces of Internationalism : Public Opinion and American Foreign Policy*, Durham : Duke University Press

WHIPPLE, A.B.C. (2001). *To the Shores of Tripoli : The Birth of the U.S. Navy and Marines*, Naval Institute Press

WOODWARD, Bob (2002). *Bush at War*, New York, Simon & Schuster

\_\_\_\_\_ (2004). *Plan of Attack*, New York, Simon & Schuster

\_\_\_\_\_ (2006). *State of Denial*, New York, Simon & Schuster

\_\_\_\_\_ (2008). *The War Within : A Secret White House History 2006-2008*, New York : Simon & Schuster

ZAKARIA, Fareed (1998). *From Wealth to Power : The Unusual Origins of America's World Role*, Princeton : Princeton University Press

ZEGART, Amy (1999). *Flawed by Design. The Evolution of the CIA, JCS, and NSC*, Stanford : Stanford University Press

\_\_\_\_\_ (2007). *Spying Blind. The CIA, the FBI, and the Origins of 9/11*, Princeton : Princeton University Press

ZINNI, Antony et Koltz, Tony (2006). *The Battle for Peace. A Frontline Vision of America's Power and Purpose*, New York : Palgrave Macmillan